LES CAHIER DE RÉFLEXIONS 19 - PRINTEMPS 2022



LES N° 19 - PRINTEMPS 2022 CAHIER DE RÉFLEXIONS UTO DE CHIER DE RÉFLEXIONS CAHIER DE RÉFLEXIO

POUVOIRS, POLITIQUE MOUVEMENT SOCIAL

Sommaire

12	LE NOUVEAU STATUT DU SALARIAT DE SOLIDAIRES : UN PROJET RÉVOLUTIONNAIRE / Romain Casta
22	DOSSIER / DE LA CHARTE D'AMIENS / Thierry Renard
32	DOSSIER / SYNDICALISME ET POLITIQUE / Verveine Angeli
38	DOSSIER / CINQ BONNES RAISONS DE DÉFENDRE ET PROMOUVOIR LA CHARTE D'AMIENS / Florent Cariou, Julien Gonthier, Bernard Guillerey et Francky Poiriez
44	DOSSIER / 1962-1984, LA CGT ET LE PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT / Jean-Yves Lesage
56	DOSSIER / FALLAIT-IL UN « GRAND PARTI » POUR L'AUTOGESTION ? La cfdt et les assises du socialisme de 1974 / Théo Roumier
74	DOSSIER / MAI 1981, LA GAUCHE AU POUVOIR ET LE SYNDICALISME QUI ASSISTE OU REGARDE / Gérard Gourguechon
00	DOSSIER / 1998, L'APPEL POUR L'AUTONOMIE DU MOUVEMENT SOCIAL / Pierre Contesenne, Leon Cremieux
80	DOSSIER / L'INSTITUTIONNALISATION DE L'ÉGALITÉ PROFESSIONNELLE FEMMES-HOMMES / Murielle Guilbert
14	DOSSIER / FÉMINISME D'ÉTAT : CONTRADICTION, RÉCUPÉRATION ET MISE AU PAS? / Nara Cladera

RETOUR SUR LA GRÈVE DU NETTOYAGE À JUSSIEU / SUD Éducation Sorbonne Université

130	DOSSIER / DÉMOCRATIE ET PROCESSUS / Pierre Zarka
136	DOSSIER / « LE PROBLÈME ÇA ALLAIT ÊTRE LES MILITANTS » AU CŒUR DU LABORATOIRE GRENOBLOIS / François Marchive
142	DOSSIER / ÉTAT ESPAGNOL: LES SYNDICALISTES ET LES MAIRIES DU CHANGEMENT / José Villaverde Garcia
150	DOSSIER / BRÉSIL: LA CUT ET LE GOUVERNEMENT LULA / Étienne David-Bellemare
162	DOSSIER / ÉTATS-UNIS 2021 / Alexandra Bradbury (traduction Patrick Le Tréhondat)
170	DOSSIER / LE SYNDICALISME SOVIÉTIQUE A-T-IL EXISTÉ ? / Pierre Znamensky
182	DOSSIER / RELATIONS ENTRE PARTIS ET SYNDICATS : CONSTRUIRE QUELQUES GARDE-FOUS / Philippe André, Anne Debrégeas, Jérôme Schmitt
190	DOSSIER / LA MOTION D'AMIENS ET LE CONGRÈS SUD-RAIL / Christian Mahieux
198	CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE ET ACTIVITÉ SYNDICALE / Ivan Jurkovic
206	LA CRISE SANITAIRE, UNE RESPIRATION SALUTAIRE? / Alain Véronèse
214	ACTUALITÉ DE PIERRE BOURDIEU / Pierre Contesenne
222	MICHEL DESMARS

édito

ouvoirs, politique, mouvement social. L'articulation des trois termes a traversé l'histoire du mouvement ouvrier, et, en cette veille d'élections présidentielle et législatives, continue à interpeller. Dans une telle période, revenir sur cette question est un enjeu nécessaire pour «les jours d'après ». Indépendance et autonomie (les deux n'étant pas identiques) ou, a contrario, «courroie de transmission » du «Parti », recherche d'un débouché politique aux luttes, tout cela continue de polariser les débats parmi celles et ceux qui veulent changer la société.

ous avons d'abord fait le choix d'y revenir d'un point de vue historique. Trois contributions s'intéressent ainsi à la postérité de la Charte d'Amiens, texte fondateur du syndicalisme hexagonal adopté par le congrès de la CGT en 1906 fixant pour but la « double besogne, quotidienne et d'avenir ». Trois autres traitent respectivement de la CGT et du Programme commun d'union de la gauche (de 1972 à 1984); de la CFDT et des Assises du socialisme de 1974; du mouvement syndical face à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Un dernier article, rédigé par deux de leurs signataires, revient sur ce qui était porté par les appels pour l'autonomie du mouvement social de la fin des années 1990.

Croisant les problématiques syndicales et féministes, deux articles de nos camarades Murielle Guilbert et Nara Cladera interrogent l'institutionnalisation au long cours de l'égalité professionnelle femmes/hommes comme l'indépendance du féminisme vis-à-vis des institutions et de l'État. Un entretien avec le rédacteur en chef du journal local *Le Postillon* permet de détailler les rapports du mouvement social grenoblois à sa mairie « alternative ». Des contributions de Verveine Angeli, Pierre Zarka et de trois camarades de SUD Énergie s'intéressent plus généralement aux liens du mouvement social au « politique ».

ais nous avons également fait le choix de décentrer le regard sur la question en proposant des articles sur la réalité de ce que fut le syndicalisme soviétique, la place des mobilisations populaires dans les élections états-uniennes de 2021, l'attitude que le syndicalisme de lutte et de classe peut entretenir dans l'État espagnol avec les «mairies rebelles» et les rapports de la Centrale unique des travailleurs (CUT) du Brésil avec le gouvernement Lula de 2003 à 2011.

En varia, nous proposons dans ce dix-neuvième numéro des contributions sur la grève des agents du nettoyage de la fac de Jussieu, le « nouveau statut du salariat », la critique de l'économie politique, la crise sanitaire ou encore l'actualité de Pierre Bourdieu.

Enfin, à l'heure où nous écrivons ces lignes, la guerre vient de frapper l'Ukraine. Nous ne pouvons que rappeler notre rejet de tous les impérialismes et notre profond attachement aux vers de L'Internationale: «Paix entre nous, guerre aux tyrans!»

RETOUR SUR LA GRÈVE du nettoyage à Jussieu

En septembre 2021, les 130 agents de nettoyage du campus universitaire de Jussieu à Paris se sont mis en grève contre leur employeur, l'entreprise soustraitante Arc-en-Ciel. Après 8 jours d'une grève suivie quasiment à 100 %, ils et elles ont obtenu satisfaction sur la majeure partie de leurs revendications, portant notamment sur l'organisation et les conditions de travail et le paiement des heures supplémentaires. Les militants et militantes de la section locale de SUD Éducation ont soutenu activement la grève, et donnent ici leur récit et leur analyse.

La très grande majorité des salarié·es étant des femmes, la suite du texte est entièrement féminisée.

Cette contribution est rédigée collectivement par les militantes et militants de la section SUD Éducation Sorbonne Université.



D'Ignazio]

LE NETTOYAGE À JUSSIEU: DES LUTTES RÉCURRENTES

Le campus Pierre et Marie Curie (PMC, anciennement «Jussieu») est un ensemble de bâtiments datant des années 1960, situé en bord de Seine dans le 5e arrondissement de Paris. Le corps principal est composé d'une quarantaine de bâtiments de cinq étages sur pilotis, et d'une monumentale tour centrale de 24 étages, qui abrite les principaux services administratifs et, au sommet, la présidence de l'université. Le campus est également délimité par deux longues barres de cinq étages, donnant sur la Seine et sur le Jardin des Plantes. L'ensemble, d'environ 120 000 m², appartient aujourd'hui à Sorbonne Université, l'établissement issu en 2018 de la fusion entre l'Université Pierre et Marie Curie Paris-6 (sciences et médecine) et l'Université Paris-Sorbonne Paris-4 (sciences humaines, lettres, langues). Le campus accueille environ 22 000 étudiant·es, 3000 enseignant·es-chercheurs·es et personnels administratifs, ainsi que les membres des laboratoires de recherche employés par des instituts de recherche (CNRS, INRIA, etc.).

Auparavant, le nettoyage des locaux du campus PMC était assuré par des agents de l'université, avec statut de fonctionnaires. Mais depuis environ quinze ans, la quasi-totalité du nettoyage est passée sous le régime de la sous-traitance: l'administration de l'université définit un marché pour plusieurs années avec un cahier des

charges du nettoyage, elle ouvre un appel d'offres, puis passe un contrat avec l'une des entreprises prestataires ayant répondu. Ainsi, depuis une quinzaine d'années, ce marché est passé entre les mains des entreprises privées Derichebourg, Labrenne, puis Arc-en-Ciel. Au gré des changements d'entreprise prestataire, les salariées du nettoyage, environ 130 agents, chefs d'équipe compris, restent pour beaucoup les mêmes, et ne font que changer d'employeur. Ce passage à la sous-traitance ne s'est pas fait sans résistance, et, depuis lors, les actions des agents du nettoyage pour défendre leurs droits ressurgissent périodiquement. Lors d'une précédente action, la grève s'était prolongée jusqu'à la réintégration de salariées licenciées. Plus récemment, une salariée, qui n'avait pas reçu de formation spécifique, a été exposée à des produits radioactifs issus d'un laboratoire, ce qui a donné lieu à une intervention du CHSCT.

L'entreprise Arc-en-Ciel, qui a repris le marché du nettoyage en février 2021, a fait preuve d'un mépris encore plus grand que ses prédécesseurs pour le respect des garanties minimales du droit du travail. En septembre 2021, les principaux points pour lesquels la grève a éclaté sont les suivants. D'abord, de nombreuses salariées ont accumulé des heures supplémentaires non payées ou non majorées, et ont constaté un écart entre les horaires indiqués sur leur contrat de travail et ceux qu'elles effectuaient. La faible compréhension du français oral ou écrit de certaines salariées a permis à Arc-en-Ciel de leur faire signer des contrats de CDD antidatés en lieu et place de leurs CDI, afin de mettre fin à leur travail, rajoutant une dimension raciste au sexisme du système de discriminations. D'autre part, l'entreprise n'ayant pas renouvelé une trentaine de CDD arrivant à échéance au printemps, la charge de travail pesant sur le reste des salariées s'est accrue brutalement, notamment lors du nettoyage d'été précédant la rentrée. Outre le comportement irrespectueux du nouveau responsable d'exploitation du site, un point de tension supplémentaire a été l'annonce par la direction de l'entreprise d'un fractionnement des journées de travail. Alors que celles-ci étaient jusqu'alors réparties sur l'un des créneaux 6 h-13h ou 13h-20h, la direction souhaitait introduire un fonctionnement où chaque agent pourrait travailler, par exemple, quatre heures dans la matinée, puis trois heures l'après-midi, avec un creux non payé entre les deux. Suite à ces annonces, les salariées ont cessé le travail le mardi 14 septembre, et réclamé immédiatement des négociations. Ce mouvement de grève fut préparé et animé principalement par les syndicats CGT du campus, et soutenu par des organisations de personnels et d'étudiant·es, avec notamment une grande implication de SUD Éducation et Solidaires Étudiant·e·s.

UNE JOURNÉE AVEC LES GRÉVISTES

Chaque jour de grève commence par le rassemblement du piquet de grève à 6 h du matin – c'est l'heure où les salariées du matin commencent habituellement le travail. Les grévistes et leurs soutiens se retrouvent sur le parvis, et après un point rapide de situation, la poursuite de la grève est mise au vote. On monte ensuite prendre un café au local syndical, puis vers 8 h le piquet s'installe à l'entrée du campus, avec banderoles, tracts, pancartes, drapeaux, table de pétition, boîtes en carton pour la caisse de grève, mégaphones. Cet arsenal est complété par des percussions de toutes sortes: bidons, boîtes de conserve, bouteilles, cymbales, derbouka...



. D'Ignazio]

tout ce qui peut servir pour rythmer les slogans: «Arc-en-Ciel esclavagiste, la fac complice!», «Arc-en-ciel, négociez ou dégagez», etc. Certaines fois, s'improvise une danse en ronde autour du piquet, ce qui complète une ambiance de lutte vraiment joyeuse, malgré la colère, la fatigue, les doutes. Chaque jour ce piquet a reçu de nombreux dons d'argent, signatures de pétition, et encouragements de la part des personnels et étudiant es.

Puis commence une déambulation sonore sur le parvis, profitant de la caisse de résonance « naturelle » offerte par la configuration des bâtiments sur pilotis. En cette semaine de rentrée, différentes opportunités se présentent pour rendre encore plus visible la lutte auprès des personnels, des étudiant·es, des visiteurs du campus, et de la clique présidentielle de l'université: événement «Welcome week» pour la rentrée des associations étudiantes, colloque de la Société française de physique, réunion du Comité technique, etc. On entre également dans les amphis, interrompant les cours pendant quelques minutes pour s'adresser aux étudiant·es et leur expliquer les raisons de la grève: sauf rares exceptions, ces interventions sont très bien accueillies, souvent avec des applaudissements des étudiant·es. Vers midi, on retourne déjeuner au local syndical (repas offerts par la CGT), puis les salariées de l'après-midi arrivent à 13 h, discutent de la grève, votent à leur tour, et prennent le relais pour le piquet et la déambulation jusqu'en fin d'après-midi.

En plus des piquets et déambulations dans le campus, un rassemblement de soutien a eu lieu sur le campus au sixième jour de la grève, avec environ 200 personnes, et les interventions de responsables politiques et de militants syndicaux, sous le regard des journalistes présents. Une manifestation devant le siège de l'entreprise, à Champigny-sur-Marne (94) était prévue pour le dixième jour de grève, mais elle a été annulée car la grève avait cessé entre-temps. Ces temps forts avaient pour objectifs: 1) de faire connaître publiquement la grève au-delà de

l'université, notamment par une couverture médiatique; 2) d'aider les grévistes à tenir, en leur proposant des perspectives d'action variées; 3) de maintenir le rapport de force, en faisant savoir à la direction de l'entreprise que les grévistes projetaient leurs actions dans la durée, et donc qu'elles étaient prêtes à continuer la grève.

LES NÉGOCIATIONS

Les grévistes étant salariées de l'entreprise Arc-en-Ciel, c'est à la direction de celle-ci qu'elles ont adressé leurs revendications. Cependant, l'administration de l'université, en tant que «donneuse d'ordre», a aussi été interpellée, pour l'informer des griefs des grévistes, et l'inviter à faire respecter par Arc-en-Ciel certaines garanties du droit du travail. La pratique du «dialogue social» par l'entreprise Arc-en-Ciel s'est avérée révoltante et déconcertante, au point que l'administration universitaire, qui cherchait à jouer un rôle de médiatrice, a fini par ne plus s'y retrouver...

En effet, au deuxième jour de grève, la direction de l'entreprise Arc-en-Ciel est venue sur le campus, accompagnée de délégués du personnel, pour négocier avec les grévistes. Après discussion, un accord a été trouvé pour mettre fin à la grève... mais la direction a refusé de le mettre par écrit! Sur l'insistance des grévistes, elle a fini par fournir un document par lequel elle s'engageait à respecter «ce qui avait été convenu lors de la réunion», sans préciser les points de l'accord! Ainsi, la grève s'est poursuivie. Par la suite, la direction de l'entreprise ne s'est plus jamais rendue sur le campus: elle envoyait les délégués du personnel, membres de «syndicats jaunes» (affiliés à des centrales syndicales, mais inféodés à la direction de l'entreprise), jouer le rôle de ses fondés de pouvoir pour négocier en son nom! Ces délégués (tous des hommes) n'avaient pris aucune part dans la préparation et l'organisation de la grève. Pire, ils s'immisçaient dans les assemblées de grève, attisant volontairement les tensions, et cherchant à convaincre les grévistes

- → pas de fractionnement des journées de travail;
- → non-application de la clause de mobilité (inscrite sur les contrats de travail, cette clause permettait à la direction de muter les agents sur toute la région parisienne, au gré de ses besoins);
- →aucun licenciement;
- →remplacement des absences;
- → paiement des sommes dues pour les heures travaillées et non payées, notamment les heures supplémentaires;
- →régularisation des contrats de travail; fourniture de produits d'entretien non allergisants;
- → départ du responsable d'exploitation du site, au comportement irrespectueux envers les agents;
- → paiement de 50% des jours de grève. La grève a ainsi été victorieuse, et grâce à la caisse de grève, les grévistes ont pu être indemnisées entièrement, et n'ont pas perdu de salaire suite à leur action!

LA SOUS-TRAITANCE EN QUESTION

Comme on l'a vu lors de cette grève, la fonction principale du recours à des entreprises sous-traitantes, dont la mise en concurrence favorise toujours le moins-disant, n'est pas d'améliorer la qualité du service rendu mais de réduire les coûts pour le compte du « donneur d'ordres » (l'université), en pressant les salariées au maximum, au besoin par des méthodes illégales. Au passage, la sous-traitance crée des angles morts, en déresponsabilisant l'université vis-à-vis des conditions de travail de certaines catégories de personnes qui travaillent pourtant sur ses campus.

UNE GRÈVE « VERROUILLÉE » PAR LA CGT

Comme nous l'avons indiqué plus haut, ce sont les syndicats CGT de Sorbonne Université (FERC Sup et SNTRS¹) qui ont préparé et animé ce mouvement de grève. Cela a notamment consisté à rencontrer les salariées régulièrement en amont de la grève, préparer les dossiers individuels pour les problèmes de contrat, d'horaires, de paiement d'heures supplémentaires, etc., ce qui représente un volume de travail syndical très important, et mobilise des réseaux militants au-delà de l'université. Ce travail a bénéficié d'un soutien conséquent du collectif nettoyage de l'union départementale CGT Paris. Animer et soutenir une grève, avec une base syndicale quasiment inexistante, et avec des salariées aux conditions économiques très précaires, est une tâche très difficile et délicate, et il ne s'agit pas ici de juger si la CGT a «bien fait le boulot» ou non. Cependant, il est important de tirer les conséquences d'un fait: lors de cette grève, la CGT a persisté à agir seule et garder le contrôle du mouvement, sans réellement

¹ FERC Sup : syndicats CGT relevant des champs d'enseignement supérieur et de recherche. SNTRS-CGT : Syndicat national des travailleurs de la recherche scientifique.



D'Ionaz

essayer d'associer les autres organisations dans une démarche unitaire.

Il faut d'abord noter que la CGT préparait cette grève depuis quelques semaines, dans le plus grand secret. On ne peut que regretter d'avoir dû cantonner notre participation à des aspects essentiellement logistiques, faute d'avoir pu anticiper le mouvement. Dans ce contexte, nous les militantes de SUD Éducation sur le campus Jussieu, avons fait de notre mieux pour soutenir et encourager les grévistes, principalement par les moyens suivants:

- → en étant les plus présent·es possibles sur le piquet et aux assemblées de grève; en utilisant nos moyens de communication (tracts, publipostages, listes mail militantes, contacts avec les médias) pour faire connaître la grève et ses motivations;
- → en intervenant auprès de l'administration de l'université pour peser dans le rapport de forces;
- →en proposant des actions diversifiées (fabrication de pancartes, organisation d'une manifestation) et en y apportant une aide concrète.

Les forces militantes sur le campus ne sont pas très nombreuses (y compris pour la CGT, qui est pourtant le syndicat majoritaire d'opposition); dans ces conditions, ne pas former un comité unitaire de soutien revient à se priver de rassembler efficacement le peu de forces disponibles. De plus, l'absence de structures clairement définies (comité de grève, comité de soutien) a eu plusieurs conséquences négatives. D'abord, cela a laissé beaucoup trop de place aux perturbations des syndicats jaunes, qui ont pu intervenir dans les réunions de grève et monopoliser l'attention. Ensuite, ce flou n'a pas favorisé l'appropriation de pratiques démocratiques par les salariées (prises de responsabilités sur mandat de l'AG, élection des membres de la délégation, etc.), ni la formation de liens de solidarité durables entre elles. Enfin, cela n'a pas encouragé le renforcement et l'évolution des revendications: on peut remarquer que celles-ci portaient sur le respect élémentaire du droit du travail, alors qu'elles auraient pu avancer, au cours du mouvement, vers des positions plus offensives, comme des augmentations de salaire, la réintégration des collègues en CDD non-renouvelées, ou la possibilité d'être intégrées au personnel de l'université sans perte de salaire, par exemple. En conclusion, malgré les réserves émises ci-dessus, notre action de soutien auprès des grévistes a été un moment fort, enthousiasmant, et riche d'enseignements pour les luttes à venir. Bien évidemment, rien n'est jamais acquis définitivement; plusieurs mois après la grève, la direction a relancé la répression: deux licenciements, une mise à pied. La lutte et la solidarité continuent!

SUD Éducation Sorbonne Université

LE NOUVEAU STATUT DU SALARIAT **DE SOLIDAIRES** Un projet révolutionnaire

En 2008, la revendication du nouveau statut du salariat a été adoptée par l'Union syndicale Solidaires lors de son 4° congrès'. Elle se voulait être, à l'époque, une réponse revendicative et offensive au chômage de masse, tout en poursuivant la lente conquête de la sécurisation du salaire. Cet enjeu, révolutionnaire nous verrons plus loin pourquoi - a été l'une des grandes forces motrices de la lutte syndicale pendant tout le XXº siècle, à travers entre autres: le statut de la fonction publique, les retraites et l'assurance chômage, les différents statuts des salarié·es des grandes entreprises publiques et les conventions collectives. Le nouveau statut du salariat s'inscrit dans cette longue histoire, en posant le droit au salaire comme revendication forte de l'Union syndicale. Plus précisément, il revendique la poursuite du salaire en cas de perte d'emploi, en remplacement des actuelles indemnités chômage, et par extension le droit au salaire, avec ou sans emploi.

Romain Casta est militant à SUD Culture en Haute-Garonne, et à l'union départementale Solidaires 31. Il participe aux commissions Protection sociale et Chômage/Précarité de l'Union syndicale Solidaires.

^{* 4}º congrès de l'Union syndicale Solidaires, 2008, page 115



Manifestation à Paris, avril 2021

. D'Ignazio]

Cette revendication de continuité du salaire est complétée dans le nouveau statut du salariat par une revendication du droit au poste de travail, appelée droit à l'emploi, c'est-à-dire le droit à l'inclusion dans un collectif de travail car le salaire seul ne suffit pas, et par un droit à la formation, comme droit à l'éducation permanente, c'est-à-dire droit à l'accès aux savoirs émancipateurs, élément nécessaire à toute montée en puissance des travailleurs ses dans leurs luttes contre les capitalistes. Ces trois droits politiques: salaire, formation, poste de travail, constituent, s'ils sont assumés comme tels, les bases d'un projet de transformation sociale révolutionnaire pour sortir du capitalisme.

DROIT AU SALAIRE

La sécurisation du salaire a été, et est toujours, au cœur de la lutte des classes entre les travailleurs·ses et les employeurs capitalistes. Même si nous n'en avons pas toujours conscience, quand on lutte pour les retraites, pour le statut de la fonction publique, pour le maintien du statut à la SNCF, pour la titularisation des précaires, pour le maintien et l'amélioration des conventions collectives, pour l'assurance chômage, on lutte pour la sécurisation du salaire. La lutte contre la dernière contreréforme de l'assurance chômage (2019-2021) en est un bon exemple. Depuis leur création, en 1958, les indemnités chômages sont calculées sur la base du salaire du travailleur ou de la travailleuse au moment de sa perte d'emploi et sur une période de référence (aujourd'hui 24 mois): elles sont une partie du salaire (par exemple 60%) qui continue malgré le licenciement ou la fin de contrat. C'est bien là, le sens de la revendication portée par les organisations syndicales entre la sortie de la Seconde Guerre mondiale et 1958, contre les employeurs capitalistes et un État franchement servile. L'intention finale était limpide pour peu qu'on ait envie de la lire: un salaire attaché à la personne et qui continue dans le temps, ou encore «je perds mon emploi, je garde mon salaire». Pour casser cette continuité du salaire, quelle est la stratégie des réformateurs capitalistes? Une baisse des indemnités chômage comparativement au dernier salaire perçu, ce qu'on appellera taux de remplacement, mais aussi une déconnexion de plus en plus importante dans le calcul des droits au chômage entre le dernier salaire et le montant des indemnités. Pour la dernière contre-réforme, cela s'est matérialisé par la suppression (pour le calcul des indemnités) de la référence aux derniers salaires perçus par le·la travailleur·se. Cette référence était incluse dans ce qu'on appelait le salaire journalier de référence, c'està-dire un salaire journalier équivalent à nos derniers salaires perçus et qui servait de base de calcul pour les indemnités. Après calcul, on arrivait finalement à des indemnités chômage dont le montant était de l'ordre de 65 % du dernier salaire net (c'est le taux de remplacement). Il y avait une continuité explicite d'une partie du salaire.

La réforme de 2019-2021 remplace ce salaire de référence et la continuité qui va avec, par un mode de calcul basé sur une sorte de revenu moyen, incluant périodes en emploi et sans emploi sur 24 mois. Le principe est le suivant: on fait la somme des salaires perçus durant les 24 derniers mois, peu importe que vous ayez ou pas un emploi, et on le divise par 24 mois. La conséquence immédiate est la diminution des indemnités chômage de tous et toutes les travailleurs·ses précaires ayant des périodes d'emploi hachées. Concrètement, si durant les 24 derniers mois vous en avez passé 14 avec un emploi et 10 sans emploi, votre indemnité va baisser de 35 %. Dans le cas d'un·e salarié·e gagnant 1500 € net par mois, son indemnité va baisser de 400 €, passant de 1130 €/mois à 750 €/mois. Cette nouvelle indemnité chômage va s'étaler sur 24 mois et est présentée comme la stricte contrepartie moyennée des salaires perçus



durant les 24 mois précédant la perte d'emploi. Contre la logique de la continuité du salaire comme droit politique avec référence au dernier salaire et taux de remplacement fixe, s'est imposée un peu plus la référence à des droits capitalisés par le-la travailleur-se et une stricte contrepartie des salaires passés versés par les capitalistes. Ce changement idéologique dans le mode de calcul va faire baisser massivement les indemnités chômage (entre 20 et 40%) pour des centaines de milliers de travailleurs-ses dans les mois qui viennent.

Le deuxième volet de la contre-réforme augmente, quant à lui, la durée d'emploi nécessaire pour avoir droit à des indemnités chômage; celle-ci passe de 4 mois sur 24 mois à 6 mois sur 28 mois. Là aussi, cela correspond à une augmentation des contreparties nécessaires pour avoir droit aux indemnités chômage, c'est-à-dire au salaire qui continue. Encore une fois, l'idéologie capitaliste s'oppose aux indemnités chômage comme poursuite du salaire, elle introduit des contreparties multiples et individualisées dans les modalités d'accès aux droits (durée d'emploi nécessaire, indemnités proportionnelles non plus aux salaires passés mais à un revenu moyen...). L'introduction de ces contreparties et la baisse des indemnités ne sont pas nouvelles. Les droits rechargeables (1 mois cotisé = 1 mois indemnisé) s'inscrivaient, par exemple, pleinement dans cette ligne. L'objectif final des réformateurs capitalistes dans cette bataille idéologique, c'est une assurance chômage stricte contrepartie des cotisations chômage versées, ce qu'on pourrait appeler un chômage à points, associés à une allocation de survie (ce qu'on appelle assistance) aux pauvres; ce serait le rôle du Revenu de solidarité active (RSA) ou d'un revenu de base version capitaliste accordant une liberté maximale aux employeurs. Face à cela, les travailleurs∙ses qui se sont mobilisé·es face à cette contre-réforme, dans le mouvement des lieux culturels occupés, ont revendiqué non seulement son retrait mais aussi une extension du régime de l'intermittence du spectacle à tous et toutes les intermittent·es de l'emploi (travailleurs ses de l'hôtellerie-restauration, guides conférencier es, intérimaires, etc.). Ce régime annexe du régime général de l'assurance chômage, permet une continuité du salaire, sur une période d'un an entre deux emplois; l'assurance chômage fait, dans ce cas, office de salaire principal entre deux contrats de travail, qui sont de durées très courtes, bien souvent quelques heures (le temps d'un spectacle). C'est donc bien une revendication de sécurisation du salaire, indépendamment des aléas de l'emploi capitaliste (licenciement, fin de contrat) et qui va dans le sens du salaire attaché à la personne. On notera également la revendication de « mesures immédiates permettant l'accès de tou·te·s aux congés maternité, paternité et maladie indemnisés au sein de la sécurité sociale »1 qui est encore une revendication de continuité du salaire, c'est la poursuite du salaire en cas de congés parentaux qui est revendiquée ici. On ne reviendra pas longuement sur l'absence totale, lors de cette lutte, de soutien syndical à la hauteur des enjeux interprofessionnels que représentent l'assurance chômage et la continuité du salaire, mais ce qui est sûr c'est qu'elle appelle à une clarification syndicale des enjeux de la défense et de l'extension de la sécurité sociale (assurance maladie, chômage, retraites, allocations familiales...).

¹ gtlo.fr/pour-soutenir-les-lieux-occupes-et-nos-revendications

Et pourtant, notre Union syndicale a des choses à dire sur l'assurance chômage. Le nouveau statut du salariat de Solidaires contient des revendications fortes sur la continuité du salaire, le droit à la protection sociale et le droit à l'emploi, qui en fait un véritable projet politique et révolutionnaire, à opposer, s'il était assumé et développé, aux réformateurs capitalistes. Celui-ci part du constat que les carrières professionnelles sont soumises, pour les travailleurs·ses, à une série de ruptures (l'insécurité sociale) qui sont de la responsabilité,

soit individuelle soit collective, des em-

ployeurs capitalistes. Ces ruptures sont des licenciements, des fins de CDD ou toute

autre circonstance qui entraîne des varia-



tions à la baisse du salaire. À travers le nou-

veau statut du salariat, nous revendiquons la continuité du salaire lors de ces ruptures. Concrètement, cela signifie qu'en cas de licenciement ou de fin de contrat à durée déterminée, le salaire ne s'arrête pas, il continue, poussant jusqu'au bout les ambitions de maintien du salaire à l'origine de l'assurance chômage. Cette revendication s'appuie sur un déjà-là bien présent. Les fonctionnaires bénéficient de ce maintien du salaire attaché à leurs qualifications et

non à leurs postes. Cela a eu pour consé-

quence durant la crise Covid, un maintien

du traitement des fonctionnaires de l'Édu-

cation nationale alors que celle-ci était en

grande partie à l'arrêt, là où les salarié·es

ne bénéficiant pas du statut (à défendre et à étendre) de la fonction publique se retrouvaient en chômage partiel avec des pertes de salaires importantes, bien que toujours proportionnelles au salaire dans une logique de continuité salariale encore bien présente dans l'assurance chômage, et cela malgré les réformes.

De même les statuts de certaines grandes entreprises publiques (SNCF, EDF, etc.) garantissent un salaire attaché à la personne, qui ne dépend pas du poste de travail, mais d'autres critères (concours, ancienneté, etc.). Cette logique de continuité du salaire pour les travailleurs ses se retrouve aussi dans certaines conventions collectives de branches et éventuellement d'entreprise dans les cas les plus favorables. Les pensions de retraite, comme droit politique à un salaire hors de l'emploi après un âge déterminé, sont aussi un magnifique exemple de salaire attaché à la personne et qui donc se poursuit sans emploi. En ce qui concerne les retraites, c'est d'ailleurs cette logique de continuité du salaire qui est attaquée avec la contre-réforme de la retraite à points et qui fait la spécificité de celle-ci. Il faut en parler au présent car elle s'inscrit dans un projet idéologique de long terme qui a de bonnes chances de revenir sitôt les élections présidentielles et législatives passées.

Cette sécurisation du salaire est radicalement révolutionnaire, dans le sens où elle s'oppose au fondement de l'emploi capitaliste, pour qui le salaire ne peut être que la contrepartie d'une force de travail sur un poste de travail et dans des conditions dictées par l'employeur despotique. Dans ce chantage au salaire, le·la salarié·e doit être seul·e et nu·e, c'est-à-dire sans aucune sécurisation de son salaire et subir le chantage au salaire dans toute sa violence. C'est tout le travail révolutionnaire du syndicalisme au cours du XXe que de subvertir cette relation, en imposant des temps hors emploi pendant lesquels le salaire continue (congés payés, congés parentaux, retraites, chômage, maladie, etc.) et des salaires par VIVE LA SÉCU!

SANS EMPLOI... MAIS PAS SANS SALAIRE!

Petite histoire de l'indemnisation du chômage

Les militantes contre la réforme de l'assurance chômage trouveront à l'instrieur de quoi défendre une vision cohérente et offensive d'un régime unifié du chômage, géré par les travailleurs et les travailleuses, et leur garantisant le maintien de leur salaire bors de l'emploi.

Éditions syndicalistes

qualification attachés aux travailleurs ses (statut de la fonction publique) ou très encadrés par des négociations collectives (conventions collectives). On le voit, bien que révolutionnaire, le nouveau statut du salariat s'inscrit dans une lutte déjà bien entamée et victorieuse pour la sécurisation du salaire et dont les fruits sont encore largement présents.

DROIT À LA PROTECTION SOCIALE

En plus de cette continuité du salaire, le nouveau statut du salariat ajoute une continuité des droits sociaux et des droits à la formation. Ceux-ci étant liés depuis longtemps au salaire, il est fort logique qu'ils continuent avec celui-ci. Ainsi, les droits à l'assurance maladie continuent avec le salaire, dans un mouvement de reconnaissance du salarié-e sans emploi non plus comme chômeurs-ses, précaires ou pauvres mais comme travailleurs-ses à part entière, avec les mêmes droits sociaux que les travailleurs-ses dans l'emploi. Néanmoins, des

Sans emploi... Mais pas sans salaire, Éditions syndicalistes, 2021

questions restent à poser car la plupart des droits sociaux sont, en fait, déjà des droits partiels à la continuité du salaire: droits à la retraite, droits aux congés maternité, droits au chômage, allocations familiales, salaire de remplacement en cas de maladie ou d'invalidité. La sécurisation du salaire pose donc la question de la place de ces droits dans une revendication générale d'un salaire continu attaché à la travailleuse et au travailleur.

DROIT À LA FORMATION

En ce qui concerne les droits à la formation, le texte les présente ainsi: «Tous-tes les salarié·es ont des droits à la formation professionnelle, à la qualification et à l'éducation permanente, que ce soit pour accéder, se maintenir ou évoluer dans l'emploi, pour voir leurs compétences reconnues mais aussi se cultiver, se développer personnellement et culturellement et dans la vie citoyenne et associative. Ces formations doivent être gratuites, rémunérées correctement et se dérouler pendant le temps de travail.» Cette continuité du droit à la formation est un droit à l'accès au savoir pour les travailleurs·ses, indispensable à toute émancipation. Ces droits pourraient, par exemple, servir à acquérir des connaissances/compétences nécessaires pour remplacer les capitalistes dans leurs rôles de direction des entreprises, c'est-à-dire de la production. On peut le voir tous les jours dans nos activités syndicales. Notre capacité à s'auto-

LE NOUVEAU STATUT DU SALARIAT TEL QU'ADOPTÉ **AU CONGRÈS SOLIDAIRES DE 2008**

L'instauration d'un statut du salarié·e repose sur trois principes:

- -continuité du socle contractuel avec maintien du salaire entre deux emplois:
- -obligation de reclassement des salarié·es sans limite de temps :
- -financement patronal mutualisé pour garantir ces droits.

Continuité du socle contractuel

La loi doit fonder un nouveau statut du salarié·e sur le principe de déconnexion des droits du salarié de l'emploi occupé, y compris dans les périodes d'inactivité. Lors des périodes intermédiaires entre deux emplois, les rémunérations seront garanties intégralement. Cette continuité des droits sociaux, y compris de la protection sociale, serait la reconnaissance d'un statut professionnel permanent. Ces droits nouveaux ne doivent pas servir une libéralisation du régime des licenciements mais, bien au contraire, être accompagnés d'un contrôle renforcé par les représentantes des salariées dans les entreprises, un renforcement des moyens de l'inspection du travail et des tribunaux des prud'hommes.

Tous et toutes les salarié·es ont des droits à la formation professionnelle, à la qualification et à l'éducation permanente, que ce soit pour accéder, se maintenir ou évoluer dans l'emploi, pour voir leurs compétences reconnues mais aussi se cultiver, se développer personnellement et culturellement et dans la vie citoyenne et associative. Ces formations doivent être gratuites,

organiser, à travailler ensemble, sans patron ou leader charismatique, n'est pas innée, elle doit s'acquérir tant le régime de production capitaliste et l'éducation qui va avec nous poussent dans le sens opposé. Ces droits à la formation pourraient servir à cela, l'expérience des Centres d'études et formations interprofessionnels (CEFI), les organismes de formations de Solidaires, pourrait nous aider dans ce sens.

«Le principe de déconnexion des droits du salarié·e de l'emploi occupé y compris dans les périodes d'inactivité » que pose le nouveau statut du salariat est un acte révolutionnaire, et cela même s'il n'est pas pleinement assumé encore aujourd'hui. La connexion entre le salaire et le poste de travail (appelé dans le texte initial emploi), c'est le chantage au salaire qui est au cœur de la relation de subordination entre les capitalistes et les travailleurs-ses. S'attaquer à cela et dire et écrire, comme on l'a fait lors de la lutte contre la réforme de l'assurance chômage, « je perds mon emploi, je garde mon salaire», c'est subvertir le capitalisme dans ses fondements.

rémunérées correctement et se dérouler pendant le temps de travail.

Obligation de résultat du reclassement

Actuellement, les reclassements, quand ils aboutissent, débouchent sur des déclassements professionnels et des emplois précaires. Cette obligation de reclassement dans des emplois équivalents et à rémunération égale se concrétiserait à plusieurs niveaux, de l'entreprise au groupe, de l'entreprise sous-traitante à l'entreprise donneuse d'ordre, à la filière de production, au bassin d'emploi, à la branche professionnelle ou à la région. En conséquence, l'indemnisation chômage serait réduite aux primo demandeurs d'emploi.

Un fonds patronal mutualisé

Ces fonds collectés devraient permettre de financer tout à la fois le versement d'un salaire de continuité aux salarié.es pendant les périodes où il-elles seraient hors emploi, d'assurer le financement des services chargés de leur formation ou de leur reconversion, voire la continuation d'activités reprises par les salarié·es d'entreprises mises en faillite. La mise en œuvre d'une politique de formation continue sur le temps de travail, tout au long de la vie professionnelle, permettant à tous les salarié·es de s'épanouir dans et hors de l'entreprise et offrant de réelles perspectives d'évolution de carrière et de salaire. L'accès de tous les chômeurs·euses à une formation continue rémunérée sur la base de leur salaire antérieur ne pouvant être inférieure au SMIC temps plein, permettant d'accéder à un emploi choisi.

DROIT AU POSTE DE TRAVAIL

Le nouveau statut du salariat accompagne le droit au salaire d'un droit au poste de travail. Le droit au poste de travail c'est le droit d'accès au travail concret dans un collectif de travail (entreprise, administration, école, association, compagnie de théâtre, etc.), de ne pas être exclu-e de ce collectif en cas de faillite de celle-ci et/ou d'avoir la garantie de retrouver un poste équivalent. Ces deux droits, qui peuvent paraître contradictoires, sont pourtant liés et le texte précise bien que le droit au salaire «ne doit pas servir une libéralisation du régime des licenciements mais,

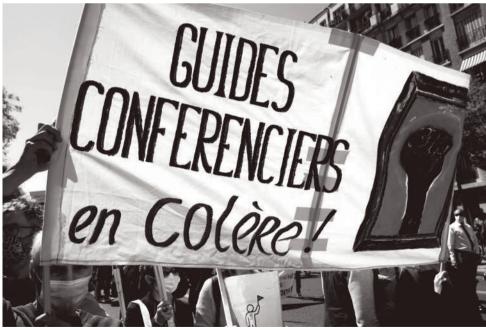
bien au contraire, être accompagné d'un contrôle renforcé par les représentant-es des salarié-es dans les entreprises, un renforcement des moyens de l'inspection du travail et des tribunaux des prud'hommes ». Dans un contexte politique où les versions capitalistes du revenu de base ressortent régulièrement, pour supprimer les obligations des employeurs et les droits des salarié-es, notamment en ce qui concerne les licenciements, c'est en effet important de le préciser.

Le droit au poste de travail se matérialise à travers l'obligation de reclassement avec obligation de résultat, en constatant que les

systèmes de reclassement actuels (en cas de fermeture d'usine, par exemple) aboutissent en réalité à un déclassement vers des postes de travail moins qualifiés. D'autre part, les reclassements ne couvrent qu'une petite partie des salarié·es qui perdent leurs emplois, la majorité étant exclue de leurs emplois après la fin d'un contrat à durée déterminée. Pour contrer cette violence capitaliste qui s'exerce dans l'exclusion du poste de travail, le nouveau statut du salariat pose une obligation de reclassement en cas de perte d'emploi « à plusieurs niveaux, de l'entreprise au groupe, de l'entreprise sous-traitante à l'entreprise donneuse d'ordre, à la filière de production, au bassin d'emploi, à la branche professionnelle ou à la région » Bien que le texte soit encore une fois assez imprécis, on peut supposer qu'en cas de fermeture d'usine, par exemple, les salarié·es devront être reclassé·es au sein de l'entreprise. Mais si celle-ci n'en a pas les capacités, cette obligation de reclassement devra s'étendre à l'entreprise donneuse d'ordre (Airbus, par exemple, pour l'aéronautique), et si ellemême n'en a pas les capacités, l'obligation s'étendra à la filière de production, puis sur des bases territoriales au bassin d'emploi et à la région. Cela revient à faire peser l'obligation non plus uniquement sur un employeur en particulier, mais aussi sur l'ensemble d'entre eux, en rendant ainsi l'ensemble de la classe capitaliste responsable de l'attribution d'un emploi/poste de travail.

L'ensemble des droits politiques inclus dans le nouveau statut du salariat serait financé par un fonds patronal mutualisé. Cela inclut « le versement d'un salaire de continuité aux salarié·es », le financement des services chargés de la formation et de la reconversion des salarié·es mais aussi le financement de « la continuation d'activités reprises par les salarié·es d'entreprises mises en faillite » Comme

Manifestation à Paris, avril 2021



D'Ignazio

21 LES utopiques **19** SOLIDAIRES

souvent, les revendications les plus importantes ne sont pas toujours les mieux valorisées. Bien que peu détaillée et mise au conditionnelle, cette reprise par les salarié·es des entreprises mises en faillite par les capitalistes, additionnée au salaire garanti attaché au travailleur·ses, ouvre la voie, comme on le verra, à un système généralisé de réappropriation des outils de production par les travailleurs·ses, c'est-àdire un plan sortie du capitalisme. Le texte du nouveau statut du salariat est flou et très court (quelques lignes) sur ce fond patronal mutualisé. Que veut dire ici patronal? Qui le contrôle, les patrons ou les salarié·es? Quel est son système de financement? Ce n'est pas précisé. On peut penser qu'il serait financé par la cotisation sociale (la partie socialisée de nos salaires qu'on peut voir apparaître sur nos fiches de paie) car cela correspond à la fois aux revendications de Solidaires pour une sécurité sociale financée par la cotisation sociale et à l'histoire de la sécurité sociale (assurance maladie, retraite, chômage) dans laquelle la cotisation sociale a été le moyen de financement des droits des salarié·es. Les cotisations sociales sont artificiellement divisées entre cotisations salariales et patronales, pour légitimer la mainmise du patronat sur leur gestion. On peut supposer ici que ces cotisations sociales seront «patronales», c'està-dire virtuellement payées par l'employeur. Quel que soit le financement, on peut penser que nous ne revendiquons pas un fonds patronal géré par le patronat, ce qui serait une régression, mais bien un fonds patronal géré par les salarié·es, pour les salarié·es, comme cela devrait être le cas des caisses de Sécurité sociale, dans la droite ligne du plan communiste de Sécurité

sociale qui a été mis en place à la sortie de la seconde guerre mondiale, et comme Solidaires le revendique déjà pour la branche maladie de la sécurité sociale2. Revenons sur les «reprises par les salarié·es des entreprises mises en faillite par les capitalistes » Si celles-ci sont financées, comme le revendique le nouveau statut du salariat, par un fonds patronal géré (directement ou indirectement) par les salarié·es, on lève ici l'un des principaux leviers qui empêchent aujourd'hui la reprise des outils de production par les salarié·es. En effet, le principal frein aujourd'hui à cette reprise en main autogestionnaire, c'est l'absence chez les travailleurs ses des moyens financiers pour racheter les outils de production. Si nous avons besoin des capitalistes, c'est aussi qu'ils se réservent les moyens de s'approprier les outils de production. C'est ainsi que lors de la faillite d'une entreprise, on se retrouve à chercher désespérément un autre capitaliste tout aussi despotique, le «repreneur». Mettre en place un fonds géré par les travailleurs ses en capacité de prendre la place des capitalistes en finançant les reprises des outils de production par les travailleurs ses lorsque les capitalistes les délaissent, c'est se donner les moyens d'une transformation radicale de l'économie.

Avec ces nouveaux droits politiques au salaire, à la formation, au poste de travail, nous avons des armes idéologiques à utiliser pour construire la transformation sociale contre le projet capitaliste. Même si le nouveau statut du salariat pose beaucoup de questions, et est sans doute incomplet, il est une base revendicative à utiliser, à discuter et améliorer dans les luttes ou en dehors, pour repenser une société alternative au capitalisme. Pour le syndicalisme de lutte, c'est une question de survie: la mobilisation des travailleurs-se contre la violence capitaliste n'ira pas sans la construction d'un désir concret pour une société radicalement différente.

DE LA CHARTE d'Amiens

Ce texte a été rédigé en 2006. C'est une contribution au collogue « Cent ans après la Charte d'Amiens: la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs »*. On repérera une poignée de références marguées par la date d'écriture. Mais s'agissant du fond, il demeure tout à fait d'actualité. D'où le choix de le reprendre ici, en excluant uniquement les passages qui s'étendaient sur les appels pour l'autonomie du mouvement social, traités, par ailleurs, dans ce numéro.

Thierry Renard était secrétaire de la CFDT PTT du Val-de-Marne, lors des exclusions de 1988. Il fait partie des créateurs et créatrices de SUD-PTT. Responsable juridique de cette fédération, il l'était pour l'Union syndicale Solidaires lorsqu'il écrivit cette contribution. Il est désormais avocat, spécialisé en droit administratif et droit du travail.

^{*} Colloque international organisé par le Centre universitaire de recherches sur l'action pu-blique et le politique, Amiens, du 11 au 13 octobre 2006.

XV° CONGRÈS NATIONAL CORPORATIF

(IXe de la Confédération)

CONFÉRENCE DES BOURSES

DU TRAVAIL

Terius à AMIENS du 8 au 16 Octobre 1906



Compte Rendu des Travaux

1906: le congrès d'Amiens

띪



AMIENS

IMPRIMERIE DU PROGRÉS DE LA SOMME

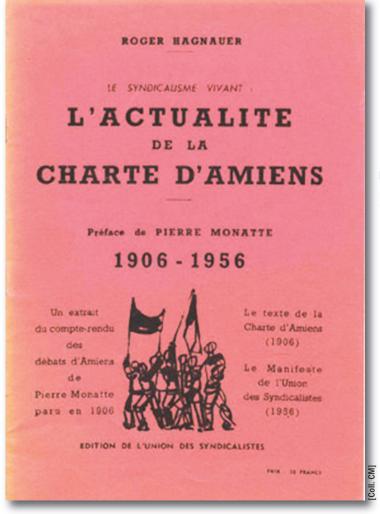
1906



a question de l'indépendance occupe une place centrale dans les références à la Charte d'Amiens. Cette question est malheureusement traitée souvent sous l'angle quasi exclusif des rapports entre le syndicalisme et les partis politiques. La Charte d'Amiens pose pourtant comme principe une indépendance de classe, une capacité de la classe des opprimé-es à avoir son propre projet émancipateur. L'indépendance n'a en effet aucun sens, si l'organisation prétendument indépendante n'a pas sa propre vision, ses orientations stratégiques propres. La «double besogne» dont parlait Fernand Pelloutier constitue une des spécificités majeures du syndicalisme

révolutionnaire. Les modèles socio-démocrates dans leurs versions réformistes et/ou radicales (léninisme), le travaillisme, opèrent une séparation entre l'économique et le politique et délimitent des champs de compétences séparés pour les organisations syndicales et les organisations politiques. Le fait que le syndicalisme se soit donné la possibilité, voire l'obligation de penser le politique dans la Charte d'Amiens n'a pas pour autant suffi à permettre que le syndicalisme soit réellement indépendant des partis, des États, des institutions, des courants idéologiques dominants.

Le syndicalisme de lutte de classes et de transformation sociale, pour reprendre une formulation en vogue dans les années 70 parmi les syndicats autogestionnaires, peine aujourd'hui à élaborer des propositions, des axes programmatiques stratégiques pour la transformation radicale et anticapitaliste de la société. De nouvelles opportunités naissent cependant, à partir des pratiques sociales renouvelées, d'émergences de nouveaux acteurs et d'alliances entre les associations de luttes et une partie du mouvement syndical. Le nouveau cycle de luttes ouvert notamment par la manifestation de



L'actualité de la Charte d'Amiens, Roger Hagnauer, préface de Pierre Monatte Seattle en 1999 contre l'OMC crée l'opportunité d'une nouvelle élaboration d'un projet émancipateur. Les partis de gauche dominants, en panne de projet politique, enfermés dans une politique d'alternance plus que d'alternative, ne remettent plus en cause le capitalisme et s'adaptent au libéralisme. Pour autant, les rapports entre les partis, les associations de lutte et les syndicats font l'objet d'âpres discussions. Les tentatives d'instrumentalisation, de subordination n'ont pas disparu malgré les proclamations d'adhésion au principe d'indépendance. Un nouveau modèle de rapports entre les partis et le mouvement social est sans aucun doute à inventer après les expériences du passé. Mais l'enjeu n'est certainement pas en premier lieu de définir des procédures organisant les rapports entre le mouvement social, et les partis politiques. Il y a d'abord, une impérieuse nécessité à définir des contenus de la transformation sociale.

AMIENS, 1906

La Charte d'Amiens est le fruit d'un compromis entre plusieurs courants de la CGT (anarchistes, allemanistes, broussistes¹, sans affiliation idéologique). Elle s'élabore à un moment particulier, dans un contexte historique particulier (échec de la stratégie émeutière, présence de ministres socialistes au gouvernement), théorie de Pierre-Joseph Proudhon sur la «séparation» de la classe ouvrière du reste de la société, les débats du mouvement socialiste, des courants de pensée influents (allemanistes, broussistes, anarchistes). La Charte d'Amiens donne un avantage stratégique à cette alliance contre les guesdistes². Ce courant voulait en effet subordonner l'organisation syndicale aux objectifs du parti. La Charte d'Amiens constitue un tout. À la fois, un projet de société, une stratégie (la grève générale), des revendications immédiates au quotidien, de l'expérimentation sociale avec les bourses du travail (double structuration du mouvement syndical - horizontal et vertical), etc. On pourrait dire aujourd'hui, un syndicalisme de lutte de classes, interprofessionnel et de transformation sociale.

INDÉPENDANCE

ET TRANSFORMATION SOCIALE

L'enjeu du syndicalisme de transformation sociale aujourd'hui, pour ne pas être des syndicalistes qui portent une ligne politique sans le savoir, comme Monsieur Jourdain faisait de la prose sans le savoir! Si l'indépendance est abordée de manière importante sous l'angle des rapports partis-syndicats, cette question ne peut pas être résumée à cette approche. L'indépendance s'entend nécessairement vis-à-vis de l'État, des institutions, du patronat, et à tous les échelons géographiques. D'emblée, on peut s'interroger sur l'indépendance réelle des organisations syndicales qui n'ont pas de projet spécifique. Nécessairement, la question pour elles est d'accompagner plus ou moins les courants dominants, sans pour autant être dans un rapport de subordina-

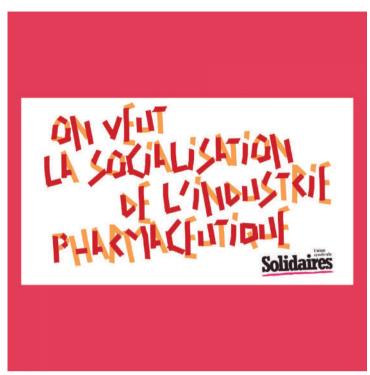
¹ Jean Allemane (1843-1935) était un des principaux animateurs du Parti ouvrier socialiste révolutionnaire (PSOR), issu d'une scission de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FTSF), en 1890. Contrairement aux autres partis socialistes de l'époque, le PSOR mettait en avant l'action syndicale par rapport à l'action du parti lui-même; sa propagande portait sur la grève générale et l'antimilitarisme. Les courants représentés par le POSR et FTSF contribueront à la création de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) en 1905. Paul Brousse (1844-1912) rejoint l'Association internationale des travailleurs (AIT) après la Commune de Paris. Il en est exclu en 1872, avec les «anti-autoritaires». De retour d'exil, en 1880, il rejoint le Parti ouvrier où il anime le courant «possibiliste» qui considère que la révolution viendra d'une évolution du système économique, social et institutionnel. Cela amène à la rupture avec les partisans de Jules Guesde et à la création de la Fédération des travailleurs socialistes de France (FSTF), en 1882.

² Jules Guesde (1845-1922) a été l'animateur du Parti ouvrier français (POF), jusqu'à la création de la SFIO, en 1905. Les «guesdistes la revendiquent la supériorité du parti sur le syndicat; contrôlant la Fédération nationale des syndicats jusqu'en 1894, ils la cantonnent à un rôle corporatiste. Jules Guesde a été député, de 1893 à 1898 puis de 1906 à sa mort.

tion organique avec tel ou tel courant. Il s'agit simplement d'être dans le main stream, dans le jeu démocratique en vigueur. De ce point de vue, la Confédération européenne des syndicats (CES) apparaît bien comme constituant un patchwork qui n'a pas de projet propre, si ce n'est d'accompagner la construction institutionnelle de l'Europe. La CES apparaît ainsi comme une organisation déconnectée des organisations affiliées et des syndicats membres de celles-ci. Le jeu institutionnel et l'expertise intégrée à la construction européenne tiennent lieu de cadre général. Il y a bien absence de construction de mobilisations sur des objectifs stratégiques propres aux salariés. Certains auteurs (R. Balme et D. Chabanet) parlent de la CES comme d'une «instance de dépolitisation». Si la question de l'indépendance vis-à-vis des partis est réaffirmée dans bon nombre de cas, par les organisations syndicales, l'affirmation d'une ligne syndicale anticapitaliste et indépendante des différents interlocuteurs est dans les faits beaucoup moins affirmée. La question de savoir si un syndicat doit avoir un projet propre pour la transformation de la société est une orientation encore moins partagée. Il y a parmi les courants syndicaux qui revendiquent une filiation directe avec la Charte d'Amiens, pour certains, un refus de prendre en compte, l'aspect « double besogne ». Avoir un projet est assimilé à un projet politique partisan, quand il n'est pas tout bonnement refusé, au nom de la nécessaire unité de salarié·es qui, forcément, ne pensent pas tous la même chose. Force ouvrière en France participe de ce courant. On a pu voir au sein même de la CGT, des inflexions sur cette question. Maïté Lassalle, devant la Commission exécutive de la CGT, le 8 février 2006 déclarait: «Pour autant, on ne peut oublier que notre finalité première est revendicative, que la CGT n'est pas directement porteuse d'un projet de société et que cela nous impose, sans doute, des limites dont il nous faut rediscuter ensemble.»

Les syndicats de Solidaires peinent à avancer sur ce terrain. «Si nous ne faisons de politique nous-mêmes, ce sont les autres qui décideront pour nous. » Cette formule résume assez bien, le sentiment commun qui domine parmi les syndicats de Solidaires. Pour autant, le travail d'élaboration se heurte aux nombreuses difficultés, urgences, actions et a tendance à passer au second plan. La question du rapport au politique et aux partis politiques est plus vite réglée, par la réaffirmation globale de l'indépendance. Il faut dire que, pendant des années, les résolutions générales des syndicats autogestionnaires comportaient des formules rituelles telles que «la crise du capitalisme se poursuit et s'approfondit », la référence au syndicalisme de transformation sociale figurait également en bonne place. Cet attachement perdure avec des nuances parmi les syndicats membres de l'Union syndicale Solidaires. Ainsi, «[...] SUD-PTT inscrit son action dans une double continuité : celle définie en 1906 par la CGT dans la charte d'Amiens, qui assigne au syndicalisme un double objectif et une exigence: défense des revendications immédiates et quotidiennes, et lutte pour une transformation d'ensemble de la société en toute indépendance des partis politiques et de l'État; celle du projet de socialisme autogestionnaire porté par la CFDT dans les années 70, dans la mesure où il place les travailleur euses et la nécessité de la démocratie la plus large au cœur de l'objectif de transformation sociale comme de la démarche visant à y parvenir.» Pour autant, le contenu de cette transformation sociale, comme le contenu du mot d'ordre des Forums sociaux mondiaux, européens, «un autre monde est possible», a du mal à prendre forme. On pourra objecter que l'idée de transformation anticapitaliste de la société a pris du plomb dans l'aile avec l'écroulement des pays de l'Est se revendiquant du communisme et que la vacuité des partis de gauche d'alternance n'aide pas à l'élaboration.

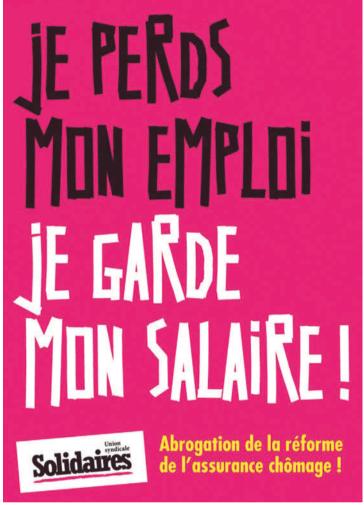
La direction du patronat français défend une sorte de projet politique, au nom de la société civile, qui apparaît comme une



[DR]

transposition patronale de l'approche syndicaliste révolutionnaire. Pendant la période où Jospin a été Premier ministre, le Medef s'est doté d'un corpus théorique pour être la force politique d'opposition réelle au gouvernement socialiste et être la force politique tout court qui donne le « la » sur les questions de société. Ce corpus était fondé sur l'idée que l'entreprise est le lieu essentiel de la démocratie et d'exercice du pouvoir. Le modèle même de la société. Autour de la notion de la gestion du risque, pour mettre fin à la lutte des classes, la question de l'intégration du salariat aux objectifs du capitalisme était centrale. Pour cela, le patronat doit être un acteur central de la production des normes. Mais, évidemment, il ne le peut pas tout seul. À grand renfort de thèses biseautées de Michel Foucault, de Gramsci sur la société civile, une idée sur la légitimité est pendante: les «partenaires sociaux sont les seuls légitimes à prendre les décisions, les politiques disent tous la même chose et n'ont d'autres intérêts que d'être élu-es, sans enjeu de société». Pour résumer: la droite et la gauche c'est pareil. La légitimité c'est le contractuel, les « partenaires sociaux », sous-entendu, sous la direction du patronat. Les syndicats, dans cette affaire, sont des associés qui aménagent, qui accompagnent. Bien entendu, le patronat a toujours fait de la politique, souvent indirectement avec les partis de droite. Dans cette nouvelle approche, le patronat entend faire directement, lui-même de la politique et être un acteur politique décisif.

On le voit, la question d'un projet de transformation sociale occupe une place importante, même si la question des contenus dans le contexte actuel reste en deçà des nécessités. Ce n'est pas une question idéologique coupée des réalités. C'est une question stratégique pour agir. Refuser de mener ce travail c'est prendre le risque de se pla-



ž

cer sous la coupe du modèle dominant ou des courants politiques. Avoir des éléments d'un projet de transformation sociale permet d'avoir une compréhension du monde et de ce qu'il faut changer et pèse directement sur le contenu et la forme des luttes sociales. En 1973, à l'occasion de la grève des salarié·es de LIP, c'est bien l'influence de la section syndicale CFDT qui discutait depuis des années du socialisme autogestionnaire qui permet la mise en place de l'expérience d'autogestion de l'entreprise. Sans cet apport politique, la lutte aurait pris

les formes traditionnelles d'une lutte contre la fermeture d'une usine avec occupation. Elle n'aurait jamais eu la portée subversive et exemplaire qu'elle a eue (on peut se passer du patron, de la hiérarchie, on produit, on vend on se paie).

LA PARTIE SE REJOUE EN PERMANENCE

L'indépendance et la «double besogne» demeurent des axes essentiels pour le syndicalisme. Le développement de ce que l'on appelle le mouvement social, à des échelons territoriaux différents, la vacuité des programmes de gauche, la chute du mur de Berlin, imposent que, face au capitalisme triomphant, des réponses alternatives soient opposées. Cette nécessité d'élaborer de solides réponses stratégiques au modèle dominant pose la question de savoir qui est légitime pour faire de la politique et comment peuvent s'organiser les rapports entre les différents acteurs politiques, syndicaux, associatifs. En premier lieu, il convient d'observer que la question sociale est au cœur de la politique. Sauf à considérer que l'identification des questions politiques devrait se résumer à la question du pouvoir, on peut constater que les luttes sociales font de la politique, bougent la société. Ces luttes ont permis de faire émerger ces dernières années des thèmes et des questions dont les partis, institutionnels ou non, n'ont pas eu l'initiative : les minima sociaux, le partage des richesses, le droit au logement contre le droit de propriété, etc.

Les contre-pouvoirs se sont imposés et font bouger la société. De fait, ces contre-pouvoirs ne laissent pas intact le pouvoir dès lors qu'ils participent à modifier en profondeur la société et qu'ils s'attaquent à la délégation de pouvoir et aux institutions illégitimes. Les formes de lutte elles-mêmes correspondent, pour une large part, à une aspiration à maîtriser sa vie, ses luttes (articulation nouvelle entre individu et collectif). Les pratiques d'auto-organisation constituent une aspiration démocratique et participent de la crise générale de la représentation et de la représentativité. Pour autant, les réponses partielles des divers mouvements mettent en œuvre une diversité des réponses et des approches qui ne constituent pas aujourd'hui une réponse globale au capitalisme. En second lieu, en pleine filiation avec la Charte d'Amiens, il y a urgence à travailler à l'élaboration de projets émancipateurs.

LE MOUVEMENT SOCIAL, LES MOUVEMENTS SOCIAUX, ONT UNE LÉGITIMITÉ POUR PENSER LE POLITIQUE, LA POLITIQUE

Comme il a déjà été dit, le refus de faire ce travail d'élaboration ne mène qu'à la dépolitisation et, en définitive, à la reconduction de l'ordre existant. Ce qui change par rapport à 1906 est sans doute la pluralité des acteurs et actrices. Le syndicalisme ne peut plus prétendre se suffire à lui-même et est bien obligé d'accepter de travailler avec toute une série d'associations, de mouvements de luttes spécifiques. Il y a donc tout lieu de penser qu'une confrontation au sein même du mouvement social est nécessaire pour élaborer de nouvelles perspectives de transformation de la société. Chacun à partir de sa réalité sociologique et de son expérience est en mesure d'apporter des éléments permettant de construire l'ensemble. Dans ce cadre, la capacité de l'organisation syndicale, à partir également de sa réalité de classe, à élaborer des éléments de réponses stratégiques constitue un enjeu. Un enjeu majeur pour ancrer les réponses du mouvement social dans une perspective de classe.

Ce travail d'élaboration des composantes du mouvement social n'implique pas que les partis et courants politiques n'auraient plus aucune pertinence. Cela signifie que les partis politiques et les composantes du mouvement social acceptent, dans les faits, le pluralisme et la pluralité des légitimités. Les courants qui se sont opposés sur les meilleurs chemins vers le socialisme ont tous développé une conception hégémonique et exclusive. Même si les déclarations prenaient soin d'affirmer le pluralisme, dans les faits, une seule voie était possible. Pour une certaine école syndicaliste révolutionnaire, le syndicat se suffisait à lui-même et il fallait ignorer les autres courants. Pour la plupart des courants politiques de gauche, la primauté de l'action politique revenait au parti. Cette conception de la primauté du syndicat ou du parti était sans doute fondée sur des expériences précises et datées. Elle s'articulait avec une idée mythique de la classe ouvrière conçue comme un bloc homogène avec une seule orientation possible. Ces conceptions n'ont pas totalement disparu. Et, la hiérarchie entre le syndicat et le parti non plus.

Même si les uns et les autres n'ont pas les mêmes fonctions, notamment dans l'exercice du pouvoir, chacun est légitime à penser le politique et aucune considération ne peut justifier une quelconque exclusivité. La reconnaissance dans les faits de cette pluralité de légitimité peut permettre de faire avancer les choses. Le débat n'étant plus de savoir s'il doit y avoir soumission, substitution, mais comment peuvent s'organiser les confrontations qui peuvent marquer des points d'accord et de désaccord. D'autant que si l'élaboration se fait au sein des organisations, il n'y a pas de frontière étanche qui empêcherait que les questions débattues ici ou là ne puissent être discutées partout. Enfin, donc, la prise en compte de la nécessité d'un projet de transformation sociale, la pluralité des légitimités à penser le politique impliquent de parler des rapports entre les partis et le mouvement social. Il ne s'agit pas ici de définir des procédures en dehors de la logique même de l'élaboration nécessaire. Le préalable demeure l'anticapitalisme.

Cependant, régulièrement, des organisations, des partis, des courants politiques tentent de s'accaparer la notoriété du mouvement social, de ses luttes. En 1998, la proximité des élections européennes a donné lieu à des tentatives de récupération et d'instrumentalisation. Un premier appel pour l'autonomie du mouvement social a été lancé en 1998 et a fait débat dans les cercles militants. Il a donné lieu à de nombreuses discussions et exprimé bon nombre de désaccords, sur la place respective du mouvement social, des partis, de la représentation. Il a eu pour effet toutefois de calmer les ardeurs récupératrices trop voyantes. Les mêmes tentatives, avec des variantes, se répètent à chaque élection où il est question de permettre à des militant·es, en vue, médiatisé·es, qui ont été les porte-parole de luttes, d'apparaître sur telle ou telle liste. Il s'agit de s'accaparer le capital symbolique de cette lutte en espérant que l'électeur ou l'électrice qui a pu avoir de la sympathie pour la lutte vote pour la liste sur laquelle figure un e de ces animateurs ou animatrices. Il n'est bien entendu jamais demandé aux organisations, dont sont issus ces leaders visibles, de prendre position. Il y a un glissement de la notoriété individuelle fondée sur la lutte, le mouvement, le syndicat vers une autonomisation personnelle au profit d'un parcours politique partisan. Il ne s'agit pas de dire que les responsables syndicaux, associatifs, ne devraient pas avoir d'engagement politique, au contraire, c'est une bonne chose pour ces partis, mais c'est le tour de passe-passe, l'utilisation de la lutte, de l'organisation qui n'est pas légitime.

De même, on entend régulièrement parler de débouché politique aux luttes, quand il ne s'agit que de participation aux institutions et alors qu'aucun contenu de transformation de la société n'est proposé. Le débouché politique aux luttes, c'est d'abord la victoire des luttes elles-mêmes et la politisation du mouvement social. [...] La pluralité des légitimités à penser le politique doit vraiment entrer dans les faits. Cette élaboration démocratique est une condition essentielle pour passer de la résistance à l'offensive. En définitive, faire vivre aujourd'hui les objectifs de la Charte d'Amiens, c'est sans aucun doute, être toujours aussi intransigeant sur l'indépendance et se battre pour que le syndicalisme et le mouvement social aient les moyens de cette indépendance, en faisant beaucoup plus de politique.

Thierry Renard

LA MOTION ADOPTÉE LE 13 OCTOBRE 1906 PAR LE XV^E CONGRÈS NATIONAL CORPORATIF (IX^E DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL) RÉUNI À AMIENS

Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2 constitutif de la CGT: la CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat.

Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classe qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique:

Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation de salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.

Syndicalisme et politique

Au-delà des rappels à la référence française de l'indépendance syndicale et à la Charte d'Amiens, il s'agit de voir comment les enjeux de la politique et du syndicalisme se définissent et se croisent aujourd'hui. Cela fait régulièrement débat entre nos organisations syndicales et en leur sein même. C'est un regard que nous pouvons poser sur le contexte de nos luttes et du monde du travail tel qu'il évolue.

Retraitée d'Orange, militante de SUD PTT, Verveine Angeli a été membre du secrétariat national de l'Union syndicale Solidaires de 2014 à 2020. Membre d'ATTAC-France, elle est aussi active au sein de la Fédération des associations de solidarité avec tou·te·s les immigré·es. L'article qui suit est paru dans le livre issu d'un colloque organisé par la FSU: Le syndicalisme au défi du XXIe siècle, collectif, **Éditions Syllepse, 2022.**



Paris, le 1^{er} décembre 2018, collectif Adama et Gilets jaunes

LE TERRAIN SOCIAL LARGEMENT POLITISÉ

Avec les politiques néolibérales, le terrain social est devenu l'enjeu permanent des interventions de l'État. De façon paradoxale, la multiplication des interventions publiques est le fait d'un État qui ne jure que par l'initiative privée, les déréglementations des services publics, la remise en cause du droit du travail, de la Sécurité sociale, tous sujets à de vastes réformes qui occupent régulièrement le devant de la scène. Il s'agit de faire moins d'État et c'est un État autoritaire qui organise cette politique de façon peu démocratique: refus de négociation, utilisation des ordonnances... Le syndicalisme est confronté à agir sur le terrain politique, situation renforcée avec la crise du Covid et les plans de relance. Une partie importante de l'activité syndicale est tournée vers l'État, y compris pour certains conflits locaux sur l'emploi en raison du blocage du patronat et des actionnaires. Si l'activité syndicale demeure avant tout une activité locale, de terrain, les mobilisations nationales interprofessionnelles sont marquées par ces éléments. Dans ce contexte, les partis politiques sont régulièrement amenés à intervenir sur le terrain social, logiquement parce qu'il s'agit de poli-

tiques publiques et de débats parlementaires, mais en empiétant parfois largement sur le terrain syndical en matière d'initiative comme de contenu. De leur côté, les organisations syndicales sont sensibles à la nécessité de montrer que leur combat est majoritaire

dans le pays, un moyen de contrer les offensives gouvernementales et les positionnements parlementaires, totalement en phase, en particulier depuis l'alignement des mandats législatifs et présidentiels. Ainsi, avec les grèves, les manifestations massives dans la durée, les sondages d'opinion sont déterminants pour montrer le soutien aux mouvements et donner du poids à ceux-ci. La dernière mobilisation sur les retraites de 2019-2020 est caractéristique de cette situation: mouvements et grèves catégoriels, journées de grèves et de manifestations interprofessionnelles, présence des retraité·es, des associations, féministes en particulier... et une opinion très favorable aux grévistes. Chacun dans ce contexte a une place: syndicats au sommet comme à la base et dans les secteurs, partis, mais aussi associations, réseaux...

DES TEMPORALITÉS DIFFÉRENTES

Il pourrait résulter de ces constats la nécessité d'une alliance durable ou, dans des moments importants, entre partis, syndicats et plus largement mouvements sociaux. Cette idée est portée régulièrement et d'autant plus fortement dans un contexte où l'extrême-droite tente de surfer sur le mécontentement populaire et où ses idées progressent dans de larges sphères de la société. Mais syndicats et partis portent des projets différents et aussi, agissent dans des temporalités différentes.

Les partis agissent avec des échéances spécifiques: calendriers parlementaires (même s'ils ont souvent peu d'espoir d'infléchir le fond) ou encore échéances électorales. Cela dessine des contenus, des compromis possibles ou non, des alliances... Ce rythme, ces alliances, même si les organisations syndicales connaissent les échéances du débat politique institutionnel, ne sont pas ce qui guide leur action au sens strict et encore moins en France où les mouvements sociaux ont toujours eu un caractère semispontané. À titre d'exemple : la victoire sur le CPE acquise en 2006 par les jeunes soutenus par les organisations syndicales unies, mais après les échéances parlementaires; ou le dernier mouvement sur les retraites, lancé par une intersyndicale dans la RATP puis à la SNCF, sans que cela ait été prévisible quelques mois auparavant et qui bouscule là aussi les échéances parlementaires. Ce temps spécifique de la lutte sociale, différent des enjeux parlementaires, ne crée pas systématiquement des tensions entre



26 mai 2018, la Marée populaire; ici à Chartres

[DR]

les différents acteurs partageant des objectifs communs, mais cela peut amener à envisager la lutte de façon différente. La question n'est donc pas tant de savoir si tel ou tel acteur politique ou social est légitime à s'exprimer sur un sujet, mais de savoir qui donne le la dans la mobilisation en cours ou à venir. Cette question, dès qu'on construit des solidarités, des alliances, devient particulièrement cruciale.

LE POLITIQUE C'EST AUSSI LE POUVOIR

Dans le contexte d'échéances électorales en préparation, il y a le risque de l'attentisme, l'idée possiblement démobilisatrice que «le changement politique va régler les problèmes ». Et il y a des vécus de ces échecs cuisants parce que l'expérience du lien avec le politique est aussi celle du lien avec le pouvoir, allant des compromis aux compromissions et aux attentes déçues. Au-delà du programme commun de la gauche et de son application avec Mitterrand au pouvoir, qui a abouti au tournant néolibéral de la socialdémocratie, il y a plus près de nous l'expérience de la Grèce face à la politique destructrice de l'Union européenne après la crise financière de 2008. Confrontées aux politiques d'austérité drastiques imposées aux travailleur · euses, retraité · es, chômeur·euses, aux jeunes en Grèce... les mobilisations, grèves, occupations des places avaient été extrêmement massives en 2011. Misant tout sur la victoire de Syriza, le mouvement syndical progressiste, historiquement lié dans ses différentes fractions aux partis politiques, s'est mis de plus en plus en retrait au fur et à mesure du rapprochement des échéances électorales. Pourtant, l'enjeu aurait été d'accumuler des forces, avant et après les échéances électorales, pour des combats qui ne se gagnent pas nécessairement sur un coup. La question ainsi n'est pas de savoir s'il y a des prérogatives syndicales de contenu mais bien si les travailleur euses ont une puissance d'agir. Cette question donne la légitimité au combat syndical, elle peut aussi le disqualifier.

L'ACTION POUR L'ÉMANCIPATION

Ainsi, si l'association entre forces d'origines diverses est utile pour l'efficacité, c'est aussi si chacun y joue son rôle et aux syndicats de ne jamais abandonner leurs moyens. Le mouvement syndical a ses revendications propres, il peut les partager, ainsi que son programme. Mais il a aussi des capacités d'action, de résistance. Perdre sa force de frappe ou la subordonner, c'est porter atteinte aux possibilités de l'émancipation. Cette émancipation se construit dans la lutte, l'action collective, autonome. Celle-ci fait de ceux et celles qui luttent des forces conscientes de porter la transformation sociale, de donner corps aux contenus programmatiques. Elle transforme les rapports sociaux.

Cette émancipation, c'est aussi pouvoir gérer la production, envisager d'autogérer la société de demain sans remettre à un État – fut-il progressiste – ce rôle-là. Et en ce sens, les expériences grecques d'autogestion et d'auto-organisation ont été des éléments décisifs de la mobilisation populaire pendant la période 2011-2015.

DES SYNDICATS PRÉSENTS

SUR LES ENJEUX DE SOCIÉTÉ

Mais l'analyse doit se complexifier. Les enjeux sociétaux sur lesquels les syndicats s'expriment aujourd'hui vont bien au-delà du seul monde du travail. Et le monde du travail lui-même se complexifie, intégrant de nouvelles catégories: travailleur-es autoentrepreneur-euses, étudiant-es salarié-es, formes nouvelles de précariat. L'analyse des dominations, la reconnaissance de plus en plus partagée de leur rôle structurant dans le monde du travail, impliquent d'autres prises en compte et d'autres alliances. Le syndicalisme élargit ainsi son domaine d'intérêt dans plusieurs directions.

Il en est ainsi des cadres de travail et d'alliance sur l'écologie, le travail commun sur les droits des femmes, contre l'extrême droite, l'antiracisme... Les cadres formalisés avec des associations sont une volonté

d'apparaître sur des enjeux politiques, et d'amener l'activité syndicale à les prendre en compte. Ces sujets de débats et d'actions sont éminemment politiques. Au-delà de l'activité syndicale elle-même, c'est une des manifestations de la volonté de transformation sociale qui s'y exprime. Le succès que constitue le cadre de travail «Plus jamais ça» est un signe encourageant pour l'avenir. C'est un terrain sur lequel les partis politiques sont aussi des acteurs mais, là aussi, s'il est possible d'envisager des moments de confrontation et de travail commun, les rythmes seront différents car il s'agit d'abord pour les syndicats d'engager des changements en profondeur dans leurs organisations et au sein du monde du travail.

UNE ALLIANCE SYNDICATS - PARTIS

NE RÉSOUT PAS TOUT

Lors de l'initiative de la «marée populaire» contre la politique de Macron en 2018, à laquelle des partis et syndicats progressistes ont participé, plusieurs difficultés sont apparues. La première était l'objet de cette manifestation: rendre visible un bloc de rejet de la politique gouvernementale d'un point de vue global est une opération risquée. Il est vite fait d'apparaître trop faible pour être crédible, et faire participer des syndicats qui ont une vocation majoritaire dans leur milieu à une expression nettement minoritaire peut être contre-productif. Comment une telle opération, même s'il s'agit d'une «belle manif», renforce-t-elle un bloc qui souhaite être majoritaire dans le pays pour contrer les politiques gouvernementales, ou encore l'unité syndicale? Le deuxième problème, c'est que l'alliance ainsi créée a été contestée d'emblée par des forces militantes se réclamant des quartiers populaires et de l'antiracisme qui ont décidé de prendre la tête de la manifestation, montrant ainsi qu'il ne suffit pas d'être unis, partis, syndicats et mouvements sociaux, pour être légitimes dans un camp progressiste. Une manière d'agir pas si différente des «cortèges de tête» des manifestations syndicales. La critique sous-jacente là visait précisément le contenu d'une telle marée et ceux et celles qui prétendaient la mener.

<u>une cri</u>se de représentation

DU SYNDICALISME ET DU POLITIQUE AUSSI

Se revendiquer d'un syndicalisme de transformation sociale conduit à des interventions et des modes d'actions divers et des cadres d'alliances dont il faut interroger l'efficacité et la pertinence à chaque fois. Mais faire de la politique, pour le syndicalisme, c'est aussi interroger ce qui est le cœur de l'enjeu politique, c'est-à-dire la représentation. Cette question est largement présente dans la crise que connaît le syndicalisme, encore renforcée par les réformes de la représentativité et des instances représentatives du personnel. Discuter et promouvoir la transformation sociale, c'est aussi adresser l'ensemble des enjeux démocratiques tels qu'ils sont posés aujourd'hui, souvent par des mouvements non traditionnels et ce, parfois de manière contradictoire.

LA DÉMOCRATIE AU CŒUR DES ENJEUX DE TRANSFORMATION SOCIALE

Ainsi les indigné·es, particulièrement lors des mobilisations dans l'État espagnol, ont fait de l'engagement individuel permanent et du consensus un élément clé de leur revendication de « démocratie réelle », y compris par des propositions institutionnelles. Les Gilets jaunes ont réclamé le RIC, référendum d'initiative citoyenne, et fait du consensus un moyen de décision démocratique qui en a d'ailleurs éloigné l'extrême droite, mais aussi tous les sujets tenant au racisme et à l'immigration. On pourrait ajouter les propositions qui circulent ou qui sont partiellement mises en œuvre (et immédiatement détournées lors de la convention citoyenne sur le climat) de tirage au sort, de participation citoyenne à l'écriture de constitutions... Les récentes élections au Chili montrent l'importance de tels

37 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



Le leader de Syriza, A. Tsipras, lors de la manifestation parisienne du 12 avril 2014

sujets avec la possibilité d'écriture de la nouvelle constitution par des personnes issues très largement de la société civile et de ses manifestations.

S'agissant du consensus, les revendications des mouvements féministes, antiracistes, ne vont pas tout à fait dans ce sens. Faire prendre en compte les revendications spécifiques nécessite une prise de conscience au moins partielle dans un mouvement, des confrontations... une partie des débats autour de la parole et de l'organisation des premier·ères concerné·es renvoie à ces enjeux. Ainsi la campagne «Plus jamais ça» est épinglée pour ses limites, ayant construit des consensus ne posant pas la totalité des enjeux de lutte contre les discriminations. Lier débats, nouvelles pratiques démocratiques et nécessité d'alliances larges des mouvements est, en conséquence, aussi un enjeu décisif, chose comprise par le Comité Adama quand il a appelé à rejoindre les mobilisations des Gilets jaunes. L'action a été, là, plus importante que l'organisation de n'importe quel débat.

Ces questions démocratiques sont aujourd'hui assez peu discutées dans les organisations syndicales. Elles le sont évidemment face aux attaques gouvernementales qui concernent le droit syndical, la représentation et les droits des salarié·es dans l'entreprise. Mais la division syndicale, le caractère très organisé, très structuré des syndicats, le peu d'interrogation récente sur le rapport entre démocratie ouvrière et démocratie syndicale, la perception d'un droit de préemption syndical sur le terrain social, les retards sur la compréhension des dominations multiples dans nos sociétés et dans le monde du travail font que ces enjeux sont peu travaillés. Du côté des partis, là aussi, le jeu institutionnel prime même pour ceux qui affichent une orientation extraparlementaire et il y a peu de tentatives d'en sortir. Pour avancer dans le sens de la transformation sociale, il faudra sans doute, plus de pratiques, plus d'expériences, plus de réflexions communes et la volonté d'intégrer de façon très large tous ceux et celles qui luttent.

Verveine Angeli

SOLIDAIRES LES utopiques 19 38

CINQ BONNES RAISONS DE DÉFENDRE ET DE PROMOUVOIR LA CHARTE D'AMIENS

Référence incontournable dans le milieu militant, la Charte d'Amiens reste l'un des textes auquel le mouvement syndical s'identifie massivement, même si elle donne parfois lieu à de grands écarts entre organisations syndicales, en théorie comme en pratique. Convaincus que la Charte d'Amiens pose les fondamentaux d'un syndicalisme que nous prônons, nous revenons sur l'importance de ce texte et sur l'horizon qu'il dessine pour transformer la société.

Florent Cariou, Julien Gonthier, Bernard Guillerey et Francky Poiriez sont membres du Collectif d'animation de l'union fédérale SUD Industrie.



Devant la fromagerie Bel, à Dôle (39), en février 2022

LA FAMEUSE «DOUBLE BESOGNE»

C'est sûrement l'axe le plus connu de la Charte d'Amiens: « quotidienne et d'avenir », à savoir lier la question des revendications immédiates et celles à moyen et long terme. En marchant sur ses deux jambes, le syndicalisme assume ainsi une double fonction; par l'action collective pour des « améliorations immédiates », le syndicat prépare « l'émancipation intégrale ». Ainsi, les revendications pour les salaires poseront clairement la question de la hiérarchie salariale, de l'organisation économique de l'entreprise, de la redistribution des richesses et de la propriété des moyens de production. En partant du réel, du quotidien, le syndicalisme peut et doit lier la réflexion et l'action aux fondements même du système économique. Nous n'avons pas vocation à juste défendre le personnel par exemple mais à abolir les rapports de domination économique; à l'inverse, ne pas réaliser ce travail de terrain, fondement du syndicalisme, serait une grave erreur et renverrait le syndicalisme dans une bulle abstraite.

Autre apport majeur des débats de l'époque, c'est celui de l'indépendance. Cette notion, souvent confondue, volontairement ou non, avec celle de neutralité est pourtant radicalement différente. Le syndicalisme n'a pas à être neutre, en dehors de la cité, mais bien au contraire a une capacité à embrasser tous les sujets et à transformer la société de A à Z. En affichant une indépendance, le syndicat se doit d'avoir les moyens financiers et humains pour s'affranchir des collectivités territoriales, de l'État, du patronat. C'est un débat aujourd'hui parfois mis de côté, car pour lutter, il faut certes des moyens pour faire face aux différentes dépenses: un syndicalisme de masse est donc nécessaire. Cette notion d'indépendance est trop souvent mélangée avec celle de neutralité - que ce soit dans le syndicalisme ou sur d'autres sujets comme la laïcité, que certain es voudraient cantonner à une neutralité de l'État, qui impliquerait donc une reconnaissance des cultes qui n'existe pas.

UNE PERSPECTIVE RÉVOLUTIONNAIRE, PAR ET POUR LES TRAVAILLEURS

ET LES TRAVAILLEUSES

Et pas qu'un peu: la Charte d'Amiens parle clairement « d'expropriation capitaliste »; en d'autres termes, la reprise des moyens de production aux plus puissants, pour redonner le pouvoir aux travailleurs et travailleuses, en collectivisant les moyens de production. Mais pour y arriver, le rôle du syndicalisme est explicité quant au moyen d'action: la grève générale. De même « le groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale ». Le syndicalisme assume encore deux fonctions qui, rassemblées, permettent une cohérence; cette uni-

cité pose clairement un mode d'action révolutionnaire, en bloquant l'économie pour agir contre l'exploitation capitaliste, afin d'arriver à la disparition du salariat et du patronat. Convaincu que la fin ne justifie pas les moyens dans l'absolu, le syndicalisme révolutionnaire ne s'en remettra pas à un pouvoir autre que celui des travailleurs et travailleuses pour décider, agir et transformer durablement les rapports de production dans une société future. Pas question ici de remplacer un pouvoir capitaliste par un autre pouvoir, qui reproduirait la même exploitation de masse! Au-delà de refuser toute avant garde syndicale autoproclamée, la Charte d'Amiens donne la possibilité aux travailleurs et travailleuses de ne pas séparer entreprise et cité, mais au contraire, d'en faire un tout pour qu'en agissant dans l'entreprise, ce soit toute la société qui change. La question prioritaire sous-entendue est alors celle de l'organisation et de la lutte vis-à-vis du patronat. Si nous pensons qu'il est primordial que le syndicalisme se construise et se vive sur les lieux de travail, il ne peut s'y limiter: unions territoriales, comité d'action chômeurs, liaisons de retraité·es (tout en étant adhérent·es des syndicats de secteurs partout où c'est possible)... sont indispensables!

COMBAT LAÏQUE ET COMBAT SOCIAL

Autre point éclairant, est celui du positionnement du syndicalisme de classe vis-à-vis des églises, à savoir donc le clergé et les différents courants religieux politiques. Ainsi, il est clairement explicité au congrès d'octobre 1906 de la CGT, que l'action doit s'exercer directement contre le patronat. À partir de là, pour que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, les syndicats n'ont pas à se préoccuper des partis et des sectes. Libre à ces organisations d'accomplir leurs objets respectifs, et aux travailleurs et travailleuses, individuellement, d'y participer sans associer leur syndicat, mais l'unification de classe ouvrière passe par la volonté de rassembler ce qui est épars, d'unir autour d'une

41 LES utopiques **19** SOLIDAIRES

conscience de classe et de la construction du progrès social.

La liberté de conscience et la laïcité sont ainsi réaffirmées dans ce texte fondateur. afin que les églises et partis restent en dehors de l'action syndicale, tout en laissant la possibilité à chacun et chacune de militer ou de croire, de pas croire et de pas pratiquer, mais avec l'objectif de considérer le syndicalisme comme majeur. À l'époque, pas de faux débats sur la laïcité: le mouvement syndical n'a pas à être complaisant avec les clergés et intégrismes religieux; si les opinions philosophiques individuelles peuvent être source de richesses et de spiritualité, elles doivent rester personnelles et n'ont rien à faire dans le mouvement syndical qui en pâtirait. Idem concernant les engagements politiques des camarades, qui ne pourront pas se servir du syndicat pour les mettre en avant ou se

réclamer du syndicat, imposant un contrôle collectif des mandats de porte-parolat... et permettant dans le même temps à chacun de pouvoir s'impliquer en respectant les équilibres internes et de faire passer l'outil syndical avant.

FUIR LES ILLUSIONS ET AUTRES MARCHANDS DE RÊVES

Certains promettent le paradis après la mort, d'autres dès demain en leur accordant nos votes, délégations de pouvoir, d'action, etc. Typiquement, nous avons tous déjà rencontré, sans remettre en cause la sincérité de certain·es militant·es, la solution miracle de s'en remettre au parti pour mener la révolution à notre place. Outre le fait que, pour n'importe quel·le militant·e syndicaliste révolutionnaire il est toujours suspect de vouloir détruire un pouvoir capitaliste pour le remplacer par une dictature dite du prolétariat (qui au final est donc bien une dictature!), il est encore plus étrange de voir des militant·es professionnel·les de partis politiques refuser de s'engager sur leurs lieux de travail ou vouloir parler au nom du mouvement ouvrier sans en faire partie.

Rassemblement devant CEMOI chocolatier, à Perpignan (66), en janvier 2022



SOLIDAIRES LES utopiques 19 42

Mais la social-démocratie excelle aussi: «faites-nous confiance» pour réformer le capitalisme, et la lutte des classes devient la lutte des places. L'histoire française est pourtant intimement liée aux périodes révolutionnaires, faites de révoltes populaires. Cette tendance à vouloir déposséder le mouvement ouvrier de sa capacité d'action et de transformation de la société est sûrement

l'un des dangers qui guette aujourd'hui notre syndicalisme. Un collectif, une association, même utile et avec laquelle nous pouvons travailler, n'a pas à remplacer notre outil syndical. Pour nous, le syndicat n'est pas une ONG ni un terrain de jeux pour des militant-es professionnel·les aux cursus universitaires d'excellence qui, dans une volonté messianique, voudraient sauver le



Manifestation du 27 janvier 2022, à Paris

43 LES utopiques 19 SOLIDAIRES

peuple. Ne comptons que sur nous: l'émancipation des travailleurs et des travailleuses sera l'œuvre des travailleurs et travailleuses eux-mêmes et elles-mêmes, sans dieu, ni maître, ni tribun.

FAIRE DU SYNDICALISME... ET PARTOUT!

En lisant ces quatre derniers points, nous nous rendons compte que les autres syndicats (même si des courants existent dans toutes les organisations syndicales), bien que se réclamant de la Charte d'Amiens, n'ont pas tous la même appréciation. Certains vont effectivement s'arranger avec la réalité, en retenant seulement ce qui les intéresse dans ce texte. Notre syndicalisme est clairement anticapitaliste et antifasciste. A contrario, confondant l'indépendance avec la neutralité, une certaine organisation confédérale interprofessionnelle se refuse à faire de la politique - confondant volontairement le fait de rétrécir le syndicalisme aux entreprises et administrations. Une bonne excuse pour refuser d'aller sur plusieurs sujets, comme celui de condamner clairement les valeurs et positionnements d'extrême-droite par exemple; à l'inverse, une autre organisation qui donnera des consignes de vote, ou en a donné pendant longtemps pour faire avancer des valeurs, a réussi tout l'inverse, en dégoûtant nombre de travailleurs et travailleuses d'un syndicat qui est une courroie de transmission.

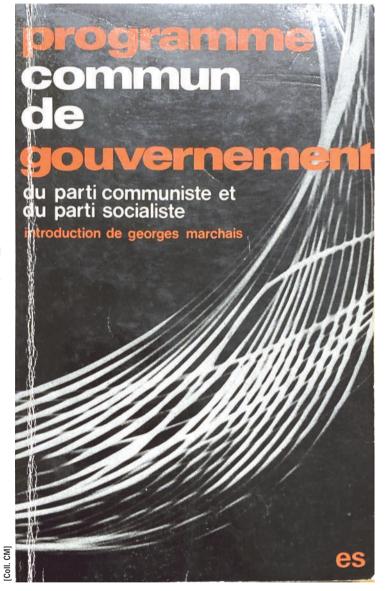
Militer à SUD-Solidaires, construire une section syndicale, l'animer, porter haut et fort des valeurs démocratiques et de syndicalisme de transformation sociale, ce n'est pas la même chose que d'adhérer à un autre syndicat, et c'est ce qui en fait l'une des spécificités de notre organisation. Pour nous, le syndicalisme a vocation à s'exprimer sur tous les sujets, sans exclusive, à une condition: que ce soit réalisé sous l'angle syndical révolutionnaire. Dans le cas contraire, ce serait détourner le syndicat de sa fonction, et prendre le risque de détourner les travailleurs et travailleuses du même outil à leur disposition et dont la priorité doit être de le renforcer pour œuvrer à la construction du rapport de force.

Florent Cariou, Julien Gonthier, Bernard Guillerey et Francky Poiriez

1962 - 1984 LA CGT ET LE PROGRAMME **COMMUN DE GOUVERNEMENT**

Signé en 1972 et défunt en 1977, le Programme commun n'aura vécu que cinq petites années. Il en fut néanmoins vendu plus d'un million d'exemplaires! Mais sa gestation comme sa postérité nous entraînent bien au-delà de ces deux bornes. Car cet épisode est à la fois l'aboutissement ultime et l'impasse avérée de la structuration du mouvement ouvrier français. construite dans le souffle de la Révolution russe à partir de 1917. Structuration basée sur un courant supposé réformiste et un courant supposé révolutionnaire dont la confrontation fait l'essentiel de l'histoire ouvrière de notre pays. La mainmise sur la CGT en étant un des enjeux décisifs. Nous ne pourrions avancer dans la compréhension de cette étape de la confrontation entre socialistes (SFIO) et PCF dans et contre la CGT sans un profond retour aux origines. Ce qui nécessite aussi de revisiter sur le temps long les rapports entre CGT et PCF. C'est ainsi qu'il faut accepter que cet article tente d'expliquer la CGT d'un point vue interne, ce qui ne signifie naturellement ni justification ni approbation des faits ici relatés trop brièvement. Dernier avertissement: certain·es vont peut-être trouver que je donne trop de place au rôle des individus. Pourtant dans l'univers stalinien, la position du chef est souvent décisive.

Jean-Yves Lesage, ouvrier d'imprimerie, est syndiqué CGT depuis 1979 et animateur du blog communisteslibertairescgt.org

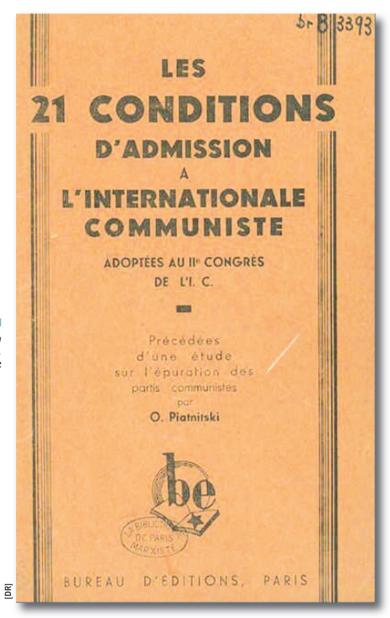


Programme commun de gouvernement du parti communiste et du parti socialiste, Éditions sociales, 1972

1921-1947: CGT ET PCF

1 Voir Fernand Loriot, le fondateur oublié du Parti communiste, Julien Chuzeville, Éditions L'Harmattan, 2012 et Un court moment révolutionnaire - la création du Parti communiste en France (1915-1924), Julien Chuzeville, Éditions Libertalia, 2017.

Le rôle important des anarchistes et des syndicalistes révolutionnaires (SR) de la CGT dans la fondation du Parti communiste (PC) en 1920 a été largement gommé dans l'historiographie officielle¹. D'une part, parce qu'ils étaient rétifs à la mainmise du parti sur les syndicats inscrite dans les fameuses «21 conditions d'adhé-



Les 21 conditions d'admission à l'Internationale communiste, adoptées au IIº congrès de l'IC

2 Les trois conditions du II^e congrès, en juillet 1920, à propos des syndicats: «n° 2 Toute organisation désireuse d'adhérer à l'Internationale communiste doit régulièrement et systématiquement écarter des postes impliquant tant soit peu de responsabilité dans le mouvement ouvrier (orgainspalada dan son peu de réponsabilité autre induction le parlementaires, coopératives, municipalités) les réformistes et les "centristes" et les remplacer par des communistes éprouvés, – sans craindre d'avoir à remplacer, surtout au début, des militants expérimentés, par des travailleurs sortis du rang»; «n° 9 Tout Parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières.

Des noyaux communistes doivent être formés, dont le travail opiniâtre et Des noyaux communistes autorit et et joinnes, work et voix sera de révé-ler à tout instant la trahison des social-patriotes et les hésitations du "cen-tre". Ces noyaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti »; «n° 10 Tout Parti appartenant à l'Internationale communiste a pour devoir de combattre avec énergie et ténacité "l'In-ternationale" des syndicats jaunes fondée à Amsterdam. Il doit répandre avec ténacité au sein des syndicats ouvriers l'idée de la nécessité de la rup-ture avec l'Internationale jaune d'Amsterdam. Il doit par contre concourir de tout son pouvoir à l'union internationale des syndicats rouges adhérant à l'Internationale communiste.»

sion » des PC à la IIIe Internationale fondée à Moscou²; aussi, parce que nombre de syndicalistes révolutionnaires quittèrent ou furent exclus rapidement du PC pour s'être opposés à la phase dite de «bolchevisation», vécue comme une extrême caporalisation. Bref, leur contribution a pu être facilement gommée mais elle doit rester dans nos mémoires. En 1921, la première scission de la CGT voit les réformistes de la Section française de l'internationale ouvrière (SFIO) garder la majorité quand communistes et beaucoup d'anarchistes et de SR se retrouvent dans la CGT-U. Mais la mise en œuvre de la «bolchevisation» dans la CGT-U conduit rapidement à la rupture entre les «bolchos» et les autres. La stalinisation ajoutant progressivement une chape de plomb dans la CGT-U. Une quatrième condition (la défense inconditionnelle de la révolution russe) sera transformée en défense du stalinisme et jouera un rôle fondamental dans la psychologie des militants3.

En 1933, la défaite sans combat des puissants partis socialiste et communiste allemands force néanmoins les partisans de l'Internationale communiste à renoncer au concept de «social-fascisme». Avec la poussée fasciste en France en février 34, les travailleurs ses et les militant es de base expriment leur besoin d'unité. La CGT est réunifiée en 1935, dans un rapport de force favorable aux socialistes. La CGT peut alors jouer un rôle crucial durant la grève générale de 1936, tant pour engranger des succès revendicatifs bien réels que pour éteindre tout développement révolutionnaire de

la situation. Rapidement, le gouvernement socialiste annonce «la pause», puis des contre-réformes. En 1939, refusant de condamner le pacte germano-soviétique, le PC est interdit et ses militant·es, pourchassé·es, sont méthodiquement exclu·es de la CGT, avant même la Débâcle et l'Occupation. Les animateurs de la tendance anti-communiste de la CGT passent à la Collaboration. Mais les conditions de la Résistance à Vichy et à l'occupant nazi élargissent, dans la SFIO, le champ d'action des militants les plus endurcis, les plus à gauche et, en 1943, une conférence secrète reconstruit la CGT sur une base de parité entre communistes et socialistes (les accords du Perreux). Pendant ce temps, à Yalta, Staline et Roosevelt se partagent déjà l'Europe... Les communistes français peuvent rêver de révolution, mais pas la faire. À la Libération, les communistes, boosté·es par leur implication dans la Résistance et le prestige de l'URSS dans la défaite nazie se retrouvent en position très majoritaire dans la plupart des instances fédérales et départementales de la CGT. Les socialistes se regroupent dans la tendance Force ouvrière. L'affrontement entre les USA et l'URSS, qui va structurer la géopolitique pour cinquante ans, débouche en 1947 sur une nouvelle scission, laissant les militants du PCF dans une position totalement hégémonique au sein de la CGT. Le réflexe antistalinien et les exclusives dont ils elles sont victimes poussent vers FO des militant·es trotskystes et anarchistes.

1947 – 1958 : PUISSANCE ET IMPUISSANCE

DU STALINISME

Contrairement à une lecture simpliste qui serait aveugle aux combats politiques internes⁴ et à une vision caricaturale du lien PCF/CGT, il faut comprendre le contexte d'hégémonie sociale, politique, intellectuelle et artistique exercée alors par le stalinisme. Les anarchistes et les trotskystes connurent certes quelques succès éphémères, mais vite minés par les luttes intestines. La SFIO

³ La défense de l'URSS sera un boulet politique au pied du PCF mais aussi des trotskystes qui se déchireront sur cette question. L'inconditionnalité exigée par les staliniens va créer plusieurs générations de militants que l'esprit de discipline réduira au silence et au mensonge au nom d'un suprême idéal...

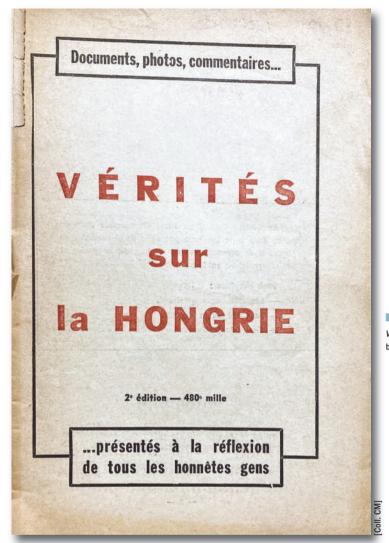
⁴ Les «grèves insurrectionnelles» de 47/48 ont fracturé la direction stalinienne. Poussées par une base frustrée d'avoir désarmé les milices patriotiques à la Libération, elles furent combattues par les directions des appareils PCF/CGT. À ce propos lire Guerre froide, Grèves rouges - les grèves «insurrectionnelles» de 1947, Robert Mencherini, Éditions Syllepse, 2017.

SOLIDAIRES LES utopiques 19 48

possède encore quelques bastions ouvriers mais va se déconsidérer en menant la guerre brutalement contre les luttes de la décolonisation. Cela est difficilement chiffrable, mais on peut estimer que des dizaines de milliers de permanents et permanentes travaillent dans les différents appareils gravitant autour du PCF: élu·es, Mouvement de la paix, organisations de jeunesse, de femmes, de locataires, de paysans, éditions, presse... la CGT étant, bien sûr, le joyau de la couronne. Il faut ajouter les milliers d'emplois dans les mairies. Des militants et militantes de base aux plus hauts dirigeants, une immense machine de promotion sociale, étroitement contrôlée par la «section des cadres», compile les biographies des militants et militantes qui seront, ou pas, « appelés à de nouvelles responsabilités » selon l'expression consacrée. Et dans ce déroulement de carrière, il est tout à fait habituel de passer d'un poste dans une organisation de masse à un poste dans le parti et vice-versa. Plus encore, du communal au national il faut être tout à la fois dirigeant d'une organisation de masse et dirigeant politique. À ce stade, la vision d'une courroie de transmission doit être abandonnée au profit d'une osmose⁵ entre la CGT et le PCF. Habilement, le bureau confédéral de la CGT, après la scission FO, reste dans l'esprit des accords du Perreux, méticuleusement composé à 50 % de noncommunistes. Mais trouver assez de chrétiens de gauche et de socialistes pour une même parité aux échelons inférieurs n'aurait pas été possible si jamais elle avait été souhaitée... Avoir un socialiste et un chrétien de gauche dans une commission exécutive suffisait bien à la façade «unitaire»... La guerre froide place les deux grands partis de l'Ouest, le PCF et le PC italien, au cœur du conflit Est-Ouest. Avec des scores électoraux qui tournent entre 20 et 25 % des voix, le PCF est néanmoins impuissant à peser sur les politiques nationales. Il avait pourtant pris goût aux possibilités offertes par la présence ministérielle dans les gouvernements issus de la Libération et nombre de ses hauts responsables (cégétistes) sont des interlocuteurs incontournables, quoique discrets, de la planification économique par l'État sous la IVe République. Mais ses dirigeants comme ses militants et militantes payent cher des actions résolues contre le Plan Marshall, la guerre en Indochine, les luttes sociales: répression syndicale et licenciements collectifs de grévistes, clandestinité, procès, prison qui font perdurer la fiction d'un parti révolutionnaire. En 1956, l'entrée des chars soviétiques en Hongrie va porter un coup dur à cette hégémonie sociale et culturelle, favorisant l'émergence progressive d'une gauche antistalinienne. Le PCF soutient l'opération soviétique, mais au bureau confédéral de la CGT, les non-communistes se battent pied à pied et obtiennent une demi-victoire: la confédération n'aura pas d'expression et laisse libres ses syndicats de s'exprimer. Dans les cercles dirigeants PCF/CGT, dans le secret des conciliabules, nombre de cadres expriment leur malaise et comprennent, non seulement qu'ils vont payer au prix fort la répression en Hongrie mais plus encore, que « la patrie du socialisme » ne peut plus être le modèle unique. Mais l'esprit de discipline (et les sanctions impitoyables en interne) maintient l'unité de façade. Pourtant, la même année, lors du 20e congrès du Parti communiste de l'Union soviétique, Khrouchtchev lui-même lève un petit bout du voile sur la réalité des crimes staliniens!

En 1958, le coup de force qui ramène de Gaulle au pouvoir est analysé comme un prélude à un putsch fasciste; cette erreur supplémentaire d'appréciation va pousser

⁵ Le terme pudique et familier pour parler dans la CGT du PCF, et réciproquement, est alors «la maison d'en face». On est chez nous dans les deux cas...



Vérités sur la Hongrie, brochure du PCF, 1956

la direction communiste à remettre au goût du jour une politique plus indépendante de Moscou et plus unitaire. Thorez, immuable secrétaire général du Parti, avait déjà lancé un ballon d'essai dans une interview au Times en 1946, surfant sur la puissance électorale du PCF, évoquant une voie française vers le socialisme passant par une extension démocratique progressive qui épargnerait à la France le prix d'une révolution. C'est cette ligne, qui va s'affirmer progressivement, dont le Programme commun sera l'aboutissement.

1962-1968: LA VOIE DÉMOCRATIQUE AU SOCIALIS<u>me</u>

Sans entrer dans le détail des affrontements et exclusions de dirigeants de premier plan à la direction du PCF, retenons cet élément: l'ascension parallèle, même s'ils ne sont pas de la même génération, de Waldeck Rochet et de Georges Séguy. Trois anecdotes sur Rochet: en 1931, il revient de l'école des cadres de Moscou avec la réputation d'avoir rabroué durement ceux qui, dans le groupe des Français, avaient exprimé des doutes.

Cela lui vaut une promotion immédiate à la tête de la région lyonnaise, puis une affectation auprès de Renaud Jean, dirigeant paysan très connu mais dont l'esprit de discipline n'était pas suffisant. En 1932, candidat aux législatives, il se maintient au second tour contre le candidat de la SFIO, conformément aux consignes dites «troisième période », durant laquelle le concept de « social-fascisme » était le leitmotiv des PC. Il perd alors plus de la moitié de ses électeurs. Il tire probablement une leçon de cet échec, puisque l'année d'après, il organise la présence minoritaire de communistes sur une liste SFIO. Désavoué par le bureau politique, c'est Benoît Frachon (dirigeant de la CGT-U et futur secrétaire général de la CGT) qui vient expliquer aux militants ce blâme. Blâme qui n'aura, curieusement, aucune conséquence sur la carrière de Rochet, qui entre au comité central en 1936. Le virage unitaire était déjà dans l'air du temps, sous l'influence du conseiller (secret) soviétique auprès de la direction française. C'est en 1962 que le comité central, réuni à

Bezons, officialise le projet d'Union de la gauche autour d'un programme. Le PCF, fort de sa place dominante à gauche, pense que l'unité se fera derrière lui et sous son contrôle politique. Réussir l'union pour une majorité électorale nécessite, bien sûr, d'assouplir non seulement la ligne générale mais aussi les façades. Qu'à cela ne tienne. Progressivement, c'est le projet de la construction d'un socialisme à la française, étape par étape, démocratisation par démocratisation, nationalisation par nationalisation, élection après élection, qui prend corps. Quitte, en interne, à rassurer les militants et militantes: la ligne officielle est une nécessité, le jour venu, il faudra toujours prendre les fusils... Un des rares opposants au coup de force de De Gaulle en 58 est François Mitterrand. Honni par les mili-

Après la rupture du programme commun PS/PCF/MRG, un tract CGT qui rappelle le soutien de l'organisation syndicale à ce programme de gouvernement et indique que dans les circonstances « la CGT doit n'accuser personne dans le débat actuel; ne pas distribuer de bons points ou de mauvais; ne jouer ni les arbitres ni les médiateurs ».

```
.../...
                                                                 Paris le 17 octobre 1977
                                                                                                                                                                               IL HE FART PAR PRITE TE VUE
                                                                                                                                                                   que la rôle du synéicat est :
                                                                                                                                                                              de défendre les revendications des travailleurs et d'organiser l'action pour les faire poutie.
                                                                                                                                                                              IL FAUT EN TETUTTE:
Le rupture entre les partis de gaucho sur l'actualisation du
Programme Commun de convermenent o provoqué un certain découragement
et jeté le trouble dans l'esprit des trovalleurs.
                                                                                                                                                                              1) - Si les partis de gauche arrivent au peuveir em 1978 le
C C T aura pour taches :
                                                                                                                                                                                     , de faire aboutir les revenitations contenues dans son
propse programe revendientif et celles rertises par le
programe commun de gouvertacent
. de faire appliquer avec es rit de responsabilité la
gestion désocratique des entreprises, c'est-0-dire,
l'extendion des druits des tervailleurs.
        Nous wondrions apportur quelques précisions sur notre position ;
        1) - La C G T doit, selon nous
                n'accuser personne deus la débar actuel

ne pas distribuer dus bons points' ou des nauvala

ne jeuer mi les arbitres, ni les rédisseurs.

    fi la collusion de droite l'exportait, instile de préciser
quelle serait la têche fondamentale de notre organisation :
foire satisfaire les revendinations démontaires des travail-
leurs.

    L'article I de uos statuts revoit que la satisfaction de
mos revendications passe per la socialisation des moyens de

                                                                                                                                                                             CHELLE OUR SOLF L'ALTERNATIVE
                                                                                                                                                                              POLITIOUS LE POLE DE LA CET
                C'ast donc très logiquesant qu'en 1972 la C G T a apporté
enn soutien au programme commun de gouvernement pur ce qu'elle
y trouveit la santifaction de ses program revendications
fondamentales.
                                                                                                                                                                            SERA VITAL, IL EST DONG INDISTEN-
                                                                                                                                                                            DARLE DE LA DENFORCER DÉS
                                                                                                                                                                            NAINTENANT POUR FAIRS ABOUTIR
                                                                                                                                                                            DES MAINTEPANT NOS REVENDICATIONS.
  Il faut cursi noter qua la nontre dos mationalizations desanciaes 
ar let ulifarantes obligations d'industrie est plus important qua calui 
tivu dans la proprimina comma, colui-ci représente dans pour mons un 
esperante inflata.
 A noter quasi que nons désirons une véritable matienzlisation

DE N O C FATI QUE et non pas une étatisation de la gestion

georg S N C F actuelle.
                                                                                                                                                                                                                           La Bureau de Secteur
                                                                                                                                                                                                                            Paris Sud - Est
```

tant·es de base du PCF pour ses positions ministérielles pendant la guerre d'Algérie, il crée et anime, en 1965, la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS), qui regroupe cinq réseaux sociaux-démocrates, y compris la SFIO. L'année 64 sera décisive : juste avant de mourir, Thorez écarte Servin et Casanova de sa succession: trop « droitiers ». Mais il écarte aussi les plus prosoviétiques autour de Duclos, et donne la direction du PC à Rochet qui lui paraît capable de réaliser l'exploit: faire évoluer le PCF, sans rompre avec la direction soviétique. Équation bien improbable, d'autant qu'en 64, Brejnev écarte Khrouchtchev, referme la parenthèse et replonge le mouvement communiste international dans une glaciation morbide. Notons enfin que, toujours en cette année 64, la CFTC chrétienne se transforme en CFDT, sous l'influence de chrétiens de gauche et de militants du PSU (fondé en 1960), preuve qu'il se développe un mouvement ouvrier combatif et antistalinien.

Et Rochet fait le job! En 65, il dénonce publiquement le soutien apporté à de Gaulle (contre Mitterrand) par les Soviétiques, qui n'ont d'yeux que pour sa politique tenant plus ou moins la France à l'écart des ambitions américaines. Et quelques rencontres secrètes plus tard entre des dirigeants

CGT/PCF et Mitterrand, celui-ci devient le candidat unique de la gauche⁶, après l'échec de Gaston Defferre à construire une alliance de la SFIO avec les centristes. Dans un geste symétrique, Benoît Frachon⁷ va préparer soigneusement Georges Séguy, qui est entré en 1956 au bureau politique, pour sa relève à la direction de la CGT en le faisant entrer au bureau confédéral cette même année 65. Ainsi Georges Séguy, « plus jeune déporté politique », plus jeune membre du bureau politique, devient, neuf ans plus tard, plus jeune membre du bureau confédéral, après une rapide carrière dans la CGT Cheminots. Il prendra la fonction de secrétaire général en 1967. Mais avant ça, l'année 66 est riche d'évènements: un accord d'unité d'action sur un programme revendicatif est signé entre la CGT et la CFDT. Il va faciliter le déploiement de journées de grèves massives. La même année, Aragon prend la défense de deux écrivains soviétiques en procès à Moscou et le comité central d'Argenteuil affirme l'importance de la liberté de création artistique et scientifique (sauf pour les sciences sociales où le parti doit veiller au vrai!). La rupture est néanmoins considérable si l'on se souvient que les sciences socialistes permettaient aux vaches de Lyssenko de produire plus de lait8... Et l'année se termine sur un accord de désistement réciproque entre PCF et FGDS qui, déjà, profitera davantage aux socialistes (et leurs alliés du PSU) qu'aux communistes.

Grandes grèves dans le secteur privé, mobilisation monstre contre les ordonnances détricotant la Sécurité sociale, 1967 est une année où la colère monte. 1968, pour la CGT, commence avec le Printemps de Prague⁹, soit l'espoir de voir surgir un socialisme « à visage humain ». Car c'est la CGT qui préside la Fédération syndicale mondiale (FSM), dont le siège est justement à Prague. Les Français ont donc des informations de première main et Rochet apporte son soutien aux camarades tchèques. Le 11 mai, après la nuit des barricades au Quartier latin, c'est

⁶ C'est aussi l'occasion pour la direction de faire le ménage dans l'Union des étudiants communistes (UEC) en excluant à tour de bras les pro-Italiens, les maos ainsi que le cercle Sorbonne animé par Alain Krivine, qui refusent cette candidature de compromis. L'offensive de la direction met ainsi fin à l'entrisme des «pablistes» dans le PC français et, paradoxalement, permet de lancer la Jeunesse communiste révolutionnaire (JCR) qui jouera un rôle certain parmi la jeunesse soixante-huitarde.

⁷ Benoît Frachon, jeune anarchiste, suspecté d'avoir posé une bombe dans sa jeunesse, est un personnage! Le seul qui négociera pour la CGT en 36 et en 68. En 1940, il réfuse de rejoindre Bruxelles avec Thorez pour être exfiltré à Moscou. Il dira toujours qu'il s'est juste «trompé de train»... Ce qui fera de lui le principal dirigeant de la Résistance communiste en France, avec Duclos.

⁸ Trofim Lyssenko (1898-1976), promoteur de théories « scientifiques » fumeuses en vigueur sous le stalinisme.

⁹ Voir «Le 5 janvier, 1968 commence à Prague », Robi Morder, Les utopiques n° 7, printemps 2018 [Note Les utopiques].

SOLIDAIRES LES utopiques 19 52

Georges Séguy qui donne la ligne, en proposant une journée de grève qui rallie tout le monde pour le 13. Séguy comprend très vite que Mendès-France comme Mitterrand veulent profiter de la «chienlit» et de l'effacement du général de Gaulle, pour tenter leur chance en solo, sans les communistes, voir en les écartant. Il en conclut que la grève générale doit se limiter à engranger un maximum d'acquis, car la question du pouvoir ne saurait être posée au détriment du PCF. Quant aux «gauchistes», ils sont en train de devenir l'obsession de la direction, car le virage stratégique de la transformation révolutionnaire par étapes, liant luttes et élections, laisse une place béante à gauche dans la jeunesse et chez les travailleurs et travailleuses. En 68, 69, les centaines de milliers d'adhésions nouvelles à la CGT semblent pourtant donner quitus aux choix de Séguy¹⁰. Ajoutons que la revanche électorale de la droite, lors des législatives de juin 68, donne pleinement crédit aux discours anticasseurs de la CGT. La claque électorale à gauche oblige Mitterrand à s'effacer, la FGDS implose, et la SFIO reprend la main. À l'international, l'écrasement du Printemps de Prague par les troupes soviétiques est clairement condamné, mais sans grande conséquence concrète dans la propagande et les pratiques militantes. Rochet meurt, de chagrin dit-on parfois, d'une longue maladie surtout. Et la condamnation est vite « oubliée », le PCF s'inclinant devant la « normalisation » soviétique. Dans la FSM, la CGT et la CGIL¹¹¹ dénoncent l'intervention soviétique. Louis Saillant, secrétaire général de la FSM, parvient même à faire adopter cette position par l'exécutif de la FSM, mais la pression sur lui est énorme.

1968-1984: LE PIÈGE SE REFERME

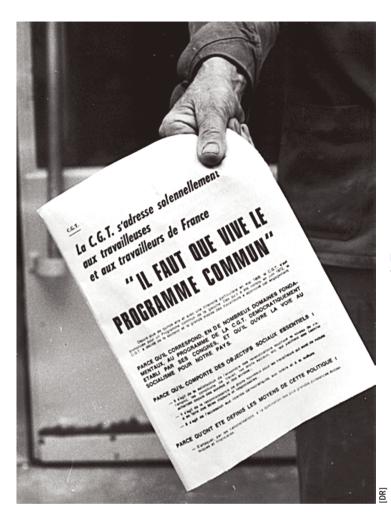
En 1969, le décès de Pompidou, qui avait succédé à de Gaulle, donne au PCF une réassurance bienvenue: Duclos frôle les 22% quand Deferre, pour la SFIO, tombe à 5%. C'est, de toute évidence, le moment de reprendre la main. La CGT met en avant la nécessité d'un programme d'union pour la gauche lors de ses 37e et 38e congrès (1969 et 1972). En 1971, le PCF met sur la table un projet de programme pour des changements démocratiques, connu sous le titre Changer de cap. Le PS, (re)fondé à Épinay la même année, sur les ruines de la SFIO, dirigé par Mitterrand, fera le pari d'une alliance à son profit: l'union sera un combat! Le Programme commun est définitivement signé en 1972, année où Louis Saillant, quittant Prague et la FSM, est réélu au bureau confédéral, preuve d'une certaine obstination à condamner la mise à mort des espoirs de régénération du «socialisme réel». La CGT fera son possible pour que la CFDT et la FEN s'engagent également autour du Programme commun dont elle va faire son étendard au détriment de l'action immédiate.

1972 est aussi l'année où Georges Marchais devient secrétaire général du PCF. Les membres du BP sont consultés individuellement sur cette hypothèse attendue puisque Rochet est gravement malade depuis 1969. Les membres communistes du bureau confédéral de la CGT sont également consultés. Beaucoup sont encore d'anciens résistants et le passage de Marchais par le Service du travail

¹⁰ On comprendra que l'objet de cet article n'est pas de revenir sur l'analyse des potentialités de la grève générale de 68.

¹¹ Confederazione Generale Italiana del Lavoro.

¹² Dans les puissantes manifestations parisiennes des années 70, où la classe ouvrière est encore prépondérante, la CGT, majoritaire dans la tue comme dans les bôtes, chante le slogan «union-action-programme commun». La CFDT s'en démarque, en chantant «union-action-autogestion» quand, en fin de cortèges et non sans affrontements violents entre services d'ordre (SO), les groupes d'extrême-gauche chantent «une seulle solution la révolution». Joueur, le SO CGT reprend alors le slogan, en y ajoutant simplement «un seul moyen le programme commun», ce qui est plus finaud que le traditionnel «il est pourri le régime à Giscard, il nous envoie ses flics et ses qauchards».



Tract confédéral CGT

«Il faut que vive le programme
commun », tiré à 6 millions
d'exemplaires en octobre 1977,
quelques semaines après
la rupture de l'Union
de la gauche

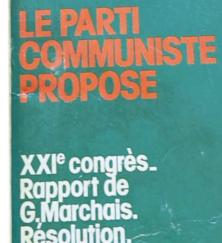
obligatoire (STO) en Allemagne pose problème: Frachon se serait clairement opposé, Séguy aurait fait part de ses interrogations... En 1973, les législatives accordent au PS une seconde vie: il talonne le PCF, qui dépasse encore les 21% mais ne progresse pas. Les adversaires de l'union, à bas bruit dans un premier temps, en profitent pour tirer la sonnette d'alarme. L'année suivante, le score inespéré de Mitterrand à la présidentielle semble pourtant valider une nouvelle fois la démarche unitaire et la voie pacifique au socialisme, qui devient l'objet de théorisations importantes et de polémiques supplé-

mentaires avec l'extrême-gauche après le

renversement d'Allende au Chili. Dans les mêmes années, le retour à la démocratie parlementaire en Espagne, Grèce et Portugal conforte encore le choix de la voie électorale. À laquelle s'ajoutent des réflexions intégrant l'autogestion, terme jusqu'ici réservé au PSU et à la CFDT¹². Avec Antoinette, la CGT tente d'intégrer la montée du féminisme. Mais le piège se referme petit à petit sur le PCF et sur la CGT avec. Car si le programme commun crée un véritable espoir populaire, c'est bien au PS que profite l'accord. Le « peuple de gauche » espère alors que l'attelage garantit que le PS applique le programme, en s'épargnant la crainte du totalitarisme.

Curieusement, alors que sur le plan politique le PCF s'engage dans l'eurocommunisme avec les PC italien et espagnol, le comité de liaison CGT-CGIL, qui permet à la CGT d'avoir des portes d'entrée dans l'Europe en construction, est brisé par les initiatives de Krasucki¹³. Les pro-soviétiques n'ont pas dit leur dernier mot... Dans un débat télévisé, Duclos, mal à l'aise face à un dirigeant du PCI expliquant la ligne du compromis historique avec la Démocratie chrétienne, lâchera l'accusation suprême: réformiste! La tentation eurocommuniste culmine en 1976, au 22e congrès avec «l'abandon de la dictature du prolétariat» et l'immense meeting porte de Pantin où Berlinguer (dirigeant du Parti communiste italien) et Marchais sont acclamés. Mais après la mort de Jean Kanapa qui portait politiquement Marchais vers cette ouverture, le PCF réalise qu'il perd des plumes au profit du PS. Impensable de devenir une force d'appoint dans un gouvernement Mitterrand, d'autant que cette perspective inquiète les Soviétiques! Le PC brise l'unité autour d'une pseudo actualisation du Programme commun, après les municipales de 1977 qui profitent à toute la gauche (le PCF rate de peu la mairie de Paris!) mais surtout au PS. En 1978, la campagne du premier tour des législatives tourne au pugilat contre le PS, avant un retournement étourdissant pour une alliance de second tour. De quoi perdre militants et militantes, électeurs et électrices, d'abord sur sa droite puis sur sa gauche! La même manœuvre se renouvellera pour la présidentielle de 1981. En 1978, Séguy pousse le 40e congrès de la CGT vers plus d'ouverture et recommande un retour au syndicalisme de terrain, à contretemps de l'involution du PC. Désavoué dès le 41e congrès, en 1982, il passera la main, sans combattre publiquement Krasucki, conscient d'être dorénavant minoritaire dans la direction de son parti, et dans la direction syndicale, mais se refusant à toute polémique, en militant discipliné. Il reste cependant membre de la direction confédérale et utilise son aura pour fonder l'Institut d'histoire sociale de la CGT, institut qu'il utilisera pour approfondir sa vision d'une CGT unitaire et pluraliste.

L'année 79 sera marquée par le soutien de Marchais à l'invasion russe en Afghanistan et la validation du «bilan globalement positif» des pays dits socialistes par le 23e congrès du PCF. Elle est aussi marquée par le lancement d'une pétition qui fera beaucoup d'agitation dans la CGT: «Union dans les luttes ». Regroupant des militants PC/PS



Programme Commun

Union

ocialisme

Union - Programme commun - Socialisme. Le Parti communiste propose, XXIe congrès, 1974 CGT/CFDT/FEN, alors que le « recentrage » de la CFDT est déjà acté, elle se prévaut de 160 000 signatures pour exiger le retour à l'unité d'action, alors que le « recentrage » de la CFDT est déjà acté, et l'union de la gauche pour battre Giscard en 81. Puis, le surgissement de Solidarnosc en Pologne va également percuter de plein fouet la CGT, favorisant l'offensive politique des courants réformistes comme d'extrême-gauche. En 1981, malgré une campagne longue et puissante du PCF, qui sera qualifiée de misérabiliste par les opposants, Marchais tombe à 15% au premier tour de la présidentielle. La nomination de quatre ministres communistes, dans une euphorie générale, retardera l'ouverture des bilans. La première année, la gauche réalise quelques vraies mesures populaires. Mais elle va rapidement mettre la CGT en défaut. Après des années à tout miser sur la victoire de la gauche, les militants et militantes sont gagné·es par un certain attentisme. Et puis, il ne faut pas gêner les ministres communistes en étant trop impatients. Les communistes se retrouvent en porte-à-faux dans les luttes qui éclatent (automobile mais surtout sidérurgie). Au final, la CGT paraît mettre le frein sur les luttes là où elles surgissent. Et quand arrive l'inévitable «tournant de la rigueur» puis, tardivement, le retrait des ministres communistes, en 1984, Krasucki organise une violente bataille de rue, soigneusement orchestrée, autour de SKF, usine occupée, signant le retour à une ligne violemment anti-PS.

CONCLUSION

La principale leçon politique de cette longue période est qu'il n'y a pas plus de voie pacifique au socialisme que de voie autoritaire. La crispation prosoviétique n'était pas une réponse révolutionnaire aux dérives réformistes, bien réelles, de la plupart des eurocommunistes. En taxant d'anticommunisme tous les antistaliniens, la CGT s'est privée de milliers de travailleurs.ses et militant·es combatifs et combatives, qui auraient pu jouer un rôle décisif dans les débats. Car il n'y a pas d'autre voie que celle de la Charte d'Amiens autour d'un syndicalisme révolutionnaire rénové. Un syndicalisme attaché à la «double besogne» dans le cadre d'un projet d'expropriation capitaliste et d'autogestion sociale, économique et politique; ce qui passe par le rassemblement des forces combatives aujourd'hui dispersées dans la CGT, la FSU, Solidaires et quelques secteurs de FO. La CGT a réussi à se déconnecter suffisamment du PCF pour ne pas sombrer complètement avec lui. Mais ces débats stratégiques ne sont pas tranchés entre « néo-stals » et réformistes, laissant l'image parfois d'une confédération sans boussole. D'où l'importance de porter en interne des propositions alternatives sur les pratiques et les orientations¹⁴.

13 Henri Krasucki: jeune résistant et déporté comme Séguy, il devient secrétaire de l'union départementale CGT de la Seine en 1949. En 1953, il entre au bureau fédéral de la Seine du PCF, puis, en 1956, au comité central du PCF. En 1961, il entre au bureau confédéral de la CGT, puis devient directeur de La Vie ouvrière. En 1964, il est membre du bureau politique du PCF. Il succède à Georges Séguy, en 1982, lors du 41° congrès à Lille, et va rester dix ans à la tête de la CGT. Il est dans la continuité «stalinienne», mais paradoxalement, voue une véritable haine secrète envers Georges Marchais (lire la biographie Henri Krasucki 1924-2003, Christian Langeois, Éditions du Cherche-Midi, 2012).

14 Lectures pour aller plus loin: hélas, nombre de dirigeants staliniens n'ont rien écrit des secrets internes à leurs organisations. Séguy fait exception de ce point de vue. Georges Séguy: Ce que la vie m'a appris, Éditions de l'Atelier, 2017. Transcription d'un long entretien enregistré tardivement, on découvre un Séguy touchant et exaspérant à la fois, qui revisite toute son histoire (donc celle de son parti et de son syndicat), sans tout dévoiler bien sûr, mais reconnaissant maintes erreurs, parfois à mots couverts. Reste un indépassable pour lui: l'anticommunisme, qu'il ne saura jamais distinguer de l'antistalinisme. Jean-Louis Moynot: vrai fils de patron, ingénieur, chrétien de gauche, il entre au bureau confédéral de la CGT en 1967 (avec Séguy), grâce au quota des non-communistes. Profondément mais sincèrement réformiste, son témoignage est précieux: S'émanciper - Une vie de recherches, Éditions du Croquant, 2017. La CGT (1975-1995): un ouvrage de contributions croisées d'historiens et de militants sous la direction de Sophie Béroud et Michel Pigenet avec l'IHS-CGT. Inégal mais très riche, y compris en autoritiques assumées. Aux Éditions sociales, les plus acharné-es liront dans l'ordre Changer de cap, puis Le programme commun, pour mesurer l'importance des concessions faites par le PCF au PS pour réaliser l'union de la gauche.

Jean-Yves Lesage

FALLAIT-IL UN « GRAND PARTI » POUR L'AUTOGESTION? La CFDT et les Assises du socialisme de 1974

Il y a un mystère CFDT. Celui qui entoure une organisation syndicale passée du socialisme autogestionnaire des années 1970 à l'accompagnement du capitalisme néolibéral. Dans les années qui suivent Mai 68, le débat est vif quant à la manière de résoudre l'antagonisme de classe. S'y ajoute au sein de la centrale une hétérogénéité des attentes, des pratiques et des cultures militantes. Tout cela va se traduire par une succession de réajustements stratégiques au gré des rapports de force internes et du contexte politique et social. Autour des Assises du socialisme en 1974 se joue précisément un de ces moments de bascule de la CFDT. Cette opération - menée en faveur du Parti socialiste et dans laquelle s'implique la direction confédérale - va interroger le rapport du syndicat au pouvoir et au politique dans une période où la «transition au socialisme» semble bel et bien accessible.

Syndicaliste pour l'autogestion, enseignant en lycée professionnel à Orléans, Théo Roumier est militant de SUD Éducation.



Dessin de Sabadel pour la brochure Syndiqué à la CFDT pourquoi? 1975

in 1974, nous sommes six ans après la grève générale de mai et juin 1968 et ses 10 millions de grévistes. La CFDT est alors pleinement celle des luttes. Et il ne manque pas de « grèves significatives », longues et dures¹: celles du Joint français à Saint-Brieuc, des Nouvelles Galeries de Thionville, de Penarroya à Lyon ont marqué l'année 1972. Celle de Lip à Besançon, auto-organisée et animée notamment par une section CFDT combative, vient de se terminer par une victoire retentissante, les accords de Dôle signés en janvier 1974 garantissant le réemploi de toutes et tous². Lip c'est le «combat de tous les travailleurs», comme des milliers de voix l'ont scandé, qui a démarré en avril 1973 et défié neuf mois durant, l'ordre et la légalité capitalistes et a été au centre d'un gigantesque élan de solidarité³. Et en février, mars, avril 1974, le «Mai des Banques », organisé et maîtrisé par les assemblées générales de grévistes, a été au cœur de l'actualité sociale4. Que faire de toutes ces luttes? Est-il possible de faire basculer la France dans le socialisme? Et lequel? Et comment?

¹ Daniel Anselme, fédération des Services CFDT, Guy Lorant, Noël Mandray, Quatre grèves significatives, préface de Frédo Krumnow, Épi, 1972. Plus globalement, voir Xavier Vigna, L'Insubordination ouvrière dans les années 68. Essai d'histoire politique des usines, Presses universitaires de Rennes, 2008.

² Robi Morder, «Lip, 29 janvier 1974, les accords de Dôle», article pour le site de l'Association Autogestion, 28 janvier 2014.

³ Charles Piaget, On fabrique, on vend, on se paie. Lip 1973, Éditions Syllepse, 2021; Donald Reid, L'Affaire Lip, 1968-1981, Presses universitaires de Rennes, 2020.

⁴ Quand les banquiers criaient « À bas les profits! », documentaire sonore de Séverine Liatard et Séverine Cassar pour « La Fabrique de l'Histoire », France Culture, 13 mars 2012.

Ces questions ne sont pas seulement théoriques: elles se discutent réellement parmi les travailleurs et les travailleuses qui forment une classe sociale à l'offensive. Pour une grande partie d'entre elles et eux, amener la gauche au pouvoir est une partie de la réponse. Plus ou moins importante selon les « familles » du socialisme; accessoire, voire dangereuse illusion, pour la frange la plus révolutionnaire des militant·es de Mai. Quoi qu'il en soit, l'échec de la gauche à la présidentielle de 1969, qui n'a pas atteint le second tour, semble alors rattrapé par la signature du programme commun de gouvernement en juin 1972 par le Parti socialiste et le Parti communiste. Et par des

scores jugés encourageants aux législatives de 1973 où les listes d'Union de la gauche ont rassemblé 46 % des suffrages; et à la présidentielle de 1974 où le candidat unique de la gauche, François Mitterrand, a recueilli 49 % des voix.

Le modèle rêvé par beaucoup est celui de l'Unité populaire chilienne rassemblant les partis de gauche et soutenue par la Centrale unique des travailleurs (CUT). Salvador Allende est président du Chili en 1970, et l'Unité populaire peut apparaître comme un modèle de voie pacifique (et légale) vers le socialisme. François Mitterrand se rend le 13 novembre 1971 à Santiago où il est accueilli comme un «Allende français». Aux

meetings de soutien en France, tant la CFDT que la CGT dépêchent des responsables de premier plan pour soutenir cette expérience, comme à la Mutualité le 27 mars 1972 où Albert Détraz, responsable confédéral du secteur politique de la CFDT prend la parole aux côtés de Jacques Duclos pour le PCF et de François Mitterrand pour le PS. Le 11 septembre 1973, le coup d'État militaire de Pinochet met un terme brutal et sanglant à l'Unité populaire. En France, en 1974 et à gauche, la question de « l'armée de guerre civile», rempart du Capital et des classes possédantes, fait désormais partie de l'équation du pouvoir... et donc des alliances à contracter et de la stratégie à mettre en œuvre pour y accéder et l'exercer. Dans les rangs comme à la tête de la deuxième centrale syndicale du pays, la CFDT, la conquête du pouvoir d'État par la gauche, frôlée de justesse à la présidentielle de 1974, est perçue comme un enjeu immédiat. Les débats du syndicat à ce sujet sont par ailleurs importants depuis 1970 et il faut s'y plonger, archives à l'appui, pour comprendre les choix auxquels se confronte la CFDT.

À LA RECHERCHE

D'UNE « AUTONOMIE ENGAGÉE »

Lors de son 35° congrès confédéral, tenu à Issy-les-Moulineaux du 6 au 10 mai 1970, la CFDT a opté pour un projet socialiste autogestionnaire reposant sur trois piliers: l'appropriation sociale des moyens de production; la planification démocratique; l'autogestion de l'entreprise comme de la société⁵. Mais pour y arriver, elle n'a pas vraiment tranché. Si la centrale est gagnée

par l'esprit de Mai, le fait de soutenir les partis politiques de gauche est majoritaire. Même si des militant·es d'extrême-gauche rejoignent la CFDT, la gauche de la centrale est alors pour l'essentiel incarnée par un courant de syndicalistes radicalisé·es par 68, des chrétien nes autogestionnaires gagné·es à l'espoir d'une révolution, membres ou proches du petit Parti socialiste unifié (PSU) et pour qui les grèves, les luttes, sont au cœur de toute stratégie syndicale. Au centre, la direction de la CFDT est attentive aux questions institutionnelles et à un cheminement plus progressif, plus «réformiste », vers le socialisme. Ce que portent Eugène Descamps, le secrétaire général, et Edmond Maire, de la fédération de la Chimie, qui va bientôt lui succéder. D'autant qu'il faut aussi compter avec une minorité « de droite », encore attachée à l'héritage du syndicalisme chrétien (la CFDT n'est déconfessionnalisée que depuis 1964).

Alors, grève révolutionnaire ou voie légale? Le 35^e congrès reporte la question à plus tard et les deux options sont alors dans la balance, sans forcément s'exclure l'une l'autre d'ailleurs. Frédo Krumnow, certainement la figure la plus marquante de l'aile gauche, issu de la fédération de l'Habillement, du cuir et du textile (Hacuitex), l'exprime clairement en 1971 alors qu'il vient d'accéder au poste de responsable à l'action revendicative de la CFDT: « Nous avons à contribuer pour notre part à mener la lutte pour mettre en question le pouvoir capitaliste et favoriser au maximum la prise du pouvoir par des forces politiques socialistes. Maintenant, quant à la façon dont cela se passera, nous n'avons pas dit que ce serait par la voie des élections. Il est possible que, dans notre pays, un renversement puisse se faire comme cela s'est passé au Chili. Mais il est aussi possible que cela se passe autrement. Par exemple, au moment d'une crise, au moment de l'immobilisation par la grève généralisée de l'appareil économique et politique du pays. Cela créerait une vacance de pouvoir et il faudrait alors le prendre. De toute façon, le choix populaire par voie d'élection s'opérera! »6

⁵ Théo Roumier, « Quand la CFDT voulait le socialisme et l'autogestion », Les Utopiques n° 10, printemps 2019.

⁶ Frédo Krumnow, entretien donné à *Tribune socialiste*, hebdomadaire du PSU, du 6 mai 1971, reproduit dans CFDT *au cœur*, Éditions Syros, 1977.

La possibilité est laissée à la CFDT d'avoir un dialogue et même des convergences possibles avec les partis et organisations politiques de gauche. Mais le congrès a tenu à préciser que s'il peut y avoir une logique d'alliance, il ne s'agit pas pour autant de se transformer en «courroie de transmission» où le syndicat serait subordonné au parti7. L'expression trouvée pour caractériser cette articulation sera celle « d'autonomie engagée ». Pour Edmond Maire ce positionnement de la centrale invite à penser que «le mouvement syndical s'est aperçu des impasses de l'anarcho-syndicalisme, de l'impossibilité de nier le rôle de l'État ». Cela signifie que si les « partis et syndicats ont le même champ d'action », leurs fonctions ne sont pas les mêmes: aux partis « la responsabilité de gestion et de direction » de l'État, aux syndicats l'expression et la défense des aspirations des travailleurs et des travailleuses8. Au mois de juin 1971, le congrès d'Épinay du Parti socialiste a unifié une grande partie de la gauche institutionnelle. Mais pas le PSU. Mitterrand y déclare: «Celui qui ne consent pas à la rupture avec l'ordre établi (...), avec la société capitaliste, celui-là, je le dis, il ne peut pas être adhérent du Parti socialiste. » La signature du programme commun en 1972 par le «nouveau» PS issu d'Épinay, lui donne une plus large surface qu'un PSU qui plus est traversé de tendances trotskisantes et maoïsantes. Particulièrement à l'heure où la direction de la CFDT peut s'agacer du fractionnisme et du risque de « décomposition» que des militant·es d'extrêmegauche font peser sur « ses » syndicats et cherche déjà à s'en prémunir9. Alors, début 1973, quand le PSU tente de mettre sur pied un Comité de liaison pour l'autogestion socialiste et y invite la CFDT, celle-ci décline. La centrale se lance par contre dans des colloques sur l'autogestion auxquels est convié le PS. Pour la direction du syndicat, il faut faire en sorte qu'une démarche autogestionnaire large trouve à s'incarner face à un programme commun tout entier tourné vers des solutions étatistes, ce qui permettrait de contrebalancer l'influence du couple CGT/PCF.

La CFDT est en ce sens attentive à l'engagement politique de ses membres. En 1970, la CFDT compte ainsi près de 5000 syndiqué·es également membres du PSU, contre 3000 également membres du Parti socialiste. Mais la « déPSUisation » guette : en 1974, la proportion s'est inversée et s'il y a encore 3000 à 4000 membres du PSU syndiqué·es CFDT, il faut compter avec 9000 membres du PS à être désormais dans ce cas10. Lors des législatives de mars 1973, la confédération estime à 400 ou 450 le nombre de ses syndiqué·es candidatant à la députation sous une étiquette politique. À 55 % pour le PSU, 23 % pour le PS et 14 % pour l'extrême-gauche (LO ou Ligue communiste)¹¹. La sortie des urnes est toutefois sans appel: le PSU frôle les 2% des voix quand le PS atteint presque les 20%, talonnant le PCF et ses 21,5%. Lors d'une rencontre de la direction de la CFDT avec celle du PSU en janvier 1973, Albert Détraz, responsable du secteur politique de la confédéra-

^{7 «} À propos de la restructuration de la gauche socialiste », HA-CUI-TEX CFDT n° 277, août-septembre 1974, Archives CFDT, Fonds du secrétariat confédéral, CH/8/1595

⁸ Edmond Maire, document interne du groupe de travail confédéral «Syndicalisme et politique», septembre 1974, Archives CFDT, Fonds Edmond Maire, CP/15/111.

⁹ Note du secteur politique aux membres du bureau national sur « l'intervention politique directe de la Ligue communiste dans les syndicats », janvier 1972, Archives CFDT, Fonds Edmond Maire, CP/15/109

¹⁰ François Kraus, «Les Assises du socialisme ou l'échec d'une tentative de rénovation d'un parti», Les Notes de la Fondation Jean-Jaurès

¹¹ Note du secteur politique sur les élections législatives de 1978, Nouvelles-CFDT n° 15/78 du 26 mai 1978, Archives CFDT, Fonds Edmond Maire, CP/15/111.

¹² Rencontre CFDT-PSU du 31 janvier 1973, Archives CFDT, Fonds du secrétariat confédéral, CH/8/1594, cité par Nicolas Defaud, La CFDT (1968-1995), de l'autogestion au syndicalisme de proposition, Les presses de Sciences Po, 2009

¹³ Françoise Lozier, «La CFDT en chiffres », Esprit n° 40, avril 1980.



36° congrès confédéral CFDT, Nantes, 1973

tion, l'avait rappelé en guise d'avertissement: il y a une «très forte tradition électoraliste dans la classe ouvrière française »¹². Pour la direction confédérale, le choix est fait: c'est le PS qui a les atouts pour arrimer la gauche à l'autogestion.

VIVRE DEMAIN DANS NOS LUTTES D'AUJOURD'HUI

Mais la CFDT, ça n'est pas que sa direction confédérale. Et elle ne peut pas contourner une démocratie interne bien vivante. Une démocratie qui vibre d'abord à l'extension des luttes menées par des équipes syndicales renforcées par le courant de Mai. Entre

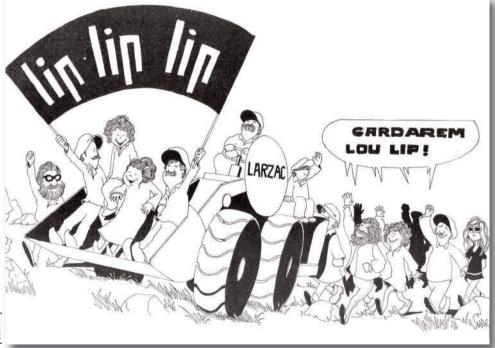
1970 et 1973, la centrale a gagné presque 130000 adhérent-es et en revendique un tout petit peu plus d'un million. Surtout elle est passée dans la même période de 3 002 à 5 234 sections syndicales d'entreprise¹³. Le 36° congrès confédéral se tient à Nantes, du 30 mai au 3 juin 1973, sous un mot d'ordre s'affichant en énormes lettres à la tribune: « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui». 1600 délégué-es y sont présent-es pour leurs syndicats. Les débats y sont saillants. Sur la conduite des luttes, le rôle des comités de grève – et de leurs rapports aux sections syndicales – est âprement discuté. Les délégué-es membres de la Ligue com-

SOLIDAIRES LES utopiques 19 62

muniste, une vingtaine, bataillent en faveur des comités de grève élus14. La majorité des congressistes, attachée à la place du syndicat, refuse d'y voir une «recette magique» sans pour autant rejeter toute démocratie assembléiste des travailleuses et travailleurs. Il y est confirmé que le programme commun de gouvernement, approuvé et soutenu activement par la CGT, dès l'été 1972, n'a pas les faveurs de la CFDT qui y voit un «risque de centralisme autoritaire et bureaucratique », un contenu « insuffisant » et qui ne « tient pas compte de tous les espoirs contenus dans les luttes sociales ». Un rejet qui a aussi « des raisons de principe, qui tiennent à notre conception de la spécificité et de l'indépendance de l'organisation syndicale», précise Edmond Maire au Monde. Reste décidément en suspens la question du débouché politique. Le

congrès va déjà réaffirmer la position de 1970, à savoir que « dans la phase actuelle de lutte anticapitaliste et dans la perspective de construction du socialisme (...) l'accent principal doit être mis sur les luttes sociales et l'action des masses populaires, sans les opposer à l'éventualité d'un changement électoral du pouvoir politique ». Le congrès tente ensuite de clarifier sa politique d'alliance aux forces politiques (et il faut noter qu'elles sont évoquées au pluriel) en indiquant que la CFDT « développe toutes les possibilités de contacts, de confrontation et d'action avec tous les partis, organisations et mouvement du courant socialiste, dans le but de constituer un rapport de forces axé sur le socialisme démocratique et autogestionnaire», rappelant que «cette confrontation et cette action ne sauraient remettre en cause le principe de l'autonomie syn-

La grève des Lip fait la jonction avec d'autres luttes, comme celle des paysans du Larzac à l'été 1973. Dessin de Wiaz dans la bande dessinée Les Hors-la-loi de Palente. La grève des Lip. Piotr et Wiaz, Société internationale d'éditions, 1974



Coll. TR1

dicale.» Pour finir par renvoyer les précisions à une date ultérieure, puisque « sur les problèmes concernant les voies de passage au socialisme et sa construction, la confédération entamera dès maintenant un effort d'information, de confrontation et de formation permettant à l'ensemble des organisations et à leurs adhérents de développer la réflexion qui rendra possible une prise de position de l'ensemble de l'organisation». ¹⁵

Mais l'action gréviste se réinvite au cœur des débats comme des réflexions stratégiques avec la lutte des Lip, les «hors-la-loi de Palente », à l'été 1973. Le 12 juin, l'usine est occupée, le stock de montres de cette entreprise horlogère de Besançon est caché par les grévistes. Le 18 juin, réuni·es en assemblée générale, les travailleuses et travailleurs de Lip décident de relancer la production et de s'assurer une « paie ouvrière » pour tenir. « On fabrique, on vend, on se paie », proclame une banderole aux murs de l'usine. Le 14 août, elle est évacuée par les gardes mobiles. Peu importe, «l'usine est là où sont les travailleurs » lance Charles Piaget, délégué CFDT (et militant PSU). Lip, c'est «la nouvelle légalité» et «la mort du Droit capitaliste » d'après le journal communiste libertaire Guerre de classes16.

Fin août, Edmond Maire déclare au Monde: «On sait que les lois sont en retard sur la réalité

sociale. On peut donc dépasser le droit sur de nombreux terrains avec l'accord de l'opinion publique. » Plus encore, il estime que «la dynamique sociale et politique qui se dégage de la grève de Lip va bien au-delà de ce qui découle du programme commun et recueille un accord populaire largement majoritaire». De quoi permettre une percée autogestionnaire pour «l'union des forces populaires», cette nouvelle formule faisant son apparition dans son vocabulaire comme une sorte de synthèse entre «Union de la gauche» en France et «Unité populaire» chilienne¹⁷. Pour autant, la direction confédérale reste méfiante du «jusqu'au-boutisme » des grévistes et de leur Comité d'action. Tout comme celle de la fédération de la Métallurgie CFDT, avec à sa tête Jacques Chérèque, dont est censée dépendre la section CFDT de Lip (avec qui les rapports peuvent être électriques). Affaibli par la maladie et ayant dû renoncer à ses responsabilités syndicales, Frédo Krumnow continue néanmoins de livrer ses réflexions. Poussant un cran plus loin l'analyse de cette grève exceptionnelle, il lui imagine une portée plus radicale encore: «À combien de Lip simultanés un pouvoir central capitaliste peut-il tenir tête sans entrer dans une période de crise grave? Lip ne peut donc pas rester un accident, une exception. Il doit être intégré comme un élément essentiel et probablement déterminant d'une stratégie syndicale révolutionnaire. »18 « Vivre demain dans nos luttes d'aujourd'hui»: pour la base de la CFDT rien ne résonne plus en tout cas avec le mot d'ordre du 36e congrès que le combat des Lip.

UNION DES FORCES POPULAIRES

Mais tout miser sur le potentiel révolutionnaire de Lip n'est pas du goût d'une direction confédérale qui reste attachée à une forme de réformisme. Tirant les conclusions des législatives (voir plus haut), la direction du PSU est justement en train de chercher un rapprochement avec le PS. Dès l'été 1973, des tractations secrètes vont avoir lieu, sous la forme de dîners privés organisés par

¹⁴ Jean-Paul Salles, La Ligue communiste révolutionnaire (1968-1981), instrument du Grand Soir ou lieu d'apprentissage?, Presses universitaires de Rennes, 2005.

¹⁵ Résolution générale du 36° congrès de la CFDT.

^{16 «}La nouvelle légalité», éditorial de *Guerre de classes* n°6, octobre 1973 (directeur de publication: Michel Desmars).

^{17 «}La CFDT juge le moment venu de reprendre avec la CGT le débat sur le socialisme», entretien avec Edmond Maire, *Le Monde* du 30 août 1973.

¹⁸ Frédo Krumnow, CFDT au cœur, Syros, 1977. Frédo Krumnow est emporté par le cancer, le 19 mai 1974, à la veille de son quarante-septième anniversaire.

SOLIDAIRES LES utopiques 19 64

André Salomon, médecin socialiste et homme de réseau. Vont s'y retrouver Michel Rocard du PSU, Pierre Mauroy du PS et Edmond Maire de la CFDT. Comme alibi, le secrétaire général avancera par la suite qu'il s'agissait d'évoquer la parution d'une «revue où les militants socialistes (...) pourraient confronter librement leurs points de vue »19. En décembre, François Mitterrand fait son entrée. Rocard le voit de son côté, Edmond Maire et Albert Détraz déjeunent avec lui de l'autre²⁰. Ces conciliabules se font « en liberté» des structures de la CFDT, de l'avis comme de la consultation des syndicats et des adhérent·es. La direction mairiste va défendre cette ligne de prime au PS au sein de «l'union des forces populaires» lors du Conseil national des 24, 25 et 26 janvier 1974. Mais encore une fois, il faut faire avec la démocratie de la CFDT, son pluralisme et des débats collectifs plus contrastés et moins feutrés qu'à la table du docteur Salomon. Et pour nombre de cédétistes, le PS continue d'apparaître comme un parti de notables, loin des usines et des grèves. Concrètement, si le Conseil national – qui réunit les représentant·es des fédérations professionnelles et des unions régionales interprofessionnelles - va valider le principe de travailler à «l'union des forces populaires », ce que cela implique pour lui c'est:

- 19 «La CFDT souhaite l'aboutissement de cette opération de restructuration», entretien avec Edmond Maire dans Le Monde du 5 octobre 1974.
- 20 Jean-François Bizot, Au Parti des Socialistes. Plongée libre dans les coulisses d'un grand parti, Éditions Grasset, 1975.
- 21 Créé un an auparavant, Libération est encore un journal de «contre-information», dont le contenu a peu à voir avec ce qu'il est devenu ultérieurement.
- 22 Théo Roumier, «Un candidat des luttes? Enquête sur l'éphémère candidature de Charles Piaget à la présidentielle de 1974», Revue du Crieur n° 20, avril 2022.
- 23 La section CFDT des Caisses d'épargne de Bordeaux, soutenant la candidature Piaget, ne manque pas de rappeler que cette décision a été prise en l'absence des représentants de la gauche syndicale: Krumnow et Toutain d'Hacuitex, Le Beller des PTT, Bégot des Banques. Archives CFDT, fonds du secrétariat confédéral, CH/8/1608.

- → d'une part donner la priorité à l'unité d'action intersyndicale (le dernier pacte inter-confédéral CGT-CFDT date de décembre 1970);
- → d'autre part construire l'union des forces populaires « sur des objectifs prioritaires significatifs de la transition au socialisme » et « sur une base de classe » ;
- →et enfin continuer de prendre en compte l'ensemble des partis et organisations politiques.

Sur ce dernier point voici ce qui est exactement voté par le Conseil national de janvier: «Le Parti communiste – comme la CGT – maintient sa stratégie de rassemblement de tous les mécontents pour une victoire du programme commun aux élections. Mais il est conduit à mettre davantage l'accent sur les luttes sociales. Ses adaptations à la situation ont des conséquences stratégiques encore mineures.

Le Parti socialiste se présente d'abord comme un parti de Gouvernement. Malgré les différences de démarche et d'action, les difficultés rencontrées, il est par sa place et ses responsabilités un interlocuteur important et nécessaire.

Le PSU s'engage dans l'action unitaire de la gauche en maintenant sa stratégie de contrôle ouvrier. Ses idées et son action contribuent à l'enrichissement de la perspective autogestionnaire. Malgré la baisse de leur influence politique, les organisations d'extrême-gauche, quand elles reconnaissent les responsabilités de l'organisation syndicale, peuvent contribuer au renforcement de l'action.»

Ce n'est pas tout à fait ce que pouvait espérer Edmond Maire. Mais le secrétaire général obtient toutefois, au moyen d'un amendement de circonstance, l'autorisation d'acter un « constat de convergence » avec le PS, et ce même sans le préalable d'un accord confédéral avec la CGT. C'est ce qui va lui permettre d'œuvrer dans l'urgence dès le mois d'avril suivant.

UNE BATAILLE DÉCISIVE

La mort du président Georges Pompidou, le 2 avril 1974, va en effet accélérer le calendrier électoral de deux ans. Dès le 4 avril et

communiqué de presse FDT CONFEDERATION FRANCAISE DÉMOCRATIQUE DU TRAVAIL 52/74. 26, rue de Montholon Paris-9: . DECLARATION DE LA C.F.D.T. La C.F.D.T. dénonce la campagne da dénigrement et de calomnie mants d'axtrûme-gaucha. Elle s'élève contre les propos répétés des deux candidats trotakystes qui passent laur temps à diriger laura attaquas contra le candidat commun de la gauche dens l'espoir infantils d'améliorer qualqua peu laur faible pourcantaga. Une telle attitude anti-unitaire at electoraliste doit être condammée. Les groupements et candidats oud se réclament abusivement à tout moment de la classa ouvrière, prennent la lourde responsabilité de contribuer objectivement par leurs comportements et leurs propos à perpetuer le pouvoir de la droite et de maintenir ainsi l'actuelle exploitation des travailleurs. Pour la C.F.D.T. l'ennemi de classe est à droite et pas à gauche. En se trompent volontairement d'adversaire les groupements et les canuidats d'extrême-gauche tentent de divisor et de décourager les Securit dets d'extreme-gouche tentent de divisor at de décourager les travailleurs eu seul bénéfice de la pire politique réactionnaire. Cotte attitude irresponsable qui tente de s'opposer à la chance historique de la gauche se devait d'être démoncée publiquement par une organisation ouvrière. PARIS LE 3 MAI 1974 - 16 H.00

dans les dix jours qui suivent, un militant de la CFDT se retrouve propulsé dans l'arène des candidatures présidentielles. Il s'agit de Charles Piaget, syndicaliste de Lip, et c'est un peu à son corps défendant. Le projet de candidature Piaget est activement soutenu par une partie de l'extrêmegauche, Ligue communiste en tête, mais aussi par le journal Libération²¹, des comités PSU comme des syndicats CFDT, et par beaucoup de militantes pas nécessairement encarté·es mais se situant dans le sillage de Mai. Même si le plus connu des Lip a pu tergiverser, il finira par ne pas se lancer: parce que suite à d'âpres débats, la majorité de son parti, le PSU, décide de ne pas le soutenir et, surtout, parce que ça n'est pas dans son caractère et que sa priorité est d'être aux côtés des travailleuses et des travailleurs de Lip plutôt que dans une telle aventure²².

Communiqué de presse confédéral, 3 mai 1974

Le 5 avril, les 26 membres présent·es lors de la réunion du bureau national de la CFDT choisissent de soutenir François Mitterrand comme candidat unique de la gauche, et ce dès le premier tour...²³ alors que ce dernier n'est officiellement candidat que le 8 avril. Non sans mépris, Edmond Maire dénigre publiquement l'hypothèse d'une candidature Piaget. Plus de 80 courriers et télégrammes de structures CFDT arrivent au siège de la centrale, la plupart directement adressés à son secrétaire général, soutenant Piaget ou protestant du soutien unilatéral à la candidature Mitterrand. La sentence du secteur politique de la confédération à l'égard de ces courriers est sans appel: «La plupart de ces lettres ont été visiblement inspirées par des groupes d'extrême-gauche, la rédaction, l'énoncé des thèmes et la forme des critiques le prouvent. »²⁴

Quoi qu'il en soit, le 11 avril, le Conseil national confirme par 85 % des votant∙es l'avis du BN et la CFDT s'engage de fait dans la campagne. Certaines fédérations avec sans doute plus d'allant que d'autres. C'est le cas de la Métallurgie qui affirme en Une de son journal, La Voix des métaux, que les travailleurs sont « devant un choix de société » dont le premier tour de l'élection présidentielle du 5 mai représente « une bataille décisive ». Les «candidatures de division » de l'extrême-gauche sont sévèrement dénoncées. Malgré tout, voter contre le candidat de droite au second tour, le 19 mai, fait globalement l'unanimité, à l'exception sans doute de la minorité de gauche la plus anarcho-syndicaliste. Mais, tout en pouvant voter pour lui, il est des militant·es de la CFDT qui estiment, comme le résume le militant de l'Alliance marxiste révolutionnaire (AMR), Maurice Najman, qu'avec le candidat Mitterrand c'est quand même «la logique de l'électoralisme (ne pas effrayer, donc rassurer, donc abandonner les objectifs de classe, donc démobiliser...) [qui] joue à plein. »25 Preuve va en être l'auto-réduction de la confédération quant à l'augmentation du salaire minimum: la CFDT revendiquait 1500 francs pour toutes et tous... mais rabote sa revendication à 1200 francs pour être raccord avec la promesse de campagne du candidat de l'Union de la gauche. Parce que «pour accorder aux travailleurs le niveau de vie auquel ils ont droit [il faudra] d'autres victoires politiques et du temps », dixit Edmond Maire, s'annonçant prêt à temporiser sur les revendications en cas de victoire de la gauche²⁶. Bien que se soldant de peu par un échec, la campagne présidentielle va néanmoins précipiter le projet de recomposition de la gauche socialiste, un projet dans lequel la direction de la CFDT a décidé de peser. Quitte à faire tanguer fortement le syndicat.



Archives CFDT]

UN BIEN HYPOTHÉTIQUE

« PARTI SOCIALISTE OUVRIER DE MASSE»

Tout juste une semaine après le second tour de l'élection présidentielle, l'opération qui va aboutir quelques mois plus tard aux Assises du socialisme des 12 et 13 octobre est lancée dans un troublant cadencement de déclarations au sommet. C'est François Mitterrand qui ouvre le bal, le samedi 25 mai, avec un appel à créer « un lieu de rencontre où les socialistes se retrouveront », particulièrement celles et ceux « qui se réclament du courant autogestionnaire dans ses composantes syndicales et politiques». La direction nationale du PSU enchaîne le dimanche 26 mai déclarant souhaiter une « rencontre des forces socialistes » dans le but avoué d'aller vers le « dépassement des organisations politiques existantes». Une position approuvée par 63% des membres de la direction.

Et le lundi 27 mai, c'est au tour du bureau national de la CFDT de s'exprimer (malgré l'abstention du représentant de la fédération Hacuitex). Le communiqué «considère comme un élément positif, l'appel lancé par François Mitterrand» et « note avec intérêt, la position voisine prise dès maintenant par le PSU». Mais c'est sa dernière phrase qui va interpeller: «Nombre de ses militants, dans le respect de l'autonomie syndicale à tous les niveaux, tiendront à apporter leur contribution spécifique et à favoriser autour d'un véritable projet de société socialiste, démocratique et autogestionnaire, la naissance de la grande force socialiste dont le mouvement ouvrier a besoin.» S'agit-il d'une affirmation – ce qui suppose un travail entamé de ralliement? D'une invitation - auquel cas on peut s'interroger sur l'équilibre entre «autonomie» syndicale et « engagement » politique du BN? Pour ce qui est de la direction confédérale, il s'agit des deux. Et elle embraye assez vite sur la suite de l'opération de son côté: dès le début du mois de juin un projet d'appel public « pour participer au développement d'une grande force socialiste» est rédigé, des contacts sont pris avec des responsables de fédérations et de régions CFDT pour obtenir leur signature.

Gênés, certains peuvent rappeler que leur mandat ne leur permet pas d'engager leur nom sur un tel appel sans consultation des structures. Ainsi, François Staedelin, responsable de l'union régionale d'Alsace, répond le 5 juin à Albert Détraz qui l'avait sollicité la veille: «Par courrier ce matin, je viens de recevoir ta note du 4 juin ainsi que l'appel projeté. Il ne m'est pas possible pour le moment de donner une suite à la proposition de signature étant donné qu'au sein du bureau national je représente la région Alsace et non ma personne. Il me semble donc normal et démocratique que les instances régionales en débattent (...). »27 Les invitations sont envoyées par des membres du BN sur papier à en-tête CFDT et le texte de l'appel est publié le 6 juin, « pour information », dans Les Nouvelles-CFDT, le bulletin interne confédéral. Il y a manifestement confusion des genres. Plus encore quand l'appel est rendu public dans Le Monde le 12 juin 1974. Se donnant pour objectif « que se préparent (...) des assises nationales du socialisme qui contribueront, autour d'un projet commun de société, à la constitution d'une force politique cohérente », l'appel est signé par 10 membres du bureau national (sur 31), 4 secrétaires confédéraux et 32 responsables de régions ou fédérations CFDT. Des noms très connus apparaissent, Albert Détraz, Jacques Chérèque, Jacques Julliard, l'ancien président de la CFDT André Jeanson... mais aucun membre de la Commission exécutive. Ce qui n'empêche pas Le Monde de le présenter sans «aucun doute» comme engageant la direction confédérale²⁸.

Ce qui pousse ces syndicalistes à agir ainsi? L'espoir de « prolétariser » le PS d'Épinay en lui injectant une dose de militant-es ouvrier·es, toujours dans l'idée fixe de renforcer ainsi le pôle autogestionnaire de l'Union de la gauche. Rêvant même à ce que le parti se rebaptise pour incarner ce changement, ils et elles popularisent l'acronyme de « Parti socialiste ouvrier de masse », PSOM. Pierre Héritier, secrétaire de l'union régionale Rhône-Alpes et membre du bureau national de la CFDT, justifie ainsi sa signature: «L'existence d'un grand parti socialiste "à la chilienne", s'appuyant sur une base ouvrière et populaire, bien implanté dans les lieux de production et enraciné dans les luttes,

²⁴ Secteur politique confédéral, document envoyé aux membres de la commission exécutive confédérale, 9 mai 1974, Archives CFDT, Fonds Edmond Maire, CP/15/111.

²⁵ Maurice Najman, «Les comités du 20 mai», 20 mai, journal des Comités du 20 mai pour l'autogestion socialiste, 1^{er} mai 1974, Série chronologique, carton «1974», Centre Jacques Sauvageot, Institut Tribune socialiste.

²⁶ Edmond Maire dans Syndicalisme-Hebdo, cité dans René Yvetot, «Les gros sabots de Maire». Rouge n° 307, 4 juillet 1975.

²⁷ Courrier de F. Staedelin à Albert Détraz du 5 juin 1974, Archives CFDT, fonds du secrétariat confédéral, CH/8/1595.

^{28 «}Un appel en faveur d'assises nationales du socialisme est signé par des responsables de la CFDT», Le Monde du 12 juin 1974.

serait un instrument décisif pour le succès des forces populaires. »29 Ces militant·es vont se constituer en «troisième composante» des Assises du socialisme, le PS et le PSU en étant censément la première et la deuxième. Principalement d'origine cédétiste, mais accueillant également des militant·es associatives et associatifs, cette «troisième composante» représenterait près de 10 000 personnes aux dires de Jacques Chérèque (sans doute moins en réalité). Mais au sein de la CFDT, on ne partage pas forcément ni cet enthousiasme ni cet objectif, loin s'en faut. Et plusieurs structures vont dénoncer ce qui leur apparaît comme un «hold-up» sur la stratégie d'Union des forces populaires.

FAUT-IL ENCORE AVOIR LE SENS DE L'HISTOIRE

Comme lors de l'épisode de la candidature-Piaget, les interpellations de la direction se multiplient. Mais si la proportion de positions transmises est similaire (80 courriers reçus), l'ampleur et la surface des deux salves n'est pas comparable. Cette fois, des fédérations montent au créneau et le débat s'invite pour plusieurs mois, de juin à octobre, parmi les équipes syndicales. Dès le 13 juin, la fédération Hacuitex fait paraître dans Syndicalisme-Hebdo une prise de position dénonçant un appel précipité, le risque de subordonner le syndicat au nouveau parti, et réaffirmant que si la CFDT doit se donner une priorité, c'est au développement des luttes qu'elle doit aller. Jusqu'au

«Allez PSOM», dessin de Kerleroux pour *Politique Hebdo* n° 133 du 20 juin 1974, mettant en scène Jean-Pierre Cot, porte-parole des députés PS, François Mitterrand, Edmond Maire de la CFDT et Michel Rocard du PSU jouant dans la même équipe de rugby



Centre Jacques Sauvageot - ITS]

10 octobre, la rubrique «Colonne ouverte» de l'hebdomadaire confédéral va accueillir différentes prises de position de structures³0. L'union régionale Haute-Normandie, les fédérations de l'Alimentation, Construction-Bois et bien sûr Métallurgie sont très favorables aux Assises du socialisme. La Métallurgie allant jusqu'à «rendre hommage à François Mitterrand, candidat unique de la gauche, pour la façon dont il a mené campagne avec dynamisme.»

Les Banques (qui sortent d'un mouvement de grève historique, rappelons-le), Hacuitex donc, et les unions régionales Basse-Normandie et Pays-de-Loire dénoncent l'opération. La position de cette dernière union régionale compte particulièrement : bien implantée, farouchement attachée à l'autonomie syndicale, elle est combative sans être étiquetée à la « gauche » du syndicat. Son secrétaire, Gilbert Declercq, est une figure incontournable de la CFDT: syndiqué depuis 1937, il a été un des artisans de la déconfessionnalisation de la CFTC au sein du courant «Reconstruction», promoteur du socialisme et de la planification démocratique dès les années 1950. Il est par ailleurs lui-même adhérent au PS depuis 1973 et malgré cela partage pleinement la position de sa structure³¹. Ce qui rend la charge des Pays-de-Loire d'autant plus cinglante: pour l'union régionale, « la pente [de l'opération des Assises] est alors très claire qui mène soit au syndicat courroie de transmission, vieux débat du mouvement ouvrier, mais aussi réalité concrète dans un certain nombre de pays avec les conséquences que l'on sait; soit à un "travaillisme" que la CFDT, et à la Libération, la "minorité" au sein de la CFTC ont su dénoncer. (...) Il ne suffit pas à la CFDT d'avoir l'impression de vivre constamment des moments historiques, faut-il encore avoir le sens de l'histoire ». Si dans de nombreux endroits il peut y avoir des positions variées qui ne permettent pas un positionnement de la structure syndicale en tant que telle, ce sont toutefois un peu plus d'une vingtaine d'unions locales, départementales ou régionales qui transmettent leur position à la confédération. Seules deux sont favorables aux Assises. Et sur les 53 courriers de sections syndicales ou syndicats reçus, 51 dénoncent l'opération. Pour l'essentiel, c'est l'atteinte à l'autonomie de la CFDT qui choque les équipes syndicales. La manière dont est montée l'opération s'apparente pour certains à un fractionnisme en bonne et due forme. L'union départementale de Loire-Atlantique ironise: «Tiens! À titre individuel, par groupe de 100, tous en responsabilité importante, et qui rendent public leur appel par une page publicitaire dans Le Monde? Dans cette affaire: Ou la confédération a utilisé des militants? Ou des militants ont utilisé la confédération?» Preuve que la fronde n'est pas circonscrite à la gauche de la CFDT, le syndicat de région parisienne des personnels des hôtels-cafés restaurants cantines prévient: «Nous avons toujours combattu les "qauchistes" lorsqu'ils employaient de telles méthodes, nous ne tolérerons pas plus que les socialistes les utilisent.» Mais c'est aussi la construction du syndicat qui est mise en question. Pour la fédération Services-Livres, par exemple, le plus dommageable est que la position du bureau national sur la recomposition de la gauche « fait silence sur les tâches propres à la CFDT comme organisation syndicale.» Plus explicite encore, la CFDT Aérospatiale de Suresnes est aussi plus sévère: «Puisque les dix membres du BN semblent si soucieux de la place et de l'originalité de la CFDT, pourquoi n'ont-ils pas favorisé l'idée d'une campagne nationale d'adhésion

²⁹ Dans le journal de l'UD de la Loire dont il est issu, cité dans Pierre Cours-Salies, La CFDT, un passé porteur d'avenir, La Brèche, 1988.

³⁰ Les citations qui suivent proviennent de ces courriers et prises de positions conservées aux Archives CFDT, fonds du secrétariat confédéral, CH/8/1595.

³¹ Gilbert Declercq, «Le respect de l'autonomie syndicale», tribune donnée au Nouvel Observateur du 7 octobre 1974.

SOLIDAIRES LES utopiques 19 70

à la CFDT et lancé un appel en faveur "d'assises pour un véritable syndicalisme". Ainsi, n'outre-passant pas leur rôle, ils auraient eu le mérite de suggérer un grand débat susceptible de renforcer la seule organisation de classe qui réclame un socialisme autogestionnaire. » Et en appelle même à des sanctions: «Pas d'immunité pour ces dix responsables! » Des adhérent·es, des militant·es, peuvent s'interroger sur l'utilisation du temps des permanents, de l'énergie, voire de l'argent des cotisations syndicales dans cette opération³².

L'accord interconfédéral CGT-CFDT signé le 26 juin 1974 est, dans ce contexte, vu par certains comme un accord «anti-Lip», condamnant les «comités irresponsables» à l'instar du comité d'action de l'usine bisontine soutenu pourtant par la section CFDT de Lip. Analysant cette crise interne, la Ligue communiste conclura, un peu vite en besogne: «Edmond Maire comptait se servir de la CFDT pour restructurer la gauche, mais il n'avait pas prévu que la gauche pourrait bien restructurer la CFDT! »33 L'heure n'est pas (encore) à cette «restructuration». D'abord, on l'a vu, du fait de l'hétérogénéité des oppositions aux Assises. Aussi parce que les tentatives de contre-feux se font en ordre dispersé. L'union départementale du Val-de-Marne, animée notamment par des militant·es anarcho-syndicalistes, appelle à la tenue d'un congrès extraordinaire, sans vrai-

DES MILITANTS C.F.D.T. HOSTILES AUX ASSISES DU SOCIALISME CHERCHENT A SE REGROUPER Un manifeste intitulé « Pour un ressemblement des syndicatises syndicatises syndicatises en semblement des syndicatises en semblement des maniferes en la centrale syndicate, niembres de la centrale syndicate de la representation pagne électorale : la satisfaction pagne électorale : la satisfaction des revendications sociales, s'il des revendications sociales, e'au était élu, serait subordonnée au redressement du franc. » Nous syndicatistes, nous ne pouvons accepter que la satisfacpion de nos revendications détion de nos revendications de la production de nos revendications de la production de nos revendications de la présence de M. Charles Piaget ne figure pas parmi les signataires. On remarque toute-fois la présence de M. Raguènes, le dominicain qui avait, lui aussi, animé le conflit chez Lip. **Les signatures pour ce manifeste sont rassemblées par M. Osten, 3, rue l'Elysée - Ménilmontant, 75020 Paris.

^{32 «} Parti ou syndicat ? », Solidarité Ouvrière n° 43, novembre

³³ Où va la CFDT?, brochure Taupe rouge, juillet 1975.

³⁴ Michel Mousel, Le PSU au cœur, Cahier de l'ITS, Éditions du Groquant, 2021



La Une sans ambiguïtés de *Politique Hebdo* du 17 octobre 1974

Centre Jacques Sauvageot - ITS]

ment de succès. Un manifeste « pour un rassemblement des syndicalistes CFDT opposés aux Assises du socialisme » est rendu public en septembre 1974, regroupant un millier de signataires. Mais on trouve à son origine des militant·es maoïstes du Parti communiste révolutionnaire-Front rouge, et cela en réduit d'emblée la portée. Bien que lancé de Franche-Comté, on ne retrouve pas Charles Piaget parmi ses signataires par exemple. Surtout parce que toutes ces contestations amèneront la direction confédérale à faire un pas de côté et, une fois l'été passé, à dire et redire que la CFDT n'est pas partie prenante en tant que telle des Assises du socialisme et que la « troisième composante» n'engage en définitive qu'elle-

même. Le coup de théâtre vient du PSU, qui lors de son conseil national tenu à Orléans les 5 et 6 octobre 1974 désavoue sa direction; Michel Rocard, mis en minorité est réduit à la démission³⁴. La «deuxième composante » vient de s'effondrer comme un château de cartes tout juste une semaine avant la tenue des Assises du socialisme. Des Assises reprises en main avec autorité par le Parti socialiste qui annonce qu'il n'y aura de toute façon ni changement de nom, ni aucun vote sur une quelconque organisation future. Il s'agit tout au plus d'aspirer quelques milliers de militant·es vers le PS. La mise en scène du ralliement apparaît d'autant plus cruelle à celles et ceux qui y ont cru.

EN TOUTE OCCASION. L'ACTION AUTONOME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

Plus qu'une percée stratégique significative, l'intégration de l'autogestion au corpus du Parti socialiste tient de la concession à l'air du temps. Il s'agit d'un objectif lointain, d'une transition forcément lente et partielle vers une forme «d'autogestion d'État». Surtout l'autogestion y est en réalité assimilée à une «technique de gestion», un « transfert juridique » de direction limité à l'entreprise. Une sorte de contrôle ouvrier bridé et dépolitisé. Présentée par le PS d'alors comme obligatoire dans les futures entreprises nationalisées, elle serait facultative dans les autres35. Nombreuses et nombreux sont les syndicalistes CFDT à s'être embarqué·es dans les Assises du socialisme qui ne se retrouveront pas dans cette forme d'autogestion dégradée. Il faut ajouter à cela une atmosphère à couteaux tirés entre courants et baronnies du PS et une conception de la démocratie interne à des années lumières de la vie syndicale. Les départs de plusieurs de celles et ceux arrivé·es avec la «troisième composante» se feront assez rapidement, sans trop de bruits.

Mais toute cette affaire interroge la tentation réformiste à l'œuvre dans le champ syndical alors que les luttes sociales sont dans ces années encore incandescentes, radicales et imaginatives. En ce mois d'octobre 1974, il faut écouter ce qu'a à en dire Charles Piaget, resté pour sa part le syndicaliste autogestionnaire de Lip: «Il y a, c'est incontestable, une montée très sensible du réformisme, et c'est un phénomène populaire. Parce que la grande masse des travailleurs s'efforce de croire qu'il est possible, sans affrontement majeur, d'en finir avec le capitalisme. De la même façon que dans une boîte, avant d'en venir à la lutte, les travailleurs espèrent toujours que la discussion au comité d'entreprise ou la démarche des délégués sera suffisante. Seule l'expérience vécue les amène à modifier leur attitude, et quand ils sont convaincus de la nécessité de la lutte, ils sont capables de déployer une énergie étonnante. L'important est d'être avec eux, même quand ils ont des illusions, pour les aider à les dépasser dans l'action de classe. »36 Pour lui, évidemment que l'opération des Assises du socialisme est une incarnation de ce projet réformiste, et que « la force d'un tel projet tient au fait qu'il est rassurant ». Ce qu'il s'agit c'est de rester lucide, ancré dans les classes populaires et de continuer à être révolutionnaire. De rappeler que « le problème n'est pas d'offrir un débouché politique aux luttes sociales, il est de tout faire pour que les travailleurs découvrent collectivement ce débouché, qui est la prise du pouvoir par euxmêmes en tant que classe». Et d'avoir à cœur « en toute occasion, l'action autonome de la classe ouvrière».

Théo Roumier

³⁵ Yves Durrieu, «Le PS au rendez-vous de l'autogestion», Autogestion et Socialisme n°28-29, octobre 1974

³⁶ Charles Piaget, « Il faut rejeter toute attitude de démission »,

COMMENT FONCTIONNE LA CFDT EN 1974?

En 1970, les statuts de la CFDT ont été modifiés. Le principal changement a été d'écarter les unions départementales du fonctionnement confédéral au profit des unions régionales. En 1974, la CFDT est structurée autour de quatre instances:

- Le congrès: il réunit tous les trois ans les délégué·es des syndicats qui ont seul·es le droit de vote à raison d'une voix pour 25 membres et fractions de 25 membres. Les fédérations nationales et les unions régionales ou départementales (selon leurs effectifs) peuvent participer aux débats mais sans prendre part aux votes.
- Le conseil national: composé des représentant·es des fédérations nationales et des unions régionales il se réunit trois fois par an durant trois jours et on y vote par mandats (une voix par 1000 adhérent·es et fraction de 1000 adhérent·es).
- Le bureau national : composé de 31 membres élu·es par le congrès et selon la clef de répartition suivante :
- 10 membres élu-es sur une liste présentée par les fédérations ;
- 10 membres élu·es sur une liste présentée par les unions régionales ;
- 10 membres élu·es sur une liste présentée par le bureau national sortant;
- 1 membre présenté par l'union confédérale des cadres. Il se réunit au moins une fois par mois sur deux journées.
- La commission exécutive: composée de 10 membres, élu·es au sein du bureau national, elle assure le fonctionnement quotidien de la confédération en se réunissant au moins une fois par semaine et plus si besoin.

Elle comprend un secrétaire général, un secrétaire général adjoint, un trésorier, éventuellement un président (la fonction est honorifique), les autres membres étant responsables de secteurs (revendicatif, politique, juridique...). Il doit y avoir « au moins une travailleuse » parmi eux. C'est le bureau national qui décide des fonctions des membres de la commission exécutive.

Mai 1981 La gauche au pouvoir ET LE SYNDICALISME **QUI ASSISTE OU REGARDE**

Étant à l'époque permanent du Syndicat national unifié des impôts - SNUI - depuis février 1974 et secrétaire général depuis octobre 1980, j'ai traversé cette période de l'après-10 mai 1981, sans, bien entendu, tout comprendre de ce qu'il se passait et des enjeux, et sans bien savoir ce qu'il faudrait assurément faire, et ne pas faire. Du poste où j'étais, je pouvais voir et entendre certaines choses, mais bien peu par rapport à tout ce qu'il faudrait étudier aujourd'hui pour essayer d'avoir une vision d'ensemble. Les pages qui suivent ne sont donc qu'un éclairage, personnel, sur cette période et sur le constat qui est fait des relations entre les syndicats et les partis politiques, avec les moyens qui sont principalement ceux de la mémoire, laquelle n'est pas une totale garantie d'exactitude*.

Gérard Gourguechon, ex-secrétaire général du Syndicat national unifié des impôts (SNUI, aujourd'hui Solidaires Finances publiques), a été porte-parole de l'Union syndicale Solidaires jusqu'à son départ en retraite, en 2001. Il est aujourd'hui responsable de l'Union nationale interprofessionnelle des retraité·es Solidaires (UNIRS).

^{*} Le texte original transmis par Gérard Gourguechon est environ deux fois plus long que la version publiée ici. Il sera repris en intégralité dans un ouvrage en préparation reprenant diverses contributions de l'auteur



«On a gagné»: un dessin de Reiser dans *La semaine de Charlie* n° 1 (*Charlie-Hebdo* n° 448) du 14 mai 1981

UN PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, UNE ASSEMBLÉE NATIONALE

ET UN GOUVERNEMENT DE GAUCHE, POUR « CHANGER LA VIE »

Le 10 mai 1981, l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République ouvre une nouvelle phase dans la vie politique française: pour la première fois depuis 1958, la France connaît une alternance politique. Le soir de l'élection, une grande fête populaire, place de la Bastille à Paris, rassemble une partie du « peuple de gauche» qui chante sous la pluie, saute sur place, et scande sur tous les tons «On a gagné»! Dans l'ensemble du pays, la «liesse populaire » éclate également, sauf dans les «beaux quartiers », dont le triangle d'or parisien Neuilly - Auteuil - Passy. Mais la lutte de classes continue pendant la fête, et ca se confirme notamment avec la fuite des capitaux qui commence immédiatement, autant à grande échelle que par les comportements de nombreuses personnes. Face aux capitaux, et surtout face aux détenteurs et détentrices des capitaux, le gouvernement, la majorité parlementaire, les organisations syndicales et les électeurs et électrices de gauche seront globalement soit démunis, soit ignorants et naïfs, soit conciliants voire complices de fait.

Quand le pouvoir d'État est en partie dans les mains de la gauche, le pouvoir économique est toujours allié à la droite. Lorsque la gauche arrive au pouvoir, la première des choses à faire n'est peutêtre pas de fêter la victoire en s'illusionnant qu'on « a gagné ». En effet, c'est là que les choses sérieuses commencent, et la journée du 10 mai 1981 et les journées qui vont suivre le confirment largement. Les « forces de droite », celles de la finance, les détenteurs et détentrices de capitaux, toutes et tous estiment être les seul·es à



avoir la légitimité du pouvoir. Alors, qu'arrivent au pouvoir d'État, à la suite d'élections régulières, des forces de gauche qui disent qu'il faut rompre avec le capitalisme et qui, par ailleurs, s'associent au gouvernement avec des ministres communistes, c'est le monde qui s'écroule. Pourtant, la droite qui a été au gouvernement pendant des décennies n'a pas à être bien fière de son bilan: le gouvernement de gauche va «hériter» d'une situation économique désastreuse, avec un chômage déjà endémique et une inflation à deux chiffres depuis plusieurs années.

Au lendemain du 10 mai 1981, un mouvement de panique s'est développé dans les grandes entreprises, chez les possédants, et probablement chez nombre de notables. Celles et ceux qui étaient propriétaires pouvaient avoir peur d'être dépossédés, craindre que leurs entreprises soient nationalisées, etc. Le collectivisme allait s'installer en France. Michel Poniatowski, ancien ministre de l'Intérieur dans le premier gouvernement Barre, annonçait même «les chars russes à la Concorde ». Cette panique était d'autant plus forte, que, quelques jours

Appel lancé à la conférence de presse du 31 mars à la Bourse du Travail de Paris :

POUR UN DÉBAT DÉMOCRATIQUE DANS LA CGT

ORS du XL° Congrès de la CGT, l'accent avait été mis sur la nécessité du débat démocratique, de l'indépendance et de l'unité syndicales.

Contrairement à cette orientation, aucun débat dans la CGT n'a précédé la réunion du comité confédéral national des 2 et 3 décembre, qui portait sur l'élection présidentielle. De plus, le CCN a procédé à une sélection dans le programme de la CGT pour accentuer les convergences avec un candidat. Si le document du CCN a été adopté à la quasi-unanimité, seulement deux fédérations ayant voté contre, il est aujourd'hui évident que ce vote monolithique ne reflète pas la réalité de la CGT.

Une telle orientaion suscite un profond malaise dans le syndicat. Elle accroit l'hémorragie des adhérents. Le caractère pluraliste de la CGT est menacé. De plus en plus souvent, des militants s'interrogent et réclament l'ouverture d'un débat avec tribunes de discussion dans la presse de la CGT, ce que refuse la direction confédérale, assimilant les critiques et de telles demandes à des campagnes anti-CGT. Or, seul le respect de l'indépendance syndicale peut préserver le caractère de classe et de masse de la CGT, donc son unité. De même, seule la pratique du débat démocratique peut préserver sa cohésion.

Pour l'élection présidentielle, en particulier, la CGT doit s'abstenir de faire campagne pour un parti ou pour quelque candidat que ce soit ; mais, fidèle à ses engagements de toujours, elle doit appeler les travailleurs à sanctionner la politique d'austérité, antisociale et de répression de la droite et du patronat, définie et appliquée par Giscard d'Estaing.

Cependant, comme l'avait souligné le XL^e Congrès, il ne s'agit nuellement d'observer une trêve électorale dans les luttes ou de mettre dans la poche nos revendications, avant comme après les élections. Les travailleurs refusent de voir leurs revendications sacrifiées sur l'autel de la crise.

S'engager dans cette voie, c'est aussi créer les conditions de l'unité syndicale, et donc contribuer à un développement efficace des luttes.

C'est pourquoi nous, syndicats et militants à divers niveaux de responsabilité dans la CGT, venus de tous les horizons politiques, religieux ou philosophiques du mouvement ouvrier, profondément attachés à la démocratie et à l'indépendance syndicales, appelons sur ces bases les structures syndicales et les adhérents à exiger le débat, puis à faire connaître l'opinion des travailleurs au bureau confédéral : à chacun de juger qui sert le mieux la CGT et les travailleurs.

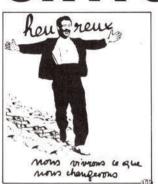
31 mars 1981

Dans la revue Résister de juin 1981, un retour sur « CGT et présidentielles : un débat qui laissera des traces ». Parmi les documents, l'appel de syndicalistes CGT qui expliquent que « le Comité confédéral national a procédé à une sélection dans le programme de la CGT pour accentuer les convergences avec un candidat ». En effet. iusqu'au 24 avril 1981, date du premier tour des élections présidentielles, la CGT multipliera les soutiens plus ou moins explicites à Georges Marchais, le candidat du Parti communiste français.

avant, les mêmes n'y croyaient pas. Ainsi, le 24 avril 1981, deux jours avant le premier tour de la présidentielle, la Bourse de Paris, anticipant la réélection de Giscard, grimpe de 2%. Et elle gagnera encore 2,5% le jeudi qui précède le second tour, du fait de l'engouement de spéculateurs pour les titres des sociétés nationalisables, convaincus qu'ils sont, qu'ils bondiront dès que la perspective de la nationalisation sera oubliée avec la réélection de VGE. Mais le lendemain du 10 mai, les choses sont tout à fait différentes. Lundi 11 mai, la Bourse de Paris ouvre sous un tel afflux d'ordres de vente que seulement dix sociétés peuvent être cotées. Les 13 et 14 mai, la Bourse de Paris perd 13,9% puis 9,5%. Parallèlement, le marché des changes est très fortement secoué. Le cours du franc suisse s'emballe, et la Banque de France dépense 5 milliards de dollars pour soutenir le franc, soit le tiers de ses réserves en devises. Pendant ce temps de l'interrègne – entre le 10 mai et l'installation de Mitterrand à l'Élysée le 21 mai nombre de celles et ceux qui possèdent des biens de valeur qui peuvent être assez facilement déplacés et transportés vont se précipiter pour les mettre à l'abri, notamment en Suisse. Des coffres de voitures sont remplis de bijoux, de lingots d'or, de billets de banque, etc. Et les capitaux étrangers prennent aussi la fuite. Le souffle de la panique va légèrement retomber, dix jours plus tard, quand François Mitterrand s'installe à l'Élysée: son premier gouvernement, dans l'attente des élections législatives, ne compte pas de ministres communistes. Et c'est Jacques Delors qui s'installe à l'Économie et

Coll. CM]

UNION RÉGIONALE PARISIENNE 67, rue de Dunkerque 75009 PARIS



L'élection de François MITTERRAND est un

L'élection de François MITTERRAND est un succès pour toutres les forces populaires. La CFDT y a pris sa part. Il s'agit d'une défaite pour le patronat et les classes dominantes. De grandes possibilités sont ainsi offertes à l'action des travailleurs pour des changements importants dans leurs conditions det revaillat de la portants.

En particulier une lutte efficace pour le plein emploi va pouvoir s'engager.

Aujourd'hui l'action syndicale

L'ESSENTIEL RESTE A FAIRE. Il faut mainte-nant construire ensemble le changement. La CFDT veut obtenir des résultats durables qui seront garantis par des solutions à la fois ambitieuses et adaptées à la situation que nous connaissons.

Aujourd'hui, plus que jamais, une action syndicale massive, consciente et responsable est nécessaire car la crise est là avec toute ses conséquences; le patronat est là avec toute sa force.

La CFDT, en organisation syndicale indépendante, a dit, tout au long de la campagne, quelle sera son attitude:

- ni confiance passive, parce que le changement ne peut venir d'un seul homme ou d'une équipe nouvelle au pouvoir;
- ni surenchère, car tout n'est pas possible du jour au lendemain.

Pour l'avancée des revendications

La CFDT à des priorités revendicatives.

Elles n'ont pas changé, mais les nouvelles condi-tions politiques et sociales doivent faciliter leur réalisation.

La CFDT rencontrera rapidement le nouveau président de la République.

Elle ne demandera pas une négociation fourre-tout. Soucieuse d'efficacité, elle demandera des négocia-tions et des mesures précises et concrètes sur chacune de ses priorités.

ENSEMBLE construisons le changement

CM]

« On a gagné », tract confédéral

CFDT du 10 mai 1981

aux Finances. Jacques Delors rassure ces gens-là: il a été chargé de mission auprès de Jacques Chaban-Delmas, Premier ministre de 1969 à 1972, et il a élaboré à ses côtés le projet de « nouvelle société », il paraît donc, comme nous dirions en 2022, très « compatible » avec le maintien du système capitaliste.

Le 21 mai 1981, pendant que François Mitterrand dépose avec solennité une rose sur les tombeaux de Jean Moulin, de Jean Jaurès et de Victor Schoelcher, Jacques Delors et Pierre Mauroy rédigent les premières mesures de contrôle des changes destinées à redresser le franc. Le 26 mai, François Mitterrand reçoit tour à tour André Bergeron (FO), Edmond Maire (CFDT), Georges Séguy (CGT), Guy Georges (FEN), Jacques Tessier et Jean Bornard (CFTC), Jean Menu et Paul Marchelli (CFE-CGC). Chaque organisation expose certaines de ses revendications. On parle d'augmentation du SMIC et des allocations familiales, de réduction du temps de travail, mais personne ne s'alarme des attaques menées par les détenteurs de capitaux qui sont toujours à

l'offensive. De nouvelles craintes pour les détenteurs et détentrices de capitaux vont apparaître avec les élections législatives qui donnent 58% des sièges à l'Assemblée nationale au Parti socialiste (44 député es PCF, et 285 député·es PS et MRG¹), lequel pourra donc appliquer son programme législatif.

Au sein du gouvernement, très rapidement quelques ministres conseillent de «s'adapter au contexte économique », c'est-à-dire de se plier aux demandes des détenteurs et détentrices de capitaux, ce qu'il faut faire quand on n'est pas en mesure de leur imposer quoi que ce soit. Michel Rocard, ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire entre 1981 et 1983, est de ceux-là. Jacques Delors, ministre de l'Économie et des Finances du gouvernement Mauroy, en est aussi. Dès le 4 octobre 1981, après la première dévaluation du franc, Delors formule le vœu de réduire le train de vie de l'État (c'est un discours que nous ne cesserons d'entendre par la suite, et encore aujourd'hui, en 2022, et qui se traduit normalement par une réduction « de la voilure » du secteur public, une réduction des missions, des suppressions d'emplois publics, et un gel des salaires des fonctionnaires). Il veut aussi améliorer la «compétitivité» des entreprises, et c'est toujours le discours qui nous sera tenu, y compris pour augmenter, en réalité, les dividendes des actionnaires. En novembre 1981, Delors sera le premier à préconiser une pause dans les réformes: décidément, celles et ceux qui s'affichent « réformistes » semblent avoir vite fait le plein des « réformes ». Très rapidement d'ailleurs, le mot « réformes » sera repris un peu de tous les côtés pour avancer des contreréformes, des reculs sociaux, un accroissement des inégalités.

Le 9 juin 1982, François Mitterrand, faisant le point, lors d'une conférence de presse, sur la situation économique, annonce la « deuxième phase » du changement. Le 12 juin, à Bruxelles, les ministres des Finances des Dix² (Delors pour la France) décident de réajuster les parités de quatre monnaies au sein du système monétaire européen : le mark et le florin sont réévalués, tandis que la lire et le franc sont dévalués. À la sortie, le franc perd 9,59 pour cent par rapport au mark allemand. Les journaux retiennent que le gouvernement français s'est vertement fait rabrouer par le capitalisme rhénan. C'est déjà la deuxième dévaluation du septennat après celle d'octobre 1981. Le 13 juin 1982, Mauroy et Fabius annoncent un ensemble de mesures destinées à accompagner la dévaluation, officiellement en réduisant l'inflation à moins de 10%, sans mettre en cause la croissance ni sans aggraver le chômage.

Un blocage total des salaires et un blocage partiel des prix sont annoncés jusqu'au 31 octobre 1982. Le déficit budgétaire, en 1983 comme en 1982, devra se limiter à 3 % du PIB. Une contribution en faveur des chômeurs et chômeuses sera demandée aux fonctionnaires et aux professions libérales qui, jusqu'alors, ne cotisaient pas à l'UNEDIC. Le 28 juin 1982, le projet du gouvernement sur les prix et les salaires est adopté par l'Assemblée nationale: le blocage des salaires, c'est la nouvelle phase du changement! Jacques Delors, des années plus tard, pourra se vanter d'avoir été capable d'engager le premier la désindexation des salaires sur les prix sans provoquer de grève nationale! Les faiblesses du gouvernement face à la finance et face aux détenteurs et détentrices de capitaux se constatent aussi en ce qui concerne la fuite des

¹ Parti communiste français. Parti socialiste. Mouvement des radicaux de gauche.

² De 1981 à 1986, «L'Europe des dix », qui deviendra ultérieurement l'Union européenne compte les pays suivants: Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Danemark, Irlande, Royaume-Uni Crèce

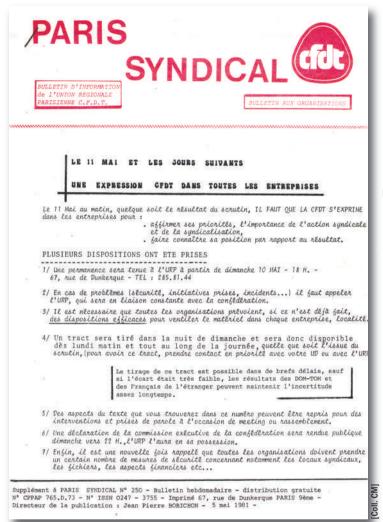
capitaux. Le constat a été fait par les agents des douanes, particulièrement par celles et ceux affecté·es à la frontière entre la France et la Suisse. C'était aussi une déclaration faite à La Tribune de Genève par le représentant des banquiers privés suisses dès le 15 mai 1981. Le 13 mai 1981, Alain Mauger, secrétaire général du syndicat CGT des Douanes, déclare, lors d'une conférence de presse, que «la direction générale des douanes ne semble pas avoir la volonté d'empêcher la fuite des capitaux». Le syndicat CGT estime que le renforcement du contrôle des voyageurs et voyageuses aux frontières est une mesure alibi, inadaptée à la réalité. Le syndicat réclame « la priorité absolue à la surveillance des banques et des entreprises nationalisables, car elles peuvent transférer des capitaux par de simples jeux d'écriture ou des virements sur des comptes privés ». Le syndicat a même ajouté que «si la direction générale des douanes ne modifie pas sensiblement son attitude, il envisageait de demander à ses adhérents d'intervenir sur leur propre initiative chaque fois qu'un soupçon de fraude existerait, comme les règlements le prévoient ». De son côté, le syndicat CFDT des Douanes a envoyé un télégramme à M. Mitterrand lui demandant une nouvelle définition des missions des douaniers. Rétrospectivement, ce sont là des attitudes «allant dans le bon sens» de quelques organisations syndicales mais s'arrêtant avant toute mise en pratique: le constat était fait que les capitaux s'engageaient radicalement dans la lutte de classes mais le mouvement ouvrier le plus conscient restait l'arme au pied! La mort de la relance et le virage vers la «rigueur» du gouvernement, confirmés en 1983, vont enrayer l'hémorragie de capitaux, et François Mitterrand, en avril 1983, se rendra en Suisse en visite officielle (une première depuis 1910): désormais, le gouvernement a fait la paix avec le capital, et le capital sait qu'il a toujours la clé de la maison France.

LES FAIBLESSES PREMIÈRES, LES RECULS RAPIDES ET LES DÉRIVES PROGRESSIVES DU GOUVERNEMENT DANS LA LUTTE CONTRE LE CAPITAL

Pour analyser déjà les faiblesses programmatiques de la gauche, il convient de revenir sur le contenu du Programme commun de gouvernement, adopté le 27 juin et signé le 12 juillet 1972. Il s'attaque aux problèmes des salaires, de l'emploi, de la santé, de l'urbanisme, de l'éducation, de la recherche scientifique, du sport, des loisirs, de la promotion de la femme, de la famille, de la jeunesse. C'est un très bon programme social destiné aux travailleurs et travailleuses, complété par des propos sur la démocratisation du travail et la planification économique. Mais il s'inscrit dans une société capitaliste: 80% de l'appareil de production demeurerait dans le cadre de la propriété privée et le profit resterait la logique du système. Le 13 octobre 1976, sur le thème «Les socialistes face aux responsabilités économiques», les dirigeants du PS rencontraient les dirigeants du patronat lors d'un Forum de l'Expansion. Et Mitterrand précisait: «Il est vrai que la liberté d'entreprise doit avoir des limites. S'agit-il de refuser l'esprit d'entreprise, les lois du marché, la naissance et le développement du profit : non. C'est ainsi, même si l'on peut rêver, moi, je ne rêve pas. » Et Rocard ajoutait « ... on ne biaise pas avec le marché, sa logique est globale : et, fût-elle publique, une entreprise qui produit dans une économie ouverte est obligée d'en respecter les contraintes. » Des nationalisations sont encore prévues, mais

³ Le Centre d'études, de recherches et d'éducation socialiste est alors un courant qu'on situe dans la gauche du Parti socialiste, animé notamment par Jean-Pierre Chevènement.

⁴ Avec toutes les limites de la réalité de celle-ci: voir «1962-1984: la CGT et le Programme commun de gouvernement », dans ce numéro.



Une diffusion massive dans les entreprises et services dès le 11 mai au matin, soigneusement préparée : extrait d'une circulaire de l'union régionale parisienne CFDT, adressée aux syndicats quelques jours avant le 10 mai

avec le versement d'indemnités avantageuses qui permettront aux détenteurs et détentrices du capital de retrouver des capitaux disponibles pour d'autres investissements novateurs. Très rapidement, avant même l'arrivée au pouvoir de 1981, des glissements idéologiques ont donc déjà eu lieu. Nous sommes déjà loin de la recherche de la rupture avec le capitalisme préconisée par les éléments de gauche du CERES³ et loin de l'ouverture en direction du socialisme, portée par le PCF⁴.

La confiance à l'égard des partis de gauche devient le discours dominant à gauche. Les « luttes » auront leur débouché par les élections. Un électoralisme s'installe et domine les esprits. Il entraînera plus ou moins un suivisme des organisations syndicales par rapport aux partis politiques de gauche, lesquels ne veulent pas d'une situation sociale explosive dans les entreprises. S'inscrivant dans le respect du droit de propriété, le Programme commun repose, de fait, sur le respect de la légalité bourgeoise, et il va

SOLIDAIRES LES utopiques 19 32

La délégation CFDT, conduite par Edmond Maire, reçue à l'Elysée le 26 mai 1981



DR.

donc, plus ou moins, contribuer à cadrer les luttes: des luttes sont engagées et, quand elles échouent, la réponse est que c'est le bulletin de vote qui débloquera la situation. Les 110 propositions du candidat François Mitterrand sont ratifiées par le congrès de Créteil du PS, le 24 janvier 1981; elles sont inspirées du projet socialiste, lui-même marqué par le compromis entre le PCF, le PS et les Radicaux de gauche que représentait le Programme commun de 1972. En matière économique, les propositions s'inscrivent totalement dans le cadre de l'éco-

nomie de marché capitaliste, même si elles peuvent représenter des avancées sociales pour les salarié·es: plan de relance, investissement, grands travaux, soutien à la recherche, création d'emplois, planification, nationalisations, renforcement syndical, 35 heures, augmentation du SMIC, impôt sur la fortune, économies d'énergie, etc.

Très rapidement, les travailleurs et les travailleuses vont voir qu'ils et elles ont peutêtre «gagné» le 10 mai 1981, mais que ce ne sont pas eux et elles qui sont au pouvoir. Le premier gouvernement de Pierre Mauroy

La délégation CGT, conduite par Georges Séguy et Henri Krasucki, reçue à l'Élysée le 26 mai 1981



1S-CGT

comporte sept énarques, soit 20% des ministres. Parmi les gens influents qui se rencontrent dans les ministères, à l'Élysée et à Matignon, puis rapidement à la tête d'administrations centrales ou de grandes entreprises publiques, gravitent principalement des hommes qui ont adhéré au PS, notamment pendant leur passage à l'ENA au cours des années 70. On y trouve probablement des personnes sincères, progressistes, et qui voulaient réellement améliorer la situation du plus grand nombre, et très certainement aussi des personnes qui étaient venues là pour accéder au pouvoir, pour faire et agir, quel que soit peut-être le sens, et aussi pour réussir leur plan de carrière. Il faudrait connaître le tréfonds des âmes pour classer Jean-Pierre Chevènement, Pierre Joxe, Laurent Fabius, Lionel Jospin, Jean-Paul Huchon, Jean-Cyril Spinetta (par ailleurs instigateur d'une section CFDT à l'ENA), Daniel Lebègue, Michel Rocard, François Hollande, Ségolène Royal, des noms qui reviennent, comme ça, et d'autres. Tout aussi rapidement, à l'Élysée, à Matignon, dans les cabinets ministériels, des hommes et des femmes vont s'accoutumer sans peine à leurs nouvelles fonctions, aux rouages de la machine étatique, aux codes de l'administration, aux ors de la République, au chauffeur qui assure votre déplacement, mais, pour montrer qu'on est «peuple», on va s'asseoir à côté du chauffeur, et pas derrière, comme le faisaient les gens de droite. François Mitterrand qui, en 1964, avait publié un essai titré Le Coup d'État permanent, où il dénonçait la lettre de la Constitution de la Ve République et la pratique du pouvoir personnel qui néglige les corps intermédiaires, va très facilement s'adapter au présidentialisme, en privilégiant les rapports personnels et en laissant prospérer une multitude de courtisans. Le 21 mai 1982, depuis Épinay-sur-Seine,

Le 21 mai 1982, depuis Épinay-sur-Seine, Pierre Mauroy déclare, devant les délégués des sections et groupes socialistes d'entreprises: «Les hausses nominales excessives des revenus et des salaires entretiennent l'inflation et privent notre économie des moyens de créer des emplois. » Ainsi, seulement un an après le 10 mai 1981, le Premier ministre socialiste affirme que les hausses de salaires sont la cause du chômage, et même seulement les « hausses nominales », quand bien même l'inflation serait supérieure et qu'il y aurait, de fait, baisse du pouvoir d'achat réel. On croirait entendre Yvon Chotard, le président du Centre national du patronat français (CNPF, devenu le Medef): il faut baisser le pouvoir d'achat réel des salarié·es, il faut un partage des richesses encore plus favorable au capital. Les militants et militantes « d'entreprises » du PS accusent le coup, mais il n'y a aucune rébellion. Et, en juin 1982, Pierre Rosanvallon, l'un des hommes qui parle au Président, met en avant les contraintes de ce qu'on n'appelait pas encore la mondialisation: «Dans une économie ouverte, la marge de manœuvre est étroite. On n'échange pas que des biens et des services, ce sont inévitablement des politiques économiques que l'on finit également par être contraint d'importer. » Tout ceci va se concrétiser le 28 juin 1982, par le vote par l'Assemblée nationale de la loi favorisant le capital au détriment du travail. En effet, le 13 juin 1982, avec le blocage total des salaires et le blocage partiel des prix, le gouvernement a décidé de baisser ses prétentions par rapport aux résistances des détenteurs et détentrices de capitaux. Le gouvernement et les partis qui sont au pouvoir ne dénoncent pas les attaques du capital et ils n'appellent pas les électeurs et électrices à venir défendre leur vote en descendant dans la rue, en faisant pression sur les patrons. Les directions des organisations syndicales restent également les bras croisés tout en commençant à constater les dégâts.

En mars 1983, le « tournant de la rigueur » confirmé marque le changement radical de politique économique, après le choix d'une politique de relance keynésienne dans le contexte d'attaques contre le franc maintenu dans le système monétaire européen. Deux tendances s'affrontent. Certains, tels Béré-

govoy, Fabius, Chevènement, Riboud, préconisent une politique expansionniste mais coûteuse, avec un fort déficit, la sortie de la France du Système monétaire européen (SME) et un durcissement du contrôle des changes. D'autres, comme Mauroy, Delors, Peyrelevade, poussent pour l'adoption de la rigueur qui mène au renoncement au programme défendu durant la campagne de 1981 mais maintient la France dans la construction européenne. Mitterrand opte pour le maintien de la France dans la communauté européenne, ce qui implique un arrêt de la politique de relance, un freinage de l'inflation par la hausse des taux d'intérêt et la contraction des dépenses publiques. Ce seront les annonces faites le 21 mars 1983. Le troisième gouvernement Mauroy, qui durera du 22 mars 1983 au 17 juillet 1984, va s'inscrire totalement dans la politique de rigueur et entériner l'abandon des engagements pris devant les électeurs et électrices en 1981. Il regroupe des personnalités qui, hier, en 1982, étaient opposées quant aux choix politiques à prendre. Bérégovoy et Fabius, qui s'affichaient pour la sortie du SME, sont ministre de la Santé et ministre de l'Industrie, aux côtés de Rocard, ministre de l'Agriculture et surtout de Delors, ministre de l'Économie et des Finances qui, tous deux, prônaient un renforcement de la rigueur. Les revirements rapides seront aussi la marque d'une bonne partie de la classe politique, conduisant à accroître la désorientation des électeurs et électrices, qui voient bien qu'il est difficile de «faire confiance». Malgré le choix délibéré de la rigueur, il y a encore quatre ministres communistes dans ce gouvernement: Charles Fiterman aux Transports, Marcel Rigout à la Formation professionnelle, Jack Ralite à l'Emploi et Anicet Le Pors à la Fonction publique. Charles Fiterman, qui avait été au sein du PCF, dans la période précédant le 10 mai 1981, le principal tenant de la ligne « autogestionnaire » fondée sur le développement de luttes « à la base », pour faire pression tout à la fois sur le patronat et sur le PS et pour garantir l'application du Programme commun, devint donc ministre d'État en juin 1981, ministre des transports5, et sera, de fait, un frein à tout développement des luttes, en particulier à la SNCF. Les communistes vont accompagner les ralentissements progressifs de la politique de réformes entreprise dans les premiers mois du septennat. C'est surtout à partir de ce moment que le grand écart va commencer entre l'appareil politique du PCF et une bonne partie de sa base militante comme entre des dirigeants de la CGT et un grand nombre d'adhérentes et d'adhérents. Quand, de temps en temps, le PCF émet une critique à l'égard de la politique menée, François Mitterrand fronce les sourcils: « Vous ne pouvez pas avoir un pied dans le gouvernement et un pied dehors. » Et tout rentrait dans le rang.

Les choses seront plus claires à compter du 17 juillet 1984, avec l'installation du gouvernement Fabius, qui durera jusqu'au 20 mars 1986 (début de la première cohabitation avec Jacques Chirac). Ce gouvernement ne comporte plus de ministres communistes. Malgré les demandes et propositions de Mitterrand et de Fabius, et malgré les souhaits des ministres communistes sortants, le comité directeur du PCF vote contre leur participation à ce nouveau gouvernement. Pierre Bérégovoy à l'Économie et aux Finances va ouvrir la voie à un processus de privatisation qui ne cessera plus pendant plusieurs décennies jusqu'à maintenant, en 2022. Les marchés financiers sont partiellement dérégulés, marquant délibérément que le gouvernement leur sert la soupe en leur permettant progressivement de pouvoir se déplacer sans limites ni contrôles sur toute la planète. C'est ainsi

⁵ Charles Fiterman est ministre des Transports dans les 2° et 3° gouvernements Mauroy, donc de juin 1981 à juillet 1984. Il avait rang de ministre d'État de juin 1981 à mars 1983.



Septembre 1981 :
manifestation à Paris Gare
de Lyon, à l'appel
de la CFDT-cheminots lors
de l'inauguration du TGV.
L'union fédérale des cheminots
CFDT, sur la base
de son congrès tenu
en mai 1980, mettait en œuvre
une pratique souvent opposée
à la ligne majoritaire dans
la confédération ; à cette date,
elle était d'ailleurs suspendue
deouis le 3 iuin 1981

que les détenteurs et détentrices de capitaux seront en mesure de mettre en concurrence les systèmes fiscaux et sociaux des États et leurs budgets publics. Une concrétisation sera la baisse de l'impôt sur les sociétés, de 50 % à 45 % selon que les bénéfices sont réinvestis dans l'entreprise ou distribués en dividendes aux actionnaires. En 1986, Chirac s'inscrira dans cette voie en élargissant la baisse, et c'est ainsi que nous arriverons à un taux de 25 % en 2021. En septembre 1989, le Premier ministre Michel Rocard enterre les espoirs d'Europe sociale maintes fois mis en avant: « Nous avons une majorité de gouvernements conservateurs dans la communauté. Ils pensent que la meilleure façon de faire de l'expansion, c'est de laisser les gens gagner de l'argent n'importe comment, de ne pratiquement pas taxer le capital et ses revenus. Les règles du jeu du capitalisme international sanctionnent toute politique sociale audacieuse. Il faut assumer les règles de ce jeu cruel pour faire l'Europe.» La chute du Mur de Berlin quelques jours plus tard continuera de donner raison à Mme Margaret Thatcher et à celles et ceux qui veulent maintenir les choses en l'état et le capital maître du jeu: «Il n'y a pas d'alternative. » Si tant est que l'alternative se trouvait au-delà du Mur... Pour celles et ceux qui veulent toujours

changer radicalement la société, l'espoir qu'un autre monde est possible ne sera en rien remis en cause.

Pour marquer l'ampleur des dérives du PS, l'exemple du parcours de Pascal Lamy peut être retenu. Pascal Lamy est membre du PS depuis 1969. Il est à l'ENA de 1973 à 1975 (promotion Léon Blum!) et en sort inspecteur général des Finances. Il est conseiller au cabinet de Jacques Delors d'avril 1981 à juillet 1984 et également membre du cabinet de Pierre Mauroy en 1983-1984, c'est un homme d'influence. Il est auprès de Jacques Delors à Bruxelles de 1985 à 1994, puis directeur général du Crédit lyonnais jusqu'à sa privatisation en 1999. C'est dire si, avec une telle carte de visite, un tel socialiste est rassurant pour devenir directeur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), de mai 2005 à 2013. Là, il pourra participer à organiser l'ordre libéral international. Ce qu'il fera excellemment. Ainsi, vont triompher progressivement les discours de la fatalité feinte et la pédagogie de la soumission. De plus en plus, ce sera essentiellement le Parti socialiste qui poursuivra cette dérive droitière à laquelle échappera plus ou moins le PCF après avoir quitté le gouvernement en juillet 1984. Mais le PCF sera tout de même fortement bousculé par des position-

SOLIDAIRES LES utopiques 19 86

nements difficiles et qui vont créer tant des tensions internes que des ruptures avec une partie de l'opinion publique qui aurait pu lui être favorable, par exemple lors de la création du syndicat Solidarnosc en Pologne, en 1980-1981, et, plus tard, en novembre 1989, lors de la période qui s'ouvre avec la chute du Mur de Berlin. Des vagues de militantes et de militants dont les yeux vont être régulièrement décillés vont être fortement déboussolés et souvent sans autres références solides à quoi se raccrocher.

UN SYNDICALISME MAJORITAIREMENT SUIVISTE PAR RAPPORT AU GOUVERNEMENT

Le 13 juin 1981, Georges Séguy, secrétaire général de la CGT, dans un entretien avec un journaliste, porte une appréciation positive sur les premières mesures du gouvernement Mauroy, qui ne durera que du 22 mai au 23 juin, et n'a pris, à la date du 13 juin, que quelques décisions (dont une hausse du SMIC de 10% et une hausse de 25% des allocations familiales). À noter que le conseil des ministres du 3 juin 1981 de ce premier et court gouvernement Mauroy, confirme l'abandon du camp militaire du Larzac et de la construction de la centrale nucléaire de Plogoff. Georges Séguy ajoute que son organisation passera d'un syndicalisme de contestation à un syndicalisme de participation et de négociation, tout en affirmant qu'il préservera l'indépendance du syndicat et son autonomie d'action. C'est bien encore le fait de dire une chose et son contraire dans une même phrase. Du 13 au 18 juin 1982, la CGT tient son 41e congrès à Lille, et Henri Krasucki va succéder à

> «Le changement passe par la victoire des forces de gauche.» Déjà, en 1977, avant les élections municipales

SECTEUR FEDERAL DES CAMMINOTS DE PARIS SUD-EST
A, square G. Lesage 75012 PARIS Tel DID 24-06

A P P E L

AUX CHEMINOTES ET AUX CHEMINOTS

Les II se 50 mars prochains auront bleu les élections municipales. Commus agraficent fains en managements, nous ne somme pus destificients de cette communitation.

Celleré a un acquestion médient, II s'appende confontations du Propuress communitation.

Celleré a morantique médient, II s'appende confontations du Propuress communitation.

Celleré a Prentie de Conduct, II s'appende confontations du Propuress communitation.

Communitation, l'une s'appunent aux les grandes confontations du Propuress communitation.

Communitation en Propulation, l'uners es figuration aux conforts de toute la modification de Conformation de II positions de Conformation en Con

Cheminotes at cheminots, les 13 et 20 mars nous avons à pertée de la main la possibilité d'un changement, conformément à metre famicée prèsent et avecte dans de nombreuses villas et compres avec la victoire des listes d'union de la campément de section du les neus sounaitent nutriphent due des la campément de section de Profes Alfert, la GAUCHE et le PRINTEMPS APPLYENT DESTALE.

ILS APPELLEMT L'ENSEMBLE DES AGENTS SINCE À PAIRE DES 13 ET 20 mars une massive condamnation du Plan Barre et de Ses soutiens au niveau des municipalités.

A REFUSER L'AUSTERITE EX VOTANT ET EN FAISANT VOTER POUR LES LISTES D'UNION DE LA GAUCHE

Georges Séguy comme secrétaire général. Le congrès va qualifier le blocage des salaires « d'erreur économique » et de « faute politique », mais personne n'appelle à l'action pour s'y opposer. Krasucki, nouveau premier dirigeant de la CGT et membre de la direction du PCF, déclara bien «encourager» les travailleurs à «hausser le ton», mais il n'y eut pas même une journée d'action. C'est probablement ce qu'il faut appeler un syndicalisme de participation et de négociation. Mais le « grand frère communiste » aura la même attitude conciliante: le 22 juin 1982, à Ajaccio, Georges Marchais estime que le blocage des salaires est «injuste» et «pas du tout nécessaire », mais pas plus d'agressivité ni de dénonciation d'un quelconque «scandale». Il faut croire que la présence de quatre ministres communistes au gouvernement était considérée comme un élément plus important que tout. Majoritairement, la direction du PCF va cautionner le tournant idéologique très concret que représente le « tournant de la rigueur », commencé en juin 1982 et largement confirmé en mars 1983. Très majoritairement, la direction de la CGT va également suivre. La CGT va aussi être marquée par la présence de « camarades » dans les cabinets ministériels, un peu chez Fiterman aux Transports, et particulièrement à la Fonction publique, avec René Bidouze qui assure les fonctions de directeur du cabinet du ministre de la Fonction publique et des réformes administratives, Anicet Le Pors. Le parcours de ce militant syndical et politique peut illustrer ce qu'il en est, en réalité, des relations entre le syndicat, en l'occurrence la CGT, et le parti politique, en l'occurrence le PCF. René Bidouze adhère aux Jeunesses communistes de France à 14 ans, en 1936. Et dès qu'il commence à travailler, aux Contributions indirectes, il adhère à la CGT. Sans renoncer à sa participation à des travaux du PCF, il devient secrétaire du syndicat national CGT des Contributions indirectes de 1958 à 1963, puis secrétaire général de la fédération des Finances CGT

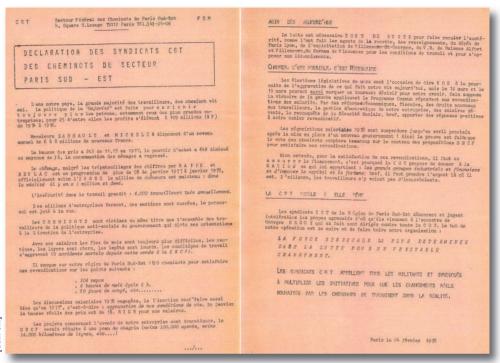
de 1963 à 1970, puis secrétaire général de l'Union générale des fédérations de fonctionnaires CGT (UGFF-CGT) de 1970 à 1978 et membre de la commission exécutive de la CGT de 1969 à 1975. Quand Anicet Le Pors lui propose d'être directeur de son cabinet, on peut comprendre que le ministre veuille avoir à ses côtés un camarade compétent et en qui il puisse avoir confiance. Et, vue de la CGT, la présence d'un camarade syndiqué peut être considérée comme une garantie que les revendications et les propositions du syndicat seront bien portées au ministère. Ce qu'il faut régler alors, c'est l'autonomie de l'organisation syndicale par rapport aux choix qui seront arbitrés par le pouvoir exécutif. Il ne faut pas que l'organisation syndicale soit soumise au pouvoir politique, désormais plus ou moins exercé par des « camarades ». Les arbitrages retenus par l'exécutif vont plus ou moins prendre en compte des rapports de forces, et là, il est indispensable que l'organisation syndicale demeure un élément déterminant dans le rapport de forces. L'organisation syndicale doit même être un élément qui vient peser sur l'exécutif pour le contraindre à prendre en compte les revendications. Car, dans le même temps, les représentants des patrons, petits et grands, des médecins et d'autres catégories des classes moyennes et supérieures s'agitaient et défendaient leurs intérêts y compris dans la rue. Pendant ces premières années de «la gauche au pouvoir », premières années au cours desquelles les premières dérives s'engagent, le mélange des genres peut se faire de différentes façons, qui, toutes, mettent mal à l'aise l'organisation syndicale. Ainsi, parfois, l'ancien «camarade» n'est pas dans un cabinet ministériel, mais devient «patron», ou «directeur» d'une administration. Jacques Roché, un camarade syndiqué, va faire une brillante carrière; il sera un temps même directeur d'une prestigieuse direction des Impôts, celle des « Vérifications nationales et internationales» (DVNI) en 1982, et chargé de mission,

également en 1982, auprès du ministre du Budget (Laurent Fabius), puis même directeur général adjoint de la direction générale des impôts: les camarades du syndicat CGT des impôts n'étaient pas tellement à l'aise quand il présidait une réunion face aux organisations syndicales! Ils avaient par ailleurs déjà fort à faire avec leurs conflits internes à la CGT, entre PS et PCF, et aussi entre militant·es PCF selon qu'ils et elles étaient pour un syndicalisme de masse ou pour être la courroie de transmission syndicale du parti, et aussi et encore à l'occasion de conflits uniquement « politiques » comme ceux liés à l'alignement du PC français sur le PC de l'URSS dans le domaine de la politique internationale.

En 1981, l'arrivée de la gauche au pouvoir est, pour la direction de la CFDT, une divine surprise. Immédiatement, elle va oublier le «recentrage» adopté quelques années avant et la prise de distance avec le politique. Au soir du 10 mai, la commission exécutive confédérale publie une déclaration intitulée « Ensemble, construisons le changement ». Et elle précise sa position : «La CFDT a dit, tout au long de la campagne et au nom de son indépendance syndicale, quelle sera son attitude : ni confiance passive, parce que le changement ne peut venir d'un seul homme ou d'une équipe nouvelle au pouvoir, ni surenchère, car tout n'est pas possible du jour au lendemain.» Le 14 mai, Edmond Maire rencontre officiellement François Mitterrand, et une délégation CFDT est reçue à l'Élysée le 26 mai. Elle remet au nouveau président de la République son Mémoire sur les priorités revendicatives de la CFDT, dans lequel elle insiste notamment sur la négociation collective et l'organisation de celle-ci dans l'entreprise sur les questions essentielles pour les travailleurs et travailleuses, à savoir les salaires, la formation professionnelle, l'organisation du temps de travail, le droit d'expression. Très rapidement, de nombreux responsables de la CFDT vont investir les cabinets ministériels. La CFDT s'affiche comme un laboratoire d'idées, particulièrement avec les lois Auroux de 1982 et au ministère de l'Éducation nationale, en concurrence avec la FEN6. Elle va tout aussi rapidement approuver le choix de la rigueur en acceptant de limiter les revendications salariales. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, est un « pro » du double langage; ainsi déclare-t-il, lors de son discours d'ouverture du 39e congrès de la CFDT, le 25 mai 1982 à Metz: «Le projet socialiste autogestionnaire de la CFDT se trouve, désormais, confronté à des possibilités historiques nouvelles sur lesquelles nous voulons nous appuyer au maximum. Aucun préalable n'existe plus pour avancer dans la construction du socialisme... cependant, un lourd handicap est rapidement apparu. La victoire de la gauche n'a pas provoqué de bouillonnement social, de développement d'initiatives multiples dans les entreprises et les localités... Pendant ce temps, les groupes de pression des catégories privilégiées commençaient à agir pour contrecarrer la politique nouvelle...Il ne s'agit pas de faire du mouvement syndical un relais ou un soutien passif du pouvoir politique... mais la classe ouvrière a tout à gagner à une politique de riqueur et de vérité». Il est d'autant plus facile de regretter l'absence d'initiatives « de la base » que tout a été fait pour éviter qu'elles soient prises, notamment en multipliant les discours affirmant que la réponse aux revendications viendrait du bulletin de vote. C'était déjà le sens de l'engagement de la CFDT dans les Assises du socialisme, en octobre 1974. Lors de ce congrès, des oppositionnel·les se feront tout de même voir et entendre, particulièrement chez les cheminots dont certains participeront ensuite à la création de SUD Rail en 1996.

À la CFDT, les exemples de militants «défroqués » vont être nombreux, qui choisissent

⁶ La Fédération de l'Éducation nationale, restée dans l'autonomie depuis 1947 lors de la scission CGT/FO, est largement majoritaire dans son secteur et souvent associée aux discussions et appels CGT et CFDT. Elle éclate en 1992 avec la création de la FSU, la FEN maintenue s'intégrant l'année suivante à l'UNSA (aujourd'hui Éducation).



En 1978, avant les élections législatives qui « peuvent marquer un tournant décisif pour notre avenir. Cela suppose la victoire de la gauche appliquant le Programme Commun... »

Suivent, des précisions reprenant les positions défendues par le PCF dans le cadre de la polémique qui fait suite à la rupture entre PCF et PS.

plus ou moins leur plan de carrière plutôt que des convictions anciennes affichées. Ainsi, après le «tournant de la rigueur» de 1983, Jacques Chérèque, ancien sidérurgiste à Pompey (Meurthe-et-Moselle), et ancien dirigeant confédéral (il a été secrétaire général adjoint de la CFDT en 1979), accepte, début 1984, sur proposition de Laurent Fabius, alors ministre de l'Industrie, d'être préfet délégué pour le redéploiement industriel en Lorraine pour s'occuper de la restructuration de la sidérurgie. Il fera si bien le «job» qu'en 1986 Jacques Chirac, le nouveau chef du gouvernement de cohabitation, le conserve à ce poste. Ses compé-

tences pour servir le système lui permettront de devenir, de 1988 à 1991, ministre de l'Aménagement du territoire et à la reconversion industrielle du gouvernement Rocard. Aujourd'hui, la désertification de trop nombreuses régions et la désindustrialisation du pays sont probablement redevables en partie aux talents de ce syndicaliste, passé, comme d'autres, à l'ennemi. Mais lui devait dormir sur ses deux oreilles, content d'avoir fait une belle carrière, de sidérurgiste à ministre, terminant en puissance, comme Attila dévastant les plaines qui l'ont vu naître. Le fils, François, marchera dans les pas de son père. Les explications à trouver aux trahisons ne sont pas forcément facilement évidentes; il y a certainement le souci de réussite sociale personnelle de pas mal d'individus, certains pour un poste de ministre, mais d'autres peuvent se satisfaire d'une

Coll. CM]

promotion professionnelle, d'un passage par le Conseil d'État ou la Cour des comptes, puis d'un retour au bercail administratif d'origine avec une très belle promotion. Certains peuvent perdre le goût des autres et le goût des choses pour n'avoir plus que le sens des affaires.

Avec l'arrivée de la gauche au pouvoir, pas mal de militantes et de militants de la FEN vont également être aspirés dans les ministères, particulièrement au ministère de l'Éducation nationale avec Alain Savary. Leur secrétaire général depuis 1974, André Henry, va même quitter son poste pour devenir ministre du Temps libre, du 21 mai 1981 au 22 mars 1983. C'est Guy Georges, secrétaire général du SNI-PEGC, qui fera l'intérim pendant quelques semaines avant que Jacques Pommateau ne devienne le nouveau secrétaire général de la FEN. La FEN, elle aussi, est donc mouillée dans la gouvernance du pays et le discours sur l'indépendance du syndicat par rapport aux partis politiques a des difficultés à être entendu quand des militantes et des militants passent directement d'un poste de permanent syndical à un poste de membre d'un cabinet ministériel, voire à un poste de ministre, pour André Henry! L'imbrication entre la FEN et le PS peut se mesurer dès le lendemain des élections législatives de 1981: de nombreux élu-es viennent de l'Éducation nationale, et un bon nombre sont adhérentes ou adhérents de la FEN. Les statuts de la FEN affirment l'indépendance vis-à-vis des partis politiques et la FEN refuse le cumul des mandats politiques et syndicaux, mais ceci va voler en éclats. Lors du congrès de la FEN de février 1982, Jacques Pommateau souligne le changement radical des perspectives: «Les données sont aujourd'hui totalement bouleversées; le pouvoir n'est plus synonyme de "patronat" et de "force de droite"; le syndicalisme ne peut plus être seulement synonyme de "résistance" et "d'opposition". Il nous faut réapprendre ensemble à nous situer dans ce nouveau contexte, à être, certes toujours force de contestation chaque fois qu'il le faudra, mais à redevenir avant tout force de proposition, d'impulsion, de construction de l'avenir. » Et ceci se confirme dans les positionnements de la FEN par rapport à la politique menée par le gouvernement : la FEN proteste modérément contre les tournants de la rigueur de 1982 et de 1983. La FEN va même tenter d'élargir l'assise syndicale du PS. Jacques Pommateau, secrétaire général de la FEN de 1981 à 1988, lance l'idée, en janvier 1986, de « recomposition syndicale ». La direction de la FEN prend des contacts avec des militantes et des militants du PS par ailleurs syndicalistes dans la mouvance autonome (FASP, SNUI, etc.), à FO et à la CFDT. Ceci se fait probablement en liens avec certains courants du PS (Laurent Fabius, Henri Emmanuelli, etc.). L'idée, pour le PS, est d'avoir un relais syndical et de créer un courant réformiste face à la CGT qui, désormais, s'affiche plus souvent critique à l'égard de la politique menée par le PS. Au sein de la FEN, le courant Unité et Action (UA, proche du PCF) dénonce la mise en place d'un syndicat social-démocrate lié au PS et abandonnant le terrain revendicatif. La chose est rendue publique à l'issue du bureau fédéral national de la FEN du 12 juin 1986, ce qui va provoquer quelques surprises et quelques remous et réactions dans un certain nombre d'organisations (dont le SNUI). Mais la volonté des dirigeants de la FEN d'être le relais syndical du PS continue de s'exprimer. Les contacts, souvent menés par Jean-Paul Roux pour la FEN, se consolident avec des représentants de la mouvance autonome (FASP, FGAF, FMC, FGSOA⁷, etc.), et des

⁷ Fédération autonome des syndicats de police, Fédération générale autonome des fonctionnaires, Fédération maîtrises et cadres (SNCF), Fédération générale des syndicats des salariés, ouvriers et cadres d'organisations professionnelles agricoles. Autant d'organisations qui participeront à la création de l'UNSA et qui pour certaines en sont toujours membres, parfois sous des noms qui ont évolué depuis.



Des ministres prennent la parole dans des congrès syndicaux, les journaux syndicaux reproduisent leurs interventions. lci le congrès de la fédération CGT des cheminots en 1983, avec Charles Fiterman, ministre des Transports. *La tribune des cheminots* n° 601, mai 1983

militants de FO (principalement Jacques Mairé et Jean Grosset). Le cas de Jean Grosset illustre assez bien, lui aussi, le niveau de mélange des genres auquel il est possible de parvenir quand, semble-il, rien ne sert de repère à une personne si ce n'est son intérêt personnel. Jean Grosset sera approché par la FEN, dès 1989, au moment où Marc Blondel devient secrétaire général de FO, en rupture avec la ligne de Bergeron auquel il succède. Il entre à l'UNSA lors des départs de militants FO, en 1996. Il en sera secrétaire général adjoint. À l'automne 2014, il est désigné par l'Élysée (François Hollande) comme personnalité qualifiée au Conseil économique, social et environnemental. En mars 2015, il devient conseiller social de JeanChristophe Cambadélis, premier secrétaire du PS, alors qu'il était encore la veille responsable à l'UNSA; il faut dire qu'ils se connaissent bien, depuis quarante ans, quand ils étaient, l'un et l'autre, membres de l'Organisation communiste internationaliste (OCI, trotskiste). En février 1993, c'est la création de l'UNSA (avec le courant UID de la FEN, et des organisations venant du Groupe des Dix, la FGSOA, la FMC, la FAT et d'autres organisations autonomes, la FGAF et la FASP).

Tout ceci va marquer les syndicalistes dès les premières années de «la gauche au pouvoir»: «on» a des camarades dans les ministères, et on sous-entend que c'est un peu «comme si» on était soit même au gouvernement! Dès lors, quand des critiques commencent à être formulées, ça revient vite en boomerang: «Il faut leur laisser le temps», «il faut leur faire confiance», «tu veux le retour de VGE, c'est ça que tu veux!», «il faut leur lais-

SOLIDAIRES LES utopiques 19 2

En 1982, lors du congrès confédéral CFDT. Edmond Maire déclare que « la classe ouvrière a tout à gagner à une politique de rigueur et de vérité ». Le 31 janvier 1983, le secrétaire général de la CFDT, est reçu à l'Élysée. À l'issue de cette entrevue «très positive», il annonce que « [l'hypothèse d'] un deuxième plan de rigueur [...] doit maintenant être envisagée ».



ser les mains libres », «ce serait encore pire avec les autres ». Et ainsi de suite, de glissements en glissements, de compromis en compromis, de reculades en reculades, les travailleuses et les travailleurs, avec les syndicalistes, majoritairement, ont perdu les élections politiques qu'ils et elles croyaient avoir gagnées. Pour autant, au fur et à mesure des reculs du gouvernement et, plus ouvertement dès le plan de rigueur de 1983, des critiques vont venir du terrain. C'est alors que les appareils politiques et syndicaux vont distiller le discours de la sagesse. Pour les opposants et oposantes «de gauche» aux choix politiques retenus par le gouvernement, ce sera plus facile et plus explicite après le départ des ministres communistes du gouvernement en juillet 1984.

UNE INDÉPENDANCE SYNDICALE QUI CHERCHE

À S'EXPRIMER DE DIVERSES FAÇONS

Nous venons de le rappeler, pendant les premiers mois, voire les premières années de l'installation de la gauche aux « rênes du pouvoir», les directions des principales organisations syndicales sont restées très majoritairement passives. Assez souvent tout de même, cette position majoritaire de la confédération (à la CFDT et à la CGT notamment) est critiquée par des équipes syndicales qui tentent plus ou moins d'organiser l'opposition à cette position majoritaire et, au moins, à faire vivre un débat. Ainsi, malgré cet attentisme dominant dans les appareils syndicaux, des débats se sont développés à l'intérieur des organisations comme entre militantes et militants d'organisations syndicales différentes. Les oppositions à l'attentisme ont parfois même pu aller jusqu'au déclenchement de grèves et, aujourd'hui encore, si nous consultons les statistiques annuelles du ministère du Travail en matière d'arrêts de travail, des chiffres significatifs figurent pour les années 1981, 1982, 1983 et 1984. Des grèves: le syndicalisme n'est pas resté totalement inactif au lendemain du 10 mai 1981. Effectivement, il y a eu encore des journées de grève, le plus souvent dirigées contre des patrons, rarement contre le gouvernement ou contre les orientations politiques du gouvernement. Quand il y a des conflits, ce sont très rarement des conflits généralisés qui supposeraient plus ou moins l'intervention de l'appareil syndical, comme des journées d'action nationales, des grèves plurisectorielles, des grèves affectant une branche ou un secteur d'activité dans son ensemble. Le plus généralement donc, ce sont des conflits locaux, mais qui montrent que des équipes syndicales ont bien conscience, soit qu'elles ne peuvent attendre tout du pouvoir politique, soit qu'elles n'auront que ce qu'elles exigeront, notamment à l'égard de patrons particulièrement réticents à tout changement allant dans le sens du progrès social.

Plusieurs de ces grèves de salariés et de salariées d'entreprises ont tout de même marqué la période. Dès l'hiver 1981, les ouvrières de l'usine Chantelle (lingerie féminine) de Saint-Herblain, à proximité de Nantes, engagent une grève où il y aura une occupation de l'usine et une forte solidarité régionale pendant plusieurs mois. En 1982, des sidérurgistes de Vireux, dans les Ardennes, se mettent en grève, là encore avec occupation de leur usine. Toujours en 1982, des salariés immigrés initient des grèves à Citroën Aulnay et à Talbot Poissy. Le 1er mars 1982, Jack Ralite, ministre PCF de la Santé, précise les modalités de la disparition du secteur privé dans les hôpitaux publics, qui devra être totale le 31 décembre 1986. Le 3 mars, 14 syndicats de médecins, opposés à la disparition du secteur privé et qui veulent le maintien de cette source supplémentaire de revenus, s'opposent à cette orientation favorable au service public et appellent le corps médical hospitalier à une journée nationale de protestation. Cet appel est suivi à 75 %. Nous avons là, plutôt à faire avec une grève « réactionnaire ». Il y aura aussi des actions catégorielles auxquelles s'opposeront les équipes CFDT et CGT, comme à la Société générale en avril 1982.

Dans la première année du gouvernement de gauche, il n'y a, semble-t-il, qu'un conflit « national », engagé par des organisations syndicales nationales et sur une base progressiste. C'est à la direction générale des Impôts, une administration qui, à l'époque, connaissait un fort taux de syndicalisation avec une présence syndicale effective dans tous les immeubles administratifs ou

presque et une dynamique syndicale unitaire, sous l'impulsion, plus ou moins, et selon les phases, de la CGT et du SNUI. Déjà, lors des rencontres des organisations syndicales avec les nouveaux ministres Delors et Fabius, la CGT et le SNUI avaient essayé d'obtenir des engagements précis des ministres. La première rencontre avait été une catastrophe, non préparée entre les syndicats, et la plupart des organisations avaient exposé leur catalogue revendicatif, sans opérer une quelconque hiérarchie. Lors de la troisième rencontre, à l'initiative de la fédération des Finances CGT, l'idée était d'être concis dans nos demandes, et d'attendre des engagements concrets du ministre. Le SNUI et la CGT ont essayé d'obtenir une réponse de Delors, mais les autres organisations n'ont pas cessé de délayer les demandes. Ensuite, le travail collectif a pu s'améliorer. Et, le 2 juillet 1982, à l'initiative des syndicats SNUI, SNADGI-CGT, SGI-FO, SNI-CFDT, les agents de la direction générale des Impôts sont appelés à faire grève une demi-journée, le matin. L'appel à la grève vise à s'opposer à l'orientation politique nouvelle du gouvernement de «blocage total des salaires et de blocage partiel des prix». Ce choix gouvernemental est analysé comme une attaque contre les salarié·es, dès lors que les prix, donc les profits, continueront d'augmenter, quand les salaires seront bloqués, c'est-à-dire que le pouvoir d'achat des salarié·es ira en diminuant du fait de l'inflation (en 1982, l'inflation sera de 9,7%). Ce choix signifie que le gouvernement privilégie le capital contre le travail. Quelques jours avant le 2 juillet 1982, les quatre organisations avaient pu rencontrer « leur » ministre de l'Économie et des Finances, Jacques Delors, de retour de Bruxelles, pour lui expliquer leur opposition aux choix retenus. Le pourcentage de grévistes se situa entre 15% et 20%, ce qui était très bas, à l'époque, par rapport aux appels très souvent unitaires faits par ces quatre organisations. Cet appel a été possible notamment car les trois syndicats confédé-

Avril 1982: la grève à Renault Flins

rés avaient tous une pratique unitaire forte et n'étaient pas toujours « aux ordres » de leur appareil confédéral. En outre, les directions des quatre organisations pouvaient s'appuyer sur l'affichage officiel d'indépendance de leur syndicat, et c'est ce qu'elles feront pour répondre aux critiques internes auxquelles elles auront à répondre pendant plusieurs mois, critiques venant particuliè- 蜜 rement des militantes et des militants PS présent·es dans les quatre organisations syndicales. L'appel à la grève mettait en cause très directement le choix politique du gouvernement, le blocage total des salaires, ce qui allait donc bloquer le salaire des agents des impôts, dont les organisations syndicales avaient la légitimité de défendre le pouvoir d'achat. Cette unité syndicale et cette indépendance syndicale ont peut-être une explication, à savoir le métier exercé, celui d'agent des impôts, métier où on acquiert vite une notion de ce qui est juste, et injuste, dans la société, où on comprend vite les mensonges des gouvernements et les décalages entre des discours et des politiques réellement menées, en l'occurrence favorables aux détenteurs et détentrices de capitaux. En mars 1983, lors du second tournant de la rigueur, les réserves internes quant aux critiques à formuler à l'égard des choix politiques du gouvernement seront déjà moins fortes. Ainsi, le SNUI avait mandat de son conseil syndical de dire à Delors que ses choix étaient «insupportables, inacceptables, et intolérables ». Ce que Delors n'a pas trop supporté.

Au fur et à mesure que le gouvernement va reculer face aux exigences des « forces de l'argent », il y aura des mouvements de pro-



testation de salarié·es dans les administrations et dans les entreprises publiques qui ont pour employeur plus ou moins direct l'État et ses représentants. Parallèlement, le gouvernement va réduire sa pression à l'égard des patrons privés, lesquels vont rapidement comprendre qu'ils n'ont plus tellement à craindre du gouvernement et vont donc pouvoir remettre la pression sur les salarié·es. Des grèves vont de nouveau se développer dans le secteur privé. Dans les premières années, il y aura rarement des appels à des journées nationales d'action de la part des appareils confédéraux. Par contre, des mouvements seront lancés à l'initiative d'équipes syndicales, CGT et aussi CFDT. Il y aura aussi des grèves lancées « spontanément» par des collectifs, des coordinations, pouvant regrouper des personnes syndiquées et des personnes non syndiquées. Avec l'arrivée du gouvernement Rocard, en mai 1988, il y a une montée des luttes dans différents secteurs: Peugeot, les infirmières, les camions jaunes de la Poste, les Impôts et les Finances, etc. Tous ces conflits mériteraient de longs développements car ils illustrent comment, dans le contexte d'un



Assemblée générale des travailleuses de Chantelle, à Saint-Herblain (44), en décembre 1981

gouvernement « de gauche », la conflictualité sociale parvient tout de même à s'exprimer. La grève aux Finances était une grève dirigée contre la politique gouvernementale (suppressions d'emplois, casse des administrations chargées du contrôle des entreprises, etc.). Par sa durée (de mai à novembre 1989) et par sa radicalité (notamment plus de 50 milliards de francs en chèques TVA bloqués dans les armoires syndicales et autres lieux) elle a exacerbé les tensions, particulièrement les tensions entre militant·es qui privilégiaient leur appartenance politique et d'autres, beaucoup plus nombreux et nombreuses, qui privilégiaient leur appartenance syndicale. Dans certains départements, des autodafés de destruction de cartes PS ont été mises en scène, signe des ruptures que tout ceci signifiait. Lors de ces conflits, les structures syndicales «supérieures », les fédérations, les fédérations de fonctionnaires, les confédérations, la FEN, etc., ont toujours été aux abonnés absents. Ainsi, Jean-Paul Roux, responsable de la FEN sollicité début septembre 1989 pour «élargir l'action au niveau de la fonction publique» répondant: «L'actualité n'est pas au renversement du gouvernement Rocard.»

Des débats et des rapprochements syndicaux: des débats ont tout de même eu lieu et même des syndicats ont cherché à s'organiser pour combler le vide laissé par les directions confédérales. Ainsi, peu de temps après l'élection présidentielle du 10 mai

1981, Maurice Ragot, secrétaire général de la FGSOA prend l'initiative de contacter tant la confédération CGT que la confédération CFDT. La FGSOA pense que le changement politique aurait pu être l'occasion d'un rapprochement entre les organisations syndicales, comme ce fut le cas en 1936 entre la CGT et la CGTU. En 1936, la réunification a été un élément important dans le dynamisme revendicatif et dans le développement des luttes. C'est la dynamique unitaire qui a aidé au développement d'initiatives, aux occupations d'usines et de lieux de travail afin d'obliger les patrons à lâcher plus qu'ils ne l'auraient fait en l'absence de rapport de forces. Et le doute régnait dans le monde ouvrier quant au volontarisme des partis de gauche à transformer le pays compte tenu de leurs passages récents au gouvernement. En 1981, en fait d'unité syndicale, la direction de la CGT comme celle de la CFDT pensaient principalement à ce que les syndicats en quête d'unité rejoignent leur confédération. Ce n'était pas l'objectif recherché, et la FGSOA a pris l'initiative de rencontrer en bilatérale un certain nombre d'organisations syndicales autonomes, indépendantes, non confédérées. Le 10 décembre 1981, toutes ces organisations se sont retrouvées ensemble pour faire notamment le constat qu'elles étaient presque toutes nées de la scission entre la CGT et la CGT-FO et de leur refus, à l'époque, en 1947-1948, de choisir entre les deux, en privilégiant, elles pensaient provisoirement, leur unité à la base, dans l'attente d'un retour, un jour, à « la grande CGT réunifiée ». En plus de la FGSOA, il y avait le SNUI, le SNJ, la FGAF, la FADN, la FGAAC, la FAT, le SNCTA, la FASP



SKF, à Ivry (94), en 1985: affrontements avec les forces « de l'ordre » et manifestation de femmes (photos du livre Ceux du Val-de-Marne. Vingt-cinq années de luttes sociales pour un département, Alain Bertho, Éditions Messidor, 1991)



et le SUACCE8. Le sentiment est partagé que la référence à 1936 est d'actualité: pour obliger les patrons à reculer, pour aider, ou obliger, le nouveau gouvernement à prendre des mesures progressistes, la meilleure garantie, c'est l'intervention des salarié·es sur le lieu de travail, pour faire pression. Sans bien s'en rendre compte à l'époque, c'est bien la question de l'indépendance syndicale qui est posée, la question de l'autonomie ouvrière. Ces dix organisations décident de se revoir régulièrement, en précisant qu'il n'est pas du tout question de créer une structure confédérale supplémentaire ni d'agir contre les confédérations: c'est l'unité la plus large qui est souhaitée. Elles se rencontreront, de plus en plus régulièrement, sur des thèmes de plus en plus nombreux, jusqu'à donner naissance, de fait, à un nouveau pôle syndical autonome. Dans le prolongement de cette rencontre, en janvier 1982, un appel à la réunification syndicale est signé et rendu public par le Syndicat national des instituteurs (Guy Georges), la Fédération autonome des syndicats de police (Bernard Deleplace), le Syndicat national unifié des impôts (Gérard Gourguechon), le Syndicat national des journalistes (Daniel Gentot) et la Fédération générale des salariés des organismes agricoles (Maurice Ragot). Cet appel n'aura aucun écho à la CGT, à la CFDT comme à FO.

QUARANTE ANS APRÈS, LES DÉGÂTS

NE SONT PAS RÉPARÉS

La «parenthèse de la rigueur» de 1982... n'a jamais été refermée. Les partis politiques «de gauche» sont à la ramasse. Nous sommes en présence d'un mouvement syndical en questionnement9. [...] En 1981, il fallait certainement faire « comme en 36 ». Mais les directions syndicales, très majoritairement, étaient dans l'attente d'une solution politique et électorale à leurs revendications. Et, très majoritairement aussi, les travailleuses et les travailleurs ont fêté «leur victoire » et ont laissé décliner les choses. En 1936, il y avait aussi l'enthousiasme lié à la victoire électorale des socialistes, mais ceci était accompagné d'une méfiance populaire vis-à-vis de la classe politique, suite notamment aux frustrations après les victoires de la gauche en 1924 et en 1932. Le fait qu'en 1981 les directions syndicales n'étaient pas à l'origine des grèves n'est pas exceptionnel: c'était à peu près la même chose en 1936. Les élections victorieuses ont lieu le 3 mai 1936, le Front populaire a gagné les élections législatives, mais le gouvernement de Léon Blum ne s'installera que le 4 juin. Mais tout commence le 11 mai, au Havre, dans une usine d'horlogerie, où les ouvriers déclenchent une grève pour demander la réintégration de collègues licenciés. Et ça va s'étendre, faire tache

8 Fédération générale des salariés des organisations professionnelles de l'agriculture et de l'industrie agro-alimentaire, Syndicat national unifié des impôts, Syndicat national des journalistes, Fédération générale autonome des fonctionnaires, Fédération autonome de la Défense nationale, Fédération générale autonome des agents de conduite (FGAAC), Fédération autonome des transports, Syndicat national des contrôleurs du trafic aérien, Fédération autonome des syndicats de police, Syndicat unifié des Caisses d'épargne. d'huile, se généraliser, pas à l'initiative de la confédération récemment réunifiée, mais sous l'impulsion des salarié·es et des équipes syndicales dans les entreprises. Très généralement, ce sont des grèves avec occupation des lieux de travail, ce qui empêche le patronat d'employer «des jaunes ». Très rapidement, le 7 juin, les accords Matignon sont signés, des grèves vont continuer malgré tout, mais la fête est finie, Maurice Thorez, le 11 juin 1936 déclare: «Il faut savoir terminer une grève dès que la satisfaction a été obtenue. » En 1936, non plus, malgré des avancées, le Grand Soir n'a pas eu lieu; les gens iront à la plage grâce aux premiers congés payés.

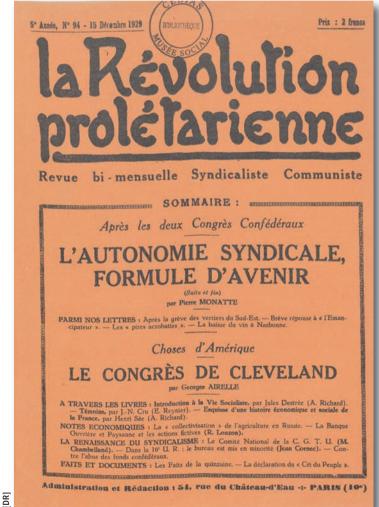
En 1981, si l'objectif final n'était pas que les partis politiques de gauche prennent plus ou moins le contrôle de l'appareil d'État, que le Chef soit fait Roi et règne en son Palais, entouré de courtisanes et de courtisans avides d'honneurs, d'avantages, de privilèges, de prébendes, que d'autres chefs soient faits Duc de Normandie, Duchesse de Bretagne, Comte d'Artois, de Nice ou du Poitou, que d'autres encore soient Directeurs ou PDG d'EDF, de la SNCF, d'Air France, du Crédit lyonnais, ou d'autres joyaux de la couronne, alors il fallait faire comme en 36. En 1981, si l'objectif final c'était de changer la vie, de donner une autre orientation à la Nation, pour aller vers la justice pour toutes et tous, la liberté, le partage, la solidarité, la reconnaissance, le respect, la démocratie partout et la prise en compte égale de chacune et de chacun, alors il fallait faire comme en 36 et aller plus loin, ne pas s'arrêter en chemin.

En 1981, si l'objectif final c'était de gagner au moins une fois face aux autres, pour voir leur mine déconfite, voire obtenir une augmentation du SMIC, des créations d'emplois, des droits syndicaux dans l'entreprise, une augmentation des jours de congé, une amélioration du système des retraites, alors on pouvait faire comme on fait en 1981: laisser le gouvernement de gauche isolé face aux «forces de l'argent», et même s'il avait voulu

⁹ Ces trois aspects sont développés dans le texte intégral de Gérard Gourguechon qui sera ultérieurement publié.

résister, ça n'aurait pas duré longtemps. Faire comme en 36, ça aurait été, dès que nous avons reconnu, sur les écrans de télévision, après les crânes dégarnis, qu'il ne s'agissait pas de Giscard mais de Mitterrand, que les salarié·es qui étaient au travail à ce moment-là, celles et ceux qui étaient « en trois-huit» et d'autres, se réunissent pour décider de comment ils et elles allaient désormais gérer, en maintenant l'outil de travail. Il fallait qu'une partie de leurs camarades les rejoignent dans l'entreprise, pour qu'elle soit occupée le lendemain matin. Peut-être le soir encore, dans les sièges des entreprises, dans les bureaux, les banques, les administrations, les ministères, les journaux, les radios, les chaînes de télévision, partout où des invisibles nettoyaient les bureaux pour qu'ils soient propres lundi matin, il fallait que des employé·es accourent et occupent aussi leur lieu de travail. Il fallait que, dès le lundi matin, mille Lip fleurissent, comme nous le clamions le 29 septembre 1973 dans les rues de Besançon. Le niveau d'engagement dans la lutte dépend effectivement du niveau de sincérité dans nos revendications: ou bien c'est un jeu, ou bien nous y croyons. Si nous y

«L'autonomie syndicale. formule d'avenir» Pierre Monatte, La Révolution prolétarienne n°94. 15 décembre 1929



croyons, il nous faut un engagement collectif à la hauteur des enjeux. Tout ceci implique, de la part du monde ouvrier et de ses organisations syndicales, tout à la fois une réflexion collective et une grande détermination. Et c'est là que l'indépendance par rapport aux appareils politiques devient nécessaire. L'objectif des partis politiques, c'est notamment l'accession au pouvoir d'État. Dans les démocraties, il faut être élu par une majorité de votants et votantes. Il faut donc faire des promesses, qui n'engagent pas forcément. Et, dans les partis politiques, peuvent s'y rencontrer des personnes qui vont largement se satisfaire du seul fait d'avoir maintenant un poste de pouvoir. Pour les organisations syndicales, c'est un moment où il faut être particulièrement vigilant: «Eux c'est eux, et nous c'est nous. » Les objectifs peuvent vite se révéler opposés. Thorez disait qu'il faut savoir arrêter une grève dès que nos revendications sont satisfaites. Il faut donc savoir quelles sont nos revendications. S'il s'agit d'une légère augmentation des salaires, ce qui n'est pas négligeable et qui améliore un peu, et tout de suite, la situation des personnes concernées, en sachant que demain l'inflation pourra nous reprendre tout, nous savons aussi que ça ne va pas changer nos vies, et encore moins la vie, alors nous pouvons arrêter la mobilisation dès qu'un tel accord a été obtenu. Mais s'il s'agit de faire cesser l'exploitation capitaliste, alors là, les enjeux sont tout autres et la détermination dans la lutte ne devra pas s'arrêter à une soirée électorale. La soirée électorale, la victoire des partis de gauche, ce n'est pas négligeable dans la construction du rapport de force en faveur des travailleuses et des travailleurs et, plus globalement, du salariat et des victimes du système économique actuel. Ce nouvel environnement institutionnel peut aider pour l'adoption de lois plus favorables.

C'est à ce stade que «le débouché politique aux luttes » prend son sens. Mais si le mouvement ouvrier veut aller plus loin dans l'appropriation de son travail, dans le fonctionnement démocratique du pays, dont le fonctionnement démocratique des entreprises au-delà des quasi pleins pouvoirs laissés aux détenteurs des capitaux, alors il faut qu'il sache faire preuve d'indépendance par rapport aux partis politiques de gauche. Il ne faut pas que leur présence aux manettes de l'État ne devienne un piège. Il faut s'habituer à ne pas faire confiance et à privilégier le débat dans les organisations syndicales, et le débat sur toutes les questions ou presque. La meilleure garantie pour une organisation syndicale d'être indépendante des appareils politiques c'est probablement d'avoir, à l'interne, des débats très politiques, mais avec l'ensemble des adhérentes et des adhérents. Plus l'ambition de l'organisation syndicale est forte, plus elle souhaite participer à la transformation sociale, et plus elle devra démocratiser son fonctionnement, et plus elle devra élargir ses questionnements. Tout ceci avec l'ensemble de ses adhérentes et adhérents, en franchise devant les autres salarié·es, en maintenant toujours le lien entre le concret de la situation des personnes au quotidien et la projection envisagée et mise en débat. Et alors, la pression sur les possédants devra être constante, et il faudra toujours essayer de l'élargir. Cet élargissement possible du mouvement à d'autres pays sera un élément important pour le rapport de force. Déjà, dans le passé, nous avons vu des poussées populaires converger dans le temps, et s'aider, se stimulées les unes les autres, et aussi affaiblir l'adversaire commun, en 1848 et en 1968 notamment.

Avant 1981, l'illusion avait grandi tout au long des années qu'il suffisait d'une victoire électorale pour changer la vie. En 1974, Georges Marchais mettait en garde: «Nous provoquerions, même si on l'emportait dans ces conditions, des désillusions et on ferait reculer le mouvement ouvrier chez nous de cinquante ans au moins.» C'est chose faite avec la façon dont s'est déroulée le 10 mai 1981.

Gérard Gourguechon

SOLIDAIRES LES utopiques 19 100

1998, L'APPEL POUR L'AUTONOMIE du mouvement social

À l'été 1998, un premier Appel pour l'autonomie du mouvement social cosigné par une centaine de militant·es syndicalistes (SUD, CGT, SNUI, CNT, École Émancipée...) et associatifs (DAL, AC Agir contre le chômage, Droits devant!!...) était publié dans le quotidien *Libération**.

Retraités d'Air France, Pierre Contesenne et Léon Crémieux ont participé à la création de SUD Aérien en 1996, puis à l'animation du syndicat national jusqu'en 2015.

101 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



Droits Devant!! en manifestation

> es signataires et les mouvements dont ils étaient parties prenantes avaient été les protagonistes d'une lame de fond de mobilisations sociales qui a traversé les années 90. Au tournant de ces années, les deux septennats de présidence de Mitterrand s'étaient terminés par un large discrédit de la social-démocratie et du PCF, après les tournants de la «rigueur». Le retour de la droite aux affaires s'annonçait avec un renforcement des politiques d'austérité et de chômage. Les classes populaires se sentaient de moins en moins représentées par les partis et de nombreuses préoccupations d'urgence s'expriment alors dans de nouveaux syndicats (SUD et FSU), l'activité de courants combatifs dans la CGT et la CFDT, la création de mouvements contre les exclusions et toutes les formes de relégations sociales: Droit au logement (DAL) et Droits devant!!, Agir contre le chômage (AC!), APEIS, Comité des sans-logis (CDSL), collectifs de sans-papiers, Act Up, Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception (CADAC), Réseau d'alerte sur les inégalités, Ras l'front... Plusieurs de ces mouvements sont des lieux de brassage de militant·es syndicaux et associatifs. Tous ces mouvements s'alimentent d'une certaine radicalité, du rejet des politiques menées depuis les années 80, de l'absence de préoccupation dans la gauche, mais aussi souvent parmi l'extrême-gauche, de ces luttes contre les exclusions. Ils s'alimentent de coordinations de luttes européennes (Marche européennes contre le chômage et la précarité, Marche mondiale des femmes), autant de prémices du mouvement altermondialiste avec, aussi, la création d'ATTAC, la

> coordination contre l'AMI (Accord multilatéral sur l'investissement),

l'Observatoire de la mondialisation.

Appel de militants associatifs, syndicalistes, intellectuels, citoyens... Pour l'autonomie du mouvement social

Au sortir de la décennie 80, qui aura vu triompher une «révolution conservatrice», une dynamique de mouvements qui relèvent globalement du cadre associatif et syndical mais avec une présence effective, militante, de citoyen(ne)s qui ne s'identifient à aucune organisation se crée à partir de la volonté d'agir pour l'égalité d'accès aux droits et de lutter contre les exclusions et le chômage.

Nous sommes parmi beaucoup d'autres des acteurs et actrices de ce mouvement social: militant(e)s d'associations et de réseaux de lutte contre le chômage, la précarité, les exclusions; syndicalistes, citoyen(ne)s, intellectuel(le)s, chercheurs, artistes résolument engagés dans ces luttes.

Nos expériences, fruits de trajectoires militantes, de cultures politiques de terrain ou plus ou moins théorisées, parfois proches, souvent différentes mais jamais antagonistes se sont enrichies d'un travail en commun depuis des années dans le cadre de «réseaux» informels.

Avec le souci premier de se mobiliser dans l'urgence avec les acteurs concernés: chômeurs et salarié(e)s précaires, jeunes sans qualification et sans revenus, mal-logés et sans-logis, SDF interdits de circuler, sans-papiers non régularisés, toutes celles et ceux qui se trouvent en situation de relégation sociale, ou en voie de l'être.

Sur des revendications précises, dans des actions sur des objectifs ciblés, ces mouvements de lutte s'affrontent aux pouvoirs publics ainsi qu'aux décideurs économiques et ébranlent le consensus politique institutionnel, quasi généralisé, autour de la fameuse «pensée unique»!

Ces luttes convergentes traversent le champ politique sur des thèmes essentiels: la dégradation structurelle de l'accès à l'emploi et la précarisation des conditions de travail dans une économie de marché en constante dérégulation; l'abandon progressif de l'idée même de service public; l'accroissement des richesses corollairement à celle des inégalités et de la pauvreté; le retour à l'ordre moral pour les femmes; l'accès interdit aux droits fondamentaux pour un grand nombre; la privation de la liberté de circuler pour les étrangers'' Cette régression sociale est au coeur de la crise de la représentation politique institutionnelle. Ce qui nous motive et qui nous réunit dans la diversité de nos interventions, c'est le désir de participer à un projet de transformation sociale sans lequel il n'y aura pas d'alternative possible au libéralisme, c'est la volonté d'agir au quotidien pour inscrire cette alternative dans la réalité, au prix d'immenses difficultés que nous ne saurions ignorer.

Ce qui permet de rendre crédible ce débat totalement ouvert sur un projet de transformation sociale est la non-instrumentalisation des mouvements qui le portent; seule condition pour qu'il devienne à terme un réel débat public.

Or, il semble que les prochaines échéances électorales, notamment les élections européennes de juin 1999, inciteraient certains à se poser la question de l'utilisation politique de ces mouvements et à envisager des listes intégrant des militant(e)s associatifs, des syndicalistes, des intellectuel(le)s'' Certains proposent cette perspective en étant persuadés de suivre la seule voie possible à l'élaboration de cette alternative; d'autres n'imaginent pas d'autre issue que le soutien critique à la «gauche plurielle», voire à un «centre gauche».

Dans tous les cas, nous faisons pourtant le constat d'une même conception d'un rapport hiérarchisé et instrumentalisé du mouvement social vis-à-vis du mode de représentation politique institutionnel.

Cette voie risque fort de mener rapidement à une impasse. Nous ferons donc le pari de l'autonomie des mouvements de lutte contre toute forme de domination et de relégation sociale, non pas comme un dogme, mais comme une dynamique encore à construire pour explorer d'autres pistes d'accès à une société solidaire et égalitaire.

Coll. CM1

Après la grève imposante et médiatisée des personnels au sol d'Air France de 1993 (avec occupation des pistes d'Orly et de Roissy¹), la mobilisation qui va rassembler ces énergies et accroître l'activité de ce qui fut appelé par la presse les « nouveaux mouvements sociaux», fut la grande grève des cheminots et cheminotes de la SNCF en 19952, qui aggloméra autour d'elle les salarié·es de plusieurs secteurs du public et du privé et d'immenses manifestations populaires contre un plan d'attaque contre la Sécurité sociale et la SNCF. Ce mouvement avait été luimême précédé, au printemps 1995, d'une grande grève des salariés de Renault pour les salaires, d'une grande manifestation en novembre organisée par la Coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception. À l'automne 1995, le PS, la direction de la CFDT et nombre d'intellectuel·les « de gauche » exprimèrent leur soutien au plan gouvernemental de Juppé ou, pour le moins, le refus du «corporatisme archaïque » des grévistes3. À l'inverse, la grève de 1995 approfondit la dynamique de rejet de cette pensée unique néolibérale. Elle s'exprima, par exemple, dans un «appel d'intellectuels en soutien aux grévistes »4, dans les débats menés gare de Lyon autour des grévistes et de nombreux syndicalistes avec, notamment, Pierre Bourdieu⁵.

signataires de ne pas vouloir « mettre les

mains dans le cambouis» et d'être «si

méfiants envers la dimension politique des luttes

Ces dynamiques continuèrent avec la conscience que les mouvements sociaux avaient, en tant que tels, avec leurs militant·es, un rôle politique central à jouer pour exprimer une alternative au capitalisme néolibéral, fondée sur les besoins sociaux fondamentaux, le rejet des discriminations et des exclusions. En cela, beaucoup se sentaient aux antipodes des orientations du PS et du PCF et souvent fort critiques vis-à-vis d'une extrême-gauche figée dans la vision du « parti d'avant-garde » et des représentations du prolétariat et de la lutte des classes héritées des décennies 50 et 60. Pourtant, dans la préparation des élections européennes de 1999, cette dynamique, réelle, fut surtout perçue par les directions de certaines organisations politiques de gauche, de l'écologie et même d'extrême-gauche, comme un argument pour se faire les «porte-paroles du mouvement social», proposant simplement aux animateurs et animatrices de ces mouvements de venir apporter leur caution par leur présence sur les listes des partis. En réaction à ces approches plus ou moins formalisées, ce premier appel « pour l'autonomie du mouvement social» affirmait en contrepoint la

nécessité d'élargir cette dynamique horizontale de mobilisations et de luttes. Pour l'essentiel, les signataires affirment «ce qui nous motive et nous réunit dans la diversité de nos interventions, c'est le désir de participer à un projet de transformation sociale sans lequel il n'y aura pas d'alternative possible au libéralisme, c'est la volonté d'agir au quotidien pour inscrire cette alternative dans la réalité, au prix d'immenses difficultés que nous ne saurions ignorer » et « dans les tous les cas, nous faisons pourtant le constat d'une même conception d'un rapport hiérarchisé et instrumentalisé du mouvement social vis-à-vis du mode de représentation politique institutionnel ». L'appel suscitera quelques réactions politiques, notamment le reproche incongru fait aux

¹ Voir «La journée de la chemise... et 30 ans de luttes radicales à Air France», Pierre Contesenne et Léon Crémieux, Les utopiques n° 2, 2015.

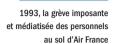
² Voir « 1995, victoire, défaite, perspectives... », Christian Mahieux, Les utopiques n° 12, Éditions Syllepse, hiver 2019.

³ Texte publié le 24 novembre 1995, à l'initiative de la revue Esprit.

^{4 «} Nous nous reconnaissons pleinement dans ce mouvement qui n'a rien d'une défense des intérêts particuliers et moins encore des privilèges mais qui est en fait une défense des acquis les plus universels de la République. » Voir dans ce numéro: « Actualité de Pierre Bourdieu? »

⁵ Le 12 décembre 1995, dans la salle de spectacles du comité d'établissement régional SNCF Paris Sud-Est, rue Traversière, juste devant la gare de Lyon.

SOLIDAIRES LES utopiques 19 104





sociales »6. Certain·es signataires auront perçu la première critique comme quelque peu caricaturale, notamment les animateurs et animatrices d'associations de lutte contre les exclusions à qui certaines organisations politiques avaient promis des places éligibles sur les listes en vue des élections au Parlement européen... Où se situe le cambouis? Enfin, les signataires ne contestaient surtout pas la dimension politique des luttes sociales, bien au contraire, puisque cet appel a été motivé par la conviction partagée de la capacité créatrice et auto-organisatrice des mouvements sociaux, partie prenante sans exclusive d'un projet de transformation sociale au prix d'immenses difficultés.

Cet appel sera suivi, le 4 octobre 1999 d'un deuxième, plus élaboré, intitulé « Résolument pour une alternative, le développement des luttes et l'autonomie du mouvement social », signé par une centaine de militant·es syndicalistes et associatifs, quelques chercheurs, dont Pierre Bourdieu. Le préambule de l'appel est sans équivoque: « Les dernières échéances électorales ont mis en lumière une profonde crise de confiance dans les modes de représentation politiques, confirmée lors des européennes par l'ampleur des abstentions, des votes nuls, blancs et protestataires : perte de légitimité des institutions politiques, crise des repères démocratiques, crise de la délé-

gation de pouvoir, crise de la fonction et de la forme Parti, sur fond de crise de la société. » Quant au contexte: «Pendant ce temps la crise sociale s'exacerbe, la misère croît et, faute d'une perspective de transformation de la société, c'est le spectre réactionnaire qui continue à grandir en Europe (fascismes, intégrismes, racismes, homophobies, sexismes). » Vingt ans plus tard, ce constat est encore plus évident!

Là encore, cet appel fera l'objet de critiques de la part de certaines organisations, appel qualifié d'« apolitique »7. Les signataires adresseront un communiqué à l'AFP pour préciser que l'appel n'était en aucun cas dirigé contre la manifestation contre le chômage du 16 octobre 1999, organisée entre autres par le PCF, comme le disait la presse8, en affirmant qu'il s'agit d'initier un débat de fond, durable, sur la question des relations entre institutions, les partis politiques et les mouvements sociaux. Ce débat concerne la relation parfois conflictuelle, ou à tout le moins compliquée, entre celles et ceux se définissant comme partie prenante d'un mouvement social en capacité d'être porteur d'un projet de transformation sociale et des partis politiques, débat dont la véritable pierre d'achoppement (audelà des caricatures parfois exprimées d'un côté comme de l'autre vis-à-vis de l'autre bord) est le fameux « débouché politique » des luttes. Ce qui constitue un vrai débat!

105 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



Grève de 1995: Pierre Bourdieu, salle Traversière, à côté de la gare de Lyon

7

Car ce « débouché politique » ou plutôt ce prolongement dans des institutions politiques, pose le débat concret sur des décisions politiques (et pas seulement des programmes électoraux) bousculant réellement l'ordre capitaliste. Bien évidemment, ce débat ne peut pas exister avec, d'un côté, les militant·es évoluant dans la sphère éthérée des luttes anticapitalistes considérées comme autosuffisantes, et de l'autre, celles et ceux qui mettent «les mains dans le cambouis » au sein des institutions politiques existantes comme seule perspective possible. En fait, il ne manque pas, dans l'histoire récente, d'appels pour « refonder » une gauche institutionnelle anticapitaliste,

associant mouvements sociaux, partis et organisations politiques: de l'appel « Nous sommes la gauche », déclamatoire et maladroit, largement porté par Act Up lors des législatives de 1997 et qui fera un flop, à l'appel « Pour une alternative à gauche » en 2003, l'appel « Maintenant, la gauche », après l'échec des élections présidentielles en 2007; ou encore l'appel pour des « États généraux pour construire un projet d'alternatives pour la transformation sociale » Avec le succès que l'on connaît.

Ce débat n'est bien sûr pas nouveau et part souvent de l'appréciation et de l'analyse que l'on fait de la Charte d'Amiens de la CGT, élaborée lors du congrès de 1906, qui affirmait la nécessaire « double besogne » du syndicalisme révolutionnaire, en lutte pour la défense immédiate des droits et intérêts des travailleurs et travailleuses et pour des acquis nouveaux, dans la perspective politique future de « l'expropriation capitaliste ». Bien évidemment, la Charte d'Amiens reste une référence pour de nombreux·ses syndicalistes qui se revendiquent d'un courant anti-autoritaire et autogestionnaire du mouvement ouvrier. Mais il est tout autant évident qu'elle doit être réinterprétée et réactualisée au regard du paradigme économique qui dominait essentiellement l'analyse de l'exploitation capitaliste par le syndicalisme révolutionnaire du

6 « Le diable et le Bourdieu », Daniel Bensaid, Philippe Corcuff, Libération, 21 octobre 1998.

7 Lutte Ouvrière du 22 octobre 1999.

8 Le Monde du 15 octobre 1999.9 Au sujet de l'actualité de la Charte d'Amiens, lire Aurélie Trouvé (ex-porte-parole d'ATTAC), interview Reporterre, 15 juillet 2021 et l'échange entre Théo Roumier (SUD Éducation) «Réinterroger la Charte d'Amiens, et pourquoi pas? », blog Mediapart 22 juillet 2021 et Pierre Khalfa (ex coprésident fondation Copernic), «la Charte d'Amiens, nouvelle bible du XXI° siècle?», blog Mediapart 23 juillet 2021.

SOLIDAIRES LES utopiques 19 106

Cortège de Droit au logement lors d'une manifestation parisienne

Créé en 1990, le Cadac lutte pour les droits des femmes à disposer de leur corps

> Act Up, créé en 1989, à la marche des fiertés



ohotothèque.org]

Cd

coordination des associations pour le droit à l'avortement et à la contraception

~

être considérée comme un rappel historique du contexte politique de l'époque où ont été diffusés ces deux appels successifs pour l'autonomie du mouvement social et les questions qu'ils génèrent dépassent largement le cadre de cette contribution. Toutefois, au regard de notre propre expérience militante, il nous paraît essentiel, dans un contexte politique de droitisation galopante, en termes de lois liberticides et de répression des mobilisations sociales, de crise des alternatives anticapitalistes, de considérer l'actualité de ces appels en défense des luttes sociales sans instrumentalisation par des organisations politiques. Pour contrer cette fascisation rampante, la convergence entre mouvements sociaux et organisations politiques de gauche sur le terrain des luttes est bien sûr souhaitable, tout en étant conscient que la logique des institutions, notamment sur le plan électoral, tire tendanciellement plusieurs de ces partis vers des positionnements politiques encore inimaginables il y a quelques années: voir, entre autres, les déclarations hallucinantes, il y a quelques mois, des dirigeants du PS et du PC en soutien aux manifestations de policiers largement sous l'influence de l'extrême-droite. Ce phénomène est d'autant plus inquiétant que les futures luttes sur le terrain des mouvements

début du XXe siècle9. Notre contribution doit



띪

sociaux auront à s'affronter, en première ligne, avec les « forces de l'ordre ». Aussi, la convergence mouvements sociaux et partis politiques doit se faire en urgence a minima et concrètement sur des exigences sociales, sur le rejet des discriminations et des atteintes aux droits démocratiques. Dans le contexte actuel, dans le jeu électoral des prochaines présidentielles, cette perspective semble a priori quelque peu incertaine...

De ce point de vue, il existe au moins une similitude avec les années 90. À l'opposé de l'abandon des projets d'émancipation ou du caractère peu audible venant de la gauche politique, la vigueur des mouvements sociaux contre le racisme et les violences policières, du mouvement féministe contre les violences machistes et patriarcales, du puissant mouvement pour le climat témoignent d'une certaine radicalité et d'une transversalité assumée par les jeunes générations militantes en quête d'un réel projet d'émancipation sociale. Il en est de même des luttes menées par les catégories les plus précaires du salariat. Aussi, en ce qui concerne le « débouché politique », dans la perspective de possibles luttes sociales en termes de contre-pouvoir, il reste à analyser lucidement qu'un rapport de force électoral même important dans les institutions serait illusoire pour résister de l'intérieur à la machine de l'État capitaliste: la réaction du pouvoir réel - concrètement un noyau dur autour d'un président de la République investi de prérogatives phénoménales que permet une constitution de type bonapartiste¹⁰ – avec en appui un appareil médiatique puissant et, entre autres, le réseau de pouvoir des grandes banques et des principales entreprises. La panique générée par cet objet politique non identifié par le pouvoir, constitué par les mobilisations des Gilets jaunes, ne peut qu'être une leçon de choses sur cette capacité de réaction.

Quel que soit le niveau, le paysage est inquiétant: un parlement godillot, un Sénat historiquement réactionnaire, des institutions régaliennes de plus en plus perméables à l'idéologie ultra-réactionnaire, des forces politiques institutionnelles de gauche en dérive, sans boussole réellement programmatique pour beaucoup, des institutions fondamentalement antidémocratiques, une mainmise grandissante des milliardaires sur les médias, un désintérêt et une méfiance grandissante de la population vis-à-vis du jeu électoral institutionnel... et surtout un État capitaliste structuré autour des intérêts des grands groupes bancaires et industriels. Dans ce contexte, peut-on imaginer une stratégie de mobilisation électorale « majoritaire » suffisante pour porter des «forces de gauche» au pouvoir permettant, dans un cadre institutionnel, d'inverser cette lourde tendance? Il nous paraît évident que les mobilisations sociales, les mouvements sociaux qui en sont l'expression, dégagés de toute vision électoraliste, restent plus que jamais le pilier, l'armature d'action pour toutes les urgences politiques immédiates et une réelle lutte anticapitaliste.

Pierre Contesenne, Léon Crémieux

9 Au sujet de l'actualité de la Charte d'Amiens, lire Aurélie Trouvé (ex-porte-parole d'ATTAC), interview Reporterre, 15/07/21 el l'échange entre Théo Roumier (SUD Éducation) «Réinterroger la Charte d'Amiens, et pourquoi pas? », blog Mediapart 22/07/21 et Pierre Khalfa (ex-coprésident fondation Copernic), «la Charte d'Amiens, nouvelle bible du XXI» siècle? », blog Mediapart 23/07/21.

10 Entre autres, l'article 16 de la Constitution qui permet au président de la République un «pouvoir de crise» cumulant pouvoir exécutif et législatif, en cas d'une «menace grave et immédiate pesant sur les institutions de la République, l'indépendance de la Nation, l'intégrité du territoire ou l'exécution des engagements internationaux de la France».

L'INSTITUTIONNALISATION de l'égalité professionnelle femmes-hommes

Retour sur l'institutionnalisation d'une problématique de l'égalité femmes-hommes: l'expérience syndicale de suivi de la mise en place de plans d'actions et d'accords d'égalité femmes/hommes au ministère des Finances et dans la Fonction publique.

Murielle Guilbert est inspectrice des Finances publiques et membre de Solidaires Finances publiques. Codéléguée générale de l'Union syndicale Solidaires, elle est co-anime la commission Femmes.



institutionnalisation des questions féministes (au sens mise en place de services administratifs dédiés, liés à une mise en place d'une politique en faveur des droits des femmes) a connu une première phase en France dans les années 80 lors de la création du ministère des Droits des femmes, avec à sa tête Yvette Roudy. La loi Roudy et les suivantes qui tentent d'imposer l'égalité salariale, mais aussi un rapport de situation comparé, visaient le secteur privé; ce n'est que bien des années plus tard, à compter des années 2010, que la question de l'égalité femmes-hommes au travail s'est posée et a été questionnée dans la Fonction publique. Le ministère des Finances, à l'époque sous l'égide de Christine Lagarde, s'est voulu précurseur, tandis que la loi Sauvadet de 2012 imposait un quota dans la nomination des cadres supérieurs de la Fonction publique.

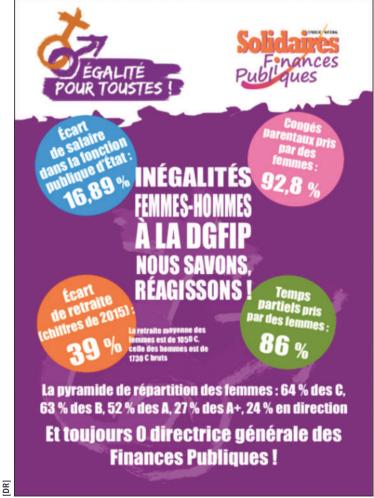
Il ne s'agit pas ici de revenir sur les revendications à porter dans le secteur public par rapport au secteur privé; les mêmes mécanismes (même si à des degrés divers) du système patriarcal aboutissent à constater des inégalités femmes-hommes en termes salariaux, des évolutions de carrière des femmes moins linéaires et plus lentes, sans parler du plafond de verre, ni du « plancher collant ». Avec Florence Toquet (alors membre du bureau national de Solidaires Finances publiques, ex SNUI-SUD Trésor Solidaires), nous avons suivi ces « négociations », mandatées par la fédération Solidaires Finances. La phase de négociation dans la Fonction publique a été suivie longuement par Dorine Pasqualini (du SNUP-

FEN), pour Solidaires Fonction publique. Sans revenir non plus sur la chronologie qui a abouti au premier plan d'actions triennal et à l'accord Fonction publique (en avril 2011 pour une première version aux Finances signée alors par l'ensemble des fédérations, et en 2013 pour un premier protocole d'accord sur l'égalité dans la Fonction publique), il est intéressant de revenir sur les constats qui ont pu être faits dans cette expérience, tant un constat d'échec quant à la traduction concrète de ces plans, accords, que par rapport aux effets générés au sein des organisations syndicales.

UN FÉMINISME AU-DELÀ

DES CLASSES SOCIALES?

La question des inégalités femmes-hommes et des discriminations vivotait dans les différents ministères. Et le lancement en 2009 de négociations sur ces questions, en grande pompe à Bercy, sous l'égide de Christine Lagarde, marque une démarche politique clairement volontariste. Au même moment, une association de femmes, A+, existe au sein du ministère des Finances, dont les préoccupations tournent évidemment autour de la question de la place des femmes dans la haute hiérarchie de la



Fonction publique et plus particulièrement du ministère des Finances. Mais y a-t-il une vraie solidarité féministe au-delà des catégories » A+ ou, plus largement, au-delà de la différence de classe? Christine Lagarde, première (et unique à ce jour) femme ministre de l'Économie en 2007, directrice d'un prestigieux cabinet d'avocats américain, à la tête du FMI, a toujours affiché son engagement sur la question de la place des femmes. Pour autant, si la question de l'inégalité femmes-hommes et le patriarcat se vivent à tous les niveaux de classe, on voit bien rapidement que leurs intérêts et concrétisations divergent fondamentalement. Interviewée dans Le Parisien, le 15 janvier 2015, elle parle de son expérience et de son engagement lorsqu'elle était ministre de l'Économie et le sujet montre bien de quel bord elle se situe et quelles sont ses préoccupations quant à donner une place aux femmes : « Vous avez œuvré en ce sens quand vous étiez ministre de l'Économie et des Finances, de 2007 à 2011? » «Les patrons des grandes entreprises dans lesquelles l'État a des participations venaient évoquer avec moi la stratégie de leur entreprise. Je les interrogeais sur la composition de leur conseil d'administration. Ils me disaient: "Nous aimerions tellement avoir des femmes compétentes et disponibles, mais nous avons cherché, nous n'en avons pas trouvé." Alors je sortais ma liste secrète: j'avais toujours quelques CV féminins à leur transmettre. "Voilà, vous aurez de quoi réfléchir pour notre prochaine réunion." Cela bousculait leurs habitudes. Vous savez, c'est confortable quand ils ont fréquenté les mêmes collèges, les mêmes écoles, les hommes se nomment entre eux.»

Dans les différents plans d'actions pour l'égalité du ministère, au final, la question de favoriser spécifiquement les agent·es de la catégorie C (où les femmes sont majoritaires) n'a jamais donné lieu à des avancées se traduisant substantiellement... et les questions de revalorisation de métiers majoritairement féminins, comme les assistantes sociales du ministère fortement en difficulté, n'ont pas abouti. La limite d'une volonté politique sur l'égalité s'est donc vite retrouvée devant le mur des politiques libérales appliquées dans la Fonction publique... Le plan d'actions ministériel pour l'égalité professionnelle de 2011 n'a été que très partiellement appliqué à la DGFiP1 et l'accord de 2015 prolongeant ce plan n'a pas été signé par Solidaires Finances, faute de moyens et suite à un chantage de l'administration sur des points concrets (où on disait clairement que des droits seraient donnés... uniquement en cas de signature du plan d'actions!). Des plans ont ensuite été déclinés, ministère par ministère, mais le plan Fonction publique 2018 a ensuite pris le relais en quelque sorte.

TOUT ÉTAIT À CRÉER

Tout était à créer en termes de mesures à prendre, à cette époque, pour ces nouveaux plans sur l'égalité..., et souvent même pour démontrer qu'il y avait bien des inégalités. En effet, les processus de concours, de grilles indiciaires, d'ancienneté identiques entre les femmes et les hommes rendaient ainsi inconcevable, dans l'esprit de certain-es (souvent haut gradé·es), que les inégalités existaient. En 2011, peu d'études et de documents existent sur le constat des inégalités dans la Fonction publique. On siège à des groupes de travail en amont de réunions « officielles » et il faut dire que l'on avance à l'aune de nos propres constats dans les services (ici une prime qui saute suite à congé parental... ou le retard à passer des concours pour les femmes qui ont des enfants en bas âge, etc.) et de nos connaissances sur les mécanismes patriarcaux. La

¹ Direction générale des Finances publiques

formation féministe de Solidaires, avec des éléments clés comme la division du travail. le lien étroit et indissociable entre ce qu'on fait relever de la sphère privée (partage des tâches) et de la vie professionnelle (disponibilité, choix des temps partiels qui n'en sont pas vraiment, etc.), a été fondamentale. Des thèmes évidents sont mis en avant dans ces plans: la question de la parentalité, de l'articulation vie professionnelle-vie privée, de l'évolution de carrière.

On arrive même à faire initier une étude d'évolution entre femmes et hommes rentré·es au même moment comme agent·es C à la direction générale des Finances publiques en 1986, qui a bien constaté les décrochages dans la carrière, grandement liés à la parentalité et à leurs conséquences négatives en termes d'évolution professionnelle des femmes. Dans un second temps, on réussira à discuter des violences faites aux femmes, des harcèlements sexuels, voire à avoir la discussion de prendre en compte les conséquences pour les femmes des violences conjugales dans le cadre de leur emploi. Sur ce dernier point, il faudra toutefois attendre que le sujet soit reconnu au niveau de la Fonction publique, grâce à l'opiniâtreté de Solidaires, il faut le souligner.

MAIS IL S'AGIT D'UNE VOLONTÉ POLITIQUE QUI N'A PAS TROUVÉ LES MOYENS

DE SES AMBITIONS

Clairement, peu d'avancées en matière de mesures concrètes ont été « lâchées » aux femmes à Bercy. Même si les personnes dédiées à ces discussions ont été clairement dans une démarche visant à faire avancer les sujets et avaient, au fur et à mesure, su se former sur le sujet, tout ce qui aurait supposé un budget conséquent, sur le rattrapage d'évolution sur les carrières, sur la neutralisation des temps partiels, l'amélioration du partage des congés parentaux, est resté lettre morte. De même, les seules sanctions pécuniaires existantes vis-à-vis des ministères sont toujours celles liées à l'obligation équilibrée dans les nominations des A++ suivant un quota... Alors, certes il y a eu plus de parité dans les jurys, des formations souvent à l'emporte-pièce, et ces sujets ont pu être visibilisés mais cela reste un échec en soi. Comme «l'Index », outil de mesure des inégalités dans le secteur privé, qui se contente d'analyser en surface uniquement les inégalités salariales et qui donne donc des «bonnes notes» sur des critères qui n'attaquent en rien les sources des inégalités.

AURAIT-IL FALLU BOYCOTTER

CES DISCUSSIONS AVEC L'ADMINISTRATION?

REFUSER SYSTÉMATIQUEMENT

TOUTE SIGNATURE DE NOS ORGANISATIONS?

Rétrospectivement (et il est toujours aisé de refaire l'histoire), la portée mineure des avancées engagerait à répondre oui. Mais comme pour nombre d'autres sujets et revendications, on peut nuancer ceci: revendiquer, siéger, ne suppose pas une obligation de résultat! Et surtout, l'impact de ces discussions au sein des syndicats qu'ont généré ces « négociations » plaide pour répondre qu'au contraire, il n'y a rien à regretter. En effet, le paradoxe a été celui d'avoir un sujet lancé politiquement et institutionnellement, et qui a en partie fait avancer les militant·es et les syndicats sur ces questions, en termes d'appropriation des problématiques, de revendications et d'outils internes aux syndicats.

Il n'y avait pas de commissions Femmes dans Solidaires Finances ou à Solidaires Finances publiques quand les négociations ont débuté en 2010. Les groupes de travail et instances officielles ont nécessité de rendre compte des discussions en cours, des mandats qui étaient portés: et comme tout sujet sur les questions d'égalité femmeshommes, ce sont d'abord des discussions internes sur la pertinence du sujet auxquelles il a fallu se confronter. Au fur et à mesure, des camarades ont tenté une appropriation concrète des sujets, ont dû



se former pour comprendre ces inégalités à bas bruit dans la Fonction publique. Les points étaient vus en instance, et ceci a aussi permis que les questions féministes infusent plus largement sur les syndicats, qui n'avaient pas tous la culture féministe qu'on a pu voir émerger dès leur création dans d'autres syndicats de Solidaires. Ces « négociations » tendaient également un miroir sur la place des femmes dans les syndicats, et sur nos pratiques syndicales souvent empreintes de patriarcat, car non questionnées. Une première commission Femmes a été mise en place au niveau de Solidaires Finances, puis en 2018 au niveau de Solidaires Finances publiques. Elle continue d'être très active, avec notamment un renouvellement générationnel des camarades qui y participent.

Il faut souligner toutefois, qu'il reste très difficile de faire de ces combats féministes pour l'égalité professionnelle le motif de départ de luttes. Des luttes menées par les femmes, majoritaires dans leur secteur, il y en a, et elles arrivent à être victorieuses dans l'hôtellerie, dans des EHPAD... Pour autant, elles ne se vivent comme des luttes de femmes qu'a posteriori, comme si met-

tre ce sujet en avant restait tabou. Au-delà des journées de grève féministe du 8 mars, qui prennent heureusement de l'ampleur (et ce n'est pas rien dans une période où mobiliser est devenu difficile) il y a un effort constant à faire quant à la construction des luttes sur ces sujets. Car on le voit à l'aune de ces expériences syndicales sur l'institutionnalisation des questions d'inégalités femmes-hommes, la volonté politique ne suffit pas, sans les moyens et un rapport de force engageant une véritable conquête des droits par les premières concernées. Poursuivre l'émancipation dans les syndicats, favoriser et amplifier l'action des salarié·es, des premières concernées, seront les manières déterminantes de faire bouger les lignes concrètement. Les avancées féministes notables se sont faites avec des mouvements de luttes massives, et la traduction dans la législation est souvent ensuite décevante quant à son application pour donner toute l'effectivité des droits. Les syndicats alliés au mouvement féministe ont donc un rôle majeur à jouer, quel que soit le gouvernement en place.

Murielle Guilbert

Féminisme d'État CONTRADICTION, RÉCUPÉRATION, AVANCÉE ET MISE AU PAS?

Questionner le féminisme d'État nous interroge d'une part, sur son impact sur le mouvement féministe lui-même, avec sa volonté de cooptation, récupération, déradicalisation et contrôle, et d'autre part, et à l'inverse, sur sa capacité d'être la traduction en mesures politiques des revendications issues des luttes féministes par des lois et des movens financiers. Le féminisme se décline au pluriel, son rapport avec l'État également. Au risque de tomber dans la caricature, certains féminismes considèrent tout perdre à transiger avec l'État, alors que d'autres croient que celui-ci peut servir la cause des femmes et pour certains, il est même le seul levier car le «féminisme d'État» serait en soi le seul espace de la cause des femmes. Quelles femmes tirent bénéfice du féminisme d'État? Lesquelles rejette-t-il hors du spectre d'influence de la «cause» des femmes? Le féminisme et le capitalisme sont-ils compatibles? Le «féminisme d'État» serait-il un pompier pyromane? Ennemi ou allié du mouvement des femmes?

Professeure des écoles, Nara Cladera est membre de la commission exécutive de la fédération des syndicats SUD Éducation et co-anime l'union locale Solidaires Comminges (31) ainsi que le Réseau syndical international de solidarité et de luttes.

115 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



« Le capitalisme aussi dépend du travail domestique. »

DR.

K J'ai pu faire passer dans les faits un certain nombre de revendications. [...] Les féministes sont maintenant reconnues.

[...] Elles n'ont plus besoin de créer l'événement dans la rue, elles viennent dans mon bureau.

[...] Nous sommes passées de la revendication à la construction.»

C'est ainsi que la ministre des Droits de la femme des gouvernements socialistes entre 1981 et 1986, Yvette Roudy évoque son bilan, sur FR3 le 14 février 1986. La ministre s'inscrit dans ce qu'on appellera, une décennie plus tard, le féminisme d'État: la promotion des droits des femmes et de l'égalité des sexes par l'activité des instances gouvernementales et administratives. À l'époque, elle veut passer d'une politique de la «condition féminine », initiée sous Giscard, à la mise en œuvre de droits pour les femmes, notamment avec la loi d'égalité professionnelle, le remboursement de l'IVG, les 11 campagnes pour la contraception, les mesures renforçant l'autonomie des femmes dans le mariage, des tentatives de lutte contre les violences et le sexisme.

Nous aurions donc, d'un côté, le féminisme de la rue, refusant le réformisme et l'État récupérateur et, de l'autre, celui installé dans le bureau de la ministre, considérant que rien ne peut changer sans passer par le parti politique exerçant le pouvoir d'État. Dans



son autobiographie, l'ancienne ministre décrit les relations entre ces deux camps comme suit: «Dire que nous ne communiquions pas était une manière aimable de dire que nous nous détestions cordialement.1» Yvette Roudy avait participé, en tant que féministe, à des actions collectives d'éclat par exemple la signature du manifeste des 343 (femmes déclarant avoir avorté) paru en avril 1971 dans Le Nouvel Observateur, mais elle refuse l'autonomie du mouvement défendue par ses anciennes camarades. Les mouvements féministes de l'époque et actuel reconnaissent l'importance de la médiatisation, comme lors de la conférence de Pékin² sur les droits des femmes, ou encore les avancées des droits des femmes sous François Mitterrand; mais la volonté d'institutionnalisation du féminisme, a causé un effritement en son sein voire une fracture. Le féminisme d'État a été analysé par beaucoup, comme une invisibilisation, une mise au pas des féminismes, leur hiérarchisation.

Lors d'un colloque organisé par Choisir/la cause des femmes³, en 1983, la Ligue des droits des femmes, association la plus proche du ministère, alors animée par Anne Zelenski et Simone de Beauvoir, reconnaît que «le ministère des Droits de la femme a accéléré la mutation culturelle que les féministes avaient contribué à faire apparaître » mais ajoute aussi que «les féministes radicales ne peuvent avoir avec les pouvoirs politiques que des relations provisoires, ponctuelles » car les pouvoirs politiques sont «l'expression peutêtre la plus pure du rapport de domination».

LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE, FACE CACHÉE

DE LA VIOLENCE FAITE AUX FEMMES

Le gouvernement « socialiste » mettra en place les mesures politiques en accord avec l'étape néolibérale du capitalisme de l'époque, avec un contexte de rigueur dans lequel les droits des femmes apparaissent comme une question non prioritaire et le travail partiel, tant dénoncé auparavant, comme une solution au chômage. Nous savons que les mesures économiques mises en place dès les années 70, approfondies par les gouvernements successifs, tous bords confondus, ont rogné les acquis sociaux, réduit les droits des travailleuses et travailleurs et généralisé une précarité

dans le monde du travail frappant de plein fouet les femmes. Or, l'indépendance financière des femmes est le moteur de leur émancipation car elle la soustrait de la domination économique patriarcale. Lorsque des mesures économiques de l'État, il résulte que 9 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté et que les femmes représentent 70% des travailleurs et travailleuses pauvres, il est plutôt difficile de croire à un «féminisme d'État⁴ », si ce n'est en tant que pompier pyromane

Pour Silvia Federici⁵, le féminisme d'État est au service du développement capitaliste. Il a été façonné par les Nations unies et les gouvernements, afin d'enrôler les femmes au service du développement du capitalisme. Selon elle, le féminisme d'État est responsable de la mise en place de politiques d'austérité, de la paupérisation de millions de femmes, notamment par l'expulsion de

leurs terres sur les continents américain et africain, et du grand dispositif de violence nécessaire à la mise en place de telles mesures. Le lien intrinsèque entre patriarcat et capitalisme interroge sur la possibilité même qu'une conception libérale du féminisme soit possible. Nancy Fraser⁶ appelle le féminisme à s'élever, tant contre le « populisme réactionnaire » de Trump que contre le «néolibéralisme progressiste» d'Hillary Clinton, un féminisme corporatiste et élitiste. Le manifeste « féminisme pour les 99 % » se présente comme l'alternative au féminisme libéral hégémonique, centré sur les libertés et l'égalité formelle, le tournant linguistique et les rapports interpersonnels de pouvoir; un féminisme, qui cherche à éliminer l'inégalité entre les sexes par des moyens qui ne sont accessibles qu'aux femmes d'élite. Le manifeste se présente comme une alternative ouvertement anticapitaliste et antiraciste, mettant en évidence le lien structurel entre l'oppression de genre et le capitalisme.

Le féminisme d'État, ainsi que les principaux courants économiques et politiques, mesurent l'émancipation des femmes à leur présence et influence dans l'entreprise, laissant ainsi le travail domestique et de soins des enfants, à d'autres femmes. Or, dans les sociétés capitalistes, la «libération » de certaines femmes suppose l'exploitation d'autres femmes, souvent venues d'ailleurs. La libération féminine, celle prônée par le féminisme d'État, entre également dans la dialectique entre exploitation et domination, de classe et de «race», soumise à la division internationale du travail.

LA CONSTRUCTION HISTORIQUE

DU CAPITALISME ET DU PATRIARCAT:

UNE LIGNE DE FRACTURE DES FÉMINISMES?

Dans son libre Caliban et la sorcière: femmes, corps et accumulation primitive⁷, l'autrice explique comment le capitalisme balbutiant de la fin du Moyen Âge amène la réorganisation complète du statut des femmes, à

¹ À cause d'elles, Yvette Roudy, Éditions Albin Michel, 1985.

^{2 «}Quatrième conférence mondiale sur les femmes. Lutte pour l'Égale. le Développement et la Paix », tenue sous l'égide de l'ONU, à Pékin en septembre 1995. La déclaration finale proclame que l'égalité entre les femmes et les hommes est une condition essentielle du développement durable, de la paix et de la démocratie. Un programme d'action est défini. L'initiative met publiquement l'accent, au plan international, sur la question des droits des femmes; avec les limites du genre: ainsi, le droit à l'avortement n'est pas mentionné: les États-Unis et le Vatican s'y étant publiquement opposés.

³ Colloque international «Féminisme et socialismes », les 13, 14 et 15 octobre 2003, au Palais de l'UNESCO à Paris.

⁴ Les guillemets entourant cette expression ne sont pas repris dans l'ensemble du texte; la pertinence du terme n'en est pas moins interrogée.

⁵ Voir notamment: Caliban et la sorcière. Femmes, corps et accumulation primitive, Éditions Entremonde/Senonevero, 2014; Une guerre mondiale contre les femmes. Des chasses aux sorcières au féminicide, Éditions La Fabrique, 2021.

⁶ Féminisme pour les 99%. Un manifeste, avec Cinzia Arruzza et Tithi Bhattacharyra, trad. Valentine Dervaux, Éditions La Découverte, 2019. L'appel initial du même nom, «We need a feminism for the 99%. That's why women will strike this year», paru dans The Guardian du 27 janvier 2018, était signé par Linda Alcoff, Cinzia Arruzza, Tithi Bhattacharya, Rosa Clemente, Angela Davis, Zillah Eisenstein, Liza Featherstone, Nancy Fraser, Barbara Smith et Keeanga-Yamahtta Taylor.

⁷ Sivia Federeci, Éditions Entremonde/Senonevero, Rééd. 2014.

travers un processus de soumission et enfermement au sein de la famille moderne; ceci, afin de produire et reproduire la force de travail nécessaire au capitalisme. Le capitalisme est patriarcal. Les femmes fournissent, par leur travail domestique au foyer, la main-d'œuvre gratuite nécessaire à son fonctionnement. Le système des mitemps subis permet de cantonner les femmes au soin des enfants et du foyer, les maintient dans une domination économique et approfondit les écarts salariaux entre les hommes et les femmes.

Le patriarcat est une organisation sociale issue de l'établissement de la propriété privée qui, par le contrôle de la sexualité des femmes, assure le transfert de la propriété à l'homme par le biais de l'héritage. La femme est soumise au contrôle de sa sexualité, de son corps parce que la question de l'héritier mâle est au cœur du droit à l'héritage. Ce contrôle s'applique également sur son droit au travail, et donc au revenu, puisque sans l'autorisation du père ou du mari elle ne pouvait aspirer au marché du travail.

Dans Le féminisme⁸, Andrée Michel explique qu'à l'accumulation résultant des profits prélevés sur la production marchande, le capitalisme doit ajouter une accumulation permanente alimentée par la production domestique non marchande des femmes: elles reproduisent la force de travail de leur mari et de leurs enfants, vendue sur le marché du travail. André Gunder Frank⁹ l'appelle «accumulation primitive permanente» car, comme l'esclavage, elle a permis de constituer le capital: «Si le capitalisme n'avait pas eu leur apport [des femmes], sous forme de travail non payé et d'armée de réserve de maind'œuvre à exploiter le cas échéant, l'accumulation capitaliste aurait été moins aisée, sinon impossible. » De fait, cette accumulation de base permet l'accumulation capitaliste encore aujourd'hui. Ce processus historique arrive à son apogée au XIXe siècle, avec l'instauration du modèle de la famille bourgeoise monogame (que pour les femmes), renversant ainsi le schéma familial communautaire et transformant les relations familiales. En établissant l'incapacité juridique de la femme mariée, le Code civil de Napoléon, en 1804, consacre l'infériorité de la femme par rapport à l'homme. Au nom de la famille, de sa stabilité et de la transmission de l'accumulation de la richesse, les femmes sont soumises à l'autorité du mari. L'aspect juridique vient légitimer la domination. En France, le devoir d'obéissance de la femme à l'égard de l'époux est en vigueur jusqu'en 1938. Le droit d'exercer une profession ou d'ouvrir un compte en banque sans autorisation de l'époux n'apparaît qu'en 1965.

Dans L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'État, publié en 1884, un an après la mort de Marx, Engels construit une théorie sur le patriarcat. À la phrase écrite par son ami en 1846, «la première division du travail est celle qui a été faite entre l'homme et la femme pour la procréation d'enfants », il ajoute «le premier antagonisme des classes qui apparaît dans l'histoire coïncide avec le développement de l'antagonisme entre l'homme et la femme dans la monogamie, et la première oppression des classes, avec l'oppression du sexe féminin par l'homme».

Les femmes de toutes conditions se sont révoltées: les femmes ouvrières contre les bas salaires, le chômage, la dureté des tâches qu'on leur attribuait; les bourgeoises

⁸ Le féminisme, Andrée Michel, Presses universitaires de France, 1979.

⁹ André Gunder Frank (1929-2005), économiste et historien, dont les travaux portent notamment sur le sous-développement et la critique du capitalisme.

^{10 «}Le syndicalisme et sa dette historique avec la lutte des femmes», Nara Cladera, Les utopiques n° 14, Éditions Syllepse, été 2020.

¹¹ Union ouvrière, Flora Tristan, Éditions Des femmes, 1986.

contre la privation de tout droit politique ou économique. Et, malgré les obstacles considérables, les femmes de tous les milieux dénoncent dans leur praxis ou dans leur discours leur écrasement.

Le Journal des femmes, ianvier 1903



Séance du 5 décembre 1902

En l'absence de Mme Maria Pognon, toujours souffrante, c'est Mile Bonnevial qui pavve la sàance en adressant à la présidente tous les regrets et toutes les sympatries de la Ligue.

Elle donne ensuite la parole à Mme Berton, trésorière, qui annonce la mort d'une célèbre féministe américaine, Mme Elisabeth Cady Stanton. Issue d'une famille libérale, aux idées généreuses et avancées, Mme Stanton réclama, dès sa première jeunesse, des droits égaux pour les deux sexes. En 1848 elle obtint du Parlement de New-York le vote d'une loi autorisant les femmes à gérer elles-mêmes leurs biens. C'est grâce à elle encore que se réunit quatre ans plus tard une assemblée où, pour la première fois, l'on discuta la question du suffrage des femmes; grâce à elle encore que fut organisée l'Association pour le suffrage des femmes dont elle fut présidente pendant vingt-cinq ans. C'est en faisant à travers l'Europe un voyage de propagande qu'elle prit l'initiative du premier Congrès international des femmes dont les assises se tinrent à Londres. Ajoutons qu'elle écrivit un ouvrage important sur le droit des femmes et qu'elle défendit sans cesse les idées qui lui étaient chères dans la plupart des journaux et des revues d'outre-mer. C'est donc une véritable perte que fait en la personne de Mrs Stanton le parti féministe, perte à laquelle la Ligue des Droits des Femmes ne saurait rester indifférente.

DROIT DE VOTE OU JUSTICE SOCIALE: ALLIÉS OU ENNEMIS DE LA LUTTE DES FEMMES?

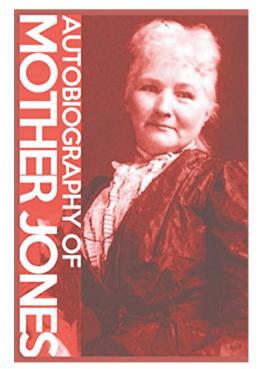
L'oppression des femmes et leur exploitation ont été amplement pensées et débattues, dans leurs moindres recoins, à la fois, avec et contre Marx, et entre féministes; ceci, depuis plus de cinquante ans. Le capitalisme et le patriarcat sont deux modes d'exploitation qui s'articulent, ce qui ne signifie pas que l'éventuelle disparation de l'un entraînerait celle de l'autre; pour certains courants féministes, ils sont autonomes10. N'oublions pas que l'auto-émancipation du prolétariat fut proclamée pour la première fois par une femme, Flora Tristan, auteure de Union ouvrière¹¹, cinq ans avant d'apparaître sous la plume de Marx et d'Engels. Union ouvrière, chef-d'œuvre de Flora Tristan, est le premier manifeste politique d'une femme qui ne dissocie pas la lutte des femmes de la lutte ouvrière et intègre tous et toutes les prolétaires, sans distinction de nationalité ni de sexe. C'est aux plus exploitées qu'elle s'adresse lorsqu'elle écrit : « Mes sœurs, je jure que je vous libérerai. » Personne avant elle n'avait associé la libération des femmes à celle du prolétariat dans son ensemble.

La lutte pour les droits politiques des femmes a été le fil conducteur de la « première vague du féminisme»; il faut y ajouter celle pour les droits sociaux, intrinsèquement liée aux mouvements sociaux en ébullition à échelle internationale depuis la deuxième partie du XVIIIe siècle. Aux États-Unis, à partir des années 1830, des groupes anti-esclavagistes d'idéologie libérale se sont formés de manière massive et organisée. Les femmes ont participé activement à la collecte de signatures et de pétitions abolitionnistes. Sans doute, avec L'Esclavage des noirs ou l'Heureux Naufrage, Olympe de Gouges initie ce lien entre opprimé·es, même si l'auteure invite les Noirs à plus de sagesse et déclare que la paix sociale est nécessaire à la prospérité de la colonie. Elle affirme que l'émancipa-

tion des esclaves ne sera que progressive et s'emploie à condamner la rébellion que la déclaration des Droits de l'homme provoque parmi ceux-ci. Dès les années 1830, des liens commencèrent à s'établir entre les féministes de France, d'Allemagne, de Grande-Bretagne et États-Unis. En 1837 a lieu, à New York, le premier Congrès antiesclavagiste féminin, organisé par les sœurs Grimké qui dénonçaient la complicité des églises dans le maintien de la situation d'infériorité des Noirs. La participation organisée des femmes à ces groupes anti-esclavagistes et les attaques virulentes qu'elle a provoquées ont suscité la controverse sur les droits des femmes.

SENECA FALLS, AUX ÉTATS-UNIS

Le Manifeste de Seneca Falls ou Déclaration de sentiments marque la naissance du féminisme américain. Ce texte est adopté par la Convention sur les droits de la femme, organisé à Seneca Falls, les 19 et 20 juillet 1848, par les Américaines blanches Lucretia Mott et Elizabeth Cady Stanton. Ces deux femmes se sont rencontrées à la convention abolitionniste de Londres en 1840. Le document se base sur la déclaration d'Indépendance des États-Unis et dénonce de façon virulente l'oppression vécue par les femmes, dans ce pays. Il cible les restrictions politiques: ne pas pouvoir voter, ni se présenter aux élections, ni occuper des postes publics, ni adhérer à des organisations politiques ou participer à des réunions politiques. L'égalité entre les hommes et les femmes y est clairement défendue¹²: «L'histoire de l'humanité est une histoire de préjudices et d'usurpations infligés de manière répétée par l'homme à la femme, et ayant directement pour but d'établir sur elle une tyrannie absolue» ou encore «nous décidons, que la femme est l'égale de l'homme – que telle fut l'intention du Créateur, et que l'intérêt supérieur de la race humaine exige qu'on la reconnaisse comme telle. » La Déclaration de sentiments est structurée dans l'esprit de John Locke¹³ « de liberté, de propriété et de bonheur ». Le suffrage censitaire ne donne droit de vote qu'aux propriétaires, c'est pourquoi, le droit à la propriété est au centre des revendications pour l'accès au vote des femmes. Sans même remettre en cause le suffrage censitaire, le droit à la propriété, comme revendication centrale du mouvement de Seneca Falls, exclut d'emblée toutes les femmes exploitées, toutes les femmes pauvres, les femmes noires et les esclaves. L'égalité entre les hommes et les femmes dans le marché du travail n'apparaît qu'au 36e alinéa: «Nous décidons, que le succès rapide de notre cause dépend de l'enthousiasme et de l'endurance dans leurs efforts des hommes



Mary Harisse Jones, « Mother Jones », comme des femmes, visant à mettre fin au monopole des gens d'église, et à assurer à la femme une participation égale à celle des hommes dans les divers métiers et carrières, et dans le commerce.»

Pourtant, aux États-Unis, les ouvrières de la Nouvelle-Angleterre avaient créé, trois ans auparavant, l'Association pour la réforme du travail féminin (Lowel Female Reform Labor Association). Le salaire des femmes employées dans les usines et les ateliers représentait le tiers de celui des hommes. Les femmes s'organisèrent, se mirent en grève et formèrent leurs propres organisations de défense à l'intérieur des syndicats masculins. Il en résulta des héroïnes légendaires : la chansonnière Ella Wiggins; Ella Wheeler, qui fut tuée dans une manifestation; Mary Harisse Jones, «Mother Jones », organisatrice des mineurs pendant cinquante ans; Aunt Molly Jackson, etc.¹⁴ Le manifeste de Seneca Falls prône l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais de quels hommes et de quelles femmes s'agit-il, lorsqu'on revendique le droit aux privilèges? «Dans ces circonstances, compte tenu de cette totale privation de droits civiques infligée à la moitié de la population de ce pays, de son humiliation sociale et religieuse, - compte tenu des lois injustes mentionnées ci-dessus, et parce que les femmes se sentent blessées, opprimées et dépossédées à tort des droits les plus sacrés, nous exigeons qu'elles accèdent immédiatement à tous les droits et privilèges qui leur appartiennent en tant que citoyennes des États-

Unis. » Le lien avec le mouvement abolitionniste se rompit lorsqu'en 1870 le 15e amendement à la Constitution permit aux Noirs mais toujours pas aux femmes. Dès 1869, Elizabeth Cady Stanton et Susan B. Anthony, choquées par les droits accordés aux Noirs et pas aux femmes, avaient créé la National Woman Suffrage Association, organisation non mixte consacrée aux droits des femmes. Elizabeth Cady Stanton continua inlassablement une carrière de conférencière, jusqu'à sa mort en octobre 1902. À la fin de sa vie, les suffragettes américaines la tinrent à l'écart parce qu'elle ne se contentait pas de réclamer le droit de vote, mais aussi le divorce, la possibilité de se syndiquer et le contrôle des naissances.

LES EXPOSITIONS UNIVERSELLES,

ANCÊTRES D'UN FÉMINISME D'ÉTAT

Selon Annick Druelle¹⁵, les bases de ces mouvements pour le droit de vote, pour l'égalité, etc., sont jetées en divers lieux: à Londres, en 1840, dans les coulisses de la première Convention mondiale anti-esclavagiste; lors des congrès internationaux sur les femmes, organisés en parallèle des premières expositions universelles, à Paris en 1878 et 1889; à Washington, en 1888, lors de la rencontre féministe commémorant Seneca Falls et la création concomitante de groupes internationaux de femmes, notamment l'International Council of Women (ICW); ou encore lors de la première conférence de l'Internationale socialiste des femmes, à Stuttgart, en 1907. La première exposition à prétention universelle ou mondiale a été organisée à Londres, en 1851: la Great Exhibition of the Works of Industry of all Nations. Une exposition industrielle française se tient à Paris en 1844; des «biens coloniaux » sont exposés pour la première fois. L'objectif officiel est d'exposer les progrès réalisés et les perspectives d'avenir, dans une ou plusieurs branches de l'activité humaine, de promouvoir les échanges, et de contribuer au renforcement de la paix entre les peuples. En fait, ces expositions

¹² Elizabeth Cady Stanton. Naissance du féminisme américain à Seneca Falls, Claudette Fillard (dir.), ENS Éditions, 2009.

¹³ John Locke (1632-1704), philosophe anglais.

¹⁴ Voir Une histoire populaire des États-Unis; de 1492 à nos jours, Howard Zinn, Éditions La Découverte, 2003.

^{15 «}Mouvements internationaux de femmes et solidarités des intérêts au XIX^e siècle », Annick Druelle, Université de Montréal, 2006.

sont un outil de transmission d'une vision du monde militariste, colonialiste et impérialiste, dans lequel la suprématie de la race blanche sur les autres, celle des hommes sur les femmes, et celle des classes bourgeoises sur les classes ouvrières sont la condition sine qua non du système. Par le progrès impérial offert aux travailleurs britanniques blancs ou français comme un produit de consommation, le message des expositions universelles est la promesse du progrès social sans révolution pour les masses basé sur la «supériorité raciale». À partir de l'exposition universelle de 1867 qui se tient à Paris, des pavillons de la femme font leur apparition, prônant l'idéal bourgeois de la féminité, avec la division sexuelle du travail en relation au système économique capitaliste. Issues des peuples originaires, afro-américaines, de la classe ouvrière ou originaires des colonies: toute femme non blanche et bourgeoise en est exclue. Les militantes féministes considérées radicales, comme les suffragettes, sont écartées de ces pavillons de la femme. Les bourgeoises qui organisent ainsi la présence des femmes aux expositions universelles ne contribuent pas seulement à reproduire l'idéal bourgeois de la féminité: elles participent à l'entreprise impérialiste et colonialiste des expositions universelles.

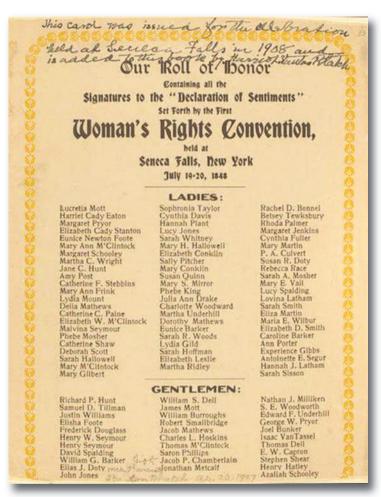
Le premier Congrès international des droits des femmes a lieu du 29 juillet au 9 août 1878, en parallèle de l'exposition universelle de Paris. Ce congrès est organisé par la Société pour l'amélioration du sort de la femme, sous la présidence de Maria Deraismes¹⁶. La participation est importante, avec onze pays et seize organisations inscrites officiellement. 219 personnes (107

hommes et 112 femmes) dont neuf députés, deux sénateurs et cinq conseillers municipaux de Paris, en plus des inscriptions officielles, plus de 400 « visiteurs » entendent les communications et discours présentés à la salle du Grand-Orient, située dans les bâtiments des francs-maçons. Mais le congrès est un échec, par son manque de cohésion et par sa volonté d'éviter tout excès. il est à l'origine de la première scission dans le mouvement des femmes, avec le départ d'Hubertine Auclert qui avait participé au comité d'organisation du congrès. Elle entendait y affirmer l'égalité intégrale des sexes, y compris le droit de vote, mais Léon Richer et Maria Deraismes s'y opposèrent. Après sa démission, elle publie le discours qu'elle avait préparé, sous le titre «Le droit politique des femmes», question qui n'est pas traitée au Congrès international des femmes. L'exposition universelle, organisée à Paris en 1889, sera le cadre du premier Congrès international des œuvres et institutions féminines, subventionnés par l'État français, qui veille à limiter le rôle joué par les femmes françaises dans les œuvres charitables, l'éducation, les arts, la science et la littérature. Un congrès alternatif est également organisé par Léon Richer et Maria Deraismes: le deuxième Congrès français et international du droit des femmes traite davantage des droits politiques des femmes. Par les dons de certaines organisatrices du congrès officiel (Jeanne Schmahl, Isabelle Bogelot et Émilie de Morsier) au congrès alternatif, des liens se tissent.

L'exposition colombienne¹⁷ universelle à Chicago en 1893, sera le cadre la rencontre de l'ICW. Le gouvernement américain, en pleine expansion impérialiste, a organisé une exposition universelle composée de deux éléments: une Ville blanche (White City), comportant de multiples bâtiments de facture néoclassique dont un bâtiment de la femme, et un parc d'attractions. Comme partout ailleurs, l'exposition colombienne a joué un rôle crucial dans la popu-

¹⁷ Colombienne: en référence à «la découverte du Nouveau monde» par Christophe Colomb

123 LES utopiques 19 SOLIDAIRES



Senecall Falls, New York, juillet 1848: les signataires de la « Déclaration de sentiments »

larisation aux États-Unis des idées « scientifiques » racistes et sexistes sur l'évolution des races; des personnes issues de différents peuples colonisés sont exposées comme des bêtes de cirque dans le Midway Plaisance, de la plus « civilisée » à la plus «barbare». Même des enfants des peuples autochtones sont ainsi exposés, dans un bâtiment reproduisant un pensionnat sous l'autorité du Bureau des affaires indiennes du gouvernement fédéral. La construction du bâtiment de la femme et du bâtiment de l'enfance au sein de la Ville blanche a été supervisée par le comité de dames gestionnaires (Board of Lady Managers), composé exclusivement de femmes blanches bour-

geoises. Le bâtiment de la femme ne sert pas seulement à produire et reproduire des idéaux de la féminité bourgeoise, il est également utile à la reproduction de «savoirs» racistes et à la popularisation du «racisme scientifique», à travers une exposition intitulée «Le travail des femmes dans la sauvagerie». Une collection importante de paniers, tissages et autres formes d'art, produits par des femmes autochtones, africaines et polynésiennes, nommées « primitives » par le Board of Lady Managers, est présentée comme une représentation du travail des ancêtres des femmes blanches, et non comme exemple de travail de femmes non blanches contemporaines. Les

stéréotypes racistes de l'époque sont également reproduits dans l'iconographie du bâtiment de la femme: seules les femmes blanches sont censées représenter un idéal universel. Des Afro-Américaines tentent en vain de faire nommer au moins une femme noire au Board of Lady Managers. Au cours de l'exposition, les militantes afro-américaines Ida B. Wells, Irvine Garland Penn, et Ferdinand L. Barnett, et le militant afroaméricain Frederick Douglass distribuent une dizaine de milliers d'exemplaires de leur brochure intitulée The Reason Why the Colored American Is Not in the World's Columbian Exposition, qui dénonce également le racisme sous-jacent.

En ce qui concerne le congrès de lCW, les femmes de la classe ouvrière, immigrantes, autochtones ou afro-américaines n'ont pas pu participer au comité organisateur. Dans son discours d'ouverture, Isabelle Bogelot, trésorière de l'ICW depuis 1888 et repré-

sentante de la France, ne dénonce pas le racisme à l'œuvre dans les sociétés occidentales et reproduites dans les rencontres. Au contraire, elle indique très clairement que le monde auquel elle se réfère est « le monde civilisé »... c'est-à-dire, celui des bourgeois blancs. Lors de son intervention, Fannie Barrier Williams, militante afro-américaine pour les droits de toutes les femmes, dénonce cette situation et démontre l'articulation entre le racisme et le sexisme. La question de la pauvreté des femmes n'est traitée que brièvement par Bertha Palmer: elle la dénonce, tout en expliquant que le développement du capitalisme est la solution. Elle souligne l'importance pour les femmes de parler pour elles-mêmes de leurs besoins. L'organisation du congrès a reproduit les oppressions racistes, sexistes, et impérialistes de l'époque, mais ce fut aussi une caisse de résonance des idées inverses, celles pour les droits des femmes et contre le racisme.

C'est après cette rencontre que des conseils nationaux de l'ICW sont officiellement fondés dans d'autres pays: Canada en 1893, Allemagne en 1894, Angleterre en 1895, Suède en 1896, Italie et Hollande en 1898, Danemark en 1899, Suisse en 1900, France en 1901, Autriche en 1902, Hongrie et Norvège en 1904, Belgique en 1905, Bulgarie et Grèce en 1908, Serbie en 1911 et Portugal en 1914. Certains de ces groupes de femmes sont actifs auprès de la Société des Nations de 1920 à 1939, puis lors de la création des Nations unies, en 1944-1945. Lors de l'exposition universelle de Paris, en 1900, deux autres congrès internationaux sont organi-

THE REASON WHY

The Colored American is not in the World's Columbian Exposition.

The Afro-American's Contribution to Columbian Literature

Copies sent to any address on receipt of three cents for postage. Address Miss IDA B. Wells, 128
S. Clarki Street, Chicago, Ill., U. S. A.

Le racisme dénoncé par des militantes afro-américaines lors de L'exposition colombienne universelle à Chicago en 1893 sés: un congrès officiel en juin 1900, le deuxième Congrès international des œuvres et institutions féminines; un semi-officiel, du 5 au 8 septembre, le quatrième Congrès international de la condition féminine et du droit des femmes. Élisabeth Renaud et Louise Saumoneau¹⁸ du Groupe féministe socialiste assistent au congrès semi-officiel sans y avoir été invitées. Élisabeth Renaud profite de ce congrès pour proposer que les domestiques soient assimilées aux autres travailleurs et travailleuses au regard des conditions de repos et d'hygiène, dont le droit au repos du dimanche. Plusieurs s'opposent à cette proposition dont Madame Wiggishof, qui est alors la vice-présidente de la Société pour l'amélioration du sort de la femme et la revendication de ses droits et qui fondera le Conseil national des femmes françaises, en 1901. Une des participantes déclare: « Nous ne sommes pas ici pour faire du communisme ni du socialisme mais pour s'occuper des droits des femmes.»

Ces discussions illustrent bien les tensions entre les féministes bourgeoises, qui contrôlent l'organisation de ces congrès internationaux, et les féministes socialistes. Les revendications portent sur la reconnaissance de droits politiques aux femmes et du droit à la propriété privée. Par contre, la revendication des droits économiques et au travail pour toutes les classes de femmes pose problème à certaines. Ces exigences-là sont plutôt portées par des travailleuses investies syndicalement et souvent socialistes qui, peu présentes dans les organisations bourgeoises, optent plutôt pour la solidarité au sein du mouvement ouvrier et la

lutte des classes. Elles se mobilisent sur la scène internationale lors des Internationales socialistes. La première conférence de l'Internationale socialiste des femmes (ISF) a lieu à Stuttgart en 1907. 58 déléguées y participent et élisent Clara Zetkin au secrétariat international. En 1910, lors de la deuxième rencontre de l'ISF, le principe de la Journée internationale des femmes est acté, ainsi qu'une résolution pour la paix. Cette Journée, devait avoir pour fonction essentielle de démontrer l'unité des femmes dans la revendication du droit de suffrage. Même si l'idée d'un mouvement international pour le vote des femmes apparut en 1883, elle commença à gagner du terrain dix ans plus tard. En France, ce n'est qu'au congrès de Limoges, en 1906, que le parti socialiste vota une résolution dans ce sens.

EFFORT DE GUERRE OU GUERRE À LA GUERRE: FRACTURE AU SEIN DU MOUVEMENT DES FEMMES, L'EXEMPLE ALLEMAND

Le 21 avril 1914 à Berlin, les femmes socialistes convoquèrent une importante manifestation de paix, où des dirigeantes de l'Internationale prirent la parole. Les axes des intervenantes contre la guerre ont été multiples: la solidarité des prolétaires contre l'impérialisme, l'unité de toutes les femmes du monde. Le consensus au sein de l'Internationale socialiste des femmes, qui n'avait jamais été obtenu sur le droit de vote et la question de l'inter-classicisme, fut réalisé dans le refus de la guerre. Mais lorsque la guerre éclata, l'Union sacrée se renforça, notamment avec le ralliement de l'ensemble des conseils nationaux de l'ICW. En organisant la Conférence internationale des femmes socialistes, à Berne du 26 au 28 mars 1915, contre l'avis du bureau du parti, Clara Zetkin s'oppose à la position majoritaire de l'ensemble des partis socialistes et remet au centre l'internationalisme. Les femmes vont créer un bastion contre la guerre au sein de la IIe Internationale mori-

bonde. Dans le Die Gleichheit, Clara Zetkin rend hommage aux socialistes anglaises, les premières à organiser, avec les suffragettes, des manifestations anti-guerre et loue l'action de la World Suffrage League, en mentionnant des membres de sa section allemande, Anita Augspurg, Lida Gustava Heymann, Hélène Stocker et Frieda Perlen. Au moment de la guerre, la rigidité de la séparation entre féminisme bourgeois et mouvement des femmes prolétaire s'est estompée. Mais cette union des femmes ne s'est réalisée que face à la situation d'urgence absolue et très provisoirement. Dès le début des hostilités, la puissante Union des associations féminines allemandes (Bund Deutscher Frauenvereine - BDF) proclame que «la défense de la patrie est non seulement un devoir impératif pour toutes », mais aussi que « la guerre doit être ressentie par les femmes comme une véritable provocation permettant de mesurer la valeur et la solidité de leur mouvement ». À défaut de n'avoir jamais parlé de la situation des femmes, le gouvernement soutenu par la BDF, organise le Service national des femmes (Nationaler Frauendienst) dès le 3 août 1914 et décide leur mobilisation officielle en été 1916. Au cours d'une conférence organisée à Leipzig, «La femme et la guerre», en été 1915, la militante social-démocrate féministe proche du socialisme, Lily Braun affirme: «La détresse tue tout ce qui est efféminé pour faire renaître et s'épanouir ce qui est féminin; jusqu'alors la femme n'avait pensé qu'à elle, maintenant les riqueurs de la guerre lui révèlent sa véritable profession : s'oublier soi-même au service de l'autre, s'investir dans une mission de dévouement, telle est l'éducation à donner aux filles et aux femmes.»

À défaut d'hommes, qui sont envoyés sur le front pour s'entre-tuer, l'économie tourne grâce au travail des femmes. Mais le gouvernement allemand incite les femmes à accepter tout travail qui se présente et, dans le même temps, à ne pas encourager les entreprises qui pourraient organiser des stages de formation pour elles. Les lois d'exception du 4 août 1914 ont suspendu toute mesure de protection des personnes en activité rémunérée, le patronat peut donc, sans souci, faire travailler des femmes avec un salaire des plus bas. La BDF soutient activement le gouvernement. Finalement, le travail des femmes est officiellement reconnu, car sans celui-ci le pays ne peut plus subsister. Pour les responsables du BDF, la Conférence de Berne « est une conférence corporatiste de femmes qui ne sont mandatées par personne, trahissent l'ordre et les règles des associations et des partis auxquels elles adhèrent et veulent s'occuper des problèmes de haute responsabilité... Nous avons déjà eu le triste exemple de la Conférence de La Haye!» Quelques années plus tard, le BDF s'intégrera au Front des femmes nazies et sa directrice, Gertrud Bäumer, composera avec le régime, notamment à travers le contenu national-socialiste de son journal. Avant la conférence de Berne, quatre féministes allemandes, Anita Augspurg, Lida Gustava Heymann, Frida Perlen, Elise von Schlumberger, fondatrices d'une Ligue pour le droit de vote, affiliée à la Ligue mondiale pour le suffrage, s'étaient rendues à la Conférence internationale de La Haye, où, bravant le climat général de chauvinisme et de bellicisme des féministes suffragistes du monde entier, elles demandèrent l'arrêt immédiat des hostilités et l'ouverture de négociations pour la paix. Elles seront exclues du BDF pour leur attitude non patriotique...

EN FRANCE

En France, les femmes participèrent en grand nombre aux journées de février 1848, après lesquelles l'activité féministe se déploie dans de multiples directions, entre autres la revendication de l'union libre, levier contre les idées traditionnelles concernant l'amour et le mariage. Dans Elizabeth Cady Stanton. Naissance du féminisme américain à Seneca Falls, Claudette Fillard écrit que « l'action des féministes américaines connue en France fut célébrée en 1851 par les saint-simoniennes Jeanne Deroin et Pauline Roland¹⁹ [alors emprisonnées à Saint-



« Ce qu'on appelle amour, c'est du travail non payé. »

Z.

Lazare] ». Les deux féministes furent arrêtées en mai 1850, avec une trentaine de camarades, en tant qu'animatrices de l'Union des associations de travailleurs, première ébauche de syndicat. Après leur participation à la révolution de 1948, Jeanne - théoricienne féministe - fut directrice de plusieurs journaux féministes, dans lesquels sont réclamés le droit de vote et d'éligibilité pour les femmes ainsi que leurs droits économiques. Les travailleuses s'organisent et obtiennent une réduction du temps de travail pour les blanchisseuses. Elles demandent la création de crèches pour enfants dans l'atelier et l'organisation de l'enseignement professionnel par les ouvrières ellesmêmes. L'Assemblée nationale nie leurs droits politiques et vote l'interdiction faite aux femmes d'être membres ou de participer aux réunions des clubs. Lors des élections à la Constituante, du 23 avril 1848,

Jeanne suggéra à George Sand et Pauline Roland de poser leur candidature, mais l'une et l'autre refusèrent. Sa notice biographique dans le Maitron indique que Jeanne Deroin a consacré sa vie entière à la lutte pour l'abolition des privilèges, de tous les privilèges. Les femmes participèrent activement à la Commune de Paris²⁰: des classes aisées, moyennes et populaires, elles menèrent des innovations sociales et résistèrent face aux troupes de Thiers. Elles fondèrent l'Union des femmes, section féminine de l'Internationale, dont l'objectif fut d'organiser le travail des femmes et de collecter des fonds pour acheter des canons. Elles se sont battues sur les barricades, elles furent massacrées ou jetées en prison et déportées. André Léo, dans le journal La Sociale attaque le gouvernement de Versailles mais aussi critique la Commune, pour son indiscipline et son antiféminisme: «Si la démocratie a été vaincue jusqu'ici, c'est parce que les démocrates n'ont jamais tenu compte des femmes. » Ces femmes réclament le droit à porter des armes, mais pas le droit de vote.

Après la lutte pour l'égalité des droits, appelée « première vague du féminisme », les militantes du mouvement social des années 1960 et 1970, ont provoqué « la deuxième vague », qui posait le problème en termes

¹⁹ Jeanne Deroin et Pauline Roland : voir le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, maitron.fr

²⁰ La commune, mémoire et horizons, Les utopiques n° 16, Éditions Syllepse, printemps 2021.

de liberté ou plutôt de libération. Elle a abouti à une redéfinition des rôles, du statut et de l'identité des femmes qui balaya, en partie, l'absence des femmes dans les institutions politiques traditionnelles. En France, la seconde vague féministe démarra lors des deux grandes campagnes pour la réforme des lois sur le mariage et la contraception, avec quelques changements apportés en 1965 à la loi sur le mariage, et pour l'abrogation des articles 3 et 4 des lois de 1920 et 1923, qui interdisaient la diffusion d'informations sur la contraception et les produits contraceptifs.

Depuis 1974, les gouvernements français comportent de manière intermittente unE ministre chargéE des Droits des femmes. De ministre de plein exercice à ministre déléguée ou secrétaire d'État, les « Droits des Femmes » sont passés par plusieurs portefeuilles, de la cohésion sociale à la famille. L'intitulé a varié au bon vouloir des gouvernements, de «la condition féminine» à «l'emploi féminin », en passant par les «droits des femmes», «la parité» ou encore «l'égalité entre les femmes et les hommes». 1974: création du secrétariat d'État à la Condition féminine par Valéry Giscard d'Estaing, attribué à Françoise Giroud, «chargée de promouvoir toutes mesures destinées à améliorer la condition féminine, à favoriser l'accès des femmes aux différents niveaux de responsabilité dans la société française et à éliminer les discriminations dont elles peuvent faire l'objet ». La secrétaire d'État est secondée par 22 collaboratrices régionales... bénévoles! 1976: Françoise Giroud considère sa mission terminée; le poste est remplacé par la Délégation nationale à la condition féminine, qui s'installe à Lyon, restant rattachée aux services du Premier ministre.

1978 à 1981: deux secrétariats d'État ont en charge, l'un l'Emploi féminin, l'autre la Condition féminine.

1981: le ministère délégué aux Droits de la femme est créé par François Mitterrand, concrétisant ainsi une promesse faite un mois auparavant, le 28 avril, lors d'un meeting organisé par le mouvement féministe Choisir. Il devient de plein exercice au sein du gouvernement Laurent Fabius, du 21 mai 1985 au 20 mars 1986, avec Yvette Roudy. C'est la première fois où les services centraux dédiés sont directement placés sous l'autorité de la titulaire du poste ministériel. Durant les années 1980, le ministère est l'un des moteurs du processus d'institutionnalisation du féminisme de la deuxième vague.

Entre 1988 et 2007, le portefeuille existe de façon intermittente, sous la forme de ministères délégués ou de secrétariats d'État, rattachés à un autre ministère. Le poste n'a été attribué qu'à des femmes, au nombre

2007-2012: rien sous Sarkozy

Entre 2012 et 2014, sous la présidence de François Hollande, Najat Vallaud-Belkacem est ministre des Droits des femmes, de plein exercice. Le 8 janvier 2013 est par ailleurs créé le Haut-Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes. Le 11 février 2016, dans le deuxième gouvernement Valls, Laurence Rossignol est nommée ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes, ce qui déclenche l'ire de plusieurs femmes politiques et d'associations féministes, en raison de la connotation sexiste de l'intitulé, qui renvoie les femmes dans la sphère domestique.

En 2017, sous la présidence d'Emmanuel Macron, Marlène Schiappa est nommée secrétaire d'État chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes sous la tutelle du Premier ministre Édouard Philippe. En 2020, elle est remplacée par Élisabeth Moreno, nommée ministre déléguée chargée de l'Égalité entre les femmes et les hommes, de la Diversité et de l'Égalité des chances sous la tutelle du Premier ministre Jean Castex.



« Patriarcat et capitalisme, une alliance criminelle».

RELATION ENTRE EXPLOITATION, DOMINATION ET OPPRESSION: «PATRIARCADO Y CAPITAL, ALIANZA CRIMINAL²¹»

L'exploitation génère un échange inégal de valeurs, la domination un échange inégal de pouvoir et l'oppression un échange inégal de reconnaissance. Cette différenciation nous permet de clarifier, en combinant l'analyse de classe et l'analyse de stratification, dans quel domaine se crée l'échange inégal quand il s'agit d'exploitation, de domination et d'oppression. D'un point de vue marxiste, il n'y a pas de domination ou d'oppression sans raison, mais bien pour assurer l'usufruit du produit social. Par conséquent, même si la lutte pour les droits politiques dans le cadre de la société dominée par la bourgeoisie a permis un progrès dans la lutte pour «l'égalité entre les femmes et les hommes », elle ne résout pas le problème fondamental de l'échange inégal. À la relation capitaliste patriarcale, s'ajoute tout le spectre intersectionnel.

Le féminisme d'État, s'est parfois associé avec assez d'efficacité aux exigences pour éradiquer la violence physique et sexuelle, ou même pour revendiguer des droits comme la dépénalisation de l'avortement ou la PMA. Mais en ne discutant pas de l'inégalité matérielle, il ne remet pas en cause le système. Il prône une égalité des droits qui n'a jamais été réalisée et suppose que les relations économiques finiront par s'ajuster efficacement selon la loi de l'offre et de la demande. Les analyses féministes sont riches et variées, les confrontations théoriques et politiques non résolues, et même en ébullition sur la question de savoir si l'oppression des femmes se construit indépendamment ou intrinsèquement de l'exploitation capitaliste. Mais nous pouvons au moins affirmer que le féminisme, pour être féministe, ne peut qu'avoir une perspective anticapitaliste. Contrairement à ce que disait Yvette Roudy il y a 36 ans, les femmes ont toujours « besoin de créer l'événement dans la rue »...

Nara Cladera

^{21 «} Patriarcat et capitalisme, une alliance criminelle », slogan scandé au Chili lors de l'importante mobilisation qui a débuté en octobre 2019.

DÉMOCRATIE ET PROCESSUS

Les abstentions lors des récentes élections disent combien le système dit de « démocratie représentative » rend insatisfait, pour ne pas dire amer. Or, comme tout grief, la critique même sévère ne conduit pas automatiquement à une solution alternative. On parle beaucoup d'aspiration à la démocratie et la multiplicité des expérimentations, depuis les entreprises mises en coopératives jusqu'aux villages en quête d'une démocratie locale alternative, signale une recherche active. Malheureusement, elles restent enfermées dans de petits cercles, où l'on est sûr de ne pas se laisser déposséder par des «représentant·es» qui sont hors de portée et deviennent indépendant-es des citoyens et citoyennes. En même temps, il faut penser que ces expérimentations locales ne sont pas statiques. Chaque avancée et chaque difficulté conduisent à vouloir dépasser des limites antérieures. Il ne s'agira donc pas ici d'une pétition de principe mais d'affronter le passage à l'acte.

Pierre Zarka a été secrétaire général de l'Union des étudiants communistes (UEC) de 1971 à 1973, avant d'être celui du Mouvement de la jeunesse communiste de France de 1979 à 1984. Directeur de L'Humanité, de 1994 à 2000, il quitte le PCF en 2009. Cofondateur de l'Observatoire du mouvement de la société (OMOS). il est un des animateurs de l'Association des communistes unitaires (ACU)*, membre d'Ensemble! Il participe au comité de rédaction de Cerises la coopérative**.

^{*} www.communistesunitaires.net

^{**} www.ceriseslacooperative.info



F. Sochard

e commencerai donc par une expérience concrète d'un village de 400 habitants et habitantes, Mancey, en Saône-et-Loire. Nous avons créé, il y a maintenant cinq ans, un Conseil d'habitants. Aujourd'hui, j'y reviendrai, il met en mouvement (de manière diversifiée et inégale) 200 habitant-es sur 330 personnes inscrites sur les listes électorales et 134 votes exprimés aux départementales. L'élargissement numérique des participants et participantes nous a fait passer de la notion de « Conseil » qui pouvait apparaître comme un lieu fermé à celle d'Assemblée où vient qui veut quand il ou elle veut. Une coordination entre deux séances est nécessaire. Mais nous sommes parti-es du principe que dès que l'on se struc-

ture, on est menacé d'un danger d'ossification. Donc, pas de «conseil des sages», une coordination renouvelée tous les ans par tiers et des animateurs, animatrices et secrétaire renouvelé·es à chaque séance. Il s'agit de donner la parole à tous et toutes, débattre et construire en liaison avec les élu·es des projets pour Mancey, dans l'intérêt commun, dire ce que l'on attend de la commune, être habitant·es et commune ensemble, plus fortes pour se faire entendre y compris au-delà du périmètre de la commune: communauté de communes, entreprises, département, région, État. Il s'agit aussi de consolider les liens entre les habitant·es et développer l'esprit d'entraide. C'est un exercice nouveau de la démocratie. Cette assemblée n'est ni une commission municipale limitée à une simple fonction de consultation ni une association de plus. Elle est indépendante de tout pouvoir institutionnel et exerce une activité délibérative. Elle se veut en dehors de toute appartenance et de tout clivage. Les élu·es y sont non seulement bienvenu·es mais sont des participant es actifs et actives comme tous les autres les habitant·es. Même si ce type d'initiative n'est pas reconnu par la loi, en tenant compte de ces réunions, ils et elles peuvent, dans leurs délibérations officielles, rendre légal ce qui ne l'est pas. L'Assemblée des Habitants a,

de fait, la prétention de devenir le vrai Conseil municipal. Ainsi, les habitantes ne sont plus à l'extérieur du lieu de décision mais y participent en précisant à chaque fois avec leurs élues ce que peut être l'action de notre village. C'est le moyen de souder encore davantage les habitant es entre eux-elles et avec leur commune.

<u>Du global au local</u>

Tous les participant·es ne mettent pas la même vision dans cet exercice. Cette initiative est partie, non pas d'abord d'un désir explicite d'une majorité d'habitant·es, mais d'une initiative politique à laquelle participaient une dizaine de personnes, qui faisaient le bilan du système représentatif pour en conclure que nous étions citoyen·nes le temps passé dans un isoloir pour désigner à qui nous voulons obéir ensuite. Si, j'y reviendrai, l'expérimentation locale est décisive pour rassembler et construire, la chronologie ne suit pas 1) l'agir et 2) le penser; même si l'agir permet d'approfondir le penser. Autant, il ne s'agit pas d'avoir la prétention de diriger, en jouant le rôle d'une avant-garde éclairée auprès d'ignorant·es,

Maincey, «village du futur »



Commune de Maincey]

autant il est décisif de servir de force d'impulsion et de proposition. Savoir proposer une initiative participe de la construction d'une démarche autogestionnaire. Cela suppose que certaines personnes aient en tête, non pas un programme achevé mais un cap, une orientation vers une conception et que cela dessine une intention qui serve de critères que l'on cherche à faire partager. Ensuite vient le passage à la réalité. Il est clair qu'entre celles et ceux (9 personnes) qui ont proposé cette initiative et tous les autres, tout le monde n'a ni la même vision ni la même attente. Il y a, je l'ai signalé, celles et ceux pour lesquel·les il s'agit d'une conception globale de la démocratie, celles et ceux pour lesquel·les il s'agit de prendre à bras-le-corps le devenir de leur village, celles et ceux pour lesquel·les il s'agit de transmettre leurs souhaits à la mairie. Mais comme nous le verrons, la réalité des vœux et des obstacles va conduire à une vision plus partagée de ce que doit devenir l'exercice concret de la démocratie. Nous avons commencé par partir du principe qu'ensemble nous allions explorer une méthode au fil des enjeux que nous définirions ensemble. De l'entretien de la voirie au refus des compteurs Linky, en passant par le rejet de la transformation de terres agricoles en hypermarché, nous avons à chaque fois été confronté·es: 1) à définir de quoi nous parlions; 2) à rechercher les formes les plus efficaces pour imposer ce que nous voulions. La revendication du droit au tâtonnement, à l'expérimentation, l'usage, dans ce cadre, du désaccord comme moyen de recherche, ont progressivement donné corps à cette démarche et ont soudé des gens qui parfois s'ignoraient depuis des décennies pour ne pas dire plus.

Tout cela a conduit à la fois à des conclusions positives et/mais aussi à un sentiment que le périmètre recouvert par les seul·es habitant·es du village pourrait être suffisant pour répondre à nos besoins. Et ce, d'autant que les réticences de l'ancienne municipalité ont été surmontées et ont débouché sur

une nouvelle équipe municipale. Chaque année, nous faisons notre bilan pour voir ce qui marche et ce qu'il est nécessaire d'améliorer ou de changer. Or aujourd'hui, nous arrivons à ce que j'appellerai un point dur.

LES BASES D'UN PROCESSUS

Alors que le nombre d'habitant·es est en croissance, la crainte de voir le village devenir un village-dortoir puis un village-cimetière, pour reprendre l'expression d'un habitant, avec le départ des jeunes qui n'y trouveraient rien pour eux, a conduit à considérer que le village avait besoin d'activités économiques, notamment artisanales, de lieux de rencontres, de pratiques culturelles, d'un lieu de ravitaillement circuit-court, d'assurer une transition énergétique avec le photovoltaïque, de permettre aux plus âgé·es d'éviter l'EPAHD. 200 personnes ont donc participé de manières variables à l'élaboration de plusieurs projets, dont le contenu ainsi que la démarche citoyenne ont valu à Mancey d'être désigné par la Région « village du futur ». Et là, de nouveaux problèmes surgissent, élargissant l'horizon des réflexions. L'État a ramené à rien les dotations qu'il versait il y a trente ans et la communauté de communes, qui a récupéré les principales compétences communales, refuse d'inscrire dans le Plan d'urbanisme intercommunal (PLUI) une partie des terrains destinés à réaliser des projets partagés, nous opposant une réglementation d'une rigidité telle que rien n'est possible. Quand on y regarde de près, on mesure qu'en fait, la communauté de commune n'a d'autres pouvoirs que de transmettre ce qu'un cabinet conseil privé envoyé par l'État a décidé. Ces cabinets ont un pouvoir exorbitant, pesant sur la communauté de communes, annulant «d'en haut» des demandes transmises par la mairie. Cet épisode dépassait les limites de nos débats antérieurs. Nous en sommes à parler de la politique publique et des responsabilités de l'État (quelles que soient les options politiques initiales des un·es et des autres).

Comme les habitant·es d'un grand nombre de villages ruraux, nous subissons une mise à l'écart des décisions qui nous concernent. Cette mise à l'écart des citoyens et citoyennes ne peut continuer. L'Assemblée des Habitants décide d'alerter les habitant∙es de tous les villages dans la même situation ainsi que leurs élu·es de proximité, dont le rôle se limite désormais à transmettre à leurs administré·es des décisions prises sans eux et elles et au-dessus d'eux et elles. Il y a urgence à alerter pour refuser cette atteinte à la vie démocratique. Il est temps que l'opinion publique se fasse entendre. Ce qui nous a conduits à organiser une conférence de presse, largement reprise et qui fait évènement. Au point que le sous-préfet fera, un mois après, le déplacement jusqu'à Mancey. Passer d'un bilan à une tentative de réflexion d'une portée plus large me paraît être un verrou de l'actualité. C'est le moment d'aborder la notion de processus: de s'appuyer sur ce qui mûrit et de commencer à investir le « pas encore là ». Interroger où ça bloque conduit très vite aux responsabilités de l'État: bureaucratie ou politique de pénurie? En tous cas, le blocage vient d'une autorité rigide. C'est ce qu'après débat, l'ensemble de l'Assemblée des Habitants a conclu. D'où la nécessité de ne pas rester seul·es face à ce défaut de démocratie et d'encourager d'autres communes confrontées aux mêmes enjeux à établir des formes d'activités citoyennes. On n'en est pas encore à la notion de système mais on ne veut déjà plus être un cas à part. Et donc, que faire si ce n'est d'alerter l'opinion publique? D'où le contenu de la conférence de presse dénonçant le pouvoir exorbitant pesant sur les communautés de communes, réduisant le rôle des élu·es de proximité à devenir le réceptacle du mécontentement des habitant·es. D'administrateurs, administratrices, ils et elles deviennent les fusibles de l'État. Cette conférence de presse a fait écho à d'autres initiatives dans d'autres communes et (involontairement) avec un thème du Congrès des maires de France (pourtant peu porté sur l'action révolutionnaire). Toujours est-il que le sous-préfet a réagi: 1) il se déplace dans un village de 400 personnes pour rencontrer deux heures durant une délégation non seulement d'élu-es mais d'une dizaine de participant-es au Conseil d'Habitant·es et annonce qu'il considère ce dernier comme un interlocuteur des représentants de l'État et qu'il propose qu'il s'associe aux services de la préfecture pour trouver des solutions. Si nous ne sommes pas crédules et ne savons pas encore sur quoi cela va déboucher, les habitant·es ne sont plus des quémandeurs mais se considèrent, sinon sur un pied d'égalité, du moins comme interlocuteurs et interlocutrices avec lesquels il faut compter. Ils et elles mesurent qu'un rapport de force (le terme n'est utilisé que par une minorité) s'ouvre sur un travail pour voir comment concrètement, par décret préfectoral conçu ensemble, on peut lever les blocages. Progressivement la dichotomie « concret local» et «politique» commence à s'estomper. Reste encore inabordé: où trouver l'argent? Mais en parlant de la pandémie, on commence à murmurer que les dividendes versés aux actionnaires du CAC 40 sont indécents. Dernier mot sur la notion de processus: en rencontrant des villageois·es d'autres communes tenté-es par notre expérience, nous nous sommes rendu·es compte que là où nous en étions avait tendance à leur faire penser que chez eux les conditions n'étaient pas mûres. Ils et elles oublient que nous avons mis cinq ans pour en arriver là. J'ouvre une parenthèse: d'une manière plus générale, j'ai tendance à penser que de ne pas explorer ce que processus veut dire conduit, au nom du réalisme, à en rabattre. Je ne suis pas sûr que cela ne concerne pas aussi le syndicalisme et la politique.

À LA CROISÉE DES CHEMINS

Revenons à notre objet. Bien sûr les différences liées aux attaches politiques de chacun·e continuent d'exister. On ne peut pas dire qu'elles ne transparaissent jamais dans

135 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



Manifestation pour les 150 ans de la Commune de Paris, mai 2021

les débats mais, outre qu'elles ne constituent pas un a priori de départ, la crise de la vie politique « aidant », la recherche de l'efficacité pour réussir à définir et à réaliser les projets fait que ces différences ne sont pas des barrières entre participant·es. Les principales crispations viennent d'habitant·es qui ne participent pas aux assemblées ni à leurs suites et considèrent que seul·es les élu·es sont en situation de gérer la commune et que l'Assemblée des Habitants asservit la mairie, ce à quoi le nouveau maire répond que c'est vrai et que c'est cela la démocratie. Nous n'en sommes pas encore à poser la question en termes de changement de société. Mais ce qui peut en faire partie prend un contour plus concret et, encore une fois, chaque pas en avant, chaque obstacle rencontré conduit à interroger l'espace que nous avons laissé sans réponse et que c'est cet espace qu'il faut chercher à définir et à combler.

Dommage qu'aucune force politique ayant pignon sur rue ne cherche à faire de cette quête un thème collectif, une manière de socialiser autour d'un agir politique tourné vers la définition collective d'un devenir. Encore une fois, il ne s'agit pas de proposer un programme conçu en dehors des intéressées (la notion d'offre politique tient davantage du registre de la consommation que de la citoyenneté) mais, en s'appuyant sur ce qui est exprimé à travers des comportements, interroger comment avancer vers des solutions et des actes qui transforment celles et ceux qui les font en force de « pouvoir-faire ».

Pierre Zarka

« Le problème ça allait être les militants » AU CŒUR DU LABORATOIRE GRENOBLOIS

Depuis 2009, Le Postillon*, journal autogéré et 100 % local, est un organe de presse «critique» qui concentre ses investigations sur la métropole grenobloise. Son fondateur, Vincent Peyret, a écrit un livre très documenté sur la municipalité rouge et verte menée par le maire de la métropole Éric Piolle. Le vide à moitié vert, aux Éditions Le monde à l'envers. L'union départementale Solidaires Isère s'est entretenue avec lui.

Propos recueillis pour Solidaires Isère par François Marchive, secrétaire de SUD PTT Isère-Savoie.

^{*} lepostillon.org



Le vide à moitié vert -La gauche rouge-verte au pouvoir: le cas de Grenoble, Le Postillon, Éditions Le monde à l'envers, 2021

Solidaires Isère La liste Piolle a suscité de réels espoirs dans le milieu militant grenoblois, pourquoi à ton avis?

Le Postillon Je ne sais pas s'il y a eu de «réels espoirs», je pense qu'avant tout il y avait un rejet de l'ancienne équipe municipale menée par Michel Destot [maire PS de Grenoble de 1995 à 2014 – NDLR], regroupant des socialistes et affilié·es. Au pouvoir depuis dix-neuf ans, elle menait fièrement des politiques libérales, technophiles et attractives en ressassant des discours creux où l'innovation technologique allait sauver le monde. La liste Piolle ne s'en démarquait pas franchement: d'ailleurs les Verts ou l'ADES (Association démocratie écologie solidarité) avaient cogéré la ville pendant deux mandats avec ces mêmes socialistes. S'ils ont refusé une alliance pour le dernier mandat, ce n'est pas à cause de

grandes différences programmatiques mais parce qu'ils et elles ne voulaient plus être des simples supplétifs du PS et devenir leaders de la majorité. Une fois dans l'opposition, ils et elles ont été, comme tout bon politicien et politicienne, assez malin en com pour se démarquer et prétendre représenter quelque chose de véritablement nouveau et rafraîchissant, d'où le relatif « réel espoir » dont tu parles.

Solidaires Isère On dirait qu'il y a deux Piolle, celui des déclarations courageuses sur les migrant·es, le passe vaccinal etc., et celui de la gestion quotidienne de la ville de Grenoble. Il est très fort en com ou sommes-nous très naïfs?

Le Postillon Un peu des deux je pense. Ce qui est sûr, c'est que l'image lui importe bien plus que la réalité. Sur les réseaux sociaux, il a ainsi pu prétendre être un «délinquant solidaire» à la tête d'une «ville-refuge», tout en demandant presque au même moment l'expulsion de camps de migrant-es sans solution de logement. Ce qui a marqué beaucoup de politiques menées, c'est cette obsession de la communication arrogante, sans aucune humilité ni doute. Obsédé par des enjeux nationaux, à savoir surtout sa campagne avortée pour la présidentielle, Piolle ne s'est guère préoccupé des réalités locales, à part quand elles pouvaient servir un de ses plans com. De façon générale, la politique nationale a beaucoup influé sur les comportements des élu·es grenoblois·es. Ceux de la France insoumise (ex-Parti de gauche) ont, par exemple, avalé pas mal de couleuvres, avec toutes les politiques d'austérité mises en place (suite à la baisse des dotations de l'État, suppression d'une centaine de postes et fermeture notamment de deux bibliothèques de quartier) parce qu'il fallait, avant tout, montrer qu'une alliance France insoumise-EELV fonctionnait, et ce dans la perspective de la campagne présidentielle de Mélenchon. Si on a tant parlé du « laboratoire grenoblois », ce n'est pas parce que la politique menée était fondamentalement différente que dans d'autres métropoles, mais à cause des échéances électorales nationales.

Solidaires Isère Les luttes des agents de la ville de Grenoble, en particulier des bibliothécaires, se sont multipliées lors des deux mandats pourquoi? Peux-tu nous parler du management à la mode Piolle et un peu de son comparse Meriaux « syndicaliste FSU » et inspecteur du travail.

Le Postillon Là encore, il y a un problème d'arrogance et de prétention. C'est étonnant à dire, mais beaucoup d'agents municipaux assurent avoir été mieux considéré·es sous le socialiste Destot et même sous l'ancien maire corrompu Alain Carignon [maire RPR de Grenoble de 1983 à 1995 – NDLR]. Par exemple dernièrement, il y a eu une union syndicale complète, de la CFDT à la CNT, contre le contrôle du passe sanitaire dans les bibliothèques. Ce n'était pas arrivé





Bibliothécaires en grève

depuis la privatisation de l'eau dans les années 1980! C'est d'ailleurs un cas d'école, parce que la responsabilité première du problème - l'imposition du passe sanitaire n'incombe pas à la mairie mais bien au gouvernement. Mais leur manière de gérer cette crise, sans aucune souplesse et avec des menaces de sanction, a braqué les agent-es mobilisé·es et entraîné un mouvement pugnace et radical. Pierre Meriaux, adjoint au personnel depuis 2020, est bien représentatif de cette intransigeance, nombre de salarié·es et syndicalistes ont été choqué·es par sa raideur. Son autoritarisme choque nombre de militant·es, qui l'ont côtoyé en tant que syndicaliste FSU ou inspecteur du travail. Pour lui, ce n'est pas contradictoire car il dit toujours agir pour que la loi soit

respectée. Alors il utilise la même hargne contre un patron voyou que contre des employé·es voulant désobéir face à une loi injuste. De façon générale, ces élus se considèrent comme représentants du Bien et considèrent tout ce qui les critique comme représentant le Mal. Même des habitant·es voulant sauver une bibliothèques ont été accusé·es d'être des conservateurs faisant le jeu de la droite et de l'extrême-droite.

Solidaires Isère La question du droit au logement semble aussi être un sujet de friction à Grenoble?

Le Postillon Effectivement, Droit au logement (DAL) notamment est très actif sur ces questions et se heurte souvent à la mairie. Sur ce sujet, l'équipe Piolle est a priori plus volontariste que l'ancienne municipalité socialiste, mais se braque souvent face aux actions des militant·es ne rentrant pas dans le cadre. L'année dernière, après l'occupation par le DAL d'un immeuble pour y loger une cinquantaine de personnes, la mairie a laissé couper les fluides (chauffage, eau, électricité) alors qu'on était en plein hiver, ceci entraînant une médiatisation nationale. Généralement, l'équipe Piolle se méfie beaucoup des militant·es, un des élus dissidents du premier mandat a raconté que pendant les premiers séminaires de

CRISE SANITAIRE, SOCIALE, ECOLOGIQUE IL Y A DES SOLUTIONS D'URGENCE **BREVETS PUBLICS SUR LES VACCINS** RENFORCEMENT MASSIF DES SERVICES PUBLICS dont la santé et l'éducation INTERDICTION DES LICENCIEMENTS dans les entreprises qui font des profits CONDITIONS SOCIALES ET ÉCOLOGIQUES des aides publiques aux entreprises SMIC À 1700 EUROS NET, +400 EUROS PAR MOIS pour toutes et tous dont les retraites et minimas sociaux 18-25 ANS : ACCÈS À TOUS LES MINIMAS SOCIAUX ABROGATION DE LA RÉFORME CHÔMAGE CONTRE LE CHÔMAGE : PARTAGE DU TRAVAIL avec 32h hebdomadaire de référence sans perte de salaire ni flexibilité

«team bulding», on leur avait expliqué que «le problème» ça allait être «les militants» car «ils ne comprennent rien à la politique et s'insurgent inutilement».

Solidaires Isère Que d'anciens syndicalistes, et pour une partie de SUD, mettent en place des politiques antisociales aux antipodes de leur engagement précédent m'a beaucoup posé questions, qu'en penses-tu? Dans ton livre, tu parles beaucoup de la cul-

ture du pouvoir, penses-tu que c'est cette culture qui permet à des élu-es de faire le contraire de ce qu'ils affichent comme conviction?

Le Postillon C'est effectivement un point central, Piolle ayant maintes fois ressassé, dans les médias, la thèse qu'il fallait que les écolos cessent d'être des éternels opposants et acquièrent la «culture du pouvoir». Mais pourquoi faire? La «culture du pouvoir» ne connaît pas de faiblesse, n'a pas

141 LES utopiques **19** SOLIDAIRES

d'humilité et ne veut pas renverser la table. La «culture du pouvoir » a pour but de bien gérer les budgets, faire des beaux coups de com et que le business prospère. La « culture du pouvoir » conduit surtout à vouloir rester au pouvoir, et qu'importent les compromissions. C'est notamment elle, et son fameux « sens des responsabilités », qui nous a conduits dans le mur écologique où l'on se précipite. Comment peut-on croire qu'elle permettra de prendre une direction raisonnable? Je pense qu'il faut détester cette culture du pouvoir, qu'il ne faut surtout pas vouloir être réélu. Ça me semble être une condition nécessaire pour prétendre réaliser des choses pertinentes. Sinon, la communication, les mensonges et compromissions prennent le dessus. Et puis, le pouvoir devrait être exercé par des personnes qui n'en ont surtout pas envie. Quelqu'un qui aime le pouvoir, je trouve ça forcément louche.

Solidaires Isère Avec les logiques « gestionnaires » à l'œuvre dans le cadre des métropoles y a-t-il un espace pour une politique municipale réellement de gauche?

Le Postillon Je ne sais pas ce que c'est des « politiques municipales réellement de gauche », en tous cas ce que j'observe c'est que la métropolisation est un obstacle majeur pour toutes les luttes d'émancipation. Elle éloigne sans cesse le pouvoir des simples habitant es et noie chaque décision dans les complexités kafkaïennes inhérentes à ce nouvel échelon technocratique.

Je pense que la première chose à faire, c'est de militer pour un processus exactement inverse à la métropolisation, c'est-à-dire une relocalisation du pouvoir dans les communes, et même dans les quartiers pour les grandes villes comme Grenoble.

Solidaires Isère Comment expliques-tu l'espoir chez les militantes de gauche en France que suscite la gestion municipale grenobloise?

Le Postillon Cet espoir est avant tout savamment entretenu par la force de communication de la bande à Piolle. Pendant longtemps, j'ai désespéré des médias nationaux « de gauche» qui ne faisaient que brosser la mairie grenobloise dans le sens du Piolle, sans jamais laisser transparaître le moindre élément critique. D'où l'impression de schizophrénie d'habitant·es grenoblois·es, devant l'écart abyssal entre la réalité vécue dans leur ville et l'a priori très positif que peuvent avoir certain·es de leurs «camarades» dans d'autres villes de France. Dernièrement, suite à l'échec de Piolle à la primaire des Verts pour la présidentielle, le beau tableau se fissure un peu, laissant apparaître le creux du discours du maire de Grenoble. Un article du Monde diplomatique de décembre 2021 reprend beaucoup d'éléments présents dans mon bouquin. C'est important que le plus grand nombre se rende compte qu'il ne peut y avoir aucun espoir dans le chemin tracé par Piolle. Pour un futur désirable, il faut chercher d'autres voies.

■ Vincent Peyret; propos recueillis par François Marchive

État espagnol LES SYNDICALISTES, ET LES MAIRIES DU « CHANGEMENT* »

Depuis un peu plus d'un an maintenant, *Podemos* est associé au PSOE* pour gouverner l'État espagnol. *Podemos* a plusieurs ministres dont celui du Travail et de l'Économie sociale. Depuis 2015, des forces de gauche dites alternatives gèrent des villes importantes, notamment en Catalogne. Qu'en disent nos camarades syndicalistes? Éléments de réponse d'un camarade de la *Confederación General del Trabajo de Catalunya* (CGT Catalogne).

* Dans la version originale en catalan, il y a un jeu de mots que nous n'avons pas su transmettre en français. Le titre parlait des mairies du «recanvi». En catalan, canvi signifie «changement», en l'occurrence, cela s'appliquait aux organisations politiques gérant ces municipalités depuis la mort de Franco, à savoir le PSOE et le PP; le «recanvi» étant les forces comme Podemos. Mais recanvi peut aussi être compris comme «roue de secours», «habit de rechange».

José Villaverde Garcia est membre du syndicat de l'Administration publique de Barcelone.

^{**} Partido Socialista Obrero Español (Parti socialiste ouvrier espagnol).



Manifestation à Cadix, contre la répression qui a suivi la grève, en janvier 2022

1 Les pactes de la Moncloa, en octobre 1977, sont un des éléments déterminants du processus dit de «transition» dans l'État espagnol après la mort du dictateur Franco, qui permit aux forces réactionnaires de garder une place prépondérante dans un système désormais ouvert aux partis politiques et organi-sations syndicales acceptant une telle «démocratie». Le Parti popular (Parti populaire, PP), le PSOE, le Partido Comunista de España (Parti communiste d'Espagne, PCE) pour les organisations politiques, les Comisiones Obreras (Commissions ouvrières, CCOO) et l'Unión General de Trabajadores (Union générale des travailleurs, UGT) pour les confédérations syndicales, le patronat et le gouvernement en sont signataires. Voir par exemple: Tout le pouvoir à l'assemblée. Une histoire du mouvement ouvrier espagnol pendant la transition (1970-1979), Arnaud Dolidier, Éditions Syllepse, 2021.

2 15M: 15 mai (2011) est le début d'un mouvement qui rassembla des centaines de milliers de personnes avec des occupations de places publiques dans tout l'État espagnol (puis au-delà), le mouvement des Indignados. es syndicats alternatifs sont actuellement présents sur tout le territoire et dans tous les types d'entreprises. En termes d'effectifs, ils sont probablement au plus haut depuis la rupture sociale que les pactes de la Moncloa¹ ont signifié dans le cadre de la «transition» vers la démocratie. Il convient de noter que cette «transition» s'est payée d'un coût social élevé, avec des personnes emprisonnées, des syndicalistes persécutées et une longue liste de discrédits de toutes sortes pendant toutes ces années. Aujourd'hui, globalement, le paysage syndical alternatif se porte bien.

L'ÉMERGENCE INSTITUTIONNELLE DE LA GAUCHE « ALTERNATIVE »

Pour ce qui est des mouvements politiques des partis, nous sommes dans un scénario où ceux qui avaient gouverné le pays (PP et PSOE au niveau de l'État espagnol) ne peuvent plus avoir les majorités absolues dont ils avaient bénéficié lors des élections précédentes. En effet, *Podemos*, parti né du 15M², est actuellement au pouvoir avec le PSOE. Pour ce qui est de la Catalogne, nous nous trouvons dans une situation où, pour différentes raisons, le parti historique au pou-



Annel unitaire de syndicats « alternatifs » de Catalogne, pour une vraie abrogation de la loi Travail, janvier 2022

voir a dû se reconfigurer (CiU3, actuellement JxCat4) et où les partis de gauche alternatifs, liés à Podemos et aux Candidatura d'Unitat Popular (CUP), sont devenus des acteurs incontournables, pour la prise de mairies dans les villes importantes du territoire, ou pour des accords unitaires fixant les politiques mises en œuvre à cette échelle.

Ce changement de paradigme fait que les partis de gauche alternatifs jouent désormais un rôle en termes de prises de décision affectant la vie quotidienne des gens. Mais ce changement ne nous a pas seulement touchés en tant que citoyens et citoyennes, il a également concerné les maires; sous l'égide de leurs partis, ils sont les premiers responsables des relations de travail des travailleuses et travailleurs des administrations publiques. On les retrouve donc aux tables de négociation en tant qu'employeurs et employeuses. Nous nous trouvons dans une lutte double: d'une part vis-à-vis de la politique menée par ces entités publiques, d'autre part sur nos lieux de travail à travers les conséquences concrètes de ces politiques. Les syndicats parti prenants de la « démocratie » issue de la « transition » veulent conserver leur statut de médiateurs sociaux, dans l'idée de garantir une paix sociale, tout en conservant les privilèges basés sur les moyens syndicaux en temps et les subventions directes ou indirectes qui permettent l'embauche de permanent es à leur service. Ceci ne va pas sans réaction des travailleurs et travailleuses.

L'EXEMPLE RÉCENT DE LA GRÈVE DE CADIX

Dans la province de Cadix, les chiffres du chômage sont les plus élevés de toute l'Espagne. Le port est un des plus importants de l'État espagnol. Beaucoup de personnes qui ont du travail vivent directement ou indirectement de ce port et sont régies par la convention collective de la métallurgie. Celle-ci devait être renouvelée, mais sans aucune augmentation de salaire, sachant que le coût de la vie a augmenté de 6,7 % cette année, l'une des valeurs les plus élevées de l'histoire. Après des journées de grève et de confrontation entre les piquets et la police, les trois acteurs mentionnés avaient convenu d'une augmentation de 2%, pour seulement une partie du personnel, excluant notamment tout le personnel des nombreuses entreprises de soustraitance. La CGT, qui avait participé au lancement de la grève, a appelé à poursuivre, refusant d'entériner l'appauvrissement de la classe ouvrière de la province. Les acteurs dont nous parlons plus haut, avec l'aide de la presse, ont commencé une campagne de dénigrement visant à démobiliser les travailleurs et travailleuses qui souhaitaient continuer la grève. Le conflit a pris fin lorsqu'il a été obtenu que les mêmes conditions soient appliquées aux travailleurs et travailleuses d'une entreprise du groupe Dragados, Dragados Offshire, sous-traitant de Control y montajes industriales cymi SA, où il y avait une forte présence syndicale de la CGT. Quelques jours après ces manifestations, la police a arrêté des camarades de tout le secteur pour effrayer et empêcher de futures protestations.

DANS LA FONCTION PUBLIQUE

L'entreprise privée n'est pas le seul endroit où nous avons des conflits. Cela se produit également dans tout le secteur public, où l'administration agit directement en tant qu'employeur. Les syndicats majoritaires, comme évoqué précédemment, disposent toujours de privilèges liés à leur rôle de «pacificateurs » de la classe ouvrière. Par exemple, dans le cadre de la loi de stabilisation des personnels du public, ces syndicats acceptent que les non-titulaires passent par un processus de sélection où les années déjà travaillées pour l'administration comptent très peu. Tout cela avec un taux de personnel contractuel dans l'administration s'élevant à 29,9%, et même plus de 40% dans certaines d'entre elles. Beaucoup de ces personnes occupent le même poste, en tant qu'intérimaires, depuis plus de trois ans, ce qui, si on se réfère aux textes de l'Union européenne est illégal. Au lieu de transposer et appliquer cette directive, l'État, de connivence avec les syndicats majoritaires, a fait passer une loi réglementant les contrats précaires conformément aux dispositions acceptées par ces derniers,

³ Convergència i Unió (Convergences et union), fédération de deux partis politiques, centristes et catalanistes : Convergence démocratique de Catalogne (CDC) et l'Union démocratique de Catalogne (UDC).

⁴ Junts per Catalunya (Ensemble pour la Catalogne).

EN 2016, UN COMMUNIQUÉ DU RÉSEAU SYNDICAL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ ET DE LUTTES

À propos de grèves dans de deux communes alors gérées par la « gauche alternative »

Barcelone, Saragosse: nous sommes aux côtés des travailleurs et des travailleuses. Les pouvoirs publics municipaux, régionaux et de l'État espagnol sont du côté des patrons! À Barcelone, la municipalité s'attaque au droit de grève. Alors que les travailleurs et les travailleuses des Bus et Métro de Barcelone, avec leur comité de grève avaient décidé d'agir collectivement, la municipalité s'est rangée du côté des patrons : la mairie a fait pression sur les grévistes et imposé un scandaleux service minimum antigrève! Au-delà de l'attaque contre cette grève et les grévistes, ces procédés révèlent un antisyndicalisme, une nouvelle offensive envers le droit de grève. D'ailleurs, les patrons espagnols ont tout de suite renchéri, s'appuyant sur l'attitude de la municipalité de Barcelone pour demander encore plus de restrictions aux libertés syndicales. À Saragosse, les travailleurs et les travailleuses des autobus (AUZSA) sont en grève depuis des semaines; et depuis des semaines, la municipalité de Saragosse refuse de satisfaire les revendications de grévistes. L'entreprise publique de transport urbain, non seulement utilise pleinement les possibilités offertes aux patrons par les lois qui détruisent les droits des travailleurs et des travailleuses, mais elle n'applique même pas les accords qu'elle a elle-même signés. C'est ainsi que, par exemple, les salaires de 2016 sont ceux de 2012! Bien d'autres motifs expliquent le mouvement de grève qui dure maintenant depuis des semaines. À Barcelone comme à Saragosse, celles et ceux qui gèrent les institutions municipales en refusant de rompre avec le système en place font le choix de l'accompagner et de s'opposer aux luttes que les travailleurs et les travailleuses mènent. À Barcelone comme à Saragosse, les organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes soutiennent les grévistes des transports publics; c'est bien l'action directe des travailleurs et des travailleuses qui permet des avancées sociales.



Manifestation unitaire de syndicats «alternatifs», de l'Administration publique, à Barcelone en 2021

entraînant les gens vers un concours qui ne leur donne aucune garantie de place. Voilà qui représente sûrement le plus grand plan de licenciement dissimulé de l'histoire dans l'État.

EN CATALOGNE

À partir d'exemples concrets au niveau sectoriel et même au niveau régional, on peut voir comment le quotidien de gouvernements soi-disant progressistes est devenu une autre façon d'imposer une régression aux droits des travailleurs travailleuses. Mais ils ont aussi profité de ces conflits pour vendre leur image, par la presse, à travers des informations mensongères où des demi-vérités étaient dites. Nous n'attendions pas grand-chose de la grande promesse faite à la classe ouvrière par ce gouvernement de coalition (PSOE et Podemos), à propos de l'abrogation de la «réforme» du travail du précédent gouvernement de droite. Cette abrogation s'est soldée par une

«réforme» du travail décaféinée, qui n'abroge aucun des aspects les plus dommageables des précédentes. Certes, le « contrat de travail et de service», en vertu duquel de nombreuses entreprises embauchaient pour avoir du personnel temporaire, est supprimé. Mais tous les autres aspects sont consolidés en accord avec les syndicats majoritaires, pour continuer à maintenir le statu quo. Tout cela n'empêchera nullement les entreprises d'embaucher du personnel temporaire, avec d'autres types de contrat, et rien n'est changé vis-à-vis des licenciements de personnes en contrats à durée indéterminée non fonctionnaires: aucune mesure pour rendre les licenciements abusifs réellement dissuasifs pour les patrons. Ainsi, à aucun moment nous n'avons trouvé de changement pertinent dans les politiques de ces gouvernements «du changement» par rapport aux gouvernements conservateurs. On peut se dire que les politiques au niveau de l'État sont fortement influencées par le

pouvoir des grandes multinationales et la dette extérieure brutale du gouvernement de l'État, qui dépasse déjà 100% du PIB... et donc qu'au niveau municipal, discours et idéologie de ces partis « alternatifs » soient plus cohérents; d'autant qu'une partie de leur électorat et de leurs membres s'inscrit dans un syndicalisme militant et de classe. Mais, encore une fois, la réalité est tout autre. Depuis juin 2015, la mairie de Barcelone est dirigée par Ada Colau, qui fut très active dans les mouvements en faveur d'un logement décent dans cette même ville. La maire de Barcelone est membre de Barcelona en comú (Barcelone en commun), formation issue de la coalition de plusieurs partis de gauche, dont Podemos, Iniciativa per Catalunya verds -Esquerra Unida i Alternativa (Initiative pour la Catalogne Verts - Gauche Unie et Alternative). On pourrait en attendre un engagement

ferme envers le féminisme et la défense de la classe ouvrière. La pratique montre un gouvernement dont les intérêts majoritaires priment sur toute autre considération.

Un exemple au sein de l'entreprise municipale des parcs et jardins, dédiée à l'entretien de tous les espaces verts de la ville de Barcelone. La section syndicale y détecta un cas grave de harcèlement sexuel. Au lieu de répondre au problème signalé, l'affaire finit par dériver sur un harcèlement syndical envers des camarades. Fait aggravant, le harceleur, membre des Comisones Obreras, fut promu. Pourtant, la responsable de prévention spécialisée dans les violences basées sur le genre, est la tête de liste de la CUP à la mairie. Autre exemple concernant la mairie de Barcelone: des négociations se sont récemment terminées par un accord qui concerne tout le personnel; mais sans

> Manifestation à Barcelone, lors des grèves dans les transports en 2016



포

que cela n'amène de changement significatif pour la plupart. Les seuls groupes qui en ont bénéficié ont été les corps des pompiers et des policiers, corps qui avaient déjà de meilleures conditions que d'autres, notamment les plus féminisés, et donc les plus précaires. Voilà qui en dit long sur la ligne politique concrète de cette mairie. Parmi les autres groupes politiques de la gauche alternative, nous avons parlé précédemment des CUP, formation politique catalane de gauche indépendantiste, très militante et présente dans les espaces sociaux les plus combatifs de tout le territoire; ces groupes se présentent comme une véritable alternative aux autres formations de gauche. Ils ont gagné la mairie d'une seule capitale régionale, Berga. Un exemple, venant d'une organisation où la désobéissance civile qu'ils prêchent devrait être la norme? Encore une fois, il n'en est rien. Lorsque la section syndicale réclame la titularisation de tous les précaires, comme prévu par l'Union européenne et à l'encontre du décret approuvé le gouvernement central, la mairie adopte une position conservatrice d'attente. Certes, moins mauvais que celle envisagée initialement: elle envisageait de commencer par licencier tout le personnel concerné avant d'appliquer d'éventuelles améliorations...

Les exemples cités montrent qu'une fois arrivés au pouvoir les partis alternatifs et de gauche « oublient » ce qui devrait théoriquement être leur ADN et leur raison d'être tombe: ils finissent par agir comme n'importe quel autre parti social-démocrate. De plus, ils utilisent des syndicats qui s'en accommodent comme outil de pacification, en servant les intérêts des patrons et en utilisant les médias. Loin d'être un acteur révolutionnaire, ils finissent par devenir des acteurs du statu quo.

José Villaverde Garcia

Brésil: la CUT ET LE GOUVERNEMENT LULA

Au pouvoir au Brésil depuis 2003, le Parti des travailleurs (PT) aurait tenté, dit-on, d'harmoniser les intérêts de la «société civile» et du patronat, dans l'optique de combiner la lutte contre les inégalités sociales à la croissance économique. D'un côté, il oscilla entre une réforme agraire timide, la création de certains programmes de soutien aux plus démuni·es et des gestes mitigés en faveur des demandes syndicales. De l'autre, il reprit des pans importants de l'agenda néolibéral instauré par son prédécesseur, l'ex-président Fernando Henrique Cardoso. Constitué autour d'une volonté indéniable de s'appuver sur l'entreprise privée et la flexibilisation du travail afin de stimuler l'économie du pays, le Brésil du PT en a surpris plusieurs. L'obéissance aux règles dictées par les institutions financières internationales, à commencer par le Fonds monétaire international, a conduit certains observateurs à qualifier le président Luiz Inacio «Lula» Da Silva et son bilan gouvernemental de « social-libéralisme »*.

Étienne David-Bellemare, qui fut président du Syndicat des Étudiants et Étudiantes syndiqué·es de l'université du Québec à Chicoutimi (SEEE-UQAC), a écrit cet article en 2012. Une première version, légèrement plus longue que celle figurant ici, a paru dans le n° 9 de la *Revue internationale Solidaires* consacrée au Brésil, sous le titre « Le syndicalisme brésilien, la CUT et le gouvernement Lula: bilan d'une dynamique de confrontation, d'opposition et de conciliation ».

^{*} Ricardo Antunes, «Les luttes sociales dans la sphère du travail au Brésil, quelques défis passés et présents », Actuel Marx, nº 42, 2007.



Revue inter. Solidaires

■e mouvement syndical brésilien, qui a été l'un des éléments moteurs dans l'accession au pouvoir de Lula (ancien syndicaliste chez les métallurgistes), a passé par différentes étapes de crises et de remises en question. Les dissensions ont entraîné la création de nouvelles organisations syndicales, constituées entre autres de militant es ayant retiré leur appui au PT en cours de route. Qui plus est, face aux politiques économiques du gouvernement et en regard des espoirs déçus, d'importantes résistances sociales ont vu le jour.

Le syndicalisme brésilien serait-il à la croisée des chemins? Nous tenterons d'élucider cette question à partir de quatre grandes considérations. Premièrement, il s'avère nécessaire de comprendre l'histoire sociale du Brésil afin de mettre en perspective les éléments de convergences et de divergences qui traversent les débats au sein du mouvement syndical. Deuxièmement, les transformations économiques qui affectent le pays depuis les vingt dernières années constituent des données essentielles à l'analyse des changements concernant les orientations idéologiques des organisations syndicales. Troisièmement, les différents régimes politiques qui se sont succédé au Brésil, en particulier lorsqu'il fut question de la dictature militaire, ont eu des effets considérables sur le développement du militantisme syndical. Les militant-e-s se trouvèrent dans une situation qui les força à adopter des stratégies d'organisation et de mobilisation en correspondance avec les limites et les possibilités qu'offraient les diverses conjonctures. Enfin, nous verrons que l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs a participé à la redéfinition des relations entre le mouve-



ment syndical et l'État. C'est à travers ces différents éléments que nous tenterons de dresser un bilan du syndicalisme brésilien et de la présidence de Lula.

SURVOL DES ORIGINES HISTORIQUES

DU SYNDICALISME BRÉSILIEN (1906-1988)

Afin d'appréhender certains enjeux fondamentaux qui animent le mouvement syndical au Brésil, il est nécessaire de garder à l'esprit l'héritage historique dont il est toujours porteur. Tout comme pour l'Uruguay et l'Argentine, l'anarcho-syndicalisme a été, dès le début du XXe siècle, un courant politique dominant chez les travailleurs et travailleuses organisé·es du Brésil. En 1906, la naissance du Congrès ouvrier brésilien (COB), dont les orientations révolutionnaires et les structures fédératives étaient directement inspirées de la Confédération générale du travail de France, va constituer la première centrale de tendance anarchosyndicaliste. À son apogée, l'anarcho-syndicalisme regroupe plusieurs organisations dont la puissante Fédération des ouvriers de Sao Paulo (FOSP): celle-ci constitue le fer de lance de la grève générale qui paralysa d'importants secteurs industriels en 1917. Le mouvement syndical d'obédience anarchiste continue d'être très actif jusqu'au début des années 1920, pour se voir ensuite contesté et concurrencé par l'émergence du Parti communiste brésilien (PCB) en 1922.

Le déclin d'un syndicalisme radical culmine en 1930 avec l'arrivée au pouvoir de Getulio Vargas et de son «projet bourgeois nationaliste (...), dont la politique sociale est axée sur la cooptation de la classe ouvrière et sa subordination aux intérêts du capital et de l'État »¹.

L'ère Getulio Vargas, communément appelée «Gétulisme» ou «Varguisme», marque le développement d'un modèle corporatiste dont la principale caractéristique est l'encadrement des relations de travail par l'État. Dans la foulée de l'industrialisation du Brésil et devant les pressions exercées par le mouvement syndical depuis des dizaines d'années, un important virage s'opère. À ce moment, Getulio Vargas juge nécessaire d'adopter une approche de réconciliation des conflits entre les classes pour construire un État moderne. Sous son premier règne (1930-1945), il commence par répondre à une série de demandes des travailleurs et travailleuses (exemple : congés payés, journée de huit heures et salaire minimum). Durant cette période, le gouvernement adopte également une série de lois visant à définir les prérogatives et les champs de compétence du mouvement syndical et de l'État. En premier lieu, il accorde une reconnaissance légale aux syndicats et reconnaît le principe de l'unicité syndicale (le pouvoir de représenter tous les travailleurs euses d'une catégorie socioprofessionnelle sur un

territoire donné, sans égards à l'entreprise où ils et elles travaillent). Dans un deuxième temps, il implante les cotisations syndicales obligatoires pour tous les travailleurs et travailleuses membres ou non d'un syndicat et le droit pour les syndicats de financer des œuvres sociales (santé, éducation, loisir). Troisièmement, il reconnaît le droit de grève auquel il greffe l'obligation de négocier une convention collective avec les organisations patronales. Enfin, il autorise l'intervention directe de l'État dans les syndicats (capacité de remplacer des dirigeants, de geler les fonds issus de l'impôt syndical ou de retirer une accréditation syndicale)².

Ce grand projet de réformes demeura toutefois muet quant à la possibilité d'implanter des syndicats sur les lieux de travail. Cette dimension locale de l'action syndicale, qui ne constitue pas à ce moment un enjeu significatif, sera éventuellement déterminante et contribuera à la remise en question du modèle syndical corporatiste. Sous cette première présidence de Getulio Vargas, les syndicats dans la fonction publique sont formellement interdits. En effet, «les travailleurs du secteur public ont, au maximum, le droit de créer des associations de type récréatif, mutualiste ou culturel. Et c'est précisément au sein de ces associations, en grande partie créées dans les années 60 et 70, que les fonctionnaires ont lentement et patiemment construit leurs luttes et leurs organisations de classe »3. Ces deux derniers volets du syndicalisme brésilien sont importants puisqu'ils seront associés de près, comme nous le verrons plus loin, à la construction de la Centrale unique des travailleurs (CUT). Le coup d'État de 1947, et la répression qui s'ensuivit envers les dirigeants syndicaux issus du Parti communiste brésilien, entraîna une transformation majeure et certainement inattendue du côté des nouvelles autorités politiques. En raison des contraintes liées à la dictature militaire fraîchement instaurée, la frange la plus radicale du mouvement syndical, associée au PCB ou autonome, décida de prioriser un nouvel espace militant: le lieu de travail. Malgré l'élection au suffrage universel de Getulio Vargas en 1950 et sa plus grande ouverture aux libertés d'association, le syndicalisme en entreprise et en usine ne sera toujours pas reconnu par l'État. En dépit de cet obstacle, ce nouveau type de syndicalisme est le moteur d'une mobilisation d'envergure en 1953, qui culmine avec le déclenchement d'une grève générale.

Cette culture syndicale axée sur le niveau local, préfigure des changements décisifs qui bouleverseront l'ancien modèle corporatiste. L'éloignement de la base ouvrière, qui caractérise une pratique syndicale représentative et bureaucratique, cède le pas à un « mouvement d'action collective, lancé en 1962 par les «commissions de fabrique» ou commissions d'usine, réprimé en 1968, [qui] se substituait à une structure syndicale défaillante⁴ ». Ce « nouveau syndicalisme » dit «authentique» prend son essor dans les années 1970 et se démarque du même coup sur le plan des modes d'action qu'il préconise. Dans l'esprit de revendiquer leur présence sur les lieux de travail, les commissions d'usine vont dorénavant opter pour des tactiques de lutte où s'entremêlent, entre autres, les assemblées à l'intérieur de l'entreprise, les occupations d'usines ou les grèves «bras croisés» devant les machines.

¹ Ricardo Antunes, loc.cit.

² Idem.

³ Mauricio Sarda de Faria, «Brésil: le nouveau syndicalisme dans le secteur public», La question sociale n° 1, 2004.

⁴ Robert Cabanes, «Le syndicalisme entre corporatisme, clientélisme, paternalisme et mondialisation», Tiers-Monde, tome 43, n° 171, 2002.

Qui plus est, afin d'obtenir le soutien de la communauté rapprochée, le « syndicalisme authentique» s'appuiera sur la mobilisation populaire dans les mouvements sociaux de quartier5.

De 1964 à 1985, la longue dictature militaire qui contrôla la société brésilienne renforce la tendance autonomiste enracinée sur les lieux de travail. Ce virage dans le syndicalisme brésilien se cristallise en 1983 par la fondation de la CUT, une nouvelle centrale « qui s'inspire dès ses débuts d'un syndicalisme de classe, autonome et indépendant de l'État »6. La fin du régime autoritaire et l'élection d'un gouvernement démocratique en 1985 donnent lieu à l'élaboration d'un projet de refondation qui culmine avec l'adoption d'une nouvelle Constitution en 1988. Celle-ci modifie des pans importants du système de relations de travail, mais ne va pas jusqu'à remettre en question son cadre général ancré dans l'héritage corporatiste. D'un côté, des principes fondamentaux sont conservés tels que l'unicité syndicale, le pouvoir pour l'État d'expulser et de nommer des dirigeants syndicaux ou le régime de cotisations syndicales obligatoires. De l'autre, le gouvernement accorde une certaine indépendance au mouvement syndical en permettant la création de plusieurs centrales nationales et autorise les fonctionnaires à s'organiser légalement en syndicats. En définitive, « on peut dire que la réforme donne une nouvelle vie à la structure syndicale et cela en deux sens: elle survit à la fin de la dictature militaire mais elle prend un nouveau visage »7.

Pour conclure sur cette période historique et soulever d'éventuels questionnements en lien avec nos travaux précédents, il faut souligner les similitudes qui marquent les trajectoires du syndicalisme au XXe siècle dans les deux autres pays qui nous ont intéressés, soit l'Uruguay et l'Argentine. Bien qu'il y ait plusieurs éléments spécifiques à ces deux autres cas, nous constatons que l'implantation des modèles syndicaux encadrés par l'État constitue un point de basculement des relations de travail dans cette région de l'Amérique du Sud. En effet, les élites politiques et économiques ont eu recours à des procédés similaires afin de satisfaire certaines demandes populaires, tout en limitant les actions de la classe ouvrière dans un cadre syndical rigide et contraignant. On peut penser que les négociations entre l'État, le patronat et le mouvement syndical donnèrent lieu à l'établissement des régimes corporatistes de relations de travail dans lesquels chacun allait trouver son compte. Ou encore que la création d'un État moderne n'aurait pu voir le jour sans une grande alliance nationale. Cette question demeure ouverte. Quoi qu'il en soit, il faut surtout retenir que les tensions entre la participation aux institutions, la collaboration avec l'État et l'autonomie sont au cœur des réflexions politiques et stratégiques qui, comme nous le verrons dans les sections suivantes, animent constamment le mouvement syndical brésilien.

LE DÉVELOPPEMENT DE LA CUT (1983-2003)

Née dans la foulée des agitations sociales des années 1960 et 1970, la CUT parvient à rassembler les secteurs les plus mobilisés du mouvement syndical brésilien lors de sa fondation en 1983. Toujours sous l'emprise d'une dictature militaire qui limite sa capacité d'action, elle sera néanmoins à l'avant-

5 Idem.

6 Ricardo Antunes, loc.cit

7 Armando Boito Jr., « Politique néolibérale et syndicalisme au

8 Ibid., p. 61.

plan des luttes populaires en s'opposant fermement au régime en place. Dans cet esprit, «durant les années 1980, la CUT a organisé quatre grandes grèves générales de protestation contre la politique économique des gouvernements du général Figueiredo et de José Sarney [premier président suite à la restauration démocratique en 1985] (...). La première réunit trois millions de participants, la quatrième, vingt millions »8. Dès lors, la présence de la CUT sur la scène syndicale et politique est incontournable. Elle représente ce nouveau «syndicalisme authentique» qui veut rompre avec le passé corporatiste en incarnant la démocratisation des structures syndicales, l'autonomie locale, l'indépendance envers l'État et l'alliance avec les mouvements sociaux. Le discours qu'elle promeut ne cache pas ses références aux grands changements sociaux, voire au socialisme, même si ses positions de principe ne correspondent pas nécessairement au discours et aux actions pragmatiques de ses membres. Bien que la principale centrale brésilienne soit alors effectivement traversée par

des courants politiques d'extrême-gauche (trotskystes, socialistes, communistes), elle est largement portée par une idéologie social-démocrate et dans une moindre mesure, par des courants émancipateurs inspirés de la théologie de la libération. À la fin des années 1980, la CUT détient à elle seule davantage de membres que l'ensemble des autres centrales au niveau national en regroupant 89% des employé es du secteur public, 51% des travailleurs et travailleuses au sein des entreprises nationales et 56% dans les multinationales.

Parallèlement à ces activités syndicales, la CUT participera activement à la campagne électorale du PT lors des élections de 1989. Ce n'est pas surprenant puisque le candidat du PT à la présidence du Brésil, Luiz Inacio «Lula» Da Silva, était depuis longtemps une figure de proue du mouvement syndical. Celui-ci sera défait de peu au second tour avec 47 % d'appui alors que son adversaire du Parti pour la reconstruction nationale, Fernando Collor, obtiendra 53%. Néanmoins, cette percée historique d'un

Lula, syndicaliste de la CUT



parti de gauche issu du mouvement ouvrier façonnera autant le comportement de la CUT que celui du PT dans les années 1990. En effet, à la jonction de ces activités politiques et syndicales naîtra une nouvelle approche, qui se concrétisera dans les années 1990 par le passage d'un «syndicalisme d'opposition » à un « syndicalisme de proposition ». Pour la CUT, il faut désormais mettre en avant des solutions aux problèmes sociaux et économiques que vit le pays, afin d'influencer la conduite des affaires gouvernementales. Ainsi, les excellents résultats électoraux de Lula semblent influencer le mouvement syndical, qui se pose dorénavant en acteur crédible qui propose des alternatives viables. La crise économique et la désindustrialisation que vit le Brésil durant les années 1990 expliquent également les changements d'orientations stratégiques au sein de la CUT. Alors qu'il «(...) y avait dans l'ABC Pauliste (les villes industrielles autour de la ville de Sao Paulo), à la fin des années 1980, approximativement 220 000 métallurgistes, ce chiffre a diminué autour de 110 000 à la fin des années 19909 ». Le même genre de phénomène se produisit dans le secteur bancaire à travers l'automatisation des transactions, l'introduction des nouvelles technologies et la restructuration organisationnelle des établissements (notamment les programmes de qualité et les primes au rendement). Ainsi, «le nombre d'employé-e-s des banques passa approximativement de 800 000 à la fin des années 1980 à 410 000 au

tournant de l'an 2000 »10. Considérant que les syndicats de l'industrie métallurgique et du secteur bancaire constituent deux des trois piliers de la CUT (le troisième étant la fonction publique), on ne saurait sous-estimer l'impact de ces données économiques sur les orientations politiques de la Centrale. De manière générale, il faut souligner l'ampleur du phénomène puisque entre «1989 et 1999, les pertes d'emplois salariés atteignent 3,2 millions [et que] le nombre de sans-emploi passe de 1,8 million à 7,6 millions »11. Ainsi, la restructuration du monde du travail au Brésil est un facteur incontournable à retenir lorsqu'il est question d'examiner l'évolution idéologique de la CUT, puisque la centrale sort de cette période grandement affaiblie sur le plan du nombre d'affilié·es et marquée par une pratique syndicale de protection des emplois existants.

À cette pression économique s'ajoute la rivalité politique et organisationnelle que la CUT entretient avec son principal concurrent, la centrale Force Syndicale (FS). Issue du vieil héritage corporatiste et très près des gouvernements néolibéraux qui se succèdent dans les années 1990, la FS se réclame d'un syndicalisme pragmatique qui a pour objectif de relancer l'économie brésilienne. La centrale, étiquetée à droite, appuiera les privatisations des entreprises publiques et véhiculera un discours centré autour de la création de richesses. En termes d'action syndicale, la FS privilégie le recours à la discussion et à la coopéra-







tion dans l'esprit de rechercher une bonne entente avec les «employeurs». La présence de cette opposition syndicale aura des impacts sur la CUT, autant sur ses orientations politiques que ses stratégies de lutte. En effet, «cette dernière s'est vue, dans une certaine mesure, forcée à négocier et à abandonner sa ligne dure, si elle voulait obtenir des résultats positifs et se présenter comme un interlocuteur «responsable» face aux autorités¹²». Comme dans bien d'autres pays, la désin-

9 Ricardo Antunes, «Global Economic Restructuring and the World of Labor in Brazil: The Challenges to Trade Unions and Social Movements», Geoforum n° 32, 2001.

10 Ibid

dustrialisation, les fermetures d'entreprises et les délocalisations ont eu comme effet de camper les directions syndicales dans des stratégies de partenariat. Transformant les termes du conflit entre les classes, ces stratégies se concentraient sur la préservation des emplois et la rentabilité des entreprises, dans un contexte de nouvelle division internationale du travail et de concurrence mondiale accrue. Il est intéressant de noter que cette approche coïncide avec la réorientation idéologique du PT dans les années 1990, qui s'affiche alors comme une alternative au néolibéralisme tout en délaissant ses références au socialisme ou à la lutte des classes. Au nom de la fin de la dictature et de la globalisation de l'économie, le pragmatisme, le développement économique national et l'établissement d'un gouvernement social-démocrate deviennent le motus vivendi de la CUT. En définitive, il s'agit dorénavant de démontrer aux travailleurs/électeurs brésiliens que les solutions élaborées par la CUT sont réalistes et que le PT est un parti politique responsable et apte à gouverner.

L'ÉVOLUTION DU PARTI DES TRAVAILLEURS

(1980-2002)

Dans la foulée des nombreuses grèves qui agitèrent le pays en 1978-1979 et de l'ouverture démocratique du général Figueiredo (qui avait rompu avec le bipartisme instauré par la dictature en 1965), la frange gauche du mouvement ouvrier concrétisera son projet de mettre sur pied un véritable parti des travailleurs. En effet, une résolution du congrès des métallurgistes de l'État de Sao Paulo, en janvier 1979, appelait à la formation d'un « Parti des travailleurs », et en décembre 1980, le dirigeant syndical Lula et d'autres politiciens progressistes fondèrent le PT. Ce nouveau parti se réclamait alors du basismo, c'est-à-dire d'une structure organisationnelle de bas en haut, qui permettait de refléter l'opinion et les demandes des mouvements sociaux, tout en démocratisant la vie politique interne

¹¹ Fransisco De Oliveira, «Lula in the Labyrinth», New Left Review, n°42. 2006

¹² Eduardo Moreno Araya, Diego Barria Traverso et Oscar Drouillas Garasco, «Syndicats et politiques publiques en Argentine, Bolivie, Brésil, Chili et Venezuela. Bilan d'une décennie (1996-2004) », Universidad de Chile, Departamento de Gobierno y Gestion Publica.

du parti. Sur le plan programmatique, le PT s'inspirait de la doctrine du socialisme démocratique, tout en faisant la promotion du pluralisme idéologique autant sur la scène politique brésilienne qu'à l'intérieur de son appareil. L'indépendance vis-à-vis de l'État et la redéfinition du concept de « classe ouvrière » constituaient des piliers de son discours, comme le souligne son premier manifeste diffusé en 1980. De manière synthétique, celui-ci « affirmait le principe de l'autonomie politique pour les travailleurs et les mouvements populaires [désireux d'investir la politique], le refus d'être coopté par les grands partis dirigés par l'élite traditionnelle (même à gauche), et un engagement envers une définition large du « travailleur », qui incluait les syndiqués et non-syndiqués, cols-bleus, cols blancs et professionnels».

Pendant vingt ans, le PT cumulera les succès électoraux et sa présence à tous les niveaux de gouvernement sera en constante progression. Alors qu'en 1982, il ne détenait que 2 élus municipaux et 8 députés, ces chiffres passeront, en 2002, à 187 élus municipaux, 3 gouverneurs, 91 députés et 14 sénateurs. Au fil des ans, il développera une politique d'alliances avec les autres partis de gauche, mais également avec plusieurs partis situés au centre. En 2002, le PT ira même jusqu'à établir des

liens de proximité très étroits avec le Parti libéral de centre-droite, qui présentera l'entrepreneur José Alencar en tant que candidat à la vice-présidence aux côtés de Lula. Dans l'ensemble, la stratégie de coalitions développée par le PT entraînera la modification de ses propres orientations politiques. Pour certains commentateurs, ce scénario était inévitable pour permettre l'expansion du PT et la prise du pouvoir présidentiel. En effet, «le sectarisme des premières années de construction du parti a contribué à démarquer idéologiquement le PT et ses valeurs, mais il est clair que ce fut l'ouverture au centre politique qui lui a permis de dépasser ces limites électorales »13. La victoire du PT aux élections présidentielles de 2002 sonna le glas de «l'ère Cardoso», le précédent gouvernement dont l'attachement au modèle néolibéral avait fait d'énormes dégâts dans la société brésilienne. En effet, Cardoso avait été un disciple rigoureux des institutions financières internationales durant sa présidence en privatisant plusieurs secteurs économiques importants (télécommunication, pétrole, électricité, etc.) et en s'attaquant à certaines protections du travail. Tout en prenant ses distances face à l'ancien gouvernement, le PT de 2002 avait été largement transformé depuis sa création en 1980, influencé par les changements majeurs qui modifièrent l'économie et les luttes politiques brésiliennes. Ainsi, « les défaites électorales successives de Lula (1989, 1994, 1998), en temps de crise économique et de problèmes sociaux massifs, ont mené à la formulation d'une nouvelle stratégie électorale (...). En mettant de côté ses vieux discours sur l'autonomie de la classe ouvrière, Lula a pris le chemin des réformes modérées »14. Qui plus est, sur le plan idéologique, l'hégémonie du néolibéralisme allait déplacer l'idée d'une rupture avec le capitalisme, vers la construction d'une alternative nationale crédible face à la globalisation des marchés. Pour Lula et le PT, cette option prit la forme d'un programme néo-développementaliste qui devait allier l'ouverture économique, la réindustrialisa-

¹³ Kjeld Aagaard Jakobsen, «El PT en el gobierno o el desafio de mantener las convicciones ». Nueva Sociedad, n° 234, 2011.

¹⁴ Daniel Hawkins, «The Influence of Organized Labour in the Rise to Power of Lula in Brazil and Correa in Ecuador», Labour, Capital and Society, 44:2, 2011.

¹⁵ Oscar Ermida Uriarte, «La politica laboral de los gobiernos progresistas, el posneoliberalismo y el movimiento sindical», Nueva Sociedad, n° 211, 2007.

¹⁶ Andreia Galvao, «Syndicalisme et politique: la reconfiguration du mouvement syndical brésilien sous le gouvernement Lula», Actuel Marx, 2007.



Dirceu Travedso, Didi (1959-2014), secrétaire aux relations internationales de CSP Conlutas

tion, la protection des emplois et la lutte contre les inégalités sociales.

LE GOUVERNEMENT LULA (2003-2011)

ET LE MOUVEMENT SYNDICAL

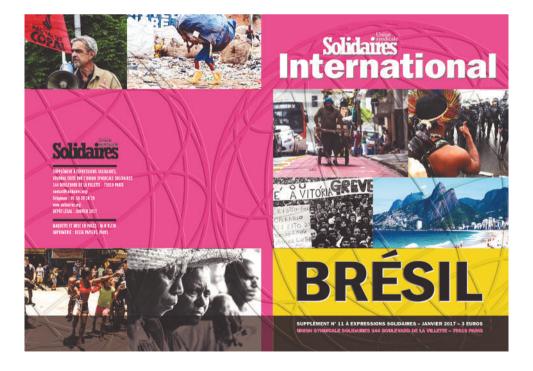
Le changement de paradigme autour de l'élection de Lula entraîna des modifications importantes dans les structures politiques brésiliennes et tout particulièrement dans l'univers du syndicalisme. Comme l'indiquait un analyste du monde syndical latino-américain, «la présence d'un gouvernement ami peut apporter de la confusion quant au rôle du syndicat et mettre en danger un élément essentiel comme l'autonomie¹⁵». À titre d'exemple, la polémique autour des fonds de pensions, dont Lula proposa la privatisation partielle dès son arrivée au pouvoir, en 2003, fut emblématique sur le plan des nouvelles relations entre la CUT et le gou-

vernement. Dans ce débat sur la réforme du système des retraites dans le secteur public, Joao Felicio, dirigeant du syndicat des enseignants du secteur public de Sao Paulo, président de la CUT de 2000 à 2003 et opposant à la réforme, a été habilement mis à l'écart. En effet, « en 2003, le président Lula est intervenu au moment des élections, proposant Luiz Marinho, ex-président du syndicat des métallurgistes de l'ABC, au poste de président de la CUT, ce qui a contrarié la tradition de la centrale, car son ex-président, Joao Felicio, n'a pas été réélu16. » Dans cette même foulée, la réforme des retraites proposée par le gouvernement Lula provoqua également une montée de boucliers de la part des organisations syndicales de la fonction publique. Cette réforme, qui incluait entre autres l'augmentation de l'âge et du temps de contribution nécessaire pour avoir accès à la retraite, entraîna une division sans précédent dans les rangs de la CUT. Les désaccords sur la ligne de conduite à adopter face à cette mesure d'austérité mise en

place par le PT culminèrent avec le départ de plusieurs syndicats de la fonction publique et entraînèrent la création d'une nouvelle centrale syndicale. En effet, la naissance de la Coordination nationale des luttes (Conlutas¹⁷), sonna le glas de l'unification historique qui rassemblait depuis une trentaine d'années la gauche syndicale brésilienne.

Un autre sujet allait enflammer les relations entre les organisations syndicales et le gouvernement. En effet, le processus de réforme syndicale et du travail entamé en 2004 donna lieu à d'énormes débats dans le cadre d'une initiative tripartite orchestrée par Lula, le Forum national du travail (FNT). Les trois grands axes qui devaient être traités à cette occasion furent l'organisation syndicale, la négociation collective et le système de résolution des conflits. Dans une perspective des réconciliation et de construction nationale, il s'agissait de jeter les bases d'une nouvelle configuration des relations de travail par le biais de laquelle Lula croyait pouvoir asseoir un partenariat durable entre les organisations patronales et syndicales. Sur le plan de la représentation syndicale, contrairement à ce qu'elle avait défendu dans les années 1980 et qui fut le fer de lance de son expansion, la CUT se prononça en faveur de l'unicité syndicale, un des piliers du système corporatiste. Bien entendu, forte de sa position majoritaire, elle ne voyait pas d'intérêt à modifier les termes de la représentation syndicale, en particulier face à sa principale concurrente de droite, Force Syndicale. En somme, le processus associé au FNT ne donna pas les résultats escomptés mais enfonça le clou des divisions syndicales. Jugeant la tendance historique de Lula au sein de la CUT, la fameuse « Articulation syndicale », comme une courroie de transmission entre le PT, la CUT et le gouvernement, plusieurs groupes politiques quittèrent la CUT entre 2006 et 2007.

De manière générale, même s'il a maintenu le cap sur les grandes orientations macroéconomiques mises en place par son prédécesseur, le gouvernement de Lula a cher-



ché à élargir les politiques sociales à travers différentes initiatives. Parmi les plus connues: les bourses de la famille, le microcrédit, l'accès aux collèges subventionnés, la hausse du salaire minimum, le soutien à l'agriculture familiale et la création d'un programme universel d'accès à l'électricité occupent une place importante. Malgré cela, certains commentateurs ont continué d'affirmer que «la cooptation de la lutte des classes et des mouvements sociaux par les structures d'État a contrecarré les efforts en faveur de changements de grande envergure dans les relations sociales de pouvoir »18. Autrement dit, l'arrivée au pouvoir du PT aurait été la consécration d'un important virage idéologique au sein des mouvements sociaux, les faisant passer d'une stratégie ouvertement confrontationnelle comportant une perspective de rupture radicale, vers une approche beaucoup plus modérée visant une transformation progressive de la société brésilienne.

CONCLUSION

En 2002, Robert Cabanes écrivait, au sujet du syndicalisme brésilien, que la structure corporatiste héritée de l'ère de Getulio Vargas a réussi à traverser les époques et à s'imposer dans l'appareil d'État ainsi que dans la culture syndicale. Ainsi, selon lui «les modifications anciennes ou récentes que lui apportent le clientélisme politique, le paternalisme individuel, voire le syndicalisme dit « authentique » ne la modifient pas au fond. Le corporatisme continue à opérer l'unification de

la classe ouvrière en dépit des forces en faveur d'autres stratégies d'unification; il se renouvelle en s'adjoignant nombre de travailleurs du tertiaire public et privé, dans les secteurs taylorisés comme dans les autres19 ». Après plus d'une dizaine d'années de gouvernement du PT, nous constatons que les forces syndicales qui ont porté le président Lula au pouvoir ont rapidement procédé à l'établissement de nouvelles passerelles entre leurs organisations et l'appareil gouvernemental. Autrement dit, si le corporatisme avait déjà été critiqué en raison de la mainmise qu'exerçait l'État sur les syndicats, il serait plus juste de dire que c'est compte tenu des orientations idéologiques du régime en place que ce système de relations de travail était contesté, et non pas en vertu du modèle à proprement parler. Sans nous prononcer sur le bien-fondé du corporatisme, sur ses avantages et ses inconvénients, nous avons néanmoins pu observer les ressemblances entre l'ère Getulio Vargas et celle de Lula, tous deux associés à l'image du « père des pauvres ». Nationalistes, populistes, plus ou moins sociaux-démocrates, développementalistes, les deux régimes n'apparaissent pas si loin l'un de l'autre.

[...] L'arrivée au pouvoir en janvier 2011 de la nouvelle présidente du Brésil, Dilma Rousseff, ne semble pas avoir bouleversé fondamentalement l'agenda politique du PT et ses relations avec le mouvement syndical. En effet, dans l'esprit de stimuler la croissance économique brésilienne, la présidente s'est tout d'abord fait connaître par sa volonté de développer d'immenses infrastructures hydroélectriques (exemple: méga-barrage de Belo Monte), provoquant ainsi la colère des peuples autochtones d'Amazonie. Sur le plan syndical, Rousseff s'est également fait remarquer par son intransigeance dans le cadre de la grève lancée par les professeurs d'universités et suivie par des centaines de milliers de grévistes de la fonction publique durant l'été 2012.

¹⁷ Qui deviendra ensuite la ${\it Central sindical e popular Conlutas}$ (cspconlutas.org.br)

¹⁸ Matthew Flynn, «Between Subimperialism and Globalization: A Case Study in the Internationalization of Brazilian Capital», Latin American Perspectives, Vol.34, n° 6.

¹⁹ Robert, Cabanes, «Perspectives de la classe ouvrière brésilienne», Tiers-Monde, 43: 171, 2002.

Étienne David-Bellemare

ÉTATS-UNIS 2021

Cet article, publié sur le site du Réseau syndical international de solidarité et de luttes*, revient sur les grèves, les luttes aux États-Unis durant l'année 2021. Il évoque aussi d'importantes évolutions au sein du mouvement syndical américain.

Alexandra Bradbury est rédactrice en chef de Labor Notes. Depuis 1979, Labor Notes informe, forme, organise « la gauche syndicale » aux États-Unis.

Tous les deux ans, la conférence internationale de Labor Notes rassemble des milliers de syndicalistes. La traduction a été réalisée par Patrick Le Tréhondat, membre de l'Union départementale interprofessionnelle des retraité·es Solidaires de Paris (UDIRS 75).

Coopérateur des Éditions Syllepse, il participe aussi au comité de rédaction de Cerises la coopérative** ainsi qu'à l'association pour l'autogestion***. Il coordonne notamment la publication de l'encyclopédie internationale de l'autogestion (11 tomes parus)****.

^{*} www.laboursolidarity.org

^{**} www.ceriseslacooperative.

^{***} autogestion.asso.fr

^{****} Voir sur syllepse.net



ous sommes dans une nouvelle situation où le salariat a trouvé ses marques. 2021 a été l'année d'une soudaine « pénurie de main-d'œuvre », l'année où tout le monde a appris l'expression « problèmes de chaîne d'approvisionnement » – et aussi l'année où beaucoup de ceux et celles qui avaient été qualifié·es d'essentiel·les ont vu à quelle vitesse ils et elles sont passé·es, selon les mots de Trevor Bidelman, gréviste de Kellogg's, « de héros à zéros ». Nous avons surtout vu des travailleurs·euses du secteur privé dans diverses industries, syndiqué·es ou non, animé·es d'un nouveau sentiment de confiance, de défiance et de ras-le-bol. Ce qui en a résulté nous a donné de véritables raisons d'être optimistes, y compris avec des tournants importants dans la réforme interne des syndicats et une abondance de grèves.

Alors que nous célébrons les grèves de cette année, nous devons cependant rester sereins quant à leur faible nombre. 2021 n'a rien à voir avec aucune année de la période 1930-1980 [années de plus fortes grèves]. Si certains travailleur-euses ont été porté-es par un nouvel esprit, beaucoup d'autres sont resté-es abattu-es et démoralisé-es. Pourtant, par rapport à la léthargie dont les syndicats ont fait preuve pendant des décennies, il y a eu un net frémissement, perceptible peut-être plus dans le sentiment que dans les chiffres. Les grévistes ont été enhardi-es par un marché du travail tendu, poussé à ses limites par le manque d'effectifs, et indigné-es par l'opportunisme manifeste des employeurs. Il y a eu un regain de sympathie de la part du public pour le militantisme sur le lieu de travail, et même un appétit pour celui-ci - il suffit de voir à quelle vitesse le battage médiatique sur la Striketober [grève d'octobre] s'est répandu.

HAUT ET BAS

Les camionneurs du marché aux fruits et légumes de Hunts Point, dans le Bronx, ont commencé l'année en fanfare: une grève de six jours qui leur a permis de doubler leur salaire. Mais le plus important évènement syndical du printemps a été une défaite: la campagne de syndicalisation dans un entrepôt Amazon à Bessemer, en Alabama. En plus de la manipulation d'une urne de bulletins de vote [pour ou contre la syndicalisation] par Amazon - qui a été suffisamment grave pour que le Labor Board [lié au ministère du Travail] ordonne une nouvelle élection – les tactiques d'Amazon ont été aussi épouvantables que typiques de la stratégie antisyndicale des entreprises. Amazon a forcé les travailleurs et travailleuses à assister à des réunions contre la syndicalisation, les a bombardés de SMS et a couvert l'entrepôt de panneaux « Votez non», même dans les urinoirs. Cette intense batterie de moyens de pression est devenue la norme en matière de lutte contre les syndicats. Tout cela parce que, à moins que les travailleurs et travailleuses ne soient très bien organisé·es et préparé·es, cela fonctionne. Cependant, l'attention nationale portée sur ce vote a été inhabituelle et encourageante, reflétant le rôle majeur d'Amazon dans notre économie, mais aussi le nouvel appétit du public pour les victoires syndicales. Amazon restera probablement un enjeu pour notre mouvement dans les années à venir. Mais les deux signes les plus prometteurs sont le réseau à la base que Amazonians United est en train d'organiser, à partir d'actions directes pour obtenir des acquis, comme l'accès à l'eau potable, mais aussi l'élection d'une nouvelle direction dans le syndicat Teamsters (nous y reviendrons).

Entre-temps, les deux grèves les plus longues de l'année ont été lancées en mars et en avril, chacune mettant en scène des travailleurs et travailleuses s'opposant à des géants capitalistes sans âme: les infirmières de St. Vincent dans le Massachusetts contre Tenet, l'une des plus grandes chaînes d'hôpitaux à but lucratif, et les mineurs de charbon de Warrior Met en Alabama contre une clique de fonds spéculatifs. Les deux grèves sont toujours en cours. C'est aussi en avril qu'un policier des villes jumelles [Minneapolis-Saint Paul] a tué un jeune homme nommé Daunte Wright, déclenchant la dernière vague de protestation contre la destruction délibérée de la vie des Noir·es. Lorsque la Garde nationale s'est installée dans le hall d'une fédération syndicale, les militant·es syndicaux des villes jumelles se sont rapidement mobilisé·es pour les mettre dehors. Plus tard dans l'année, un groupe de dirigeants syndicaux noirs de Chicago a contribué à l'adoption d'une loi sur la responsabilité de la police. Mais dans l'ensemble, alors que les gens descendaient dans la rue pour protester contre les meurtres qui se succédaient, les syndicats ont continué à jouer un rôle mineur dans ce mouvement social majeur de notre époque.

«C'EST NOTRE CHANCE!»

Les grèves ont vraiment commencé à s'intensifier lorsque les membres de la Fédération des travailleurs et travailleuses de la boulangerie (BCTGM) ont fait grève chez Frito-Lay (en juillet) et Nabisco. La grève de



Frito-Lay a repris les deux thèmes que nous entendions partout: salaires de misère et surcharge de travail qui écrase l'âme. Et les travailleurs et travailleuses ont compris leur nouveau pouvoir. « Tout le monde peut aller chercher un autre emploi», a déclaré Chantel Mendenhall, une employée de Frito-Lay, et selon une de ses collègues. « Vous ne pouvez pas faire 3 mètres sans voir 20 panneaux d'embauche. C'est la seule et unique chance que nous ayons! Ils n'arrivent pas à embaucher des gens, et ils n'arrivent pas à faire entrer qui que ce soit, il n'y a aucune chance qu'ils puissent nous remplacer! » Les grévistes de Nabisco ont poursuivi la révolte contre les journées de 12 heures, mais ont également planté un drapeau contre le système à deux niveaux [de salaires, divisant le personnel], un autre thème qui revient sans cesse. Deux autres grèves organisées par le syndicat BCTGM ont suivi, toutes deux toujours en cours, par les travailleurs et travailleuses qui fabriquent les céréales Kellogg's [depuis, une nouvelle convention collective a été signée et la grève arrêtée] et les gâteaux pour Baskin Robbins.

L'une des grèves les plus audacieuses de cette année a été le débrayage auto-organisé en août par des travailleurs et travailleuses de la santé mentale, principalement des immigré-es d'Afrique de l'Est, à Cascade Behavioral Health près de Seattle, lassé-es par un dangereux manque de personnel (la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été l'attaque d'un patient qui a blessé un travailleur). La direction a accusé le syndicat de faire une grève sauvage, illégale, parce qu'il n'avait pas déposé un préavis de dix jours. Mais les dirigeants du syndicat SEIU 1199NW ont soutenu leurs membres – et le directeur régional du Labor Board aussi, qui a refusé de déposer une plainte contre le syndicat; c'est peut-être la première fois que l'agence valide une grève pour la sécurité dans le secteur de la santé.

STRIKETEMBER

Le mois de septembre a été marqué par de nombreuses grèves: à la distillerie Heaven Hill dans le Kentucky, aux télécommunications chez Frontier ou encore avec les charpentiers de Seattle, où un mouvement à la base a rejeté un quatrième accord et a finalement poussé une direction syndicale réticente dehors. En tête d'affiche de Striketober, 10000 travailleurs de l'usine John Deere, du Midwest. Ils ont fait honneur à la classe ouvrière en levant la bannière de la lutte contre le système à deux vitesses [des salaires] et en faisant preuve d'un militantisme efficace sur les piquets de grève. Les piquets de grève massifs ont créé un embouteillage de trois heures lorsque des salariés ont tenté d'entrer dans les usines. Deere a répondu en obtenant une injonction judiciaire: seulement quatre piquets par porte, pas de braseros, pas de chaises. Pour Deere, le piquet de grève est légal tant qu'il n'est pas efficace!

Les travailleurs et travailleuses de l'hôpital Mercy à Buffalo ont fait grève pendant cinq semaines et ont obtenu gain de cause sur leur principale revendication: les ratios de personnel. Les chauffeurs de taxis de la ville de New York ont fait une grève de la faim et ont obtenu un allègement de la dette de 100 millions de dollars. Les employés diplômés de l'université de Columbia ont fait

grève non pas une, mais deux fois. Le personnel enseignant de Scranton, en Pennsylvanie, a débrayé pendant douze jours, et c'était inhabituel. Celles et ceux du primaire et du secondaire, qui ont été les porte-drapeaux de tant de grèves importantes au cours de la dernière décennie, n'ont pas fait beaucoup de grèves cette année, mais se sont plutôt battu-es sur le tas, contre l'épuisement et le stress.

« NOUS AVONS TOU·TES DÉMISSIONNÉ »

Et puis il y a eu les quasi-grèves: les conférenciers de l'université de Californie, les travailleurs et travailleuses de la santé de Kaiser Permanente et les membres des équipes de tournage de cinéma et de télévision ont frôlé la grève et ont forcé leurs patrons à améliorer leur convention collective. Les grévistes de l'été ont pu regarder en arrière avec fierté. «J'ai l'impression que nous avons lancé un mouvement», a déclaré Mendenhall de Frito-Lay. Les grèves informelles ont également frappé l'imagination du public. Des photos (réelles ou apocryphes) ont fait le tour des médias sociaux, montrant des manifestes « Nous démissionnons tous!» collés sur les portes des restaurants. Qui n'aime pas voir un patron avoir ce qu'il mérite? Par exemple, un mois et demi après le début de l'année scolaire, le Labor Action Tracker de l'université de Cornell avait déjà recensé 10 arrêts maladie de chauffeurs de bus scolaires, pour la plupart non syndiqués et vraisemblablement coordonnés entre eux. Il a dû y avoir un élément de contagion: quatre de ces 10 débrayages ont eu lieu dans des comtés voisins du Maryland. La fièvre de la grève n'a pas vraiment balayé la nation. Mais nous avons eu un aperçu de ce qui pourrait advenir.

DANS LE MOUVEMENT SYNDICAL

L'année s'est achevée sur deux événements dont les répercussions se feront sentir dans les années à venir. Pour la première fois en vingt-cinq ans, une liste soutenue par Teamsters for a democratic union (TDU) a remporté une victoire écrasante en novembre pour diriger le plus grand syndicat du secteur privé du pays: les Teamsters. Les dirigeants de la coalition Teamsters United se sont engagés à organiser des campagnes militantes, à mettre fin au système à deux vitesses [de salaires] chez UPS, à faire grève si nécessaire et à organiser les secteurs clés du syndicat. À peine deux semaines plus tard, l'autre grande nouvelle est tombée: le oui au référendum des travailleurs et travailleuses de l'automobile (UAW), sur la question de savoir si les membres devaient élire directement leurs dirigeant·es. Comme pour les Teamsters dans les années 1980, les membres ont poussé le gouvernement fédéral à reconnaître la démocratie comme un remède approprié à la corruption syndicale. La possibilité de voir une véritable opposition au sein de l'UAW est un changement radical; le syndicat est régi comme un parti unique depuis des générations. Il n'existe pas de caucus [regroupement à la base] équivalent à la TDU, mais le groupe qui a organisé le référendum, Unite All Workers for Democracy, pourrait en être la graine. Une autre évolution encourageante de la réforme syndicale nous vient du Mexique, où 6000 travailleurs et travaillleuses de General Motors de l'usine de Silao ont voté, en août, pour rejeter leur syndicat fictif, dans le cadre de leur lutte pour un syndicat indépendant. Ils s'opposent ainsi à la fédération corrompue qui a longtemps dominé la scène syndicale mexicaine.



LES HORREURS ABONDENT

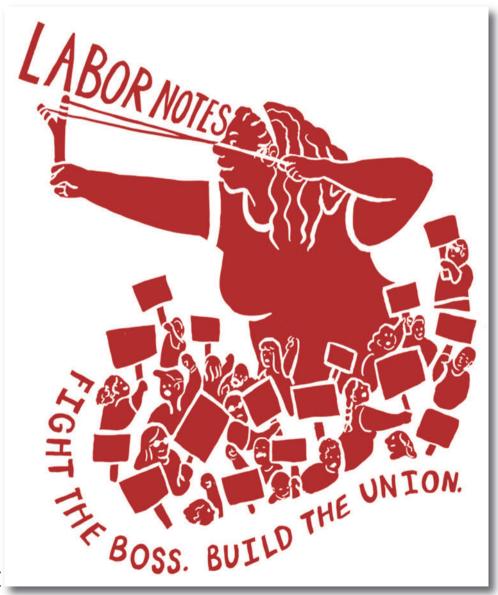
Si les travailleurs et travailleuses ont commencé à découvrir leur pouvoir collectif latent, ce n'est pas trop tôt - car les conditions sont terriblement mauvaises. Plus de 5 millions de personnes dans le monde sont mortes du Covid. Alors qu'un nouveau variant se propage, les syndicats d'infirmières de 28 pays demandent aux Nations unies de faire en sorte qu'une poignée de pays riches cessent de bloquer l'accès des pays pauvres aux vaccins. Les risques sur le lieu de travail se multiplient - non seulement le Covid, mais aussi les catastrophes liées au climat. Les ouvriers agricoles, les ouvriers du bâtiment, les facteurs et factrices ont été parmi ceux et celles qui ont dû travailler à La campagne pour le referendum au sein du syndicat de l'automobile UAW

l'extérieur pendant un été infernal sur la côte ouest, sous une chaleur record et des nuages de fumée de feux de forêt. Le 10 décembre, dans l'une des tornades les plus meurtrières de l'histoire des États-Unis, 6 travailleurs et travailleuses sont mort·es dans un entrepôt Amazon dans l'Illinois et 8 dans une usine de bougies parfumées du Kentucky, après que leurs chefs les ont menacé·es de les licencier s'ils ou elles partaient.

Depuis le début de la pandémie, les milliardaires américains ont augmenté leur fortune de 70 %, alors que 89 millions de travailleurs et travailleuses ont perdu leur emploi, que 20 millions ne mangent pas à leur faim et que 12 millions sont en retard pour payer leur loyer. Le désespoir et le stress ont intensifié un autre risque professionnel: la violence. La fusillade mortelle dans une gare de triage à San Jose en est un exemple. Et les employeurs ont profité de cette situation – obligeant le personnel de nombreux secteurs à se battre juste pour récupérer ce qu'ils ou elles avaient avant,

sans parler de nouveaux acquis. Les hôtels, après avoir licencié tout le monde, ont expérimenté la possibilité de ne faire revenir que certain·es employé·es. Les universités se sont servies de la pandémie comme d'un prétexte pour procéder à des compressions de personnel souhaitées depuis longtemps. Le géant de la santé, Kaiser Permanente, a proposé des salaires à deux niveaux, juste

pour voir s'il pouvait l'imposer. Les agences de transport en commun de la région de la baie de San Francisco ont traîné les pieds pour rétablir les emplois, même après que le gouvernement fédéral ait envoyé des fonds destinés à cette fin. N'oublions pas que l'année 2021 a commencé avec Trump toujours à la Maison Blanche et de sérieuses inquiétudes quant à un possible coup d'État



pour le maintenir à ce poste. Biden est meilleur, bien qu'il ne soit pas Bernie Sanders, et deux démocrates renégats de mèche avec les républicains ont bloqué beaucoup de progrès au Sénat. Nous avons obtenu une loi sur les infrastructures, qui créera des millions de nouveaux emplois dans la construction, les transports en commun et les télécommunications, bien qu'elle ne prévoit pas d'investissements dans les emplois du secteur des services. Nous n'avons toujours pas de Green New Deal ni de Protecting the Right to Organize (PRO) Act [droit à se syndiquer], deux lois qui pourraient bouleverser le paysage en faveur des travailleurs et travailleuses.

POTENTIEL NON EXPLOITÉ

Le niveau global d'activité et d'organisation des travailleurs et travailleuses est encore loin de ce qui est nécessaire, mais il y a des raisons d'espérer. Alors que les travailleurs et travailleuses tentent de récupérer ce qui leur a été arraché, ils prennent conscience de leur propre pouvoir. 2021 n'a été que l'ombre de l'année que nous aurions pu avoir. De nombreuses conventions collectives importantes ont été conclues sans grève, sans mobilisation, sans campagne du tout. Et tandis que les employeurs se débattaient avec des problèmes de chaîne d'approvisionnement qui, en théorie, don-

naient aux travailleurs et travailleuses un pouvoir plus important que jamais, peu d'entre eux et elles ont profité collectivement de ces conditions favorables. Cet énorme potentiel attend toujours d'être débloqué.

Les défis restent bien sûr énormes. Les employeurs peuvent s'en tirer (et s'en tirent) sur presque tout. Ils peuvent menacer de remplacer définitivement les grévistes, ou de fermer l'usine et de déménager – et ils mettent parfois ces menaces à exécution. Les travailleurs, les travailleuses et les syndicats, demeurent enfermé es dans des limites légales quant au moment et à la manière de faire grève, et des sanctions sévères sont prévues en cas d'infraction. Sans parler de tous les autres éléments qui nous bloquent, comme la peur, la division, la confusion et le désespoir. Seuls 11% des travailleurs et travailleuses bénéficient de la protection d'un syndicat, ce qui inclut un grand nombre de syndicats de pacotille. Seule une poignée d'entre eux est passée par l'action collective sur le lieu de travail, ce qui peut vous faire prendre conscience de ce qui pourrait être possible. Espérons que la vague de militantisme de cette année sera suivie d'une vague beaucoup plus importante. Nous allons avoir besoin de toute la puissance que nous pouvons rassembler.

Alexandra Bradbury (traduction Patrick Le Tréhondat)

LE SYNDICALISME SOVIETIQUE a-t-il existé?

Lors du centenaire de la révolution russe, de nombreuses publications ont vu le jour, profitant de la distance avec cet événement décisif du XXe siècle, pour s'intéresser à différents aspects de l'histoire soviétique. Le sujet syndical est malheureusement trop souvent délaissé dans ces études. Pourtant, le syndicalisme, en Union soviétique, et dans les pays placés directement sous son influence, a tenu rang de modèle pour plusieurs générations militantes partout dans le monde.

Ce texte a été écrit pour le numéro 143 des Cahiers de l'Institut CGT d'histoire sociale, paru en 2017. Pierre Znamensky est membre du bureau de l'IHS-CGT. Militant syndical internationaliste, il est plus particulièrement spécialiste du syndicalisme dans les pays de l'ex-URSS, ainsi que des arts et de l'iconographie soviétiques. Il est l'auteur de Sous les plis du drapeau rouge* et de Ave Lénine - Sovietart**.

^{*} Éditions du Rouergue, 2010.

^{**} Éditions Galilée, à paraître en



Bannière du Syndicat CGT des ouvriers casquettiers dont Solomon Lozowsky fut l'un des principaux dirigeants entre 1909 et 1917. Notons que le texte figure en français et en yiddish

[HS/CGT - Coll. P.Z.]

e présent dossier ne prétend pas faire le tour du sujet, mais entend donner quelques clés de lecture et de compréhension du phénomène syndical dans le système soviétique. Il faut dire que le sujet est complexe: quelles étaient les caractéristiques du syndicalisme soviétique? Peut-on d'ailleurs faire usage du singulier en le qualifiant, compte-tenu des formes variées qu'il a prises au cours des différentes phases de son développement? Nous proposons de nous attacher à trois étapes dans cette esquisse d'une étude du mouvement syndical dans le bloc soviétique:

→le mouvement syndical dans l'Empire russe entre 1900 et le début des années 1920, en nous intéressant notamment à sa place dans les révolutions de 1917 et dans les années d'expérimentation qui ont suivi;



Rare photographie du syndicat des cheminots, datant probablement de 1913 ou 1914

- →les caractéristiques fondamentales de sa forme stabilisée entre le début des années
- → les conditions de sa transformation avant et après la chute du système soviétique, les bornes temporelles de cette troisième période allant des balbutiements de la fin des années 1970 au collapsus des années 1990.

1920 et le milieu des années 1980;

Ce dossier ne se limitera pas à l'exemple russe, même si son étude est centrale et déterminante pour comprendre les formes et le type d'exercice du syndicalisme dans le contexte qu'il a largement contribué à façonner. Nous puiserons donc quelques exemples parmi les anciens pays du bloc soviétique, notamment dans la troisième partie, lorsque nous étudierons les trajectoires empruntées par les différentes organisations syndicales juste avant, au moment de la chute du système soviétique et dans les années qui ont suivi.

L'ESSOR PUIS L'AVÈNEMENT

DU PROLÉTARIAT ORGANISÉ

Rien ne laisse imaginer, à l'aube du XXe siècle, que la classe ouvrière de l'Empire russe pourra, moins de vingt ans après le lancement du croiseur Aurore, s'engager avec succès dans une révolution prolétarienne débouchant sur la mise en place du premier État se revendiquant du socialisme. Certes, l'industrie se développe depuis les années 1880, mais le tsarisme maintient le pays dans une réelle arriération en comparaison des économies des empires français, britannique et allemand. En dehors de quelques grands centres urbains industrialisés -Moscou, Petrograd, Bakou, sur la Caspienne, les mines du Donbass en Ukraine, certaines régions polonaises, baltes ou finlandaises alors sous domination russe - l'Empire compte peu de concentrations prolétariennes. La Russie et ses « dépendances » sont encore largement agricoles, et les forces politiques révolutionnaires sont à la fois moins nombreuses que dans d'autres pays, mais aussi marquées par cette dominante paysanne. Les narodnikis (populistes), puis les socialistes-révolutionnaires (SR) surclassent les sociaux-démocrates marxistes du POSDR, le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, dont l'aile la plus à gauche est conduite par Lénine. Les SR pratiquent une forme de propagande par le fait, multipliant les attentats contre les symboles ou les hommes incarnant l'autocratie tsariste, rappelant les actes des anarchistes en France à la même époque.

La scène syndicale s'en ressent: peu de secteurs industriels sont organisés avant le tournant du siècle. Seules quelques grandes corporations disposent de syndicats, comme les cheminots ou les postiers, avant que ne débute le XXe siècle. Il faut attendre le premier avertissement révolutionnaire de 1905 pour voir des syndicats professionnels se constituer en nombre conséquent, irriguant de nombreux secteurs dont la maind'œuvre n'avait auparavant jamais été organisée: avec l'avènement des soviets à Petrograd et dans plusieurs autres grandes villes de l'Empire, des syndicalistes participent à la révolution et portent, dans les instances où ils sont élus, la défense de la condition ouvrière: dans le textile, l'imprimerie, l'alimentation, la métallurgie, des syndicats se constituent. La fièvre s'étend aux marches de l'Empire, et l'on note aussi la constitution d'unions régionales de syndicats en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Russie

Mais l'expérience révolutionnaire tourne court, et la répression s'abat sur les militants, notamment sur les syndicalistes. Beaucoup sont emprisonnés, quelques-uns parviennent à échapper à la police tsariste et prennent les routes de l'exil. Parmi eux, Solomon Abramovitch Lozovsky, de son vrai nom Solomon Drizdo. Le parcours militant de Lozovsky, né en Ukraine en 1878 dans une famille juive pauvre, croise la CGT à de nombreuses reprises, et nous serons donc amenés à parler de lui à plusieurs moments de ce récit. Il adhère au POSDR en 1901 et rejoint la fraction bolchevique, derrière Lénine, deux ans après sa création en 1905. Il participe à la révolution de 1905 à Kazan, capitale du gouvernorat de Kazan, est arrêté en 1906 et exilé en Sibérie. En août 1908, il parvient à s'enfuir et rejoint les groupes bolcheviks déjà nombreux à l'étranger. Francophone, il milite un temps à Genève avant de rejoindre Paris en janvier 1909. C'est là qu'il rencontre la CGT, en devient membre et adhère en même temps au Parti socialiste de France. Durant son long séjour en France (il ne rejoindra la Russie qu'au début du mois de mai 1917, entre les deux révolutions), il s'inscrira dans tous les débats qui animent la CGT dans ces années d'avant le déclenchement de la Première Guerre mondiale.

Il faut dire qu'il existe déjà, avant son arrivée, un terreau syndicaliste révolutionnaire russe en France. Dès le début des années 1890, des centaines d'ouvriers arrivent en France (mais aussi en Suisse, à La Chauxde-Fonds dans l'industrie horlogère, et en Belgique, dans les usines d'armement de Liège) en provenance de l'Empire tsariste. À Paris et dans le département de la Seine, ils sont très nombreux à travailler dans l'industrie du textile, du cuir et des peaux. Souvent d'origine juive, mais très rarement pratiquants, ils militent dans l'ensemble du spectre socialiste: on trouve des anarchistes, des socialistes-révolutionnaires, des sociaux-démocrates (mencheviks comme bolcheviks après la scission de 1903), des bundistes. Chaque parti dispose de son groupe. Surtout, ces militants ont versé leurs forces dans le syndicalisme en France. On leur doit la création du Syndicat des ouvriers casquettiers du département de la Seine en 1895. Le poids des ouvriers juifs russes est tel dans cette organisation, que la bannière du syndicat est alors rédigée en français et en yiddish.

Si Lozovsky est bolchevik avant même son arrivée en France, il étudie avec passion les organisations françaises auxquelles il adhère. Il est séduit par l'héritage syndicaliste révolutionnaire de la CGT des années 1900, dont les traces sont encore présentes, même si elles s'estompent, dans ces instants d'avant-guerre. Solomon Lozovsky

assistera alors à plusieurs réunions des instances dirigeantes de la CGT, pour le Syndicat des casquettiers ou la Fédération du cuir. Il l'avouera lui-même: son militantisme syndical déteint sur son militantisme politique, et il sera même exclu du parti bolchevik en 1914. Il soutient alors une position dite de conciliation : comme tous les socialistes internationalistes et futurs zimmerwaldiens1, il dénonce les sociauxchauvinistes et la course à la guerre, mais ne veut pas dans le même temps abandonner l'objectif d'unir tous les socialistes. S'il ne veut pas rompre tous les ponts avec ceux qui se fourvoient dans l'Union sacrée, c'est aussi par loyauté envers la CGT, que sa direction d'alors entraîne vers un soutien au conflit2.

Mais revenons à la Russie des années précédant la révolution. Nous l'avons vu, la répression est d'autant plus forte que le régime, chancelant en 1905, se sent fragile. Elle emporte les noyaux syndicaux qui avaient pu se constituer autour de la première expérience de constitution de soviets. On ne verra guère émerger de nouveau le mouvement syndical avant la révolution de 1917. Le syndicalisme est interdit, beaucoup de militants sont en prison ou en exil, et le marasme politique règne sur fond de déliquescence et de décadence de l'autocratisme tsariste. Deux secteurs échappent à ce sombre tableau: celui des chemins de fer et celui des postes. L'étendue de l'Empire russe rend ces deux professions essentielles à la survie du régime, lequel tolère donc un activisme corporatiste acceptant d'abandonner toute perspective de révolution immédiate en échange d'améliorations de la condition des travailleurs de ces deux secteurs. Lorsque l'on trouve des militants socialistes dans ces structures, ils sont au mieux mencheviks, et cela s'en ressentira jusqu'après la révolution d'octobre 1917, les syndicats de cheminots et de postiers étant ceux qui sont le plus longtemps restés dominés par le parti menchevik.

La léthargie syndicale provoquée par la répression se renforce, à partir de 1914, par la saignée de la Première Guerre mondiale. Les hommes, très majoritairement des paysans, mais aussi des ouvriers des grands centres urbains, sont envoyés sur le front, et les usines sont dépeuplées de leur maind'œuvre masculine. Pour compenser cette saignée prolétaire, les industriels font largement appel aux femmes. Cela explique sans doute que le mouvement syndical ne soit pas un moteur des révolutions de 1917. Si la Révolution de Février démarre par une grève des ouvrières des quartiers industriels de Petrograd, les forces militantes de la révolution ne prennent pas pour base les structures syndicales, quasiment inexistantes, mais les organisations politiques et les unités de l'armée stationnées en ville. Le prolétariat prend une part décisive dans la lutte, mais il est orphelin d'une organisation syndicale structurée et cohérente. La chute rapide du tsarisme, l'effervescence produite par l'expérience des soviets et les difficultés économiques permettent cependant de combler rapidement ce relatif vide originel. «Par le bas», on observe la mise en place de comités d'usine et d'un contrôle ouvrier de la production. Les soviets s'étendent de facto aux usines. Celles-ci envoient leurs délégués dans les soviets politiques, mais elles constituent également leurs propres soviets, chargés de libérer la parole des travailleurs de chaque établissement, mais aussi de jouer un rôle dans la gestion de l'usine alors que les propriétaires ont

¹ La conférence de Zimmerwald (Suisse) a réuni, en 1915, des internationalistes opposés aux politiques d'Union sacrée mises en œuvre par la majorité des partis socialistes et confédérations syndicales des pays en guerre [Note Les utopiques].

² Salomon Abramovitch Lozovsky, Rabotchaya Frantsiya (La France



Manifestation du 1er mai 1917 à Pétrograd. Les drapeaux portent les slogans des différents partis politiques.

Coll. PZ]

déguerpi et que les chefs d'atelier et les contremaîtres sont chassés. On élit ceux qui acceptent de se voir confier des responsabilités de gestion, on contrôle la manière dont ils s'acquittent de leurs mandats.

Or cette autogestion ouvrière est spontanée, elle ne figure dans le programme d'aucun parti révolutionnaire. Le pouvoir politique a été arraché par la révolution des mains du tsarisme en février, de celles du gouvernement provisoire en octobre, le pouvoir économique est arraché des mains de la bourgeoisie par les comités d'usine au cours de 1917 et 1918. L'aspiration à l'autogouvernement des usines est profonde parmi les travailleurs: elle est une réplique de la demande d'une démocratie politique réelle et contamine la quasi-totalité des entreprises. L'effondrement de la production et les éventuels actes de sabotage des anciens contremaîtres ne facilitent pas la tâche des comités d'usine, qui restent néanmoins très populaires. Jusqu'en 1921, d'ailleurs, cette configuration perdurera, et le nouveau pouvoir ne parviendra que difficilement à mettre fin à cette ébullition ouvrière dans les usines. Dans cette situation très chaotique, Lénine doit revisiter la question syndicale. Il renforce encore sa conviction que le syndicat doit être un outil d'affirmation de l'autorité du parti sur la classe ouvrière. La neuvième des vingt et une conditions fixées à l'entrée dans l'Internationale communiste est le reflet de cette prise de conscience: «Tout parti désireux d'appartenir à l'Internationale communiste doit poursuivre une propagande persévérante et systématique au sein des syndicats, coopératives et autres organisations des masses ouvrières. Des novaux communistes doivent être formés dont le travail opiniâtre et constant conquerra les syndicats au communisme. [...]. Ces novaux communistes doivent être complètement subordonnés à l'ensemble du Parti.» Dans un tel contexte, les syndicats, dont Lénine écrit qu'ils sont « l'école du communisme», seront en fait l'instrument de la mise au pas des comités d'usine.

LE MODÈLE SOVIÉTIQUE STABILISÉ

Ainsi prend fin cette première étape du mouvement syndical soviétique. Sa deuxième grande période s'ouvre alors qu'il porte dans son ADN une caractéristique fondamentale liée aux circonstances de son redéploiement en 1920-1921: le syndicalisme se voit confier une mission de maintien de l'ordre social dans les entreprises. Avec l'expérience des comités d'usine qui se referme, le syndicalisme peut se concentrer sur les fonctions que lui confère le pouvoir politique. Il profite aussi de la force d'attraction et de l'élan

que provoque la révolution russe au sein du prolétariat mondial pour créer, sous l'impulsion du Komintern – l'Internationale communiste –, une Internationale syndicale rouge (ISR, appelée en russe Profintern). La création du Profintern va conduire à la scission de nombreuses organisations syndicales en Europe de l'Ouest. La CGTU décide en 1922 d'adhérer à l'ISR; c'est d'ailleurs sur cette question de l'affiliation internationale que s'opère la scission de la CGT. Nous recroi-

sons ici le chemin de Solomon Lozovsky. Celui qui fut pendant huit ans militant de la CGT, dirigeant d'un de ses syndicats et d'une de ses fédérations, sera, de sa création jusqu'à sa dissolution en 1937, pendant seize ans, le secrétaire général de l'Internationale syndicale rouge. Dans l'intervalle, entre ses responsabilités en France et à la tête de l'ISR, il aura contribué à refonder la Fédération russe des ouvriers du textile, dont il sera secrétaire général de 1918 à

«Travailler plus pour gagner plus »: cette affiche, qui date des années 1950, poursuit sur la lancée du mouvement stakhanoviste, du nom de ce mineur qui réalisa des prouesses en matière de dépassement des normes de production.



IZG IIO

1921, en assurant dans le même temps les fonctions de président de l'Union régionale des syndicats de Moscou.

Si la feuille de route du mouvement syndical soviétique est clairement tracée par le Parti, sa réalisation n'est pas toujours évidente: la fièvre révolutionnaire entretenue par les comités d'usine mettra du temps à retomber. Les derniers comités subsisteront jusqu'en 1927-1928, avant d'être remplacés par les Profkom (les comités syndicaux), qui ne sont pas habilités à mettre directement en cause les directions d'usine, les choix politiques et économiques, ni autorisés à organiser les travailleurs dans un mouvement de grève. Le modèle socialiste confiait à l'organisation syndicale unique dans chacun des pays du bloc soviétique une triple fonction parfaitement délimitée:

- →une fonction sociale, par le biais de la gestion directe du patrimoine social des entreprises. Ce dernier allait bien au-delà des emblématiques camps de pionniers, de loisirs, de sports ou de repos. Le système de protection sociale reposait en effet quasi intégralement sur les entreprises (ou les administrations dans leur qualité d'employeurs) à qui revenait la charge d'entretenir les institutions de santé (hôpitaux, cliniques, sanatoriums...) et d'assistance sociale (crèches...), et de redistribuer les pensions à leurs anciens salariés retraités. Les syndicats prenaient une part très active dans la gestion de l'ensemble de ces fonctions sociales, en les assumant parfois directement;
- → une fonction économique, essentiellement symbolisée par une double intervention syndicale, d'une part dans la gestion du personnel (embauches, promotions...),

d'autre part dans une mission de stimulus de la production (mobilisation des ressources humaines dans la réalisation du Plan, primes...);

→ une fonction politique, le syndicat étant intégré dans les rouages du pouvoir. La frontière entre le parti, l'État et l'organisation syndicale était inexistante, et les parcours individuels pouvaient passer sans aucune difficulté des uns aux autres. Pendant toute la période socialiste, les ministres «sociaux» (Travail, Affaires sociales, Santé...) voire «économiques» (Plan, Industries de branche) ont ainsi majoritairement été choisis parmi les dirigeants du syndicat.

Les missions sociales rendues par le syndicat sont appréciées par les travailleurs, mais elles ne suffisent pas toujours à désamorcer les situations tendues et difficiles. Les grèves continuent ainsi à exister, même si elles sont interdites et ne sont jamais organisées par le syndicat, même si celui-ci tente parfois de jouer un rôle de médiation. Dans le Conseil central panrusse des syndicats, créé en 1918 (VTsSPS selon son acronyme en russe et rebaptisé Conseil central des syndicats soviétiques en 1924) pour confédérer les organisations syndicales existant au niveau des branches et des territoires, des débats existent cependant. Tomsky, le secrétaire général du VTsSPS s'oppose ainsi à Lozovsky, secrétaire général du Profintem, dans un discours et une brochure de 1926, parce qu'il le juge trop conciliant à l'égard des sociaux-réformistes³. Lozovsky quittera d'ailleurs en 1937 toutes ses responsabilités dans le mouvement syndical, alors que Staline prend la décision de dissoudre l'Internationale syndicale rouge. Profondément internationaliste et francophile, Lozovsky avait beaucoup contribué au rayonnement de l'ISR. Lozovsky ne reviendra jamais vers le syndicalisme. Entre 1937 et la fin de la guerre, il est employé au ministère des Affaires étrangères. Sa connaissance de la France et des langues latines est employée notamment lors de la préparation de la conférence de

Yalta. Après la guerre, il milite au comité antifasciste juif, mais celui-ci devient la cible de Malenkov⁴ en 1949. Comme d'autres responsables de ce comité, Lozovsky est arrêté le 26 janvier, exclu du Parti dans la foulée et attend plusieurs années son jugement Celui-ci intervient au début juillet 1952: il est condamné à mort et fusillé le 12 août 1952. Ses derniers mots seront: «Un jour, il deviendra clair que je ne suis pas coupable; je demande alors que l'on me réintègre à titre posthume dans les rangs du Parti. » Ni la CGT, ni la CGT-FO n'émettent la moindre déclaration devant l'exécution d'un ancien membre du CCN. Lozovsky est réhabilité en 1955, de même que tous les condamnés à mort du dernier procès stalinien.

LES CONSÉQUENCES DE LA CHUTE DU SYSTÈME SOVIÉTIQUE SUR LE SYNDICALISME

On peut considérer que la troisième grande période du syndicalisme soviétique commence dès les années 1970. Si elle semble prendre fin avec sa disparition formelle en 1992, on peut néanmoins considérer qu'elle engendre des suites, tant l'héritage soviétique marque les organisations syndicales qui en sont issues. Les années 1970 sont celles, en URSS, mais aussi et surtout dans plusieurs démocraties populaires, notamment en Pologne (avec Solidarnosc) et en Tchécoslovaquie (autour de la Charte 77), de

À partir de 1989, dans un contexte de transition vers l'économie de marché, cet héritage historique a pesé lourd dans le repositionnement des centrales syndicales de l'Est. Deux types d'organisations syndicales se sont en général affrontées: les organisations filles des anciens syndicats uniques, et les syndicats indépendants, qui s'étaient souvent donné pour mission première la mise à bas des régimes politiques de ces pays. Sur le plan des comportements, les deux ensembles ont revendiqué leur part d'héritage en cherchant à préserver ou regagner leurs positions dans les trois champs décrits ci-dessous:

→ sur le plan social, l'empire des ex-syndicats uniques a certes rapidement fondu. Ils ont dû se séparer d'un certain nombre d'infrastructures, soit par nécessité, soit par pure recherche du profit, soit parce qu'ils en ont été spoliés par les jeux et les appé-

l'émergence d'un syndicalisme de contestation se développant en dehors des structures syndicales officielles. En Russie, cette place est principalement occupée par le SMOT5. Les organisations syndicales officielles réagissent souvent aux côtés du pouvoir, mais tentent aussi parfois de se poser en interlocuteurs des travailleurs qui tentent de s'organiser en dehors d'elles. Les contacts que le syndicalisme institutionnalisé du bloc soviétique a pu nouer avec des organisations syndicales à l'Ouest ou dans les pays du Sud ne l'aident malheureusement pas à appréhender ces nouveaux phénomènes, et le dialogue est parfois difficile sur ces sujets, même lorsque les relations d'amitié et de confiance sont fortes. La transition vers l'économie de marché des anciens pays socialistes a bien évidemment profondément bouleversé les conditions d'exercice du syndicalisme et accéléré l'émergence d'un syndicalisme alternatif. Dans le même temps, l'héritage soviétique comporte des rémanences, y compris auprès des organisations syndicales qui s'en défendent et se sont même construites en opposition déterminée par rapport à l'ancien système.

⁴ Georgui Malenkov (1901-1988), très proche de Staline, était à cette date secrétaire du comité central du Parti communiste et vice-président du gouvernement [Note Les utopiques].

⁵ Union interprofessionnelle libre des travailleurs, créé, dans l'illégalité, en 1978 (donc avant Solidarnosc en Pologne), fortemen réprimé par le pouvoir: arrestations, déportation dans des camps, internements en hôpital psychiatrique, expulsions du pays..., les nitiateurs sont rapidement arrêtes, déportés dans des camps, internés en hôpital psychiatriques, expulsés [Note Les utopiques].



Drapeau offert à l'occasion du XXX° Congrès confédéral de la CGT. Le texte dit:
«À la CGT de France,
en son 60° anniversaire,
de la part du VTSSPS
de l'URSS.» Le verso proclame l'amitté fraternelle indestructible des travailleurs de France et d'URSS.

ارا

tits prédateurs du « marché ». Cependant, ils disposent encore, dans bien des cas, de plusieurs centaines de camps de loisirs et ont souvent procédé à la création de compagnies de voyage et de tourisme utilisant pour bases les infrastructures survivantes (Bulgarie...). En ce qui concerne leur intervention dans le système de protection sociale, les syndicats ont en général perdu, avec la privatisation des entreprises, la gestion directe de la plupart des hôpitaux, des crèches... En revanche, certains ont participé à la privatisation du système des retraites en constituant leurs propres fonds de pension, qu'ils emballent parfois du qualificatif de « mutuelles ». Enfin, par la négociation avec l'État, ils ont, dans certains cas, conquis des positions de passage obligé (accès aux indemnités de chômage...);

→ sur le plan économique, il ne reste quasiment rien, en Europe de l'Est, de la capacité d'intervention des syndicats dans la marche économique des entreprises. Excepté dans les pays de l'ex-URSS, ils n'assurent plus leurs fonctions antérieures de direction officieuse des ressources humaines dans l'entreprise; → sur le plan politique, il n'existe évidemment plus de syndicat unique d'État en Europe de l'Est. La position d'interlocuteur privilégié du pouvoir des ex-syndicats uniques a rapidement été contestée par de

nouvelles organisations, notamment ces syndicats prétendument indépendants lorsqu'il s'agissait de contester le régime en place, mais entretenant eux-mêmes des liens d'extrême proximité avec des forces du champ politique. Les nouveaux comme les anciens syndicats ont donc tous cherché à jouer un rôle dans le jeu politique nouvellement institué de ces pays.

Un demi-siècle d'économie centralisée de type soviétique et un quart de siècle de marche forcée vers le capitalisme ont fortement conditionné l'évolution du mouvement syndical Est européen, en imprimant un certain nombre de pratiques et de comportements forts éloignés des interventions habituelles d'une organisation syndicale. Beaucoup de syndicats de l'Est ne conçoivent leur action que dans une recherche permanente des positions de pouvoir, qu'il soit économique (au sein des entreprises) et surtout politique (au sein de la société tout entière). Cette tentation politique, ce tropisme politique frôlant parfois la caricature sont d'autant plus forts que le pays se situe plus à l'Est. L'ancienne Union soviétique occupe la première place dans la course à l'intégration institutionnelle du syndicalisme. Mais cette situation n'est pas propre aux pays de l'ex-URSS. Elle peut être observée, à des degrés divers, dans la plupart des pays de l'ancien bloc de l'Est: transformation de Solidarnosc en parti politique au tournant des années 1990 en Pologne, soutien politique musclé des syndicats de

mineurs au pouvoir en place en Roumanie au début des années 1990, élection de dirigeants syndicaux au sein du Parlement bulgare, nombreuses passerelles entre syndicalisme et monde politique en Hongrie. Néanmoins, depuis quelques années, ces pratiques s'estompent en Europe de l'Est au profit d'un repositionnement sur des activités plus «naturellement» syndicales. La plupart des organisations syndicales de l'Est, y compris les anciens syndicats uniques, ont déjà fait évoluer leur référentiel en replaçant la représentation des salariés, la revendication et la négociation au centre de leurs valeurs fondamentales.

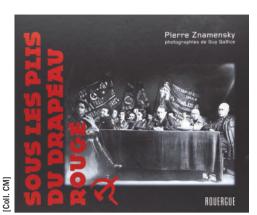
Mais elles souffrent toutes d'un niveau de syndicalisation en chute libre par rapport à celui qui prévalait durant la période soviétique. Par ailleurs, les pays issus de l'ancien bloc soviétique connaissent tous un faible niveau de négociation collective. Les pays de l'Est, notamment, pratiquent tous une forme très décentralisée de négociation. La plupart des questions soumises à la négociation collective sont donc traitées au

niveau de l'entreprise, y compris celles du salaire, du temps de travail, de l'emploi et des conditions de travail. La faiblesse du niveau sectoriel ou intersectoriel est due aux pauvres capacités institutionnelles mises en place sur les décombres de l'ancien système. Le cadre légal est souvent incomplet, l'État peinant à l'achever alors que, dans le même temps, certains pays sont encore attachés à la mise en place d'un dialogue social tripartite. Paradoxalement, il n'est ainsi pas rare de voir l'État (ou les pouvoirs locaux) s'inviter à la table de négociation au niveau de l'entreprise, voire au niveau de la branche. La vitesse des changements économiques, avec une phase de privatisation qui s'est étalée sur toute la décennie 1990, explique également cette primauté de l'entreprise dans les niveaux pratiqués de négociation.

En ce qui concerne les taux de couverture de la négociation collective, on observe une même situation de faiblesse à l'Est. Moins d'un salarié sur trois est couvert par un accord collectif dans la population active des pays de l'Union européenne anciennement socialistes, contre près de trois sur quatre parmi les salariés des pays d'Europe de l'Ouest. En matière de représentation des salariés, on relève aussi un contraste majeur entre les ex-modèles Ouest et Est européens. Parmi les pays issus de l'ex-URSS, notamment, quasiment aucun ne dispose d'institution représentative du personnel, telle que nous l'entendons en



Le n° 147 des Cahiers de l'institut CGT d'histoire sociale



Sous les plis du drapeau rouge

France. Ces pays ne prévoient que le canal syndical pour représenter les salariés dans l'entreprise, certains syndicats ayant même réagi avec méfiance aux tentatives d'introduction de comités d'entreprise ou équivalents. Il en résulte que les syndicats sont la forme prédominante, voire unique, de représentation des salariés sur le lieu de travail. Certains pays connaissent un pluralisme syndical (Pologne, Bulgarie, Roumanie, Hongrie, Lituanie); d'autres sont dominés par une grande confédération (Estonie, République tchèque et Slovaquie, Slovénie, Géorgie, Azerbaïdjan, Arménie,

Moldavie) avec, dans certaines variantes,

des organisations sectorielles ou des orga-

nisations concurrentes plus petites (Russie,

Ukraine, Bélarus, Kazakhstan).

Avec la «transition», soulignons également que les organisations syndicales de l'Est ont connu une baisse très importante de leur nombre d'adhérents, a fortiori si on le compare aux chiffres revendiqués par les anciennes centrales uniques. Il convient de préciser que cela n'est pas uniquement dû à la perte du monopole syndical. L'adhésion, même si elle était recommandée, n'était cependant pas obligatoire dans le contexte soviétique. Mais le syndicalisme a beaucoup souffert des dégâts économiques et sociaux provoqués par la conversion forcée au capitalisme: désindustrialisation, récession éco-

nomique, pertes massives d'emplois, désintérêt pour le syndicalisme ont pénalisé tant les anciennes que les nouvelles structures syndicales, à un moment où elles n'avaient jamais été aussi nécessaires pour la défense des travailleurs et de leurs familles.

En un siècle d'existence, le syndicalisme dans les pays de l'Est a traversé trois grandes périodes: sous le tsarisme, dans le contexte soviétique et face au chaos du capitalisme sauvage. Ces grandes phases ont été déterminées par deux transformations majeures: celle engendrée par les révolutions de 1917 et celle provoquée par la contre-révolution libérale de 1989 à 1991. Pour répondre à la question titre, un seul mot suffit sans doute: oui, le syndicalisme soviétique a existé, avec une forme et une finalité tout à fait particulières, extraordinairement contraintes par la nature du régime et par les rapports que l'un et l'autre entretenaient. En contrepartie d'une absence de libertés politiques mais aussi syndicales (refus du pluralisme syndical, inexistence d'un droit effectif de grève), il a joué un rôle économique et social apprécié des populations, le transformant en modèle pour certains, en épouvantail pour d'autres. Le recul nous permet aujourd'hui de regarder son histoire avec la volonté de tirer expérience des pages qu'il a écrites.

Pierre Znamensky

Relations entre partis et syndicats CONSTRUIRE QUELQUES GARDE-FOUS

La question du rapport avec les partis politiques est récurrente dans le mouvement syndical, avec en toile de fond la crainte d'une instrumentalisation des syndicats par les partis, dont ils seraient le prolongement, comme l'a été longtemps la CGT pour le PCF ou « des relations d'étreinte mortelle entre le mouvement syndical et le mitterrandisme », comme l'écrit Solidaires. Les risques sont donc identifiés: l'entrisme, l'affiliation, l'inféodation, les conflits d'intérêts, l'influence liée au manque de diversité, des conflits internes...

Philippe André est prévisonniste hydro-météo et un des animateurs de Up! à Grenoble*, Anne Debrégeas est ingénieure de recherche en économie et fonctionnement du système électrique, Jérôme Schmitt travaille à la Centrale de Dampierre-en-Burly. Tous trois sont membres du secrétariat national de SUD Énergie.



de Saint-Égrève

our éviter ces écueils, l'Union syndicale Solidaires, qui rappelle notre attachement à l'indépendance syndicale, met des garde-fous basés essentiellement sur le non-cumul des mandats. Dans l'ouvrage Qu'est-ce que l'Union syndicale Solidaires, on peut ainsi lire qu'« il n'est pas possible d'accéder à une responsabilité syndicale si l'on dispose d'une responsabilité politique nationale ». On constate néanmoins que le non-cumul des mandats ne protège ni de la manipulation de l'organisation syndicale par un parti ou une association, ni des risques de confusion d'image, qui sont les deux écueils principaux.

LES RISQUES DE MANIPULATION OU DE PERTE D'INDÉPENDANCE SYNDICALE VIS-À-VIS D'UN PARTI OU D'UNE ASSOCIATION

Cela se traduirait par le fait que les positions du parti ou de l'association sont imposées de l'extérieur à l'organisation syndicale, empêchant le débat à l'intérieur du syndicat. À une époque, certains partis politiques mandataient des militant·es pour défendre un point de vue dans un syndicat. C'était le cas dans le PCF avec la CGT, mais également dans le PS avec l'UNSA, voire avec la CFDT. Les réunions syndicales étaient préparées dans le parti. Les militant·es qui n'étaient pas dans la ligne du parti étaient évincé·es. À un degré moindre, le syndicat peut devenir acritique par rapport à un parti « proche », ce qui est particulièrement préjudiciable si ce parti arrive au pouvoir. Dans ces situations, la manipulation ou la perte d'indépendance ne proviennent pas du fait qu'un

ou plusieurs militant·es, qu'ils·elles soient ou non membres d'une instance nationale, cumulent des mandats, mais bien qu'un petit nombre de militant·es imposent leurs idées au plus grand nombre ou refusent la diversité des engagements politiques.

LES RISQUES DE CONFUSION

EN TERMES D'IMAGE

Il est indéniable que l'expression publique de dirigeant·es ou de personnalités médiatiques d'une organisation syndicale au nom d'un parti politique peut créer une confusion en termes d'image. L'appartenance d'Olivier Besancenot au NPA a ainsi conduit certains à penser que SUD était « le syndicat du NPA». Mais, on le voit dans cet exemple, cela n'est pas lié au cumul de mandats nationaux, puisque Besancenot n'en avait pas pour SUD PTT. De même, l'engagement politique d'un ex-dirigeant d'un syndicat peut conduire certains à faire l'amalgame. Ainsi, lorsque Didier Le Reste s'engage pour le Front de Gauche, le fait qu'il ne soit plus dirigeant de la CGT Cheminots ne change pas fondamentalement les choses dans l'opinion.

Le risque est d'autant plus grand que les partis politiques sont souvent en recherche de soutiens qui « représentent » les salarié·es, et incitent donc les militant·es à mettre en avant leur identité syndicale. Pour éviter cet écueil, il faudrait alors demander aux militant·es « médiatiques » de choisir définitivement entre leur engagement politique et syndical, ce qui est bien sûr inenvisageable. Par ailleurs, s'il est essentiel de préserver l'indépendance syndicale, il est tout autant nécessaire de ne pas décourager et rejeter des militant·es syndicaux, au titre qu'ils elles seraient également engagé·es politiquement ou dans une association. D'autant plus que les militant es pleinement investi·es, ayant une pratique efficace du militantisme et une vision construite de la société que nous voulons, sont précieux et précieuses pour le mouvement syndical.

Si un·e militant·e d'un parti ou d'une association amène des idées extérieures au syndicat pour qu'elles soient mises en débat, c'est plutôt une richesse. Chacun·e a, de toute façon, des influences diverses, des proximités personnelles et il est illusoire de vouloir le nier. La question essentielle est donc bien celle du fonctionnement démocratique, qui doit permettre de contester telle ou telle proposition, d'où qu'elle vienne, et d'adopter les positions qui représentent le point de vue majoritaire des membres de l'organisation syndicale. C'est pourquoi les débats que nous avons eus à SUD-Énergie et les difficultés que nous avons rencontrées nous ont conduits à

Appel pour la construction d'un véritable service public de l'énergie sous contrôle citoyen





conclure que les moyens à mettre en œuvre pour garantir la nécessaire indépendance syndicale doivent être basés avant tout sur des règles démocratiques de fonctionnement de notre organisation syndicale.

Nous avons donc laissé une large place à la délibération collective et limité au maximum les interdits a priori dans nos statuts, qui se limitent à stipuler que « le cumul des fonctions de membre de secrétaire national avec des responsabilités politiques ou associatives nationales est soumis à l'accord du Conseil national de SUD-Énergie. Seuls les mandats politiques électifs au suffrage universel, quel que soit le niveau (municipal, départemental, régional, national, européen), sont considérés comme incompatibles par principe avec la fonction de membre du Secrétariat national. » Le collectif doit être en capacité de décider à tout instant si un éventuel cumul des mandats est préjudiciable à l'indépendance syndicale. Le Conseil national doit donc être informé des engagements politiques des membres du bureau national et peut décider de refuser ce cumul. Le règlement intérieur précise par ailleurs que «Tout adhérent a la possibilité de saisir la fédération, s'il juge que l'indépendance politique d'une structure - locale ou nationale - est mise à mal, et demander la mise à l'ordre du jour de ce point lors d'un CN » et qu'« afin de garantir un fonctionnement démocratique, un groupe d'adhérents peut demander un vote sur une question particulière, conformément au règlement intérieur».

Concernant les risques de confusion en termes d'image, des règles simples peuvent aider à les éviter, ou du moins à les limiter:

- → essayer de multiplier les porte-parole et de les faire tourner;
- → ne pas s'exposer médiatiquement inutilement lorsqu'on a des responsabilités nationales;
- → bien faire la distinction entre les interventions à titre personnel (l'intervenant·e peut se présenter comme syndicaliste, voire comme syndicaliste SUD, mais en précisant qu'il·elle ne représente que lui-même) et les interventions en tant que porte-parole de notre organisation syndicale, qui doivent alors se faire sur un mandat clair défini collectivement.

PRÉSERVER ET PROMOUVOIR L'ENGAGEMENT POLITIQUE DANS LE SENS NOBLE DU TERME

Un syndicat peut être considéré comme un organe politique à part entière, car au-delà des actes militants de terrain liés à la défense quotidienne des salariés dans les entreprises, chaque prise de position d'importance nationale nécessite une opinion politique. Par exemple, lorsque le gouvernement prévoit d'éclater le système de retraite, notre sécurité sociale ou nos salaires, on voit que chaque décision politique a un impact sur la vie quotidienne des travailleurs et travailleuses. Dès lors, nos tâches syndicales sont éminemment politiques.

Mais, sauf à s'inscrire dans un syndicalisme révolutionnaire, le syndicat n'a pas vocation à remplacer les partis politiques. Notre syndicalisme, qui se veut de lutte, doit garder son indépendance et sa diversité pour lui permettre de maintenir le rapport de force nécessaire à l'émergence d'une société plus juste, et ce, quels que soient les partis au pouvoir. C'est pourquoi ce double objectif qui peut apparaître contradictoire (agir dans la sphère politique tout en restant indépendant) - et cette double contrainte (ne pas s'inféoder à un parti, mais profiter de la richesse d'engagements multiples des militant,es) doivent conduire à des règles sans cesse réinterrogées démocratiquement.

DE L'EXPÉRIENCE RÉCENTE DE NOS LUTTES Contre la privatisation Du secteur électrique

Le mouvement syndical est pris dans le tourbillon des luttes immédiates contre la casse de nos entreprises et de notre modèle social. Une des pistes à creuser pour comprendre nos décennies de défaites face à ce capitalisme ultralibéral, réside sans doute dans la difficulté du syndicalisme, face à ces urgences, à prendre le recul nécessaire pour agir sur le temps long, imaginer un autre monde possible, et construire le projet de société que nous voulons. L'éducation populaire peut (doit) prendre plusieurs formes, que nous avons expérimentées: des universités populaires locales;

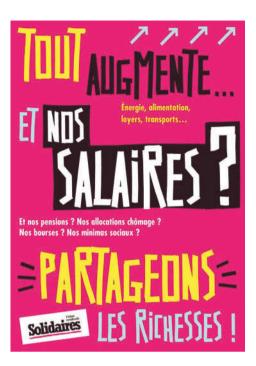
- →des liens tissés avec les élu·es de la nation et les experts de notre secteur;
- → mais aussi avec les médias, le monde associatif, les mouvements citoyens et le milieu culturel.

Universités populaires locales. Les syndicats doivent offrir aux salarié·es, localement, partout où ils sont implantés, des rendez-vous réguliers avec des acteurs et actrices de la vie intellectuelle en mesure d'impulser une réflexion collective sur un autre monde possible. Que ce soient des historien·nes, des réalisateurs ou réalisa-

trices de documentaires, des écrivain-es, des journalistes, des personnalités politiques, des syndicalistes, des militant-es d'associations citoyennes, des économistes, des écologues, des sociologues, etc. L'intérêt est multiple:

- → d'une part, ce brassage permet de constituer une culture sociale commune et une réflexion croisée, sur lesquelles notre syndicalisme pourra s'appuyer utilement: intéresser ces acteurs et actrices à nos propres enjeux et nous nourrir de leur travail approfondi pour nos revendications. Cela nous permet de constituer un socle militant plus solide, plus cohérent et moins morcelé, de bénéficier de leur appui et de leur notoriété pour relayer, médiatiser et faire connaître les dérives de nos entreprises que nous dénonçons (répression syndicale incluse) comme nos revendications;
- → d'autre part, ces rencontres nous permettent d'élargir notre audience et de faciliter l'engagement de populations souvent éloignées du syndicalisme (les jeunes, les femmes et les experts, en particulier).

Depuis 2014, nous expérimentons avec notre petite université populaire, up!, tous ces bénéfices à Grenoble, dans une unité d'ingénierie d'EDF de 700 salarié·es (moitié ingénieur·es, moitié technicien·nes). Les jeunes, les femmes, des salarié·es haut placé·es dans l'organigramme (hors hiérarchie, bien entendu, SUD étant vraiment diabolisé à EDF...), beaucoup de salarié·es n'ayant «jamais été syndiqué·es », de leurs propres dires, ont d'abord adhéré à up!, en demandant même des garanties d'étanchéité avec notre syndicat. Mais quelques années plus tard, une grande partie d'entre eux a fini par se syndiquer. Nous avons aussi découvert l'extrême disponibilité des figures du monde militant: des Serge Halimi, Bernard Friot, Nina Faure, François Ruffin, Pierre Carles, Gilles Perret, Cécile Nicod, côté têtes d'affiche nationales, et, localement, le monde universitaire des historien·nes, économistes et sociologues, a répondu présent avec un enthousiasme



dont il faut, nous semble-t-il, prendre note (et si nous n'étions pas seul·es à nous sentir isolé·es?). Tout le monde a répondu dans l'heure, bien souvent dans le quart d'heure, comme parfaite illustration de la soif de partager entre mondes militants pas forcément habitués à se rencontrer. Concrètement, nous organisons une rencontre par mois, entre midi et deux heures (beaucoup de périurbains sur Grenoble, trop éloignés pour imaginer des rendez-vous le soir), 10 mois par an. La cotisation est libre, avec un plancher à 10€/mois. France Inter et Philippe Bertrand, dans leurs «Carnets de campagne », ont posé sur notre initiative (trop) rare un regard bienveillant lors de leur passage à Grenoble, en février 2020. Et, en huit années de pratique, on s'en sort avec un budget de 1000 €/an (financé pour moitié par les adhésions syndicales), la Bourse du travail ou des salles municipales étant gracieusement mises à disposition, et les intervenant∙es restant très frugaux.

Liens avec les élus de la nation et les experts de notre secteur. Dans notre secteur comme dans beaucoup de services publics, nous devons nous battre pied à pied contre les privatisations rampantes et le dogme de la concurrence, à l'œuvre chez nous depuis une vingtaine d'années. C'est une nécessité pour défendre les salarié·es qui pâtissent de cette évolution et, plus généralement, pour défendre notre modèle social donc l'ensemble des citoyens et citoyennes. Or, ce combat se mène, certes, sur le plan syndical dans l'entreprise, mais aussi dans la sphère politique. La complexité technique du sujet confère aux syndicats du secteur une responsabilité particulière pour alerter, témoigner de l'intérieur et faire comprendre aux citoyen·nes et à leurs représentant·es les enjeux et les dangers que recèlent ces privatisations de secteurs essentiels. SUD-Énergie s'est pleinement engagé sur ce terrain, ces dernières années, en particulier pour alerter et mobiliser le monde politique contre les risques d'une mise en concurrence des barrages hydroélectriques.

Nous sommes, pour cela, entrés en contact avec deux députées qui se mobilisaient pour la défense des barrages (la socialiste Marie-Noëlle Battistel et l'écologiste Delphine Batho, ex-ministre de l'énergie). À leur demande, nous avons mobilisé tous les spécialistes de l'entreprise (ingénieur es, chercheurs et chercheuses, anciens dirigeant·es, exploitant·es) qui étaient prêt·es à témoigner, pour documenter et argumenter ces risques. Nous en avons fait un rapport approfondi et sommes allés à la rencontre de tous les groupes parlementaires et sénatoriaux qui acceptaient de nous recevoir, pour leur exposer ces arguments avec un groupe d'experts. Nous avons ainsi rencontré des élu·es PCF, LFI, EELV, PS, LR et même LREM, ainsi que des député·es européen·nes, comme les ministères de l'Économie et de l'Écologie, et même la Commission européenne. Nous pensons que ces actions ont largement contribué à ce que

tous les groupes politiques, aujourd'hui, se disent farouchement opposés à l'ouverture à la concurrence des barrages.

Nous avons adopté la même démarche pour argumenter les risques et l'impasse que constitue la mise en concurrence de l'électricité, et les dangers propres au projet Hercule visant à démanteler EDF, généraliser le marché, privatiser les activités les plus rentables et nationaliser les autres. Nous avons, là aussi, rencontré des groupes de parlementaires, le ministère de la Transition énergétique, des représentants de la Commission européenne à deux reprises (plus pour comprendre et faire connaître leurs arguments et les contraintes réglementaires que pour les convaincre).

Dans cette démarche, nous n'avons, hélas, pas pu nous appuyer sur les autres fédérations syndicales – même si certain es militant es de terrain nous ont largement aidés. Au contraire, pour des raisons plus ou moins claires, elles ont trop souvent tenté de nous empêcher de rencontrer les élu es. No comment... Afin d'empêcher l'ouverture

à la concurrence des barrages hydroélectriques, nous avons même assisté le groupe sénatorial Écologie, Territoires et Solidarité, et en particulier les sénateurs EELV Guillaume Gontard et Daniel Salmon, dans l'élaboration d'un projet de loi compatible avec les textes européens visant à mettre définitivement ces barrages à l'abri de la concurrence en les plaçant dans une entité 100% publique. Hélas, des calculs syndicaux ont amené les autres organisations syndicales à s'opposer à ce projet, entraînant les partis politiques (voir les détails sur notre site internet¹).

Nous avons également amené l'ensemble des forces de gauche – au sens très large – à se réunir autour d'une tribune collective demandant la sortie du marché – quitte à désobéir aux textes européens – et la construction d'un service public sous contrôle citoyen. Malheureusement, tout cela reste insuffisant pour le moment, mais il nous semble que cela contribue à mettre en lumière les aberrations du marché de l'électricité, expliquer les raisons de l'explosion des prix, et à confronter les élu-es à leurs responsabilités. Par ce travail très « politique », nous avons veillé à garder une casquette syndicale et technique, même si,

L'Université populaire Up ! dans une unité d'ingénierie EDF à Grenoble



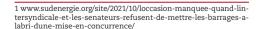
bien sûr, l'écoute a été plus ou moins attentive et les échanges plus ou moins poussés selon les groupes.

Liens avec les médias, le monde associatif, les mouvements citoyens et le milieu culturel. Ce travail d'argumentation, reposant sur le savoir collectif des salarié·es du secteur, a reçu un accueil inespéré dans les médias. Le Monde, Libé, Mediapart, Le Monde diplomatique, Politis, Le Canard enchaîné, France Inter, France Culture, RTL, RT TV, France Télévision, Blast, Reporterre, Bastamag, Là-bas si j'y suis... ont tous relayé et mis en lumière notre travail, facilitant le lobbying citoyen et syndical auprès du monde politique. Nous avons également apporté au monde militant citoyen les armes pour comprendre les enjeux de la privatisation du secteur électrique. Des Nuits Debout aux Gilets jaunes (qui ont inscrit dans leurs 20 premières revendications « des barrages 100% publics!»), des Amis du Monde diplomatique aux comités locaux ATTAC (qui tous deux ont porté notre documentaire à bout de bras), des Économistes atterrés aux associations de consommateurs, tous ont montré un vif intérêt à s'emparer du sujet. Sur la forme, nous avons tenté de nous appuyer non seulement sur des formats

plus ou moins classiques - rapports, articles, tracts, vidéos didactiques, supports de présentation avec voix enregistrée – mais également sur des formes plus facilement appréhendables, pour toucher le public le plus large possible: nous avons largement contribué à la réalisation d'un documentaire grand public, Barrages, l'eau sous haute tension, réalisé par Nicolas Ubelmann, l'un de nos premiers invités à up!, avec près de 100 soirées projection-débat et plus de 100 000 vues, dont le CD a été distribué à tous les député·es et sénateur·rices. Le jour de notre première audition à l'Assemblée, nous avons également distribué un morceau du pianiste de jazz Brad Mehldau pour illustrer les barrages sous monopole (une fugue de Bach) et sous concurrence (une variation sombre et chaotique). Dernier exemple, une bande dessinée (Barrages -Eau secours! illustrée par le dessinateur Xhee, dont la sortie est imminente) retrace les enjeux de maintenir ces barrages dans le domaine public.

Nos luttes comme notre projet politique doivent être heureux, festifs et désirables. Ils doivent être partagés par le plus grand nombre, donc s'appuyer sur tous les relais, y compris politiques, en toute indépendance.

Philippe André, Anne Debrégeas, Jérôme Schmitt



La motion d'Amiens

En 2006, la fédération des syndicats SUD-Rail tenait son quatrième congrès fédéral. Quel rapport avec la Charte d'Amiens? Par hasard (oui, désolé pour les historiens et historiennes qui pourraient plus tard s'interroger sur la coïncidence des dates), il se trouve que ce congrès a eu lieu à compter du 16 octobre. Donc, cent ans, jour pour jour, après la séance de clôture du congrès d'Amiens de la Confédération générale du travail, le congrès de la Charte d'Amiens. 16 octobre 1906 - 16 octobre 2006, l'occasion était belle de montrer comment, modestement, le syndicalisme SUD-Rail se voulait dans la continuité des signataires de la motion de 1906. Cela se traduisit par la réédition en fac-similé du compte-rendu du 9° congrès de la CGT, précédé de six textes plus contemporains: une analyse de la Charte par l'historien Gilles Morin; un texte de Georges Séguy, ex-secrétaire général de la CGT, «1906, la CGT adopte la Charte d'Amiens»; un document de FO, «1906, la Charte d'Amiens: le mouvement syndical conquiert sa maturité»; une publication de la FGAAC, «À propos de la Charte d'Amiens»; une communication de Thierry Renard « 100 ans après la Charte d'Amiens : la notion d'indépendance syndicale face à la transformation des pouvoirs»; l'appel pour l'autonomie du mouvement social».

Cheminot retraité, coopérateur des Éditions Syllepse, Christian Mahieux est membre de SUD-Rail et de l'union interprofessionnelle Solidaires Val-de-Marne. Il participe à l'animation du Réseau syndical international de solidarité et de luttes*, ainsi qu'au collectif Se fédérer pour l'émancipation et à Cerises la coopérative** et à La révolution prolétarienne***.

^{*} www.laboursolidarity.org

^{**} www.ceriseslacooperative.

^{***} revolutionproletarienne.wordpress.com

ET LE CONGRÈS SUD-RAIL



À Paris, manifestation du 27 janvier 2022

otion? C'est bien de cela dont il s'agit: une motion, une résolution; à l'époque, on disait « un ordre du jour ». En 1906, il n'était pas question de charte; c'est plus tard que le terme a été utilisé et s'est imposé, pour montrer la portée du texte. Pour le syndicalisme français, la Charte d'Amiens est souvent une référence sacrée Et, principe du sacré, on se garde bien de l'expliquer. Il en résulte deux problèmes:

- →Depuis plus de cent ans, tous les courants syndicaux ou presque s'y réfèrent, malgré des pratiques parfois fort différentes.
- → Aujourd'hui, beaucoup des plus jeunes syndicalistes ne connaissent pas, en fait, cette Charte d'Amiens qui réapparaît au détour de textes de congrès, de formations syndicales.

Le document édité par la fédération des syndicats SUD-Rail à l'occasion de son congrès d'octobre 2006 mentionnait le paradoxe de la référence quasi unanime à ce texte:

«Des organisations et courants syndicaux aux pratiques différentes s'en réclament aujourd'hui. Bien sûr, cent ans après, hors du contexte, chacun peut essayer de n'en retenir que ce qui l'arrange. Le caractère affirmé de la lutte des classes pour certains... mais en gommant toute la réflexion sur la nécessaire autonomie du mouvement syndical. L'indépendance du syndicat vis-à-vis des organisations politiques pour d'autres... mais en oubliant qu'il ne s'agit nullement d'apolitisme.

Nous n'avons pas la prétention d'être les uniques "descendant es" des syndicalistes qui rédigèrent et approuvèrent cette motion, devenue "charte d'Amiens". Mais comme nous l'affirmions dès notre création, c'est bien dans la suite des orientations fondamentales qui y sont décrites que nous plaçons le syndicalisme que nous pratiquons, défendons et voulons développer.

Ce fil du temps qui nous relie aux initiateurs de la charte d'Amiens dépasse ce seul texte. Deux sujets essentiels ne sont pas repris dans la charte, mais font partie des valeurs et pratiques défendues par ceux qui en furent à l'origine: le syndicalisme est interprofessionnel et internationalisme. Au sein même du congrès d'Amiens, d'autres débats abordent ces sujets et la place prise par la fédération des Bourses du travail en atteste

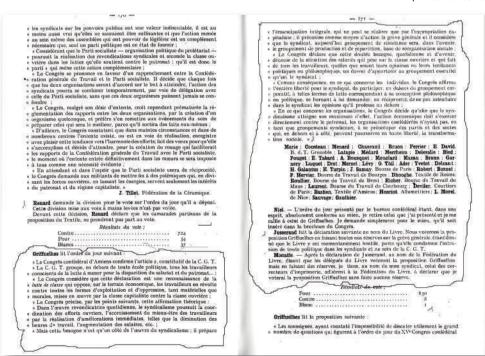
Au compte-rendu original de ce congrès, nous avons ajouté:

Un texte qui rappelle assez brièvement le contexte dans lequel il se situe.

Et trois textes (CGT, FO, FGAAC¹), qui illustrent à quel point la charte d'Amiens est, en quelque sorte, sacralisée dans le syndicalisme français, au point qu'on puisse s'en réclamer pour des raisons opposées parfois. Mais chacun de ces textes donne un éclairage qu'il nous semble intéressant de connaître.

Le bureau fédéral SUD-Rail»

La présentation de «l'ordre du jour» par Victor Griffuelhes



LE CONTEXTE DE LA CHARTE D'AMIENS

Nos reprenons ici des extraits du texte de Gilles Morin²:

«Le IX° congrès confédéral, de la CGT, s'est réuni, du 8 au 16 octobre 1906, dans une école des faubourgs de la capitale picarde. Il rassemblait 350 délégués représentant 1040 organisations. L'appellation de Charte d'Amiens a été donnée à un vote du congrès portant sur les rapports du syndicalisme et des partis, adopté le 13 octobre 1906, à la suite d'un scrutin sur deux textes contradictoires, qui a donné lieu aux débats les plus animés. D'autres résolutions ont été votées par le congrès, les principales portant sur les relations syndicales internationales, l'action pour les huit heures, le travail aux pièces, les lois ouvrières et l'antimilitarisme.

[...] Jusqu'en 1914, la CGT comprend en dehors du courant syndicaliste révolutionnaire, deux autres tendances importantes, les réformistes et les guesdistes, représentants français du courant marxiste. Les guesdistes accordent une place subalterne à l'action syndicale à laquelle ils refusent toute possibilité d'autonomie et sont partisans de la subordination du syndicat au parti. [...] L'unification du mouvement socialiste au congrès de Paris, tenu salle du Globe les 23-25 avril 1905, permet de poser autrement la question du rapport entre le parti ouvrier et les syntones.

[...] À son congrès de Bourges en 1904, la CGT avait adopté le principe de l'organisation d'une « agitation intense et grandissante à l'effet que, le 1er mai 1906, les travailleurs cessent d'euxmêmes de travailler plus de huit heures «. Après la catastrophe de la mine de Courrières, qui fait 1630 victimes le 10 mars 1906 et est suivie d'une vaque de grèves souvent violentes dans le pays minier puis dans différents secteurs d'activité (bâtiment, métallurgie, livre, etc.), la préparation du 1er mai fait naître une hantise de querre civile, exploitée habilement par le nouveau ministre de l'Intérieur Georges Clemenceau. Sur fond de répression – le siège de la CGT est perquisitionné –, le Premier mai est un "succès moral "selon le secrétaire de la CGT, Griffuelhes. Pour la première fois, le syndicat a pu impulser un mouvement d'importance nationale et sensibiliser l'opinion à la journée de huit heures. [...] En fait, la citation introductive ne reprend pas l'article 2 des statuts de la CGT adoptés au

[...] En fait, la citation introductive ne reprend pas l'article 2 des statuts de la CGT adoptés au congrès fondateur de Limoges en septembre 1895, mais le deuxième paragraphe de l'article 1, soit: un amendement initié par des vaillantistes³ (Jules Majot et Léon Martin). Soutenu par des réformistes et des anarchistes, il est adopté par 124 mandats "pour", 14 "contre" et 6 abstentions. Mais le principe de l'indépendance absolue du syndicat envers l'État et les partis politiques avait déjà été adopté, en 1893, par la Fédération nationale des Bourses du travail qui avait participé à la constitution de la CGT. La référence aux "écoles politiques" apparaît datée en 1906, elle tire un trait sur le processus d'unification des socialistes; elle peut aussi viser l'anarchisme. Les statuts précisent

dicats. Le congrès de la fédération du textile dirigé par Victor Renard avait décidé, à la majorité des deux tiers, d'entretenir des relations constantes avec la SFIO. Devançant les critiques, Renard – qui estime que le syndicalisme ne risque plus d'être une victime indirecte des querelles entre socialistes et qu'il peut, au contraire, bénéficier de la dynamique unitaire – dépose au congrès d'Amiens un texte s'intitulant "Rapports entre les syndicats et les partis politiques" qui demande une collaboration entre les deux organisations ouvrières.

¹ La Fédération générale autonome des agents de conduite était une organisation syndicale catégorielle, syndiquant parmi les conducteurs et conductrices de train. Depuis 2009, elle est devenue membre de la CFDT.

² Docteur en histoire, enseignant retraité, Gilles Morin est spécialiste de l'histoire politique et sociale de la France au XX* siècle. Le texte publié dans le livre édité par SUD-Rail était une contribution au site du Maitron.

³ En référence à Édouard Vaillant. Pour les différents noms cités, on se référera au Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, maitron.fr

que la CGT groupe "les travailleurs conscients" et non les citoyens; ils affirment ainsi la priorité du caractère de classe de l'organisation et son rôle révolutionnaire.

[...] Pour les syndicalistes révolutionnaires, "la disparition du salariat et du patronat" constitue le but ultime du syndicalisme et la seule solution à terme. La possibilité d'obtenir des "améliorations immédiates" par "l'œuvre revendicatrice quotidienne "est réaffirmée, ce qui permet d'associer les réformistes, mais elle est relativisée. [...] La grève générale, mythe et vision collective génératrice d'action, est présentée comme l'arme de transformation de la société. C'est une position spécifique des syndicalistes révolutionnaires et des allemanistes. Le syndicat doit devenir dans l'avenir "le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale".»

À CHACUN·E SA CHARTE D'AMIENS?

Il y a un peu de ça. La lecture des documents issus de trois organisations syndicales aussi différentes que CGT, FO et FGAAC le confirme:

«La Charte d'Amiens, sur laquelle se retrouve avec les anarchosyndicalistes les autres courants dits révolutionnaires de la CGT, se prononce de manière claire et nette pour un syndicalisme de classe, de masse et indépendant, trois notions complémentaires et indissociables. "De classe", pour tenir compte d'une réalité économique et sociale qui découle de l'antagonisme entre le capital et le travail : c'est-à-dire d'une contradiction qui, loin de s'atténuer comme le prédisaient les adeptes de la collaboration des classes, tend à s'aggraver et s'universaliser avec la mondialisation capitaliste. "De masse", en ce sens qu'il "fait", comme le stipule la charte, "à tous les travailleurs quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques,

un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat". "Indépendant" vis-à-vis des partis politiques, certes, mais aussi de l'État, quelle que soit la couleur du gouvernement qui le dirige, des églises et de toutes les "sectes extérieures au monde syndical". » (« 1906, la CGT adopte la Charte d'Amiens », Georges Séguy, ex-secrétaire général de la CGT)

«Le défi de la Charte d'Amiens est toujours d'actualité et il retrouve une nouvelle jeunesse après la disparition du bloc communiste. Le 9^e congrès voulait coordonner les efforts des travailleurs, accroître leur bien-être par une diminution immédiate des heures de travail et par une augmentation des salaires. Cent ans plus tard, ce combat est toujours d'actualité. La réduction du temps de travail n'est jamais définitivement acquise et les partis politiques sont toujours à la recherche de relais, d'autant plus qu'ils perdent la confiance d'électeurs déçus par des promesses systématiquement oubliées une fois le pouvoir conquis.» («1906, la Charte d'Amiens: le mouvement syndical conquiert sa maturité», confédération FO).

« C'est le congrès fédéral de la FGAAC réuni les 7 et 8 novembre 1972, à Paris, qui a modifié les statuts de la fédération, en introduisant notamment dans les textes la référence ci-dessous à la Charte d'Amiens, qui a toujours été, dans les faits, la ligne de conduite de notre fédération: "La Charte d'Amiens, dans sa finalité, son expression, son exigence morale, demeure le fondement de la ligne de conduite de notre fédération". Toutes les centrales syndicales françaises se réclament en particulier de l'indépendance syndicale, dans l'esprit de la Charte d'Amiens. Il est possible de constater que les interprétations de ce texte peuvent être extrêmement larges. » (document de la FGAAC).

Le spectre est déjà large. Mais on pourrait citer d'autres organisations syndicales ou courants syndicaux affichant leur profond respect de la Charte d'Amiens. Il y a un réel problème, non pas d'interprétation, mais d'utilisation, de détournement, de récupération de la dite Charte. Au fil du temps, elle est devenue tant sacralisée

⁴ Voir, dans ce numéro, la note dans le texte «De la charte d'Amiens», de Thierry Renard

19	295 —
VOTE SUR L'ORDRE	DU JOUR GRIFFUELHES
(Chiffres rectifiés après po	intage avec les bulletins de vote)
Pour	
rour	834
Contre	
Blanes	
Ont voté POUR les	Organisations suivantes:
AGRICOLES	· I word - A
Maraussan.	— (Pâtissiers). — (Confiseurs).
La Ferme.	Paris (Confiseurs).
Cazouls-lès-Béziers.	— (Boucherie).
Lanouvelle.	— (Dames).
Narbonne.	- (Cuisiniers).
La Redortre.	— et Seine.
Ginestas.	Seine (Boulangers).
Lézignan.	— (Pâtissiers).
Perine-de-Mer.	— (Epiciers).
Bessans.	- (Meuniers).
Saint-Laurent-de-fa-Cabreraisse.	- (Hôtels).
Saint-Nazaire.	(Limonadiers).
Monthur.	(Charcutiers).
Armissan.	Versailles.
Coursan.	Brest.
Canohès.	Dijon.
Ille-sur-Têt.	Périgueux.
Suices. Portel	Lyon.
Canet-sur-Mer.	Angers.
Claira	Grenoble.
Cuxac-d'Aude.	Bordeaux (Boulangers).
Lunel	(Encanteurs),(Cuisiniers),
Mémor	Saint-Quentin.
Marsillargues.	Corbeil-Essonnes (Boulangers).
	- (Meuniers).
ALIMENTATION	Noisiel.
dimentation	Béziers.
Amiens (Charcutiers). — (Boulangers).	Cette.
Orléans.	ALLUMETTIERS
Marseille (Liquoristes).	Trélazé.
- (Boulangers).	Saintines.
Clermont-Ferrand.	Pantin-Aubervilliers.
Tours.	Marseille.
Toulouse (Cuisiniers).	Bègles.
- (Limonadiers).	Aix-en-Provence.

Le résultat du vote.
Suivent, comme pour tous
les autres votes du congrès,
9 pages mentionnant
le choix de chaque syndicat.

qu'on ne peut que s'en réclamer. Même celles et ceux qui ont toujours considéré que le Parti devait dicter la ligne et qui ont agi en conséquence; en contradiction évidente avec les résolutions comme «... ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors » ou «les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis... ». Pareil pour les syndicalistes qui ne prétendent à aucun changement de société; tant pis si cela est à l'opposé de «la double besogne » qui implique que le syndicalisme « prépare l'émancipation inté-

Coll. CM]

grale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ». Il ne serait pas juste d'oublier les tenants et ten-antes des appels répétitifs à la grève générale qui oublient que « dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit [...] l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates...»

POLITIQUE!

La Charte d'Amiens correspond aux discussions, enjeux, réalités, rapport de force de l'époque. C'est évident. Le nier et la brandir comme un fétiche, une entité non discuta-

Le livre publié à l'occasion des 100 ans du congrès d'Amiens, lors du congrès fédéral SUD-Rail de 2006

ble, ne sert à rien. À l'inverse, prétexter son âge pour tenter d'en réduire le sens et la portée aujourd'hui n'est pas convenable. L'essentiel des divergences portent sur le fait politique. Pour certains et certaines, il est réservé aux organisations politiques, aux partis. D'où la théorisation du syndicalisme «qui ne fait pas de politique»: les partis s'en occupent. À l'inverse, l'autre critique faite à la Charte d'Amiens est qu'elle aboutirait à un refus de la politique. Aurélie Trouvé, exporte-parole d'ATTAC-France, résumait cela à l'été 2021 : «Il est peut-être temps de réinterroger la Charte d'Amiens [de 1906], qui actait l'indépendance des mouvements syndicaux visà-vis des mouvements politiques. Aujourd'hui, le fossé se creuse de plus en plus. D'un côté, syndicats et associatifs rejettent les partis et la politique, allant même jusqu'au vote blanc ou l'abstention. De l'autre côté, un certain nombre de leaders politiques de gauche méprisent le mouvement social, considérant qu'il n'est plus représentatif et qu'il ne sert plus à grand-chose. Au contraire, nous avons besoin d'une convergence très forte entre mouvements sociaux, intellectuels et politiques. Il y a des expériences très intéressantes qui vont dans ce sens : l'expérience des villes rebelles en Espagne, ou même à Grenoble.» Le reproche d'un déni ou refus de politique est un non-sens. Tout au contraire, nous affirmons que syndicalisme est politique. Il rassemble celles et ceux qui décident de s'organiser ensemble sur la seule base de



oll. CM]

l'appartenance à la même classe sociale. Ils et elles agissent pour défendre leurs revendications immédiates et travailler à une transformation radicale de la société. C'est le fondement de la Charte d'Amiens! Affirmer que le syndicalisme est politique ne signifie pas nier les organisations politique, philosophiques; c'est refuser qu'elles préemptent le fait politique. Comme le dit la Charte d'Amiens, elles «peuvent poursuivre, en toute liberté, la transformation sociale». Mais les travailleurs et les travailleuses5 peuvent et doivent s'organiser de manière autonome, en tant que classe sociale, et ne pas s'en remettre à des personnalités politiques extérieures à elles et eux, à leur classe sociale. La lutte se mène sur deux plans intrinsèquement liés: pour les revendications immédiates et pour le changement de société, la rupture avec le capitalisme. Ceci a des conséquences concrètes: d'une part, le syndicalisme, parce qu'il est l'outil d'organise collective autonome de la classe ouvrière, a un rôle politique; d'autre part, nous n'avons pas à nous mettre au service de politiciens ou politiciennes ne prenant aucune part à la lutte quotidienne, sur le lieu de travail, le lieu d'exploitation où le lien de subordination et ses conséquences doivent être combattus, pied à pied et sans cesse.

Pour l'anecdote, les « exemples » de villes espagnoles ou de Grenoble illustrent l'appréciation différente de ce qu'est une politique anticapitaliste. Syriza qui se soumet aux diktats de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fond monétaire international, et fait payer la crise du capitalisme au peuple grec; Podemos qui valide tout un pan des contreréformes des gouvernements espagnols précédents; le Parti des travailleurs qui privatise les entreprises publiques brésiliennes et réprime les mouvements sociaux; la gauche plurielle française qui privatise plus que les gouvernements de droite; les mairies « alternatives » de Grenoble ou Barcelone qui combattent les grèves des travailleurs et travailleuses... Et bien d'autres... On en revient toujours au « débouché politique aux luttes» qui est au cœur du débat. La plupart de celles et ceux qui s'y réfèrent ne parlent en fait que de débouché électoral dans le cadre institutionnel établi. Nos aspirations autogestionnaires et de nombreux mouvements sociaux (Gilets jaunes, ZAD, une partie des coopératives, sanspapiers, sans-logement, féministes, antiracistes, etc.) obligent à appréhender les choses autrement. D'ailleurs, un grand nombre d'associations jouent un rôle consi-

dérable dans le mouvement social. Quasiment toutes se sont construites parce que le syndicalisme a abandonné des champs de lutte ou les a ignorés et, de fait, elles font « du syndicalisme » : associations de chômeurs et chômeuses, pour le droit au logement, de défense des sans-papiers, coordination de travailleurs et travailleuses précaires, etc. D'autres interviennent sur des sujets qui sont pleinement dans le champ syndical: elles sont féministes, antiracistes, écologistes, antifascistes, antisexistes, etc. Se pose aussi la question du lien avec les travailleurs et travailleuses de la terre, la mouvance que représente partiellement la Confédération paysanne. Il y a aussi les mouvements anticolonialistes, revendiquant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, antimilitaristes, pacifistes, etc. Tout cela concerne les intérêts et l'avenir de notre classe sociale et c'est de ce point de vue qu'il faut les traiter. L'autonomie des mouvements, telle que nous la concevons, est aux antipodes de l'apolitisme: il s'agit d'inscrire le politique dans les luttes sociales et sociétales. Cela amène à poser la question d'une redéfinition des contours de l'organisation syndicale. Question déjà abordée et sur laquelle nous reviendrons une autre fois; il en est de même à propos de l'unification.

Dernier point: le débat autour de la Charte d'Amiens est légitime et il est bien normal que parmi les syndicalistes il y ait des avis différents à son sujet. Mais on peut s'étonner lorsque cela vient de personnes qui n'ont jamais fait de syndicalisme; sur quoi se base leur avis à propos de ce texte historique et de référence pour les syndicalistes? Certes, on n'est pas obligé de jouer au football pour émettre un avis sur les règles de ce sport et on peut exprimer une opinion très ferme sur la manière de faire un poulet basquaise sans jamais préparer un repas. Mais, dans tous ces cas, « ça vaut ce que ça vaut » comme on dit; pas plus...

⁵ On entend par là, les salarié-es en activité, en retraite, les jeunes en formation, les chômeurs et chômeuses, les personnes non-salarié-es mais ne vivant que de leur travail.

CRITIQUE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE et activité syndicale

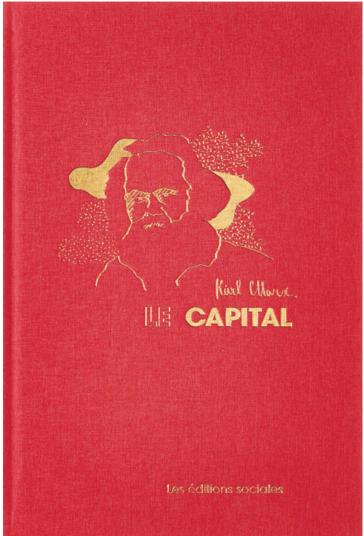
Envisagé par son auteur comme «le plus redoutable missile qui ait jamais été envoyé à la tête des bourgeois »* le Capital est pourtant, bien plus que ses autres textes, resté dans l'ombre des marxismes populaires et de parti. Véritable flop éditorial historique, seuls quelques groupes d'ouvriers isolés s'en saisissent dès sa parution pour constituer des cercles de lecture, tant l'ouvrage semble difficile et érudit**. On se passera rapidement de sa lecture pour lui préférer des livres de «vulgarisation», comme le célèbre Abrégé du Capital de Cafiero*** qui, bien qu'approuvé par l'auteur rhénan, comporte de profondes lacunes. S'ensuivra l'avènement du marxisme de parti dont l'orthodoxie se passe de tout rapport sérieux et précis à Marx, et en particulier au Capital.

* Karl Marx, «Marx à Johann Philipp Becker, 17 avril 1867 ». Correspondance, t. VIII. Paris, Éditions sociales, p. 360.

** Voir à ce sujet le livre de Maurice Dommanget, L'Introduction du marxisme en France. Lausanne, Rencontre, 1969.

*** Carlo Cafiero, Abrégé du Capital de Karl Marx, Éditions Le Chien rouge, 2008. Pour aller plus loin, outre les livres faisant l'objet de notes spécifiques, voir également: Karl Marx, Le Capital, Critique de l'économie politique, PUF, 1993; Louis Janover, Maximilien Rubel, Lexique Marx I. État/Anarchisme, Éditions Smolny, 2020.

Professeur dans le secondaire à Liévin, membre de SUD Éducation Pas-de-Calais, Ivan Jurkovic est aussi traducteur de l'allemand, membre du collectif d'édition Smolny et animateur du site liremarx.noblogs.org.



DR]

AUJOURD'HUI, À QUOI NOUS SERT *LE CAPITAL* DE MARX?

Si les introductions à Marx et à son maître ouvrage parsèment aujourd'hui les rayons de nos librairies, elles ont bien souvent l'intention de nous libérer de cet étrange fardeau qui semble attendre tout anticapitaliste consciencieux: lire le Capital. Encore résonnent les conseils bienveillants de nos normaliens de référence, à l'instar d'Althusser, de ne pas lire la première section (les trois premiers chapitres); ou ceux d'universitaires, bien inspirés par Lénine, qui nous affirment, droit dans les yeux, qu'il faut avoir compris Hegel pour pouvoir comprendre Marx. Alors à quoi bon s'infliger

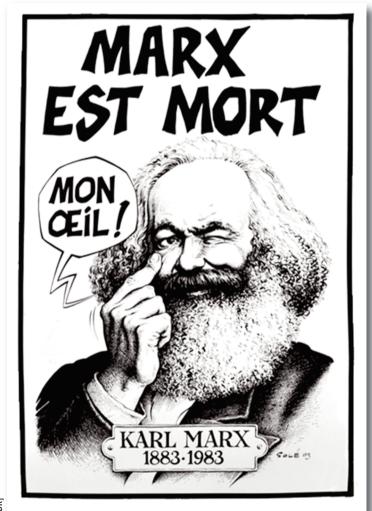
cela? Le temps des idoles n'est-il pas passé? Le portrait des figures tutélaires n'a-t-il pas jauni? Quelle est donc cette voie qui s'ouvre avec *le Capital*? Cet ouvrage est-il, en fait, accessible?

LIRE *LE CAPITAL,* MAIS QUEL TEXTE

ET COMMENT?

S'il est un des ouvrages majeurs de Marx, le Capital a la particularité de n'avoir pas été terminé par son auteur. Envisagé selon différents plans, sa forme finale, bien que donnée par Engels, suit une logique bien spéci-

fique et n'a pas perdu de sa pertinence pour mieux comprendre ce phénomène économique complexe qu'est le capitalisme. Pour comprendre cette logique d'ensemble, il est bien entendu nécessaire de lire la préface (celle à la première édition suffit), mais ce ne sera pas suffisant: pour bien saisir les enjeux théoriques et politiques qui entourent le texte, une introduction très générale permet de réancrer sa lecture dans les tensions propres à tout mouvement en lutte: types de revendications, rôle de l'État, société communiste. Une lecture qui se ferait hors-



sol, sans cette mise en perspective, fera redoubler les difficultés liées à la langue et au niveau d'abstraction exigé par l'auteur. La connaissance des enjeux généraux, historiques et politiques qui constituent en fait l'ensemble de notre arrière-plan implicite de notre lecture, est donc nécessaire. Nous avons certes une connaissance plus ou moins précise de ces enjeux. Pourtant, on ne voit pas forcément comment le texte de Marx y répond déjà par lui-même, ou en quoi certaines ambiguïtés qu'il comporte ont généré ces débats. Cet éclairage plus large autant sur l'ouvrage que sur notre « pré-compréhension » est apporté par l'introduction de Michael Heinrich¹.

La lecture du Capital pose des difficultés spécifiques liées à la nature du texte luimême, à son style et à l'ensemble de références explicites et implicites qui le traversent. À contre-courant de toutes les lectures qui en font un ouvrage accessible aux seuls universitaires ès Hegel et germanistes, Michael Heinrich est le seul auteur aujourd'hui à répéter inlassablement qu'il est possible de lire le Capital sans avoir fait d'études supérieures. Michael Heinrich, qui, s'il reconnaît l'accessibilité de l'ouvrage, ne manque cependant pas de nous assister dans notre lecture, sans gloser de manière

non nécessaire, grâce à son livre Comment lire le Capital de Marx? Cet ouvrage est le résultat de nombreuses années de cercles de lecture tenus à Berlin, qui ont permis de mettre en évidence les questions récurrentes qui apparaissent à la première lecture. Ainsi, l'auteur se borne à nous indiquer, si cela est nécessaire, une référence implicite, qui était alors un lieu commun, au moins des lecteurs bourgeois de son époque. Il sera ainsi d'une grande aide à celles et ceux qui entendent s'atteler à cette lecture.

Si l'on est tenté de s'arrêter au premier Livre, ce n'est pas sans contradiction avec le développement général de Marx, pour lequel il existe certaines limites aux concepts qu'il développe selon les divers degrés d'abstraction qu'il atteint. C'est pourquoi, par exemple, la théorie du capital telle qu'elle est formulée au livre premier, même si elle est cohérente, est pourtant contredite dans certains de ses présupposés dans les Livres II et III. Par exemple, ces contradictions, Marx les avait en vue dès le premier chapitre, lorsqu'il pose les déterminantes fondamentales des sociétés dans lesquelles règne le mode de production capitaliste. C'est pourquoi il a posé que le prix d'une marchandise exprime sa valeur dans le Livre I, ce qui est une condition qui dérive de la nature même de l'échange, posant comme nécessaire que les choses qui se rapportent les unes aux autres le soient dans une unité commune, puisqu'elles doivent pouvoir être mesurées les unes aux autres. Si pour pouvoir s'échanger elles doivent se rapporter à une chose commune à l'une et à l'autre - leur caractère de produit du travail - ce n'est qu'au Livre II que nous atteignons à un niveau de complexité qui nous permet de comprendre qu'à aucun moment dans le mode de production capitaliste, les marchandises ne s'échangent exactement « à leur valeur ». Enfin, lire les trois Livres du Capital permet d'avoir un aperçu plus précis sur la fonction spécifique de l'État dans le mode de

¹ Michael Heinrich, Critique de l'économie politique. Une introduction aux trois Livres du Capital de Marx, Éditions Smolny, 2021.

production capitaliste. Si on ne trouve pas chez Marx de théorie unifiée de l'État, il est important de se rappeler qu'elle ne se résume pas à une approche instrumentaliste, au sens où l'État ne serait qu'un instrument du capital. Il peut parfois arbitrer entre les capitaux singuliers, à leur détriment immédiat, pour en fait préserver les possibilités de valorisation en général, comme en régulant la qualité des marchandises en vente.

COMPRENDRE LA FONCTION DU SYNDICAT ET LES CONTRADICTIONS QUI LE TRAVERSENT

Ce n'est pas seulement à droite que l'on a considéré, et que l'on considère encore, que le Capital n'est plus actuel et qu'il ne sert donc plus à rien de le lire. Même si Marx utilise particulièrement l'Angleterre du XIX^e siècle comme exemple et illustration, «l'objet du Capital n'est nullement le capitalisme anglais, et ce n'est pas non plus le capitalisme du XIX^e siècle. L'intention de Marx n'est pas d'analyser un certain type de capitalisme ou une certaine phase du développement capitaliste, mais — comme il le souligne dans la préface à la première édition allemande — les lois

fondamentales du capitalisme. Ce que Marx veut exposer, comme il le fait remarquer à la fin du livre III, c'est le mode de production capitaliste "dans sa moyenne idéale²". Ce qui lui importe, c'est ce qui fait que le capitalisme est capitalisme. »³

Si ce livre peut donc nous dire quelque chose sur le capitalisme en général, il nous permet d'avoir des éléments d'orientation pour nos revendications et nos pratiques. L'activité syndicale intervient sur les conditions de travail dans le cadre capitaliste. Elle n'existe que par le capital et l'intensification du degré de conflictualité entre différents groupes sociaux. Il n'y a pas eu de syndicats d'esclaves pour une raison simple: l'égalité des contractants n'était pas supposée. Or, c'est une condition dérivant de l'échange marchand, le vendeur et l'acheteur doivent se trouver sur un pied d'égalité, ils doivent prendre le statut qu'a la marchandise dans l'échange. C'est bien une spécificité liée à l'extension de l'échange marchand que toutes et tous peuvent être considérés comme égaux, ayant les mêmes droits, c'est le potentiel émancipateur du capitalisme. Ceci ressort de l'analyse faite par Marx dans le premier chapitre du Capital, où encore aucun acteur humain n'intervient, seule est à l'œuvre la logique de l'échange.

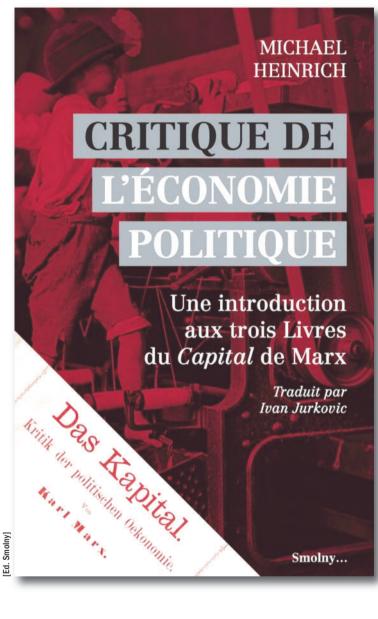
L'histoire autant que le Capital le montrent sans détour, la lutte de classe n'est pas intrinsèquement et nécessairement anticapitaliste: «Les luttes de classes sont tout d'abord des luttes au sein du capitalisme : le prolétariat lutte pour ses conditions d'existence en tant que prolétariat, pour des salaires plus élevés, de meilleures conditions de travail, la fixation légale de droits, etc. Dans cette mesure, les luttes de classes ne sont pas le signe d'une faiblesse particulière du capital, ou même d'une révolution imminente, mais bien plutôt la forme normale du mouvement que prend la conflictualité entre la bourgeoisie et le prolétariat. »4 Dans la mesure où l'activité syndicale défend ou tend à améliorer la condition des travailleurs et des travailleuses, elle est, dans un

² Karl Marx, MEW, t. 25, p. 839; Karl Marx, Œuvres, Économie, II, Paris, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1968, p. 1440.

³ Michael Heinrich, Comment lire le Capital de Marx?, p. 12, Éditions Smolny, 2022.

⁴ p. 259.

⁵ En témoigne par exemple la transition énergétique programmée de la Chine qui en réformant sa production d'énergie favorise un renouvellement de ses infrastructures l'engageant déjà sur un plan de relance massif de son économie.



sens, un élément aussi nécessaire au capital que l'est la lutte pour l'écologie⁵. Dans la forme politique qui lui convient le mieux, le fascisme ou la dictature, les syndicats n'existent pas, ils sont interdits, il ne faut pas non plus l'oublier. Le capital est régi par une dynamique qui le contraint - et contraint ceux qui le représentent et remplissent sa fonction - à réduire le temps d'exploitation de la force de travail (appelée longévité de la vie et âge de départ à la retraite) ainsi que la fertilité de l'ensemble des sols. Après la première phase appelée de soumission (subsomption) formelle au capital, s'en est suivie celle dite de soumission réelle, qui consiste à intensifier l'extraction

de plus-value pendant le temps de travail. L'intensification de cette extraction signifie une accélération des cadences, l'augmentation du degré de concentration psychique, la chasse aux pauses, la lutte contre la lenteur, etc.

C'est pour cette raison que l'activité syndicale est, sur le long terme, vitale au capital; c'est pour cette raison que la durée de vie de la force de travail, conditionnée autant par la nature de son exploitation que par le temps sur lequel elle s'étend, constitue un enjeu central autant pour le capitaliste que pour le syndicaliste. Ils ont un intérêt commun, et pourtant s'affrontent dans une lutte sans merci. Marx nous permet de comprendre en quoi, dans cette lutte, « les dés sont truqués ».

Sur la lutte de classe, la position de Marx n'est pas figée. Rappelons tout d'abord qu'il n'est pas permis de la réduire à ce qu'il a pu défendre dans le Manifeste communiste, en 1848, ne serait-ce que parce qu'il projette de théoriser ce que sont les classes seulement à la fin du Livre III: la lutte de classe n'est pas un présupposé, il est possible de parvenir à sa compréhension seulement après avoir accédé à celle de la dynamique d'ensemble de reproduction du capital. Le grand théoricien des classes sociales est Ricardo, un économiste classique qui cherche à prouver, contre les capitalistes, que les rentes des propriétaires fonciers ne sortent pas de nulle part: on n'est donc pas spécifiquement marxiste en affirmant que la lutte des classes existe.

Retenons une chose cependant qui nous sera utile pour comprendre la composition et les comportements de classe dans la société contemporaine: une classe répond à deux fonctions distinctes qui peuvent potentiellement être en contradiction. Une classe a une fonction économique: la classe capitaliste est faite de capitalistes qui ont pour fonction la valorisation infinie de capital. Cette classe, si elle remplit complètement sa fonction économique, est une classe dépourvue d'argent puisque l'accu-

mulation de biens se trouve en contradiction avec l'impératif de valorisation qu'elle suit. Ce que permet de saisir spécifiquement le Capital de Marx, c'est déjà la différence qu'il faut absolument faire entre patrimoine et capital. On n'est donc pas spécifiquement marxiste en prétendant qu'une meilleure répartition de la richesse est nécessaire.

Cependant, une classe sociale a aussi une fonction historique qui consiste à disposer d'un pouvoir de décision politique, d'être représentée, d'être visible et d'avoir une légitimité. Il ne s'agit pas uniquement de stratégies discursives à un niveau « gramscien» de l'hégémonie, mais surtout de stratégies lui permettant de conserver une position dominante, par exemple en faisant des concessions à une autre classe afin de rétablir le calme propice à l'échange. Cette fonction est parfois en contradiction avec sa fonction économique qui, dans l'absolu, n'a d'autre fin que de valoriser toujours plus et toujours mieux le capital. Bien entendu, une classe ne constitue pas un ensemble homogène et uniforme, elle n'agit pas consciemment suivant un plan préétabli, ce que montre notamment la sape systématique de la base sur laquelle se fonde le mouvement du capital, la force de travail.

C'est pourquoi le syndicat tend constamment à prendre la forme qui lui revient de fait dans le capitalisme, celle d'organe du capital. C'est pour cette raison strictement fonctionnelle-économique que le syndicat peut s'avérer être un ennemi de la classe ouvrière. La seule garantie qu'il reste un organe d'émancipation est la manière dont il traite cette contradiction fondamentale, et donc son rapport au prolétariat. Si l'histoire de la lutte de classe nous montre les méfaits de l'hypertrophie du rôle de l'organisation, l'analyse marxienne du mode de production capitaliste permet de ne pas agir uniquement en servant les impératifs de nos ennemis de classe.

DÉPASSER DES POSITIONS SIMPLISTES

ET RÉDUCTRICES

Le Capital permet de comprendre quelles revendications sont potentiellement anticapitalistes et pourquoi elles le sont. En devenant familier avec son argumentation, on peut par exemple comprendre en quoi la phrase de Proudhon, « la propriété c'est du vol» est encore prise dans une critique complètement superficielle du capitalisme. Ce que Marx explique c'est que dans l'ensemble des échanges qui ont lieu, il n'y a pas de vol, il n'y a pas de rupture des principes fondamentaux de l'échange marchand. On n'est donc pas marxiste si l'on dit que les patrons sont des voleurs.

On parvient aussi à saisir en quoi le fétichisme n'est pas une simple illusion, un voile derrière lequel se trouveraient des rapports sociaux « véritables », nous n'avons, en tant que révolutionnaires, aucun voile à lever ou de conscience à éveiller. Il nous faut cependant comprendre comment et pourquoi les formes de pensée qui sont valides et validées dans la pratique le sont. Ce n'est pas une erreur de percevoir que le salaire rémunère le travail, c'est bien ainsi qu'il apparaît vraiment au travailleur; de même qu'il apparaît vraiment au capitaliste que le salaire représente une ponction sur ses profits, exactement comme les matières premières. Le capitalisme produit des manières d'agir et de penser qui sont objectivement valides et efficaces en son sein, elles le sont parce qu'elles permettent à toutes et à tous d'y survivre - plus ou moins.

Cette lecture peut éloigner de nous les pseudos économistes à teneur de gauche en apprenant en fait à les lire, à lire. Lire ce texte exigent et dense c'est autant apprendre à lire les économistes bourgeois que le capitalisme et son fonctionnement. Cela nous permet de dépasser ces positions simplistes et réductrices qui, quand elles s'y réfèrent n'en font qu'un réservoir de citations permettant d'orner de « dialectique » et de « capital circulant » des discours qui cherchent en fait à entériner une différence de capital culturel.

S'atteler à cette lecture permet donc de ne plus s'en tenir à simplement affirmer que la lutte de classe existe; de ne plus se limiter à de simples explications intentionnelles présupposant l'action consciente et unifiée de la classe dominante pour expliquer ce qu'il se passe dans l'économie; de ne plus réduire nos tâches révolutionnaires à l'éveil de la conscience des masses; de ne plus accuser le capitaliste d'être un voleur; de ne plus envisager une étatisation des moyens de production comme un projet révolutionnaire; de ne plus revendiquer un « juste salaire » ou un réformisme de quelque sorte. C'est ainsi seulement qu'une voie véritablement émancipatrice et révolutionnaire peut s'ouvrir à partir de nos luttes. Il nous est alors permis de prendre un certain recul sur nos revendications, de comprendre le rôle que nous jouons, les limites de nos actions, ce que l'on est en droit d'espérer, et ce que l'on est en devoir de faire.

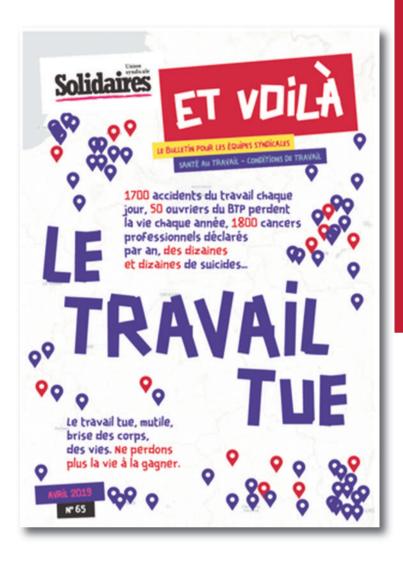
Ivan Jurkovic

La crise sanitaire **UNE RESPIRATION SALUTAIRE?**

Crise de la valeur travail. La crise sanitaire a fait de gros dégâts. Là où on ne les attendait pas. La corona, selon Jean-Luc Porquet «a véritablement ébranlé et annihilé la valeur travail». Porquet, c'est dans le Canard enchaîné; dans le Monde, Léa Iribanegaray nous fait rencontrer des «frugalistes» calculateurs qui, de très près, surveillent leur RIB (Revenu induit par ses besoins). Le boulot, juste ce qu'il faut... « A-t-on perdu tout sens de l'effort?» s'interrogent deux auteurs bretons, Gérard Amicel et Amine Bourkerche, qui dans L'autopsie de la valeur travail, dissèquent l'idéologie du boulot. Un Allemand, Robert Kurz s'en prend, lui, à «l'ethos du travail ». Les éléments de la critique s'accumulent. Procès à charge? Mais, est-ce sérieux cette iconoclaste critique? Allons voir.

Alain Véronèse est militant d'ATTAC-France et d'Agir ensemble contre le chômage, depuis la création du mouvement, en 1994.

207 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



e secteur de l'hôtellerie-restauration a du mal à recruter. Une grande partie du personnel présent avant la crise sanitaire et la fermeture des établissements n'a guère repris le chemin du turbin. Éloigné-es des restos durant plusieurs semaines, à la faveur de cette oisiveté circonstanciée, certains et certaines eurent l'occasion de méditer sur le bien-fondé de leur activité de service à table, ou de leur transpiration en cuisine et à la plonge. Dans ce secteur, les conditions de travail sont pénibles et les horaires fort inconvenants. Pour le service diurne (il y a des restos ouverts 24h/24h), c'est dès 9 ou 10 heures du matin qu'il faut dresser les couverts et préparer les tables. À 11 heures, déjeuner rapide avant l'accueil des premiers clients à midi. Souvent, de 15 heures à 18 heures, 18 heures 30, c'est «la coupure». Et retour pour le dîner,

Le droit à la paresse, Paul Lafargue, Éditions Maspero, 1972

qui doit impérativement être avalé avant 19 heures. Le service du soir se termine au plus tôt à 22 heures, 22 heures 30. À Montparnasse et rue de la Gaîté, par exemple, on peut se sustenter jusqu'à minuit au moins. Les jours de repos, légalement deux par semaine, sont très rarement le samedi et le dimanche. Dans ces conditions, la vie familiale, sociale, amicale et sentimentale est fort problématique. Le niveau moyen des salaires est à peine supérieur au SMIC; avec une exception dans les restaurants classés, réputés et coûteux, où le personnel est au pourcentage, 12 ou 15 %, et bénéficie de 🛒 contraintes liées à la profession.

Toujours est-il que l'oisiveté sanitaire, respiration salutaire, fut pour beaucoup l'occasion de méditer sur l'antique slogan «pourquoi perdre sa vie à la gagner - mal? » Chômage stratégique, indemnisé si possible n'en déplaise à Madame Borne, et recherche de pistes de reconversion professionnelle sont les saines occupations du présent, en attendant de voir. Le patronat des auberges et estaminets est obligé de lâcher du lest. On parlait d'une augmentation des salaires de 20%, un week-end par mois sera concédé. À vérifier.

Reconsidération existentielle pour le personnel, financière pour les patrons. Le virus et aussi un révélateur: le boulot, c'est pas la joie. Le manque d'enthousiasme pour la reprise du turbin est observé dans bien d'autres secteurs. Jean-Louis Porquet, dans le Canard enchaîné (23/06/2021), diagnostiquait - c'est fort grave - « Une pandémie de flemmards ». « Du simple employé au cadre dirigeant, pas moins de 48 % seraient

Paul Lafargue Le droit à la paresse Introduction de Maurice Dommanget * « Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. Cette folie traîne à sa suite des misères individuelles et sociales qui, depuis deux siècles, torturent la triste bumanité. Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progeniture...» * FM / petite collection maspero

démotivés. La corona crise a véritablement ébranlé et annihilé la valeur travail», assène, iconoclaste, Porquet - s'appuyant sur une enquête du Point. Incorrigible, insupportable, le plumitif du Canard d'en rajouter : « Ne plus courir. Rester peinard, chez soi, avec la famille et les amis [...] leur a fait voir la vie autrement. » Impardonnable, dépassant largement les bornes du politiquement correct, Porquet ose nommer et désigner la suprême menace. Imaginons la fureur et l'abyssal désespoir de Macron prenant connaissance de ce qui suit: «La France estelle à la veille de devenir une nation d'avachie, d'assistés à vie, suicidaires partisans de la (horreur!) décroissance?!»

Pour circonstances atténuantes, il faut tenir compte des (perverses, malsaines) lectures de l'auteur de cet insupportable billet (jubilatoire pour certains). Le Travailler deux

heures par jour du collectif Adret¹ côtoie le Droit à la paresse de Paul Lafargue² et de nouveaux Bartleby³ («Je préférerais ne pas...»). Sur cette lancée destructrice de la valeur travail, l'auteur n'économise pas ses munitions. Pour achever le carnage, l'An 01 en explosion finale!

ON ARRÊTE TOUT, ON RÉFLÉCHIT

ET C'EST PAS TRISTE!

Bien au contraire. Au-delà des ruines, reconstructeur, Porquet entrevoit «un monde de vie plus sain, plus lent, plus doux, plus en phase avec les rythmes de la nature. » Et, pour donner des convulsions à Macron, il ajoute: «Le décrochage menace toutes les classes sociales. » Vrai: nombre de professions, pas seulement la restauration, doivent composer avec des exécutant·es démotivé·es. Dans le bâtiment, la première génération des immigrés acceptant le gros œuvre a pris sa retraite, les enfants et petits-enfants sont plus exigeants. Les services à la personne, aides à domicile, sont majoritairement occupés par des femmes à temps partiel qui doivent se déplacer de domicile en domicile. Cavalcades chaque jour renouvelées. Les volontaires pour laver pépé ou pour poser le parpaing ne sont pas pléthores. Ce, d'autant que du point de vue pognon, c'est pas Byzance. Près de 300 000 emplois, dans divers secteurs peu attractifs, restent trop longtemps non pourvus, nous disent, courageux, les « experts » et les comptables. À vérifier: nombre d'entreprises laissent leurs offres apparemment disponibles durant la période d'essai, voire plus longtemps. Toutes catégories confondues, ce sont environ 6 millions de salarié·es qui sont en attente d'emploi. Malgré l'écart, les chômeurs et chômeuses soupconné·es d'insuffisamment chercher seront sanctionné·es, les glandeur.ses éliminé·es. Macron sévère, durement sévit. Il l'a dit devant tout le monde, à la télé.

Il faut frapper vite et fort, le Medef s'inquiète: l'oisiveté bien conduite est mère de toutes les imaginations. Affamer un peu les indemnisé·es (moins de 50%), c'est pour leur bien: allégé·es ils et elles pourront traverser la rue rapidement avec une vélocité inversement proportionnelle au niveau de leur allocation. Plus c'est maigre, plus c'est efficace. Eh, oui, il ne s'agit pas de laisser les quémandeurs d'allocs s'endormir sur leur matelas. Trop risqué. Le temps libre est potentiellement révolutionnaire. Cultivons nos potentialités «même si Macron ne le veut pas» (texte complet chez les Gilets jaunes).

L'ALLERGIE AU TRAVAIL?

Dans les années 70, l'allergie au travail, diagnostiquée par Jean Rousselet dès 1974⁴, inquiétait fort le Medef, encore nommé CNPF⁵. Force est de constater que le virus, la pandémie de flemmardise sommeillait, attendait l'heure de sa résurgence. Les flemmards repérés par Jean-Louis Porquet sont plus nombreux qu'il n'y paraît. Certains jeunes, bien que diplômé·es s'interrogent sur le bien-fondé de la «valeur travail». Une enquête sociale du Monde (29/11/2021), transcrite par Léa Iribanegaray, met en valeur des «frugalistes» militant·es. Léa Iribanegaray écrit en résonance avec le rédacteur du Canard: «Après deux années de

¹ Éditions du Seuil, 1979.

² Éditions La Découverte, rééd. 2012.

³ Nouvelle de Herman Melville parue en 1853, et reprise en 1856 dans Les contes de la véranda.

⁴ Éditions du Seuil.

⁵ Conseil national du patronat français.

pandémie qui ont bouleversé nos repères et changé durablement l'organisation du travail, l'envie de retrouver du sens s'accompagne plus que jamais d'un désir de ralentir, de se retrouver. Du chômage choisi – et non subi – à la retraite anticipée, en passant par une simple réduction du temps de travail, toutes les options sont envisagées pour lever la tête du quidon.» On peut citer, par exemple, la stratégie exemplaire de Matthieu Florence, nantais, qui a réussi à économiser 30 000 euros en quelques années, et homo économicus calculateur (comme il se doit), considère le Revenu de solidarité active (RSA) comme un revenu de base mérité. Avec son petit matelas sécurisant et son allocation mesurée, il pratique une sorte de frugalité révolutionnaire, il lui suffit de 500 à 600 euros par mois pour vivre chichement, mais décemment. Un décroissant subventionné? Dans le groupe affinitaire fréquenté par Matthieu, chacun peut calculer son RIB (Revenu induit par ses besoins) et, estimation faite, convertit cette somme en temps de travail nécessaire. Cela permet « d'arrêter de perdre sa vie à la gagner », déclamentils de concert. La relève des «soixante-huitards » et autres « crypto-situationnistes » est-elle assurée?

AUTOPSIE DE LA VALEUR TRAVAIL

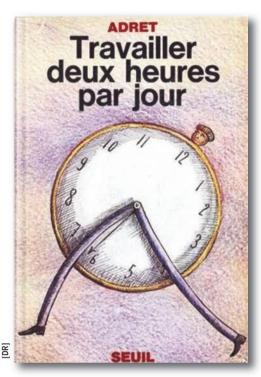
Le démembrement de la «valeur travail » repéré par le chroniqueur du Canard et l'enquêtrice du Monde, commencé dans les années 70, doit d'urgence être poursuivi. La dissection (du cadavre?) est opérée par

Gérard Amicel et Amine Boukerche dans Autopsie de la valeur travail⁶; avec un soustitre provocateur: A-t-on perdu tout sens de l'effort? Citations, tirées d'un livre fort bien fait, une réussite de pédagogie économique, dont nous n'utilisons ci-dessous qu'une faible partie: «Pour une catégorie de chômeurs, le chômage est vécu positivement. Chômage assumé [...] Ces chômeurs heureux et fiers de l'être vont considérer cette oisiveté comme une période de vacances prolongées et se comporter comme des "rentiers provisoires". [...] Les chômeurs de cette catégorie ne vivent pas leur situation comme dévalorisante [...] On peut dire que, pour cette catégorie, il y a un refus assumé du travail car la véritable vie n'est pas au sein de celui-ci, mais en dehors.» Qu'il soit dit que tous les chômeurs et toutes les chômeuses ne vivent pas ce chômage subversif: une certaine sécurité matérielle et financière constituent un préalable pour exercer l'abolition temporaire du salariat. La réforme de l'assurance chômage était urgente...

« Parmi ces chômeurs assumés, il y a aussi les artistes qui, contrairement aux rentiers provisoires, refusent le travail au nom de la liberté et du loisir. » La crise sanitaire, respiration salutaire, l'abolition partielle et provisoire du salariat, ont ouvert, l'espace de significatives interrogations; c'est au moins l'hypothèse des auteurs rencontrés plus haut. La réforme punitive de l'assurance chômage, entrée en vigueur en décembre 2021, est une réaction libérale logique qui vise à paupériser pour discipliner. Pourtant, l'écart du salariat, la résistance au turbin dessinent les contours d'un otium positif, créatif, tel que préconisé par Bertrand Russel dans Éloge de l'oisiveté: «Être capable d'utiliser intelligemment ses loisirs, tel est l'ultime produit de la civilisation » et d'ajouter, réaliste : « Les riches ont toujours été scandalisés par le fait que les pauvres puissent avoir des loisirs. » L'opium anesthésiant de l'idéologie libérale capitaliste a pour fonction d'occulter les potentialités d'un loisir largement partagé, un otium du peuple que la révolution numérique pourrait rendre possible.

⁶ Éditions Apogée, 2020.

⁷ Disponible intégralement sur Internet.



Otium. C'est un terme latin, le temps durant lequel une personne profite du repos pour s'adonner à la méditation, au loisir. Éventuellement s'engage dans des activités visant le développement artistique ou intellectuel. Sénèque loue les mérites de l'otium et le considère comme la caractéristique de l'homme vraiment libre, mais en ajoutant qu'il est bon de le consacrer à un rôle social et politique dans la cité. L'otium romain fut précédé de la scholé grecque. D'où nous vient le mot école...

DAVID GRAEBER BULLSHIT JOBS «Un ouvrage revolutionnaire!» (NARRANNE) « Truculent!» (LE MONDE) « Un livre remarquable » (FRANCE INTER)

LE REFUS DU TRAVAIL,

UNE RÉSISTANCE LÉGITIME?

Dans un numéro de Philosophie magazine (15/11/2021) un article d'Octave Larmagnac Matheron réhabilite et valorise l'attitude de certain·es salarié·es qui refusent de traverser la rue. C'est en 1919, nous dit-on, que Paul Nartop publia Du chômage. Philosophie du manque de travail7. L'argument majeur: «Le travailleur ne veut rien savoir du travail, il veut plutôt lui cracher au visage. » Mais, précise Nartop, « ce que les chômeurs fuient, ce n'est pas le travail comme tel, mais celui qu'on leur propose». Il s'agit pour l'auteur de montrer « que l'homme ne peut s'épanouir qu'en étant "créateur" de son travail. » Dès 1919, Nartorp, précédant Guy Debord, écrit: «Travailler c'est bien, ne pas travailler c'est mieux. » Excessif? La crise sanitaire, telle qu'évaluée, a ouvert l'espace d'une reconsidération existentielle du «travail-emploi»

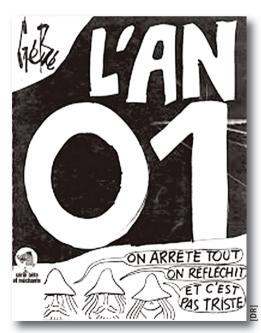
selon la formulation d'André Gorz. Les « adieux du prolétariat », la sortie, même partielle et provisoire du turbin énergivore et chronophage, l'exode hors le salariat ont gagné quelques candidat es. Jusqu'où irontils elles?

La «valeur travail» n'enthousiasme gère les assujetti·es aux «boulots à la con » (Bullshit jobs), analysés par David Graeber8. Très justement il note: «La classe dirigeante s'est rendu compte qu'une population heureuse et productive avec du temps libre était un danger mortel.» Les «boulots à la con» ont une fonction anesthésiante et disciplinaire. Ce sont des activités effectuées souvent sur le registre légal d'auto-entrepreneuriat, une abolition-dissolution du salariat fort éloignée de celle espérée d'antan par le mouvement ouvrier. Comment expliquer la prolifération de tels boulots «complètement improductifs et inutiles », s'interrogent les deux auteurs de L'autopsie. L'utilité est prioritairement idéologique: il faut préserver les apparences de l'occupation travail-emploi du point de vue moral et disciplinaire. Incidemment, distribuer un peu de pouvoir d'achat pour écouler les marchandises surabondantes; la misère généralisée pourrait générer de dangereuse colères. Ces petites dépenses consenties sont un investissement pour tranquilliser les nanti·es.

LES RETRAITÉ·ES DANS LE COLLIMATEUR

Le domaine de la liberté commence là où se termine celui de la nécessité. Débarrassé de la nécessité (de bosser), le ou la retraité·e peut enfin donner libre cours à ses envies et mener se vie comme il·elle l'entend. La contre-réforme des retraites, qui est dans les cartons du gouvernement, vise à imposer la nécessité (?!) de travailler plus longtemps9. Il ne faut pas généraliser outre mesure. Certaines retraites minables obligent les «vieux pauvres» à de petits boulots lamentables. Toujours est-il que pour la majorité, compte-tenu de l'espérance de vie, c'est 20, 30 ans, voire davantage, de loisirs subventionnés (cotisés) qui sont disponibles. Inadmissible pour les bénéficiaires du surtravail des salarié·es, c'est-à-dire les actionnaires accumulateurs de dividendes. L'après

> L'An 01 de Gébé, Éditions du square, 1972. Le film date de 1973.



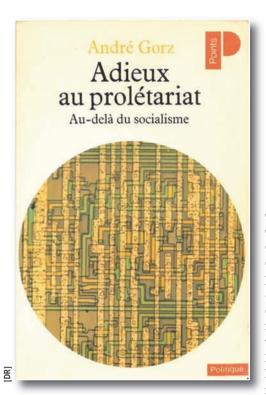
8 Éditions Les liens qui libèrent, 2018.

9 Sur le sort enviable des personnes retraitées, on peut lire «C'est tous les jours dimanche. La retraite en chantant », Alain Véronèse, Les Utopiques n° 13, Éditions Syllepse, printemps 2020.

10 Éditions Galilée.

11 Éditions Ivrea, 1973.

12 Éditions Lignes, 2005.



travail, la retraite, est généralement attendu avec impatience. Cet *after* est quelquefois précédé d'un refus du travail au présent pour des motifs politiquement estimables.

LES ADIEUX DU PROLÉTARIAT

Dès 1980, André Gorz, dans Adieux au prolétariat¹⁰, écrivait: «Des pans entiers de l'activité économique ont pour seule fonction de "donner du travail", c'est-à-dire de produire pour faire travailler. [....] c'est le travail en général qui se trouve frappé de non-sens. Il n'a désormais pour finalité principale que "d'occuper" les gens et de perpétuer ainsi les rapports sociaux de subordination, de compétition, de discipline sur lesquels repose le fonctionnement du système dominant. » L'analyse de Graeber complète celle de Gorz.

La crise sanitaire, a ouvert l'espace mental d'une une trop courte cogitation radicale? Ce n'est qu'un début, la valeur travail a du plomb dans l'aile, soyons vigilant·es: la chute sans alternative disponible serait une catastrophe sociale et politique. Pour essayer de penser l'après-travail nous pouvons lire quelques anticipations positives. Par exemple Bye, bye turbin, d'Yves le Manach¹¹, écrit à une époque où les persistantes effluves de l'imagination « soixante-huitarde » permettaient de décrier le travail « comme valeur capitaliste, antihumaine ».

Les adieux du prolétariat au turbin... Les lecteurs et lectrices audacieux·ses se saisiront de L'avis aux naufragés de Robert Kurz¹²: « Avec la troisième révolution industrielle (la micro-électronique) [...] la quantité de travail rendu superflu est supérieure à la quantité de travail créée par l'extension des marchés. Désormais, le capitalisme atteint ses limites objectives [...]. Parce que les nouvelles forces productives font éclater l'économie fondée sur la valeur et rendent obsolète l'ethos du travail.» Encore un coup contre la valeur travail... Les temps ont bien changé, les thuriféraires du boulot ont aujourd'hui pignon sur rue et subventions accordées par Macron et l'Union européenne. Nonobstant, pour le moins, la pandémie de flemmard·es, s'il en est, aura servi à prendre quelque distance avec la valeur travail, une distance fort salubre. Ne

Alain Véronèse

pas oublier les gestes barrière...

Actualité DE PIERRE BOURDIEU

Pierre Bourdieu est décédé le 23 janvier 2002 à l'âge de 71 ans. Vingt ans plus tard, quelle actualité de Bourdieu – plus précisément de sa production intellectuelle en tant que sociologue – et donc quelle efficacité réelle d'une sociologie critique comme outil au service d'une stratégie politique d'émancipation, du rapport entre science sociale et pratique sociale du politique?

Retraité d'Air France, Pierre Contesenne a participé à la création de SUD Aérien en 1996, puis à l'animation du syndicat national jusqu'en 2015. Il est un des initiateurs des appels « pour des états généraux du mouvement social » et « Résolument pour une alternative, le développement des luttes et l'autonomie du mouvement social », ici évoqués.

215 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



Pierre Bourdieu et Annick Coupé, le 12 décembre 1995

> « Les vraies réponses à la fascisation rampante ou déclarée ne peuvent venir que des mouvements sociaux qui se développent depuis 1995. »

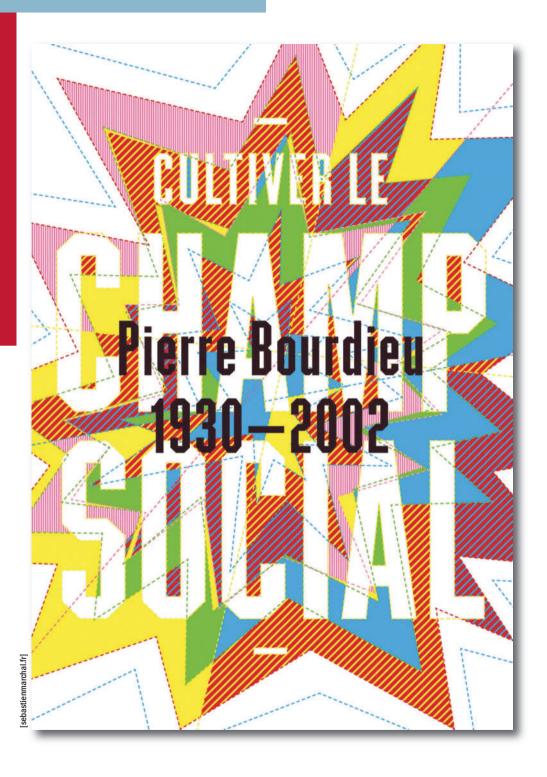
Pierre Bourdieu et al., Pour une gauche de gauche, Le Monde 8 avril 1998

l ne s'agit pas ici de faire une synthèse exhaustive des travaux de Bourdieu – d'abord parce que nous n'en avons pas les compétences dans ce champ spécifique et surtout parce que son œuvre est considérable, d'une lecture qui peut paraître difficile – mais de se demander pourquoi cette sociologie critique, élaborée sur plusieurs décennies, reste une boîte à outils à disposition militante, plus que jamais pourrait-on ajouter! Bourdieu répond ainsi à la question de ce que signifie «critique» au sujet de ses travaux: «Les choses que la sociologie dévoile sont soit implicites soit refoulées et le simple fait de les dévoiler a un effet de dénonciation. »¹ Il s'agit donc de dévoiler (par la raison) et non de dénoncer (par préjugé idéologique ou moral). Enfin, il insistait sur le rapport pratique à la théorie, critiquant «l'arrogance du théoricien qui refuse de se salir les mains dans

¹ Si le monde social m'est supportable, c'est parce que je peux m'indigner, Pierre Bourdieu, Éditions de l'Aube, 2002.

0 UTOPIK 19 der:Mise en page 1 4/03/22 16:00 Page 216

SOLIDAIRES LES utopiques 19 ☐ 216



la cuisine de l'empirie », c'est-à-dire qu'il n'y a pas d'objets d'études à négliger parce que socialement considérés comme mineurs tout en mettant en garde contre l'empirisme qui confond l'objet apparent et l'objet réel. Concernant l'engagement politique des intellectuels et chercheurs: «Je m'expose à [les] choquer... qui, choisissant les facilités vertueuses de l'enfermement dans leur tour d'ivoire, voient dans l'intervention hors de la sphère académique un dangereux manquement à la fameuse "neutralité axiologique", identifiée à tort à l'objectivité scientifique... Il faut coûte que coûte faire entrer dans le débat public, d'où elles sont tragiquement absentes, les conquêtes de la science. »2 À propos du caractère scientifique de la sociologie, un certain préjugé – assez largement partagé - rechigne à la considérer comme telle; pourtant, souvent ces mêmes préjugés ont comme corollaire de considérer comme évident que le libre marché de l'économie capitaliste est indépassable en tant que loi d'airain, sans alternative (ainsi l'économiste ultralibéral Milton Friedmann affirmant qu'il s'agit d'une science neutre ne pouvant faire l'objet de débats politiques).

Le sociologue a eu à essuyer nombre de critiques, voire des insultes («stalinien», «chef de secte», «imprécateur», «terroriste», etc.)³, par méconnaissance réelle de ses travaux, souvent par des journalistes, ou par malhonnêteté intellectuelle de la part de nombreux intellectuels, surtout après qu'il se soit clairement positionné du côté des grévistes et des mouvements sociaux en 1995.

Bourdieu est donc assez spontanément qualifié comme sociologue de la domination, ou plutôt de différentes formes de domination dans des champs spécifiques, en fait c'est bien ce qui dérange sur le fond! Il a théorisé différents concepts à l'œuvre dans ses travaux: capital (économique, culturel, social, symbolique, etc.), champ (politique, scientifique, religieux, etc.), violence symbolique, habitus, que l'on retrouve dans ses ouvrages devenus des classiques de la sociologie: Les Héritiers, La Distinction, La Reproduction, La Misère du monde...

LE RÔLE QUE PIERRE BOURDIEU

ASSIGNE À LA SOCIOLOGIE⁴

C'est une discipline scientifique (la sociologie comme science sociale), qui dévoile ce qui masque la vérité du monde social et, de ce fait, dénonce implicitement l'illusionnisme social qui entrave pour les dominé·es la possibilité de mettre en pratique une dynamique sociale (lutter au sein des différents champs: économique, culturel, éducation, etc.) pour une transformation de la société; société au sein de laquelle, le débat politique démocratique s'articulerait essentiellement autour d'arguments rationnels, à partir du monde tel qu'il est réellement (une politique rationnelle), et non pas à partir de la représentation falsifiée de la société imposée par les dominants et légitimée par les dominé·es (habitus), par la violence symbolique exercée sur eux et elles par les agents/classes sociales dominants (dans tous les champs d'activités humaines: politique, social, économique, culturel, etc.). Toujours sous l'angle qui nous intéresse: la sociologie comprise à la fois comme science sociale déterminante pour accéder à la vérité (en tant qu'enjeu de lutte) du social et comme outil militant déterminant (comme pratique de lutte) au service d'une politique d'émancipation contre toutes formes de domination, conçus comme « les deux faces d'un même travail d'analyse, de décryptage, et de critique de la réalité sociale pour aider à sa transformation »5. Bourdieu aura eu à

² Préface à Contrefeux 2, Pierre Bourdieu, Éditions Raisons d'agir, 2001.

³ Pierre Bourdieu. Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique, textes choisis et présentés par Franck Poupeau et Thierry Discepolo, Éditions Agone 2002 (réédition complétée et actualisée en 2022).

⁴ Rôle, examiné dans la perspective militante qui nous intéresse ici.

subir régulièrement le reproche de promouvoir le «fatalisme» ou la «démission pessimiste », ce qu'il qualifiait de « contresens » : «Les régularités sociales se présentent comme des enchaînements probables que l'on ne peut combattre... qu'à condition de les connaître. »6 Surtout, la principale critique qu'il aura eue à subir est celle d'un déterminisme enfermant les agents sociaux dans un carcan de fer, à partir d'une lecture caricaturale, innocente ou malveillante suivant les champs considérés, et de produire un savoir désenchanté de la domination des dominants. Cette critique provient surtout d'une lecture particulière du concept majeur d'habitus, concept clé de la théorie sociologique de Bourdieu. Elle s'est élaborée en troisième voie, entre objectivisme et subjectivisme ou spontanéisme, mécanisme et finalisme, structures et individus, entre ces grands courants de pensée de l'après-guerre, structuralisme (Lévi-Strauss) et humanisme existentialiste (Sartre): « Une des fonctions majeures de la notion d'habitus est d'écarter deux erreurs complémentaires... d'un côté le mécanisme, qui tient que l'action est l'effet mécanique de la contrainte de causes externes; de l'autre le finalisme qui, notamment avec la théorie de l'action rationnelle, tient que l'agent agit de manière libre, consciente.»

Entre deux mythes, celui du déterminisme indépassable et celui du libre arbitre absolu, Bourdieu montre que le social existe à la fois dans les corps des individus et dans les objets (sociaux) et les institutions: le social incorporé c'est l'habitus, c'est-à-dire l'ensemble des dispositions intériorisées qui organisent les différents rapports de l'indi-

vidu (dans les différents champs) au monde, ces dispositions (manières d'être, d'agir et de réagir socialement, de se représenter le monde...) se construisent au cours de l'expérience du monde social de l'individu depuis son enfance. Pour autant, «l'habitus n'est pas le destin que l'on y a vu parfois. Étant le produit de l'histoire, c'est un système de disposition ouvert, qui est sans cesse affronté à des expériences nouvelles et donc sans cesse affecté par elle. Il est durable mais non immuable »7.

Ainsi, les syndicalistes ayant eu à animer et participer à des grèves longues dans leur entreprise, souvent éprouvantes sur le plan physique et psychologique, connaissent ce phénomène qui transforme littéralement les collègues de travail en quelques jours, y compris les syndicalistes, dans une ambiance de créativité parfois ludique, parfois lourde et anxiogène; les grévistes se révèlent capables de prises de responsabilités, de capacité d'analyses pertinentes sur les formes de domination subie et d'élaboration tactique et stratégique pour la poursuite de la grève. Certes, il y a des conflits, des colères et de la mauvaise foi mais aussi une capacité d'écoute et une capacité à débattre insoupçonnées : une sorte de catharsis libératrice qui ouvre une fenêtre sur ce qui pourrait être, une sorte d'état de grâce qui dure le temps de la mobilisation, quelle que soit l'issue de la grève. Puis, c'est le retour à la « normalité » instituée, c'est-à-dire qui est considérée comme telle par la direction de l'entreprise: le retour à l'ordre ancien. Le constat est alors partagé - y compris au-delà des syndicalistes - que ce qui pourrait être ne s'inscrit pas dans la durée, avant de comprendre, avec le temps et l'expérience, que ce conflit sera néanmoins inscrit dans une mémoire collective, même lorsque la grève se conclut de façon socialement dramatique (licenciements, fermeture de l'entreprise, etc.)

De même, lorsque le sociologue pose la question: «Comment le groupe peut-il maîtriser l'opinion exprimée par le porte-parole, qui parle au nom du groupe et en sa faveur, mais aussi à sa place?»⁸, question que tout-e syndicaliste sou-

⁵ Ibid. Préface Interventions, op cit.

^{6 «}Fonder la critique sur une connaissance du monde social », in Interventions.

⁷ Réponses, pour une anthropologie réflexive, Pierre Bourdieu, Éditions du Seuil, 1992.

⁸ « Contre la science de la dépossession politique », in Interventions 9 « Retour sur les grèves de 1995 », in Interventions, op cit.

219 LES utopiques **19** SOLIDAIRES



PIERRE BOURDIEU

Interventions, 1961-2001

Science sociale et action politique

Deuxième édition revue, complétée et actualisée

Réédition en 2022 de Pierre Bourdieu. Interventions, 1961-2001. Science sociale et action politique



cieux-se de respecter la démocratie, en promouvant l'auto-organisation en AG, dans les luttes pense respecter, tout en s'arrogeant le pouvoir de décider quelles sont les bonnes décisions à prendre pour organiser cette auto-organisation, ce qui ne signifie pas pour autant qu'il-elle se trompe – habitus – et, parfois, il arrive que le groupe décide de luimême de prendre la parole, non seulement pour s'exprimer mais pour auto-organiser la lutte. Ainsi, la dynamique des coordinations

dans la deuxième moitié de la décennie 80 (grèves SNCF, maintenance industrielle Air France, où beaucoup de syndicalistes se feront quelque peu «bousculer» dans leur pratique...). En fait, tout-e syndicaliste est un peu à sa manière une sorte de sociologue sans le savoir ni y prétendre, lorsqu'il s'agit d'évaluer subjectivement le contexte social de son entreprise – l'ambiance – dans lequel il évolue à un moment donné et au regard des informations objectives qu'il ou elle reçoit

1995, LE SOCIOLOGUE EN SOUTIEN PUBLIC AUX LUTTES SOCIALES ET CONTRE LES « INTELLECTUELS DE COUR »!

« Jamais la subordination de certains intellectuels à l'égard des forces politiques et économiques n'a été aussi visible qu'à l'occasion de ce mouvement... »9. Contrairement à une idée reçue, ce n'était pas la première fois que le sociologue prenait position politique. Ainsi, il avait interpellé le gouvernement de gauche en décembre 1981, avec Michel Foucault entre autres, pour qu'il intervienne en soutien à Solidarnosc, en Pologne, après l'intervention des troupes du général Jaruzelsky: les signataires seront traités de clowns malhonnêtes par Jack Lang pour crime de lèse-majesté... de gauche! Lors du mouvement social de 1995, notamment contre le plan Juppé de contre-réforme de la sécurité sociale en vue de diminuer les dépenses, un certain nombre d'intellectuels, au sein de la fondation Saint-Simon, de la revue Esprit et de la CFDT de Nicole Notat, signent une pétition en soutien au gouvernement. Pierre Bourdieu signera un Appel des intellectuels en soutien aux grévistes, avant de prendre la parole un peu plus tard devant une assemblée générale près de la gare de Lyon, le 12 décembre. Il brocardera le mentor de Macron, le philosophe Paul Ricœur qui se désole de constater « l'énorme distance, le gouffre qui existe entre la compréhension rationnelle du monde, que ce soit l'économie de marché... et le désir profond des gens »10. Certains intellectuels et chercheurs ne feront pas dans la dentelle. La pensée critique incarnée par Bourdieu sera qualifiée de « populiste » et de « poujadiste »¹¹! De son côté, il n'est pas avare de cartouches ; il a régulièrement épinglé les «intellectuels de cour» en «mal de pouvoir » en miroir des « politiques en mal de pensée », des « demi-savants », des pseudo penseurs hérétiques « francstireurs à blanc »... En 1996, il participe activement à un « Appel pour des états généraux du mouvement social » qui manquera son objectif mais qui sera élargi par un appel identique

9 «Retour sur les grèves de 1995», in Interventions, op cit.

10 Journal du dimanche, 15 décembre 1995

(situation économique de l'entreprise, évolution de la convention collective, négociations sur salaires et conditions de travail, etc.), dans une perspective de promouvoir une mobilisation sociale afin d'instaurer le meilleur rapport de forces possible au meilleur moment.

La sociologie critique de Pierre Bourdieu comme «boîte à outils» est donc pertinente,

¹¹ P. Perrineau et M.Wieviorka, Le Monde, 20 décembre 1995.

¹² Voir dans ce numéro «L'appel pour l'autonomie du mouvement

^{13 «}Les chercheurs et le mouvement social », in Interventions, op cit.

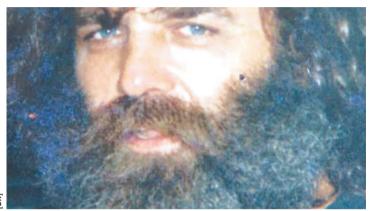
au niveau européen en 2000. En 1998, il intervient en soutien au mouvement des chômeurs et chômeuses (AC! - Agir contre le chômage, APEIS, MNCP) et lance la collection Liber-Raisons d'agir: des livres à bas prix comme « armes intellectuelles de la résistance ». En 1999, il sera signataire de l'appel « Résolument pour une alternative, le développement des luttes et l'autonomie du mouvement social »12. Pierre Bourdieu aurait certainement beaucoup à nous dire aujourd'hui au sujet de l'atmosphère intellectuelle : les républicains laïcs fustigeant le wokisme sous prétexte d'universalisme, en fait réactivant une idéologie réactionnaire; les chercheurs encouragés par le président de la république et le président du CNRS à la compétition interne à la recherche, en faisant une référence aberrante au darwinisme social; la chasse à l'islamogauchisme pitoyable artefact idéologique - au sein du CNRS et des universités, demandé par les ministres de l'éducation et de l'enseignement supérieur et de la recherche; le scientisme acritique sur les questions environnementales représenté par le rapport Bronner - sociologue très médiatisé et porteur d'une nouvelle sociologie cognitive - et qui sous prétexte de lutter contre le complotisme se garde bien de toute évaluation critique des conséquences sociales et écologiques du capitalisme, fustigeant lui aussi la sociologie critique et la pensée décoloniale; enfin un colloque de nouveaux et d'anciens réacs organisé début janvier 2022 à la Sorbonne, consacré à la critique du wokisme et de la pensée décoloniale, en présence du ministre de l'Éducation nationale, qualifié de « maccarthysme soft » par le sociologue François Dubet. Laissons la conclusion à Pierre Bourdieu sur le rôle des chercheurs, dans une perspective internationaliste: « Celui de travailler à une invention collective des structures collectives d'invention qui feront naître un nouveau mouvement social, c'est-à-dire des nouveaux contenus, des nouveaux buts et des nouveaux moyens internationaux d'action. »13

y compris au plus près du terrain, pour tenter de dévoiler ce qui entrave cette perspective: les différentes formes de domination plus ou moins intériorisées par les agents, sachant que les syndicalistes n'en sont pas exclus mais que le possible (la mobilisation pour subvertir l'ordre établi) est toujours latent et peut émerger du groupe bien souvent sans prévenir qui que ce soit!

Merci à Franck Poupeau pour sa relecture de la présentation de la sociologie critique de Pierre Bourdieu, il semblerait que ce texte ne contient pas trop d'âneries!

Pierre Contesenne

Michel Desmars



Michel Desmars en 1968

INC

é le 10 août 1942, Michel Desmars est décédé le 21 décembre 2021. Entre ces presque 80 années, il y a 60 ans de militantisme pour l'émancipation sociale, contre l'exploitation, pour la solidarité ouvrière, contre l'inutile hiérarchie, pour le communisme libertaire, la démocratie, l'écologie, l'auto-organisation, contre le « communisme » autoritaire, la bureaucratie, la destruction de la terre, l'encasernement. Et encore bien d'autres choses; avec un fil rouge: le syndicalisme¹.

Entré dans le monde du travail en 1961, Michel embauche à la SNCF en septembre 1964 au dépôt de Saint-Pierre-des-Corps, comme conducteur de trains [...] Trésorier de syndicat FO en Loire-Atlantique, puis secrétaire du syndicat des cheminots FO de Tours de 1965 à 1969 et membre de l'UD-FO d'Indre-et-Loire, il sera exclu de FO en septembre 1969 après la grève des agents de conduite sur la réglementation du travail.

À Tours, pendant le mouvement de mai 1968, Michel est l'un des animateurs [...] du Comité d'action révolutionnaire (CAR) qui regroupe des lycéens, étudiants et ouvriers de toutes tendances [...] Il anime le Comité d'action Cheminots, en collaboration avec le journal Les Cahiers de Mai (1968 à 1973) créé par des étudiants, des ouvriers, des intellectuels participant activement au mouvement de Mai. Il collabore au bulletin des cheminots Action-Cheminots (mars 1970 - printemps 1971) dont il est le directeur de publication [...]

Il rejoint la CFDT en 1974 et prend rapidement des responsabilités syndicales. Il contribue à ce que Saint-Pierre-des-Corps soit le premier dépôt SNCF où la CFDT devient première organisation syndicale de l'établissement. Michel est secrétaire général de l'Union professionnelle régionale (UPR) de Tours de 1976 à 1979. Après les élections professionnelles de février 1978, il est nommé délégué du personnel auprès du directeur général de la SNCF. Il fait également partie du groupe technique national des agents de conduite à partir de 1977 et en devient le responsable en même temps qu'il est élu au secrétariat fédéral en mai 1980, puis dégagé comme permanent syndical en juin 1980.

Il est donc membre de l'exécutif de la Branche cheminots CFDT lorsque celle-ci est suspendue par décision de la Fédération générale des transports et de l'équipement, en date du 3 juin 1981. Cette situation, qui durera jusqu'en octobre 1981 et vit même la FGTE/CFDT demander à la SNCF d'être reconnue en lieu et place de la Branche cheminots CFDT, ne sera qu'un épisode dans la suite du congrès fédéral de mai 1980 mar-

qué par un affrontement particulièrement dur entre pro-confédéraux et oppositionnels. Au congrès confédéral CFDT de Metz, en 1982, il représente le syndicat de Tours; avec celui de Villeneuve-Saint-Georges, il organise un forum de débat au sein même de l'enceinte du congrès, rassemblant 300 délégué-es; 135 syndicats (dont 17 de cheminots) cosignent une déclaration critiquant la politique confédérale, en matières revendicative et démocratique [...]

Il reprend son service à la SNCF en juillet 1983. Lors de l'AG des syndicats de la Branche cheminots en octobre 1986 à Lamoura, il intervient pour dire que sa candidature s'inscrit dans la construction d'un syndicalisme frontalement opposé à la direction SNCF, au patronat et aux gouvernements et sans discontinuer au service des travailleurs et des travailleuses; il est réélu au secrétariat fédéral. C'est en tant que secrétaire fédéral de la CFDT cheminots que Michel est présent à l'assemblée générale des agents de conduite de Paris Nord qui décident la grève à partir du 18 décembre 1986; il mettra l'outil syndical à disposition, faisant connaître dans tous les dépôts SNCF les propositions issues de l'AG et participera activement à la grande grève des cheminots et cheminotes de l'hiver 1986/1987.

¹ Ce texte reprend des extraits de la notice biographique de Michel Desmars dans le Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, le Maitron. Pour lire la notice complète: maitron.org; pour Les utopiques, Michel a écrit deux articles: «Quand la gauche syndicale se dotait d'outils pour avancer», Les utopiques n° 4, février 2017; «Mai 68 à Tours, souvenirs, souvenirs...», Les utopiques n° 7, printemps

Michel est de nouveau réélu au secrétariat fédéral de la CFDT cheminots lors de l'assemblée générale d'avril 1989 à Port-Leucate (Aude). Au début de l'année 1990, les cheminots des régions de Tours et de Toulouse expédient un train humanitaire en Roumanie: Michel participe à l'expédition du 28 janvier au 2 février et aux rencontres avec les cheminots de Bucarest. En 1990-1991, il est le principal négociateur pour la CFDT de la nouvelle grille de rémunération SNCF, en partie liée aux suites de la grève de 1986-1987, et il s'impliquera fortement pour que celleci ne soit pas rejetée lors de l'AG de la Branche CFDT Cheminots du 6 juin 1991.

Michel participe activement aux combats de la «gauche CFDT»: à l'occasion des congrès fédéraux et confédéraux, mais aussi avec le souci de se doter d'outils utiles aux équipes syndicales, comme les revues Résister à partir de 1979, Alternative syndicale à partir de 1983, Collectif à partir de 1987, ou encore Les cahiers syndicaux (d'avril 1987 à décembre 1995). En Haute-Garonne, Michel fut des principaux animateurs de la revue Collectif 31.

Il part à la retraite en août 1992, s'installe à Toulouse et milite ensuite dans les associations comme Agir ensemble contre le chômage (AC!), Droit au logement (DAL), mais aussi à l'Union régionale des retraités CFDT jusqu'en 1995. Il participe à la création de SUD-Rail en 1996, est chargé de la mise en place de la liaison des retraitées, et participe activement aussi à la création du syndicat SUD-Rail Midi-Pyrénées.

Parallèlement, il est toujours actif dans l'interprofessionnel en Haute-Garonne, où il contribue à la création et au développement de ce qui deviendra l'Union syndicale Solidaires. Il poursuit ses activités au sein



Michel à Sao Paulo, pour une rencontre syndicale internationale, en 2016

F. Girodon]



Lors des débats « l'autogestion dans les années 68 », dans les locaux de l'Union syndicale Solidaires. Voir: www.lesutopiques.org/ autogestion-mai-68-videos

de la fédération SUD-Rail par une aide à la formation syndicale et à la commission internationale. À ce titre, il se rend disponible pour de nombreuses initiatives syndicales internationales (en Ukraine, en Palestine, au Mali, en Bosnie-Herzégovine, au Brésil, en Tunisie, en Corée, au Maroc, au Burkina, au Sénégal, en Espagne, etc.), souvent avec de jeunes militantes et militants à qui il transmet son expérience, à travers sa pratique, ses récits.

Après avoir joué un rôle important dans les Marches contre le chômage et la précarité lancées en France par AC!, Michel participe aussi aux Marches internationales; ainsi, en 1997, il est parmi les marcheurs et marcheuses qui allèrent de Tanger à Amsterdam.

Il participe en 2005 à Dakar, à la création du Réseau Rail Sans Frontière, dont il assurera la production du bulletin d'information de 2011 à 2016, tout en participant aux rencontres internationales de ce Réseau.

En 2018, il fait partie de la délégation SUD-Rail/Solidaires aux troisièmes rencontres du Réseau syndical international de solidarité et de luttes, à Madrid.

Michel a contribué à la formation de nombre de militantes et militants: par sa pratique quotidienne durant des années, alliée au souci de transmission et à la volonté de construire dans la durée des outils permettant l'organisation des travailleurs et travailleuses pour leur émancipation. Il a signé plusieurs textes d'un pseudonyme qu'il utilisa ensuite pour son adresse mail: Vouvray, un clin d'œil à la Touraine, au vignoble, au «bon vivant » partageur qu'il fut.

SYL-EPSE

PETITE HISTOIRE POLITIQUE DES BANLIEUES POPULAIRES

Hacène Belmessous

histoire récente des banlieues populaires demeure un terrain en grande partie délaissé et inexploré. Pourtant, ces lieux concentrent depuis plusieurs décennies tous les débats, toutes les polémiques, toutes les fractures qui témoignent d'une société française qui ne sait pas comment aborder ces quartiers de relégation où dominent la pauvreté et la ségrégation. Évoquer ces quartiers, c'est convoquer toute la série de fantasmes qui servent de support aux pratiques discriminatoires quotidiennes: ils formeraient la dernière étape avant le «grand remplacement», des «zones de non-droit» qui mettraient l'ordre républicain à feu et à sang... Revenir sur l'histoire politique de ces quartiers, de ces villes, de ces banlieues c'est constater que le droit commun n'y a jamais été instauré malgré les promesses d'égalité républicaine par les promoteurs de la politique de la Ville. C'est aboutir à ce constat implacable: la République, dans les banlieues populaires, c'est pour leurs habitants quarante années d'humiliations sociales. Cet ouvrage s'efforce de décrire et analyser ce qui s'y est joué durant cette période en abordant avec profondeur et de façon incisive une série de questions : la police, le logement social, l'islam, la politique de la



Ville, les politiques conduites dans ces quartiers par les partis politiques aux affaires (de droite comme de gauche), etc. Pour cela, l'auteur s'est appuyé sur des archives locales de communes emblématiques (La Courneuve (93), Mantes-la-Jolie (78), Vaulx-en-Velin (69), Vénissieux (69), Montfermeil (93)...), des documents étonnamment souvent jamais consultés, et sur des entretiens avec des personnages historiques de l'histoire urbaine récente.

Cette histoire politique des banlieues livre finalement en creux ce qu'elles ont toujours incarné: les démons des mauvaises consciences françaises. ■

Parution mars 2022 Pages 200 Format 115 x 190 Prix 10 €

DÉSOBÉISSANCES FERROVIAIRES Christian Mahieux

es cheminot-es occupent une place particulière dans l'histoire des luttes sociales qu'ils et elles ont encore pleinement occupées lors de tous les derniers mouvements pour s'opposer aux contre-réformes des retraites.

Cette combativité s'inscrit dans une longue tradition de luttes, donc de désobéissances, qui a secoué le rail depuis le début du siècle. Ce sont certains de ces moments importants qu'a connus la SNCF que nous propose l'auteur.

L'ouvrage s'ouvre sur la grande grève de 1910 où le sabotage a été plusieurs fois pratiqué durant le conflit en écho à des luttes similaires en Italie. L'autre grand rendez-vous historique des cheminot·es sera la résistance contre l'occupation nazie sur lequel l'auteur revient en détail. En 1947, les luttes du rail reprennent et elles verront encore des pratiques de sabotage durement réprimées avec 1391 sanctions prononcées pour des faits directement liés à la grève, dont 93 licenciements. Quelques années plus tard, lors de la guerre d'Algérie, ce sont les voies qui sont occupées et les trains bloqués contre le rappel des jeunes sous les drapeaux pour les besoins de la guerre coloniale. En 1962, les conducteurs de train refusent la veille automatique qui supprime le deuxième agent en cabine de conduite. En 1982, un nouveau mouvement social inédit porte sur les rémunérations, l'emploi et les conditions de tra-



vail: c'est la grève de la pince, les contrôleurs et les contrôleuses se refusent à contrôler les billets. Trois ans plus tard, ce sera une grève de l'astreinte qui oblige certains agents à répondre à tout appel pendant les repos, les journées chômées. Suivra la grève des réservations dont l'auteur, comme les conflits précédents, nous raconte les raisons et le déroulement. Plus tard, en 1997, ce sont encore des voies qui sont occupées, et des trains bloqués, contre les expulsions de demandeurs d'asile. Dernier épisode narré: le démontage de la voie où devait rouler le premier train privé, en 2005.

Christian Mahieux ne raconte pas ici toutes les grandes grèves cheminotes mais explique comment, à travers les générations, se sont transmis un esprit et des pratiques de résistance sociale individuelle et collective, dans un milieu où l'«obéissance passive aux signaux» est la règle de base. Et cette histoire n'est pas close, à n'en pas douter.

Parution février 2022 Pages 80 Format 150 x 150 Prix 5 €

LA REVANCHE DU CHIEN ENRAGÉ RÉFLEXIONS SUR LE STALINISME À PARTIR DE LA BIOGRAPHIE DE STALINE PAR LÉON TROTSKY Patrick Silberstein

a biographie de Staline par Trotsky vient d'être publiée pour la première fois dans son intégralité en français aux éditions Syllepse. À l'occasion de cette parution, Patrick Silberstein nous invite à une réflexion sur le stalinisme. La nature de l'État soviétique a fait l'objet de multiples débats; cet ouvrage nous en retrace les moments forts et, ce faisant, questionne également l'événement originel: la révolution d'Octobre. Mais cet essai n'a pas pour objet d'être seulement une analyse historique des événements eux-mêmes. Les réflexions plurielles qui y sont déclinées conduisent à penser les moyens de l'évitement du phénomène bureaucratique et obligent ainsi à la rénovation d'une pensée émancipatrice.

Parution décembre 2021 Pages 220 Format 115 x 190 Prix 10 €

AUTOUR D'IMPÔT Solidaires Finances publiques

la faveur d'une émission de télé diffusée dans un troquet, la discussion s'engage, sur cet impôt que son ami voudrait bien voir considérablement réduit. Pourtant l'impôt a un sens, de redistribution notamment. Alors à quoi, et à qui sert-il vraiment? «En France non seulement on paye beaucoup trop d'impôts mais en plus près de la moitié de la population n'en paye pas...» Cette affirmation énoncée avec assurance par Michel au cours de cette conversation, est l'un des poncifs qui contribuent à polluer tous les débats sur la fiscalité, les poli-



tiques publiques et le rôle redistributif de l'impôt. Les questions sur l'impôt ou les politiques fiscales, jalonnent invariablement les discussions lors de débats médiatiques, notamment pendant la campagne des élections présidentielles. Pourtant, de nombreux discours sont empreints de raccourcis, de contre-vérités, d'un soupcon de mauvaise foi, parfois teintés de démagogie. Julien avec ses mots, ses chiffres étayés, sa connaissance de la fiscalité tente d'infléchir les positions de son comparse. Certains faits méritent d'être réitérés, certaines explications nécessitent peut-être d'être apportées, et si le débat reste essentiel dans une démocratie, il n'est pas inutile que Julien contextualise certains sujets.

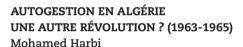
Oui, la TVA, cet impôt que tout le monde paye, représente, et de loin, la plus grande part des recettes fiscales de l'État, mais estil juste? Pourquoi pèse-t-il sur les ménages les moins aisés? Oui, les niches fiscales concernent un nombre très varié de situations. Sont-elles efficaces? Pourquoi empiètent-elles sur le caractère progressif de l'impôt sur le revenu?

Oui, l'impôt a un rôle essentiel dans le fonctionnement de notre société et ce, tout au long de notre vie.

Alors, qu'est-ce qui dysfonctionne? Comment retrouver le sens de l'impôt?

C'est ce que tente de montrer Solidaires Finances publiques à travers le dialogue de ces deux personnages, échanges qui se veulent accessibles et ludiques.

Parution avril 2022 Pages 144 Format 210 x 210 Prix 10 €

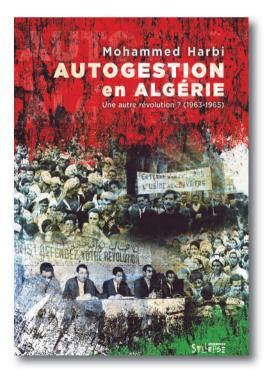


I l'ignore souvent, mais dès la fin de la guerre d'indépendance, un million d'hectares et 500 entreprises sont délaissés par leurs propriétaires coloniaux. Spontanément, paysans et travailleurs occupent ces biens sans maîtres. Reconnaissant officiellement cette situation, le gouvernement Ben Bella promulgue, le 23 mars 1963, un décret: la gestion des biens déclarés vacants – ainsi que celle des biens « anormalement exploités » – sera assurée par les travailleurs. Le 30 mars, un nouveau décret fait explicitement référence à « l'organisation et la gestion des entreprises en autogestion ».

Autogestion: le mot est lancé, officialisé, avec de nouvelles structures: assemblée générale des travailleurs, conseil des travailleurs, comité de gestion, directeur, conseil communal d'animation de l'autogestion. Le Bureau national des biens vacants devient Bureau national d'animation du secteur socialiste sous la responsabilité de Mohammed Harbi, qui mobilise militants et chercheurs, algériens et français. Les résistances



sont fortes: l'armée accapare une bonne partie du secteur agricole mis hors autogestion; dans beaucoup d'entreprises et de terres le pouvoir des travailleurs est confisqué par une nouvelle bourgeoisie qui entend accaparer la révolution à son profit. Après



le coup d'État de Houari Boumedienne en 1965, seule demeurera le vocabulaire socialiste sans réalité pratique.

Dans ce recueil qu'il introduit, présente et annote, Mohammed Harbi a sélectionné une série de ses propres écrits, de textes et de documents, pour beaucoup inédits, et des enquêtes de terrain qu'il a dirigées dans les fermes et usines autogérées.

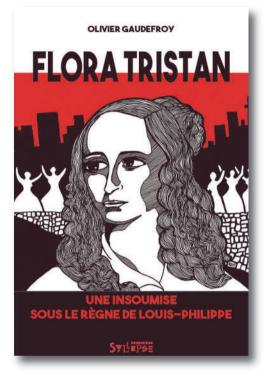
Alors que l'on commémore, en mars 2022, les 60 ans des accords d'Évian et de l'indépendance de l'Algérie, alors que le Hirak réclame une nouvelle révolution, ce livre vient rappeler l'histoire de l'autogestion algérienne, mise sous le boisseau par les autorités.

Parution février 2022 Pages 180 Format 150 x210 Prix 15 €

UNE INSOUMISE SOUS LE RÈGNE DE LOUIS-PHILIPPE Olivier Gaudefroy

vec cette biographie, Olivier Gaudefroy nous propose de découvrir les multiples facettes de la vie de Flora Tristan. Enfant illégitime d'un colonel de l'armée espagnole, elle se définissait elle-même comme une «paria», une exclue, non seulement en raison de sa condition de fille naturelle mais aussi à cause de son ressenti de déclassement social et de sa subordination au système patriarcal. Très vite, elle épouse la cause ouvrière, elle prône l'unité ouvrière internationale et se bat pour faire prendre en compte le combat féministe dans le socialisme. Mariée à un homme violent, elle échappe au féminicide.

Dans son combat, elle se lie aux grandes figures du féminisme anglais. Son voyage au Pérou, à la recherche de ses origines paternelles, lui permet de découvrir et de dénoncer l'esclavage. Plus tard, de son enquête à Londres sur la condition ouvrière,



naîtra un ouvrage de sociologie, Promenades dans Londres, qui connaîtra un large succès. socialiste de l'époque, Flora Tristan écrit Union ouvrière, qui devient une référence. Elle sillonne la France et donne de multiples conférences pour la promotion du livre qui la conduisent sur les routes de l'Est et du Sud de la France. Ce périple lui provoque un épuisement fatal.

Son dernier combat, pour la construction d'une organisation ouvrière indépendante, où la libération du prolétariat ne se fera pas sans libération des femmes, reste une de ses contributions les plus importantes à l'histoire du mouvement ouvrier français.

Parution avril 2022 Pages 128 Format 115 x 190 Prix 9 €

BULLETIN BONNEMENT

Les utopiques CAHIER DE RÉFLEXIONS DE L'UNION SYNDICAIE SOLIDAIRES



NOM / PRÉNOM /
ORGANISATION / (facultatif)

ADRESSE /

CP / VILLE /
TÉL /
COURRIEL /

Nombre d'abonnements : x 40 € soit la somme de : € Nombre d'abonnements : x 20 € soit la somme de : €

Règlement par chèque à l'ordre de Union syndicale Solidaires Les utopiques - 31, rue de la Grange-aux-Belles - 75010 PARIS

utopiques_

www.lesutopiques.org



Comité éditorial: Verveine Angeli - Nara Cladera -Annick Coupé - Gaëlle Differ - Julien Gonthier -Gérard Gourguechon - Murielle Guilbert -Christian Mahieux - Noémie Moret - Théo Roumier Équipe du site www.lesutopiques.org: Aurélien Boudon - Patrick Butin - Kevin Le Tétour -Vincent Ollinger

31, rue de la Grange-aux-Belles - 75010 Paris

Tél: 01 58 39 30 20 contact@lesutopiques.org

Directrice de publication : Murielle Guilbert

Printemps 2022 N° ISSN 2491-2352 Dépôt légal à parution

Couverture: photo Théo Roumier

Illustrations: Merci à Serge D'Ignazio, Jean-Claude

Saget, Fred Sochard, Sébastien Marchal Correction: Marie-Claude Guignard Mise en pages: Marie-Hélène Klein Imprimerie: Delta Papiers, Paris

Éditions Syllepse

69, rue des rigoles - 75020 Paris

Tél: 01 44 62 08 89 www.syllepse.net

N° ISBN 979-10-399-0025-6

Couverture

En 1969, l'armée italienne annonce vouloir utiliser des terrains utilisés par les bergers d'Orgosolo, petit village de Sardaigne, pour des exercices de tirs. Pendant deux mois, les bergers et la population occupe le village et les champs, refusant cette mainmise militaire. Un mouvement muraliste accompagne la contestation et de nombreuses fresques ornent les murs d'Orgosolo qui a conservé cette tradition. La photographie de couverture de ce numéro

en reproduit un détail.

Pouvoirs, politique, mouvement social. L'articulation des trois termes a traversé l'histoire du mouvement ouvrier, et, en cette veille d'élections présidentielle et législatives, continue à interpeller. Trois contributions s'intéressent à la Charte d'Amiens, texte fondateur fixant pour but la «double besogne, quotidienne et d'avenir». Trois autres traitent de la CGT et du Programme commun (de 1972 à 1984); de la CFDT et des Assises du socialisme de 1974; du mouvement syndical face à l'arrivée de la gauche au pouvoir en 1981. Un autre article revient sur les appels pour l'autonomie du mouvement social de la fin des années 1990. Deux textes interrogent l'institutionnalisation de l'égalité professionnelle femmes/hommes et l'indépendance du féminisme vis-à-vis des institutions et de l'État. Un entretien aborde les rapports du mouvement social grenoblois à sa mairie «alternative». Trois autres contributions s'intéressent plus généralement aux liens du mouvement social au «politique». La dimension internationale est présente avec des articles sur ce que fut le syndicalisme soviétique, la place des mobilisations populaires dans les élections états-uniennes de 2021, l'attitude que le syndicalisme de lutte et de classe peut entretenir dans l'État espagnol avec les «mairies rebelles» et les rapports de la Centrale unique des travailleurs du Brésil avec le gouvernement Lula. En varia, nous proposons des contributions sur la grève des agents du nettoyage de la fac de Jussieu, le «nouveau statut du salariat», la critique de l'économie politique, la crise sanitaire ou encore l'actualité de Pierre Bourdieu.

Ont contribué à ce numéro : Philippe André, Verveine Angeli, Alexandra Bradbury, Florent Cariou, Romain Casta, Nara Cladera, Pierre Contesenne, Léon Crémieux, Étienne David-Bellemare, Anne Debrégeas, Julien Gonthier, Gérard Gourguechon, Murielle Guilbert, Bernard Guillerey, Ivan Jurkovic, Patrick Le Tréhondat, Jean-Yves Lesage, Christian Mahieux, François Marchive, Vincent Peyret, Francky Poiriez, Thierry Renard, Théo Roumier, Jérôme Schmitt, Sud éducation Paris Jussieu, Alain Véronèse, José Villaverde Garda, Pierre Zarka, Pierre Znamensky

10 euros ISBN 979-10-399-0025-6

